
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





HARVARD LAW LIBRARY

Received **JUN 3** 1909

36^e Année. — 1893.

JOURNAL
DU
MINISTÈRE PUBLIC

ET DU
DROIT CRIMINEL

RECUEIL MENSUEL ET RAISONNÉ
DE JURISPRUDENCE, DE DOCTRINE ET DE LÉGISLATION
CONCERNANT LES ATTRIBUTIONS TANT ADMINISTRATIVES QUE JUDICIAIRES

DU
MINISTÈRE PUBLIC
ET CELLES DU JUGE D'INSTRUCTION

RÉDIGÉ PAR
GUSTAVE DUTRUC
Avocat à la Cour d'Appel de Paris, Ancien Juge d'instruction,

Avec le concours de
M. ÉDOUARD SAUVEL
Avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation,
Et de plusieurs magistrats.

Recueil accompagné d'un *Résumé chronologique des circulaires,
instructions et décisions du Ministère de la justice.*

TOME TRENTE-SIXIÈME

PARIS
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
Rue de Montenotte, 21.

JUN 3 1909

ART. 3491

PEINE, ATTÉNUATION, AGGRAVATION, LOI DU 26 MARS 1891.

Commentaire de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

(Suite)(1)

SECTION II. — SYSTÈME DE LA LOI NOUVELLE.

§ 1^{er}. — *Travaux législatifs.*

Le projet déposé en 1884 par M. Bérenger contenait sur la récidive des dispositions empreintes d'une grande rigueur, et dont le défaut capital était de ne pas se plier avec une suffisante souplesse aux degrés infinis de culpabilité, mais que la sanction législative aurait eu le précieux avantage de jeter comme une barrière infranchissable au devant du fléau à combattre. Quelques années de ce régime sévère, tempéré à l'occasion par un judicieux emploi du droit de grâce, auraient eu certainement la plus heureuse influence sur la criminalité. — L'honorable sénateur demandait : 1^o qu'en cas de première condamnation à une peine d'emprisonnement inférieure à trois mois, le juge ne pût, *même s'il y avait des circonstances atténuantes*, infliger une peine inférieure à six mois pour la première rechute, à un an et un jour pour la deuxième, et au minimum des peines aggravées de l'article 58 du code pénal, c'est-à-dire au maximum de la peine ordinaire, pour les autres ; 2^o qu'en cas de condamnation plus grave prononcée pour le premier délit, la peine fût au minimum ; pour la seconde chute de la moitié du maximum, et pour les autres du maximum même de la peine ordinaire (2). « Ces mesures, « disait l'exposé des motifs, livreraient à bref délai les réci- « divistes à la peine de longue durée, c'est-à-dire à la maison « centrale, seul châtiment qui, dans l'état actuel de la répres- « sion, soit réellement redouté par les criminels, et permet- « traient à l'administration, avec le temps et l'amélioration

(1) V. Tome 35, p. 3 et s., 29 et s., 61 et s., 85 et s., 113 et s., 145 et s., 193 et s., 241 et s., 273 et s.

(2) Journal officiel. *Documents parlementaires* de juillet 1884.

« de notre régime pénitentiaire, d'exercer sur eux une action plus complète et plus efficace. »

Cette proposition souleva de vives et nombreuses critiques au sein de la commission sénatoriale. — La sévérité des dispositions soumises à son examen ne manqua pas d'être représentée « comme incompatible avec l'esprit du droit pénal moderne, comme un véritable recul sur les idées de douceur et d'humanité qui, depuis 1832, ont imprégné si fortement notre législation. L'inflexibilité de la loi, disait-on, a souvent produit des résultats contraires au but poursuivi. Elle provoque la protestation de la conscience et engendre les acquittements scandaleux. Comment d'ailleurs imposer l'uniformité d'un même niveau aux faits les plus variables sans blesser la justice ? Faut-il frapper avec une pareille rigueur dès la deuxième condamnation et pour tous les délits ? Il faut encore parler de l'encombrement des prisons et des obstacles nouveaux qui en résulteraient pour l'application désirée du régime de la séparation individuelle. » (1)

Le promoteur de la réforme se rendit à la justesse de quelques-unes de ces observations, mais il maintint énergiquement les bases du projet, c'est-à-dire le principe d'une aggravation progressive, graduée suivant le nombre des rechutes, et le refus des circonstances atténuantes.

A la suite de nouvelles discussions, l'accord finit cependant par s'établir, et M. Bérenger, nommé rapporteur de la commission, déposa sur le bureau du Sénat un projet définitif dont il indiqua l'économie dans les termes suivants : « La répression correctionnelle sera désormais ainsi graduée : Si la condamnation antérieure a excédé une année, la peine sera du maximum et pourra être portée jusqu'au double, et le prévenu subira en outre l'interdiction de séjour. C'est la règle non modifiée des articles 57 et 58. Si la condamnation précédente a été moindre, la peine antérieurement prononcée sera doublée, sans quelle puisse toutefois dépasser le double du maximum de la peine encourue. C'est la règle nouvelle. — En cas d'admission de circonstances atténu-

(1) Rapport de M. Bérenger du 6 mars 1890.

« antes, la peine ne pourra descendre au-dessous de celle « précédemment prononcée. » (1).

Devant les Chambres, la discussion fut longue et opiniâtre. — Les règles proposées pour déterminer la mesure de l'aggravation des peines furent cependant adoptées, sauf une très-légitime modification relative à l'interdiction de séjour. M. Bérenger fit lui-même remarquer que, depuis la loi du 23 janvier 1874, il n'y avait plus de surveillance obligatoire en matière criminelle, et que la réforme devait tenir compte de cette importante modification.

En conséquence, il proposa de rendre facultative la peine accessoire de l'interdiction de séjour, encourue au cas de grande récidive, et que la commission sénatoriale avait, ainsi qu'on vient de le voir, considérée comme obligatoire. Cette rectification fut naturellement adoptée sans difficulté (2). — Mais la lutte la plus vive porta sur le § 9 de l'article 463 du Code pénal, modifié par le projet, et dont le maintien intégral fut demandé avec instance. Les défenseurs de cette thèse ne manquèrent pas de revendiquer pour le juge le pouvoir illimité d'abaisser la répression suivant le degré de culpabilité des prévenus, sans prendre garde que le législateur a bien le droit, lui aussi, de peser la gravité des fautes d'après des données certaines, et que le principe de la liberté du juge, déjà restreint par la fixation d'un maximum de sévérité, avait encore reçu de graves atteintes, en matière de récidive criminelle, par suite des dispositions contenues aux premiers paragraphes de ce même article 463. En présence de l'ardeur et de la ténacité de ses adversaires, la commission crut pouvoir se départir quelque peu de sa rigueur et proposa des dispositions moins sévères pour les récidivistes ; mais ce fut en vain, car après un premier avantage au Sénat, la Chambre repoussa la nouvelle rédaction, et M. Bérenger dut consentir au maintien pur et simple de l'ancienne théorie des circonstances atténuantes, de peur de compromettre par une résistance plus prolongée le sort de la loi elle-même. Il semble cependant que les partisans les plus convaincus du système qui l'a

(1) Rapport du 6 mars 1890.

(2) Séance du Sénat du 9 juin 1890.

emporté aient pressenti les funestes conséquences de leur triomphe. « Il importe, disent en effet MM. Nègre et Gary, « d'insister sur ce point que l'article 463 a été maintenu, non « pas comme un moyen pour le juge d'éluder les nouvelles « sévérités légales qu'à justifiées l'accroissement de la récidive, « mais seulement comme une ressource nécessaire lorsque des « circonstance particulières imposent un adoucissement exceptionnel aux prévisions générales de la loi. » (1) Pour nous, il n'est pas d'illusion possible : le maintien intégral de l'article 463 est le complet effondrement de la seconde partie de notre loi ; il rend absolument illusoires les pénalités de la récidive. En pareille matière, on doit avant tout considérer des choses le côté positif, et ne pas s'attarder à des théories plus ou moins hasardées sur les limites du droit de punir et l'intérêt très contestable que peuvent mériter les récidivistes, mais bien aller droit au danger qui menace et le combattre énergiquement par tous les moyens légitimes. L'expérience avait démontré à ce point de vue les déplorables effets de l'abus invétéré des circonstances atténuantes, et l'on peut affirmer sans crainte d'erreur que ces effets se perpétueront, puisqu'il n'y a pas été mis obstacle, et qu'il serait, d'autre part, imprudent de compter beaucoup sur l'innovation du sursis : la réforme se bornera donc à l'introduction dans le Code pénal de quelques règles plus rationnelles dont il appartiendra au législateur de tirer, par la suite, des conséquences fécondes. Une théorie meilleure, une pratique aussi vicieuse, tels sont les résultats actuels : c'est peu, assurément, en égard au but immédiat et capital que l'on s'était proposé.

§ II. — *Application des principes.*

Pour plus de clarté, nous indiquerons les hypothèses susceptibles de se réaliser devant les tribunaux en groupant d'un côté celles dont une condamnation supérieure à un an de prison forme le premier terme, et de l'autre les espèces qui se rattachent à l'innovation de la petite récidive.

Grande récidive. — A ce point de vue, les cas régis par les

(1) Page 138.

dispositions nouvelles de sarticles 57 et 58, § 1^{er}, du Code pénal sont au nombre de quatre, savoir :

A. — Condamnation pour crime supérieur à un an de prison suivie d'un crime *quelconque* puni de l'emprisonnement.

B — Condamnation pour crime à plus d'un an de prison suivie d'un délit *quelconque* puni de l'emprisonnement ;

C. — Condamnation pour délit à plus d'un an de prison suivie d'un crime *quelconque* puni de l'emprisonnement ;

D. — Condamnation pour délit à plus d'un an de prison suivie d'un délit *identique* (1) puni de l'emprisonnement.

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, le principe d'aggravation est le même en ces diverses hypothèses : le taux encouru est le maximum de la peine portée par la loi, avec faculté pour le juge d'élever ce maximum jusqu'au double et d'ordonner l'interdiction de séjour pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

L'application de ce principe, en général exempte de difficulté, nécessite cependant des éclaircissements sur certains points.

On sait que le Code pénal avait refusé de prendre en aucun cas une peine pécuniaire pour premier terme de la récidive, et que la loi nouvelle, allant plus loin, n'aggrave la situation du récidiviste que si la seconde infraction entraîne normalement la prison. Mais que faut-il décider à l'égard de l'amende, prononcée concurremment avec l'emprisonnement, comme châtiment de la rechute ? Doit-on aussi la porter au maximum ? Peut-on même élever au double ce maximum ? L'affirmative n'était pas douteuse sous l'empire de l'ancien texte (2), et la rédaction nouvelle, si on la prend à la lettre, ne paraît pas admettre d'autre interprétation. Cependant la volonté contraire du législateur de 1891 n'est pas douteuse. M. Laborde l'a démontré d'une manière ingénieuse et d'ailleurs fort exacte. « La formule de l'ancien texte a été conservée, dit-il, « mais elle a pris un sens différent, par suite d'un changement « de rédaction dans la phrase qui la précède. Avant la loi du « 26 mars 1891, l'article 57 portait : « Quiconque..... aura

(1) Ou *assimilé*.

(2) L'élévation au maximum d'une seule des peines n'était facultative que si la loi, tout en édictant à la fois l'amende et la prison, donnait aux tribunaux le pouvoir d'épargner l'une ou l'autre.

« commis un délit ou un crime qui devra n'être puni que de
 « *peines correctionnelles*, sera condamné au maximum de
 « la *peine* portée par la loi. . . . » Le nouvel article est ainsi
 « conçu : « Quiconque. . . . aura commis un délit ou un
 « crime qui devra être puni de la *peine de l'emprisonnement*,
 « sera condamné au maximum de la *peine* portée par la
 « loi. . . . » Le sens de l'expression : la *peine portée par la loi*
 « est donc déterminé par ce qui précède. C'est pour l'élégance
 « du style, préoccupation toujours blâmable lorsqu'elle obs-
 « curcit le sens de la loi, qu'on n'a pas répété le mot *empri-*
 « *sonnement*. Si l'emprisonnement du second délit, peut-on
 « ajouter, détermine la répression de la récidive, n'est-il pas
 « logique qu'il subisse seul l'aggravation qu'elle entraîne ?
 « Les principes généraux commandent d'ailleurs cette inter-
 « prétation restrictive, car ce qui est douteux doit toujours
 « être résolu dans le sens le plus favorable au prévenu » (1),
 Remarquons en outre que cette solution est écrite en propres
 termes pour la petite récidive dans le § 2 du nouvel article 58
 et qu'il existe un argument puissant d'analogie. Il est cer-
 tain aussi que la loi de 1891 a une tendance marquée à con-
 sidérer comme insignifiantes les condamnations à l'amende,
 les travaux préparatoires le montrent à maintes reprises, et
 l'on saisit sur le vif la pensée du réformateur dès le projet pri-
 mitif, projet qui édictait un minimum d'emprisonnement sui-
 vant le nombre des rechutes, et n'aggravait jamais les peines
 pécuniaires (2). Plus tard, M. Bérenger s'est exprimé de ma-
 nière à dissiper toute équivoque quand il a dit : « En matière
 « correctionnelle, il n'y a qu'une peine : *l'emprisonnement*.
 « Mais il peut être porté jusqu'au double du maximum (3). »
 On peut donc proclamer, sans crainte d'erreur, que la récidive
 n'autorise plus aujourd'hui l'élévation du taux normal des
 amendes encourues.

Dans le cas où, conformément à l'article 365 du Code d'ins-
 truction criminelle, le premier jugement a prononcé une
 peine unique malgré la pluralité des infractions, faut-il déci-
 der que la rechute, dans les termes de la loi nouvelle, com-

(1) 20^e Question.

(2) V. documents parlementaires de juillet 1884 (Sénat).

(3) Discours du 23 mai 1890.

porte toujours l'aggravation de la récidive? L'affirmative, certaine en principe, peut cependant faire l'objet d'une hésitation dans l'hypothèse d'une récidive de délit à délit; car on doit alors avoir égard à la règle de l'identité des infractions, et le doute naît de ce que la première peine, supérieure à un an, aurait probablement été ramenée au-dessous de ce taux, si le prévenu n'eût commis que le délit dont la réitération le constitue en état de récidive. Ainsi le récidiviste a-t-il été d'abord condamné à un an et un jour de prison pour escroquerie et coups volontaires, on est fondé à penser que la peine aurait été moindre en l'absence de l'un de ces délits, et il ne paraît pas juste *à priori* d'aggraver en ce cas la peine normale d'un second délit unique de violences ou d'escroquerie. Une question pareille s'était présentée en matière de relégation; elle avait divisé les Cours et Tribunaux; mais la Cour suprême l'a tranchée toutes les fois qu'elle lui a été soumise dans le sens contraire à l'intérêt des condamnés. « La condamnation, a-t-elle dit, a un caractère indivisible et s'attache à chacun des délits dont l'inculpé a été convaincu et déclaré coupable; cette indivisibilité ne permet pas de rechercher dans quelle proportion la peine s'applique à chacun des délits reconnus constants. Il importe peu notamment que le prévenu, condamné pour vagabondage, l'ait été en même temps pour tenue d'une loterie non autorisée; la condamnation s'appliquant à l'un et à l'autre délit et excédant la durée légale, les juges devaient nécessairement prononcer la relégation. (1) » Il n'est pas douteux que la Cour de cassation tranchera de la même manière, si elle lui est soumise, la question qui nous occupe; et l'on doit au surplus reconnaître que cette solution est la seule possible, car il n'est aucun moyen de déterminer quelle fraction de la peine a été appliquée par les juges à chacune des infractions, et il faut bien, d'autre part, tenir compte de l'état de récidive.

Une exception s'impose toutefois pour les récidives dans lesquelles les délits successifs et identiques sont punis d'une peine dont le maximum ne dépasse pas un an de prison. Supposons, par exemple, une première condamnation à un an et

(1) Cass. crim., 27 mai 1886 (*Bull. crim.*).

un jour pour vol et vagabondage simple, suivie d'un autre délit de vagabondage : il n'y a pas lieu aux pénalités de la grande récidive, malgré le taux de la peine précédente, puisque le délit dont la réitération motiverait cette sévérité n'aurait pu à lui seul justifier un emprisonnement de plus de six mois.

Quand le récidiviste a mérité le bénéfice des circonstances atténuantes, le pouvoir du juge pour l'abaissement de la peine diffère selon que la seconde condamnation a été provoquée par un crime ou par un délit. — S'agit-il d'un crime ? On sait que la jurisprudence, après de notables variations, paraît fixée en ce sens que l'on doit aggraver la peine pour cause de récidive avant de l'abaisser par suite de circonstances atténuantes ; d'où il résulte que la répression ne peut jamais descendre au-dessous de deux ans de prison. Prenons en effet le cas le plus favorable, celui d'un crime puni de la réclusion, c'est-à-dire de la moindre peine afflictive et infamante : l'état de récidive a pour conséquence de la transformer en travaux forcés à temps (article 56, § 3, du Code pénal), et l'application des circonstances atténuantes ne permet plus dès lors d'infliger moins de deux années d'emprisonnement correctionnel (article 463, § 6). — Si, au contraire, le second terme de la grande récidive est un délit puni d'emprisonnement, les juges peuvent, en tout état de cause, s'appuyer sur le dernier paragraphe de l'article 463 pour faire descendre la répression au plus bas niveau des peines de simple police. Il en sera de même au cas de crime reconnu excusable, puisque la peine applicable n'est autre chose que le simple emprisonnement.

H. DE FORCRAND,

Docteur en droit, procureur de la République, à Uzès.

(A suivre).

ART. 3409.

1° ABUS DE CONFIANCE, REMISE DE MARCHANDISES, MANDAT. — 2° COMPLI-
CITÉ, RECEL, CONNAISSANCE DE L'ORIGINE DÉLECTUEUSE D'OBJETS DÉTOUR-
NÉS.

1° Dans le cas où un individu se fait remettre par un négociant des marchandises en vue d'en choisir quelques-unes pour les revendre et à la charge de rendre dans le plus bref délai celles qu'il n'aura pas vendues,

le contrat qui se forme entre les parties a le caractère non d'une vente conditionnelle, mais d'un mandat, et sa violation constitue dès lors le délit d'abus de confiance (Cod. pén. 408).

2° Celui qui se met en possession de choses qu'il sait avoir été enlevées, détournées ou obtenues à l'aide des faits délictueux, est complice par recel de ces mêmes faits, encore bien qu'il ignorerait que la loi les a qualifiés délits. (Cod. pén., 62).

(PULVIN ET DURAND. G. MIN. PUBL.). — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que, le 30 janvier dernier, Pulvin, dont les affaires étaient en mauvais état, s'est fait remettre par divers bijoutiers de Lyon une certaine quantité d'objets d'orfèvrerie estimés ensemble 16,233 francs, et cela en vue de choisir ceux qui pourraient convenir à sa clientèle, s'engageant à payer ceux qu'il garderait et à restituer les autres dans le plus bref délai ; mais que dès le lendemain il s'est empressé de vendre lesdits objets à Durand pour un prix de 8,000 francs qui ont été réglés en billets, sauf une somme de 624 francs payés comptant ; qu'ensuite il a disparu sans s'acquitter envers les bijoutiers de Lyon, et que Durand a immédiatement disposé des objets par lui achetés ;

Attendu que Pulvin et Durand, poursuivis pour ces faits devant le tribunal correctionnel de Moutiers, ont été condamnés : le premier comme coupable d'abus de confiance et le second pour complicité, par recel, du délit ; et que sur l'appel de Durand, la Cour de Chambéry a maintenu la peine de trois mois de prison prononcée contre lui ;

Sur le premier moyen..... (sans intérêt) ;

Sur le second moyen tiré de la violation de l'article 408 du Code pénal, en ce que le contrat intervenu entre Pulvin et les bijoutiers de Lyon constituerait, non pas, comme l'a déclaré la Cour de Chambéry, un prêt à usage, mais une vente conditionnelle donnant à l'acquéreur le droit de disposer : — Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que Pulvin n'a obtenu la livraison des marchandises qu'il a ensuite vendues à Durand, qu'en alléguant qu'il avait à fournir plusieurs belles corbeilles de mariage et à la charge de rendre dans le plus bref délai tout ce qu'il n'aurait pas vendu ; que le droit qui lui était donné d'examiner ces marchandises, de les apprécier et de choisir celles qui conviendraient à sa clientèle, impliquait le pouvoir de les montrer à ses clients et de les faire choisir eux-mêmes ;

Attendu que le contrat ainsi analysé présente le caractère non d'une vente conditionnelle, mais d'un mandat, et que, dès lors, peu importe que la Cour de Chambéry l'ait qualifié prêt à usage, puisque le mandat figure, aussi bien que le prêt à usage, parmi les con-

trats dont la violation peut constituer le délit d'abus de confiance, aux termes de l'article 408 du Code pénal ;

Sur le troisième moyen tiré de la violation de l'article 62 du Code pénal, en ce que le demandeur n'aurait pas agi sciemment et, par conséquent, ne pouvait être qualifié receleur : — Attendu qu'il est souverainement constaté, par l'arrêt attaqué, que Durand n'ignorait pas les moyens frauduleux qui avaient mis Pulvin en possession des marchandises que celui-ci lui vendait ; que, cela étant, il allègue en vain avoir cru que Pulvin avait acheté ces marchandises ; qu'en effet, celui qui entre en possession de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide de faits délictueux, se rend responsable de recel par cela seul qu'il a la connaissance de ces faits et alors même qu'il ignorerait que la loi les a qualifiés délits ;

Attendu, enfin, qu'il ressort de tout ce qui précède qu'aucun des textes sur lesquels le pourvoi s'appuie, n'a été violé ;

Par ces motifs, rejette, etc. . .

Du 3 DÉCEMBRE 1892. — C. Cass. — Ch. crim. — MM. Sallantin, f. de pr. ; — Accarias, rapp. ; — Baudouin, av. gén.

OBSERVATIONS. — Un arrêt de la Cour de cassation du 18 juin 1835 (S. 35. 1. 852) a vu, dans des faits analogues à ceux de l'espèce ci-dessus, la violation d'un contrat de dépôt. Mais, par un autre arrêt postérieur et en date du 21 avril 1866 (S. 67. 1. 91), la chambre criminelle a décidé, au contraire, « que la remise d'un objet pour le faire voir, à la condition expresse ou tacite d'une restitution immédiate, ne présente pas les caractères constitutifs du contrat de dépôt, puisque, d'une part, le propriétaire ou détenteur n'a pas l'intention d'en confier la garde à celui à qui il le remet momentanément, et que, d'un autre côté, celui-ci contracte par là même l'obligation de le restituer immédiatement. »

Si cette dernière interprétation doit être préférée, comme l'estime M. Blanche, *Etud. prat. sur le Cod. pén.*, t. 6, n. 245, faut-il alors considérer les faits incriminés comme impliquant un mandat, de la part de celui qui a remis les objets, à la personne qui les a reçus ? Les circonstances de la cause dans laquelle est intervenu l'arrêt du 21 avril 1866, ne permettaient pas d'attribuer ce caractère à la remise faite à la prévenue de plusieurs montres qu'elle désirait examiner et que, après avoir satisfait sa curiosité, elle avait refusé de rendre.

Mais l'espèce actuelle présentait cette particularité, que les marchandises avaient été remises au prévenu pour qu'il pût non seulement les examiner lui-même, mais les montrer à des tiers et faire choisir à ceux-ci celles qu'il leur conviendrait d'acheter. En les lui confiant ainsi en vue d'un emploi déterminé, le négociant au préjudice duquel il les a détournées ne lui avait-il pas donné un mandat dont il a fait l'abus réprimé par l'art. 408, Cod. pén. ? L'arrêt ici recueilli me paraît avoir à bon droit admis l'affirmative.

La seconde solution admise par notre arrêt ne semble pas contestable Compar. *Blanche*, *Op. cit.*, t. 2, n. 148.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, *vis Abus de Confiance*, n. 6, et *Complicité*, n. 8.

ART. 3493.

OUTRAGE AUX BONNES MŒURS, DÉTAILS OBSCÈNES, ARRÊT, PASSAGES INCRIMINÉS, OMISSION, MOTIFS, INSUFFISANCE.

L'arrêt qui prononce une condamnation pour délit d'outrage aux bonnes mœurs commis par la voie de la presse, ne peut se borner à déclarer que les articles incriminés sont obscènes, en raison tant des sujets traités (Mariage blanc, l'Amant de sa fille), que des détails qui en accentuent le caractère malsain, sans indiquer les passages de ces articles qui présenteraient le caractère d'obscénité; de telles énonciations étant insuffisantes pour permettre à la Cour de cassation de reconnaître si les faits poursuivis ont été légalement qualifiés (L. 2 août 1882, art. 1^{er}; L. 20 avril 1810, art. 7).

(ALBIOT C. MIN. PUBL.). — ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 1^{er} de la loi du 2 août 1882 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Vu les dits articles ;

Attendu que l'arrêt attaqué, qui condamne Albiot pour outrage aux bonnes mœurs, n'indique pas les passages des articles incriminés qui présenteraient le caractère d'obscénité ; qu'il se borne à déclarer que ces articles sont obscènes, en raison tant des sujets traités : *Mariage blanc* et *l'Amant de sa fille*, que des détails qui en accentuent le caractère malsain ; que ces énonciations de l'arrêt sont insuffisantes pour permettre à la Cour de cassation de reconnaître que les faits poursuivis ont été légalement qualifiés, et qu'ils tombent sous l'application de l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1882 ;

qu'il y a eu par suite violation de cet article et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi. Par ces motifs, Casse, etc.

Du 25 NOVEMBRE 1892. — C. Cass. — Ch. crim. — MM. Low., pr.; — Poulet, rapp.; — Sarrut, av. gén.; — Sauvel, av.

REMARQUE. — Il est constant que la Cour de cassation a le droit de reviser, en matière d'outrage aux bonnes mœurs, la qualification donnée au fait par les décisions qui lui sont déferées. V. *Mémorial du Ministère public*, v° *Oufrage aux mœurs*.

A annoter au *Mémor.*, *ibid.*

ART. 3494.

CHASSE, ANIMAUX MALFAISANTS OU NUISIBLES, ARRÊTÉ PRÉFECTORAL,
DESTRUCTION, PERMIS.

Un propriétaire n'a pas besoin d'être muni d'un permis de chasse pour détruire sur sa propriété les animaux (notamment les lapins) déclarés malfaisants ou nuisibles par un arrêté préfectoral ; ce n'est pas là l'exercice d'un droit de chasse proprement dit (L. 3 mai 1844, art. 9 et 11).

(LAVIE ET AUTRES C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le moyen unique tiré de la violation des articles 9, 11 et 16 de la loi du 3 mai 1844 : — Attendu que Lavie et Saincey, gardes particuliers de Paul Dupont, ont été trouvés, le 8 janvier 1892, armés de fusils et poursuivant des lapins dans une propriété non close appartenant à ce dernier ; que deux rapports de gendarmerie, en date des 22 janvier et 24 février 1892, ont relevé à leur charge le délit de chasse prévu par l'art. 11 de la loi du 3 mai 1844, par le motif qu'ils n'étaient pas munis de permis de chasse ; — Que, traduit, à raison de ce fait, devant la 1^{re} chambre de la Cour d'appel de Paris, Lavie et Saincey ont expliqué qu'ils se livraient à la poursuite des lapins sur le territoire confié à leur garde, sur l'ordre de leur patron et conformément à l'arrêté du préfet de Seine-et-Oise du 16 février 1882, qui classe les lapins parmi les animaux malfaisants et nuisibles ; — Que néanmoins la Cour d'appel les a condamnés comme convaincus du délit ci-dessus spécifié et a déclaré Paul Dupont civilement responsable ;

Mais attendu que l'article 9, § 3, de la loi du 3 mai 1844 dispose que les préfets, sur l'avis des conseils généraux, prennent des arrê-

tés pour déterminer « les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles
« que le propriétaire, possesseur ou fermier pourra, en tout temps,
« détruire sur ses terres, et les conditions d'exercice de ce droit,
« sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier
« de repousser ou de détruire, même avec des armes à feu, les bêtes
« fauves qui porteraient dommage à ses propriétés » ;

Attendu que l'exercice du droit de destruction des lapins déclarés malfaisants et nuisibles, dans les termes dudit article, par l'arrêté préfectoral susvisé, n'était pas subordonné à la prise d'un permis de chasse ; qu'il s'agissait là, non d'un fait de chasse proprement dit, mais de la poursuite et de la destruction, par le propriétaire ou ses représentants, sur son fonds, d'animaux nuisibles à sa propriété ; que ce caractère du droit de destruction de tels animaux, par opposition au droit de chasse, lorsque cette destruction est autorisée par les arrêtés préfectoraux, résulte tant des termes de la loi que de la discussion à laquelle elle a donné lieu ; que l'opposition entre ces deux droits existe dans la rédaction même de l'article qui, spécifiant dans plusieurs de ses paragraphes, les temps où la poursuite du gibier est autorisée par la loi et les moyens à l'aide desquels elle peut être opérée, rapporte expressément toutes ces dispositions à l'exercice du droit de chasse, tandis qu'il dérive la poursuite des animaux malfaisants et nuisibles, comme celle même des fauves, du droit appartenant au propriétaire ou fermier de détruire de tels animaux sur ses terres ;

Qu'il suit de là qu'en déclarant Lavie et Saincey coupables du délit de chasse sans permis, et Paul Dupont civilement responsable, l'arrêt attaqué a violé les dispositions légales susvisées ;

Par ces motifs, casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris, première chambre, contre Lavie, Saincey et Paul Dupont ; — Renvoie devant la Cour d'appel d'Orléans, etc.

Du 27 OCTOBRE 1892. — C. cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Tanon, rapp. ; — Sarrut, av. gén. ; — Sabatier, av.

REMARQUE. — Cette décision est parfaitement fondée. Ce n'est pas, en effet, se livrer au plaisir de la chasse, plaisir à raison duquel le permis de chasse est exigé, que de défendre sa propriété contre les attaques des animaux qu'un arrêté préfectoral a déclarés malfaisants ou nuisibles. C'est l'exercice d'un droit naturel, qui n'est subordonné à d'autres conditions que celles de l'existence d'un dommage causé par ces animaux, et de l'instantanéité de leur destruction. V. *Mémorial du Minis-*

tère public, v° *Chasse*, n. 63 et 64. — *Compar. Journ. du Min. publ.*, t. 31, p. 251 et suiv.

A annoter au *Mémor.*, *loc. cit.*

ART. 3495

COMMUNE, AUTORISATION DE PLAIDER, DÉCISION DU CONSEIL DE PRÉFECTURE, DÉLAI, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE, CASSATION (POURVOI EN).

Le délai de deux mois dans lequel le Conseil de Préfecture doit statuer sur la demande d'une commune en autorisation de plaider, et passé lequel la commune est réputée autorisée, court seulement du jour où la requête est arrivée au greffe du Conseil, et non du jour de son dépôt à la sous-préfecture (L. 5 avril 1884 art. 121).

En conséquence, est non recevable le pourvoi en cassation formé par une commune contre un jugement du tribunal de simple police, lorsque le Conseil de Préfecture lui a refusé l'autorisation dans le délai ainsi déterminé, alors même que sa décision serait intervenue plus de deux mois après le dépôt de la requête à la sous-préfecture.

(COMMUNE DE NEUFCHÂTEL C. HUREL-DUPUIS). — ARRÊT.

LA COUR ; — Joignant les deux pourvois du maire de la commune de Neufchâtel contre deux jugements du tribunal de simple police du canton de Samer, du 17 août 1891, et statuant par un seul arrêt ; — Sur la recevabilité des pourvois : — Vu les articles 121 et 122 de la loi du 5 avril 1884 :

Attendu, en fait, que les deux jugements susvisés ont relaxé Huret-Dupuis, prévenu d'obstacle à la circulation sur un chemin public ; — Que le conseil municipal de Neufchâtel a pris, le 22 novembre suivant, une délibération invitant le maire à se pourvoir en cassation contre ces jugements et demandant l'autorisation de suivre sur les pourvois, et que lesdits pourvois ont été formés le 4 décembre suivant ;

Attendu que cette délibération a été transmise au sous-préfet de Boulogne-sur-Mer à la fin dudit mois de novembre ; qu'elle a été enregistrée au greffe du Conseil de Préfecture du Pas-de-Calais, le 18 décembre 1891, et que, par un arrêté du 5 février 1892, ledit conseil a refusé à la commune l'autorisation de suivre sur les deux pourvois ;

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 122 de la loi du 5 avril 1884, le maire ne peut suivre sur un pourvoi, devant la Cour de cas-

sation, qu'en vertu d'une nouvelle autorisation du Conseil de préfecture ;

Attendu que l'art. 121, § 3, de ladite loi dispose, en outre, qu'à défaut de décision du Conseil de préfecture, dans le délai de deux mois à compter du jour de la demande, la commune est autorisée à plaider ;

Mais attendu que, si l'art. 121 de la loi du 5 avril 1884 dispose que le délai accordé au Conseil de préfecture pour statuer est de deux mois, à partir du jour de la demande en autorisation, cette disposition doit être entendue en ce sens que le délai ne court que du jour de la réception de la demande au greffe du Conseil de préfecture ; — Que, dans l'espèce, la demande en autorisation n'est parvenue au Conseil de préfecture que le 18 décembre 1891 ; — Que, dès lors, en statuant le 5 février suivant, le Conseil de préfecture du Pas-de-Calais a procédé dans le délai utile ; — Qu'on ne saurait donc admettre que la commune de Neufchâtel est autorisée, à défaut de décision du Conseil de préfecture dans le délai de deux mois à compter du jour de sa demande en autorisation, à suivre sur ses pourvois ; — D'où il suit que lesdits pourvois ne sont pas recevables ;

Par ces motifs, déclare non recevables les pourvois du maire de la commune de Neufchâtel ; — Condamne ladite commune à l'amende et aux dépens, ainsi qu'à l'indemnité envers le prévenu relaxé, etc.

DU 18 NOVEMBRE 1892. — C. cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Vételay, rapp. ; — Baudouin, av. gén. ; — Nivard et de Ramel, av.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o Commune, n. 1.

ART. 3496

PHARMACIE, EXERCICE ILLÉGAL, PRODUIT DESTINÉ A COMBATTRE L'ACCOOLISME, ACTION THÉRAPEUTIQUE.

Pour être qualifié médicament, un produit n'a pas besoin de s'adresser à une maladie déterminée ; il suffit, qu'il ait une action thérapeutique sur l'organisme. En conséquence, il y a exercice illégal de la pharmacie de la part de l'individu non pharmacien qui fabrique et met en vente un produit dont le caractère, bien qu'il soit seulement destiné à

combattre l'ivrognerie et l'alcoolisme, est celui d'une préparation pharmaceutique (L. 24 germ. an XI, art. 25 et 33).

(MOUCHET C. MIN. PUBL.)

Le sieur Mouchet dit Luper, dans une annonce accompagnant la mise en vente d'un produit fabriqué par lui, avait inséré ce qui suit :

« Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas ici d'un *médicament* ni d'aucune *drogue* quelconque, mais d'un produit végétal éminemment hygiénique et partant absolument inoffensif, bien que très énergique, ayant pour effet de tonifier les voies digestives et d'ôter à tout jamais à l'alcoolique le désir de boire avec excès par suite de son influence sur le palais. »

Malgré cette explication, des experts ayant déclaré que le produit mis en vente par le sieur Mouchet se composait de gentiane, de colombo et de quassia, substances éminemment actives, ce dernier, qui n'est point pourvu du diplôme de pharmacien, a été poursuivi pour exercice illégal de la pharmacie, et, le 29 janvier 1892, le tribunal correctionnel a rendu contre lui le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte de l'information et des débats que Mouchet dit Luper a fabriqué et mis en vente à Paris, en 1891, un produit appelé la *Lupérine*, qui n'est autre qu'une poudre composée de gentiane, de colombo et de quassia amara ; que la question qui se pose est de savoir si cette poudre, destinée, d'après son inventeur même, à combattre l'ivrognerie et l'alcoolisme, est un produit pharmaceutique ;

« Attendu que MM. Bourgoïn et l'Hoste, experts chimistes, donnent formellement à la préparation incriminée le caractère pharmaceutique ; que M. l'Hoste dit notamment que le produit jaunâtre désigné *Lupérine* à base de gentiane, résulte du mélange de trois drogues simples actives, et constitue, par conséquent, une préparation pharmaceutique ;

« Attendu que, d'ailleurs, pour être qualifié médicament, un produit n'a pas besoin de s'adresser à une maladie déterminée ; qu'il suffit qu'il ait une action thérapeutique sur l'organisme ; que, dans l'espèce, les substances dont se com-

pose la « Lupérine » ont une action médicamenteuse sur l'estomac ;

« Par ces motifs, déclare Mouchet coupable d'exercice illégal de la pharmacie, délit prévu et puni par les articles 25 et 33 de la loi du 21 germinal an XI ; — Le condamne en 500 francs d'amende, etc. »

Appel par le sieur Mouchet, qui, devant la Cour, a soutenu que, pour l'application de la loi de germinal an XI, il fallait considérer, non les substances en elles-mêmes, mais bien le but visé par les industriels qui s'en servent ; sans quoi, il n'existerait guère de liqueur qui ne fût exposée aux rigueurs du texte, et que le spécifique incriminé se proposant de corriger un défaut et non de guérir un mal, il échappait juridiquement à ces rigueurs, tout comme la moutarde ou la chartreuse. — A l'appui de ce système, l'appelant a produit une consultation émanée de M. Guignet, expert-chimiste près le tribunal de la Seine.

ARRÊT

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Et considérant en outre qu'il résulte du rapport de l'expert Riche, nommé par arrêt de la Cour du 29 mars 1892, que la lupérine débitée par Luper est une mixture de drogues simples en forme de médicament ;

Par ces motifs, confirme, etc.

Du 8 NOVEMBRE 1892. — C. de Paris. — Ch. corr. — MM. Dupont, pr. ; — Maillard, av.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*. v° *Pharmacien*, n. 4.

ART. 3497

VINS DE RAISINS SECS, FABRICATION, QUANTITÉ EXCÉDANT LES BESOINS, LICENCE (DÉFAUT DE), CONTRAVENTION, PEINE.

Celui qui fabrique des vins de raisins secs en quantité excédant de beaucoup les besoins de l'alimentation de sa famille et de ses ouvriers, ne saurait être réputé avoir fabriqué ces vins pour sa consommation personnelle et celle de sa famille. — Par suite, il est tenu de se pourvoir d'une licence et d'acquitter les droits ; sans quoi il est passible des peines

portées par les art. 7 de la loi du 21 juin 1873 et 10 de la loi du 26 juillet 1890.

(CONTRIB. INDIR. C. BAUDET.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il est établi par un procès-verbal en date du 17 octobre 1890, qu'on a trouvé dans les chais du sieur Baudet, propriétaire à Capian, 200 hectolitres 23 de vins de raisins secs logés dans 80 barriques ;

Que ces liquides provenaient de la fermentation de 4,519 kilogrammes de raisins secs, expédiés en trois laisser-passer, pris l'un au nom de Baudet, pour 1,427 kilogrammes, l'autre indiquant son gendre Bauduchat comme destinataire de 1,516 kilogrammes, le troisième au sieur Richard, maître valet de Baudet pour la même quantité ; que Richard n'habite pas chez le dit Baudet et a une installation différente de la sienne ;

Attendu que le soin pris d'indiquer trois personnes distinctes pour des expéditions de raisins arrivant à la même destination, prouve qu'on est en présence d'une fabrication commerciale pour laquelle Baudet aurait dû se pourvoir d'une licence et acquitter les droits, puisqu'aux termes de la loi du 26 juillet 1890 il n'est fait d'exception qu'en faveur des vins fabriqués pour la consommation personnelle ou de famille ;

Attendu qu'on ne saurait admettre, en fait, quel que soit le personnel attaché normalement à l'exploitation agricole du prévenu, qu'une quantité de plus de 200 hectolitres de vin puisse être nécessaire à l'alimentation de sa famille et des ouvriers qu'il emploie ; qu'il est certain au contraire qu'en opérant sur l'énorme masse de raisins secs qui ont produit la quantité ci-dessus spécifiée, Baudet a fabriqué bien au delà des besoins de la consommation que la loi a entendu tolérer et avait en vue une spéculation prohibée ;

Attendu que l'offre de preuve faite par le prévenu ne saurait être admise ; que, dans les termes où elle est articulée, elle n'apporterait pas de précisions suffisantes sur le nombre des personnes habituellement attachées au service de Baudet et vivant avec lui d'une vie commune.

Par ces motifs, disant droit de l'appel, infirme le jugement rendu le 20 février 1891 par le tribunal correctionnel de Bordeaux ; — Émendant, déclare le prévenu convaincu d'avoir fabriqué du vin de raisins secs, sans s'être conformé aux prescriptions de la loi pour la prise d'une licence et le paiement des droits ; pour réparation de quoi, admettant les circonstances atténuantes, condamne Baudet à 50 francs d'amende et au paiement de 483 fr. 30 pour les droits raudés ; — Prononce la confiscation des 200 hectolitres 25 litres de

vin saisis, des fûts les contenant et des cuves ayant servi à la fabrication, etc.

Du 7 MARS 1892. — C. de Bordeaux. — Ch. corr. — MM. Dulaumon, pr.; — Haffner, av. gén.; — Roy de Clotte, av.

CORRESPONDANCE

ART. 3498

CONTRIBUTIONS INDIRECTES, FRAUDES, AMENDE, COMPLICITÉ, CONDAMNATION SOLIDAIRE, QUALIFICATION (CHANGEMENT DE).

Monsieur le Rédacteur,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me donner votre avis sur la question ci-après :

Un contrebandier colporte dans une voiture, attelée d'un cheval, *mais en dehors du rayon douanier*, du tabac et de la poudre de provenance étrangère.

Un cultivateur, X..., connaissant ce contrebandier, l'héberge pendant toute une journée et remise dans sa grange son cheval et sa voiture qu'il savait renfermer la marchandise prohibée.

Le soir les agents des contributions indirectes saisissent le contrebandier et arrêtent sa voiture au moment même où il sort de la grange de X..., qui, demeuré sur le seuil de la grange, l'éclairait à l'aide d'une lanterne.

C'est dans ces conditions, que l'Administration des contributions indirectes poursuit le contrebandier pour colportage de tabac de provenance étrangère (aucune difficulté quant à ce prévenu), et X... comme s'étant rendu complice du transport desdites marchandises prohibées.

Elle fait résulter cette complicité de ce fait que, en connaissance de cause, X... a donné asile au fraudeur et reçu pendant toute une journée son chargement, de ce qu'il a aidé le contrebandier à atteler son cheval et l'a éclairé.

La question que j'ai l'honneur de vous soumettre est celle de savoir si le délit de colportage de tabac de provenance étrangère comporte l'application des règles de la complicité.

D'après l'article 59 du Code pénal, le complice doit être puni des mêmes peines que l'auteur principal.

L'article 222 de la loi du 28 avril 1816, dont l'application est seule

requis par l'Administration contre le sieur X..., ne prononce qu'une amende de 300 à 1,000 francs, sans emprisonnement.

Or, en matière de contributions indirectes, comme en matière de douanes, l'amende est moins une peine qu'une réparation civile.

Par conséquent les articles 59 et suivants du Code pénal ne me paraissent pas applicables aux délits prévus par l'article 222 de la loi du 28 avril 1816, et il me semble peu possible que, pour le fait qui lui est reproché, X... soit condamné à une amende *in solidum* avec le contrebandier.

J'ai lu un grand nombre de décisions intervenues en matière de colportage de tabac de provenance étrangère ; je n'ai jamais vu les aubergistes ou les particuliers chez lesquels les contrebandiers avaient trouvé asile et abandonné leur chargement à l'arrivée des agents de la régie, poursuivis pour complicité de colportage, alors même que ces chargements étaient placés sur des voitures. Ils ont toujours été condamnés pour détention de tabac de provenance étrangère.

Il serait pourtant inique et absolument préjudiciable aux intérêts du Trésor que X... qui, depuis neuf ans environ, donne habituellement asile à des contrebandiers, échappe à toute répression.

Ne vous paraît-il pas possible de le poursuivre pour détention de tabac de provenance étrangère, alors qu'il est établi que, pendant toute une journée, il a détenu dans sa maison la voiture du contrebandier, chargée de marchandise prohibée, et alors qu'il connaissait cette circonstance ?

Les faits restant les mêmes, le tribunal pourrait, ce me semble, changer la qualification donnée par l'Administration des contributions indirectes et prononcer une amende distincte contre X...

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur, etc.

Pour résoudre la question posée par mon honorable correspondant, il importe de rechercher, avant tout, si, en matière de contributions indirectes comme en matière de douanes, l'amende par laquelle est réprimée la fraude n'a bien réellement, et dans tous les cas, que le caractère d'une réparation civile, exclusif de l'application des dispositions pénales et particulièrement des règles de la complicité.

I. L'affirmative résulte, à la vérité, d'un certain nombre d'arrêts de la Cour de cassation, auxquels sont venues se joindre quelques décisions de Cours d'appel et dont la doctrine a été adoptée par plusieurs auteurs, parmi lesquels il en est

cependant qui n'acceptent pas toutes les conséquences du principe. V. notamment Le Sellyer, *des Actions publiques et privées*, t. 1, n. 377 et suiv. ; Sourdat, *Tr. de la responsab.*, t. 1, n. 79, et t. 2, n. 778 ; Blanche, *Étud. prat. sur le Cod. pén.*, t. 1, n. 299.

D'autres arrêts de la Cour suprême attribuent à l'amende en matière fiscale un caractère mixte et se bornent à déclarer qu'elle est principalement une réparation civile, ce qui implique qu'elle est en même temps une peine (Cass., 4 déc. 1863 et 22 déc. 1876).

Plus récemment, dans la matière même des contributions indirectes, la chambre civile a décidé que si les amendes peuvent, selon le point de vue auquel on se place pour apprécier leur caractère, être considérées tantôt comme des peines, tantôt comme des réparations civiles, elles rentrent, en tout cas, dans les termes des articles 9, Cod. pén., et 636, Cod. instr. crim., et se prescrivent, dès lors, par cinq ans à partir de la décision qui les a prononcées (arrêt du 10 décembre 1887, S. 91.1.118).

Mais, dans diverses décisions, la Cour suprême s'est prononcée d'une manière absolue en faveur du caractère pénal des amendes fiscales. V., entre autres, Cass , 28 messid. an VIII ; 9 déc. 1813 ; 14 févr. 1832 ; 28 déc. 1838 ; 29 janv. 1851. Et la même thèse est soutenue par d'éminents jurisconsultes, au nombre desquels Merlin, *Répert.*, v° *Tabac*, n. 9, et F. Hélie, *Théor. du Cod. pén.*, t. 1, n. 130 et suiv. « L'amende, dit ce dernier auteur, n'est point une réparation civile, puisque si les propriétaires des marchandises en sont responsables, cette responsabilité, aux termes de la loi fiscale elle-même, n'atteint ni les père et mère, ni les maîtres et commettants. Elle n'a point ce caractère, puisque l'action en réparation civile survit au décès même du délinquant (art. 2, Cod. instr. crim.). Or, pourrait-on continuer une poursuite correctionnelle contre les héritiers du prévenu décédé avant le terme de cette poursuite ? La Cour de cassation elle-même a répondu négativement à cette question en statuant sur un délit de douane (arr. du 22 mess. an VIII cité plus haut)... A nos yeux, l'amende, en matière fiscale, ne cesse jamais d'être une peine. Seulement, et par une dérogation formelle au principe des peines,

elle n'est point strictement personnelle ; elle atteint, outre le prévenu déclaré coupable, les personnes que la loi présume ses complices. Tel est le double caractère de cette amende : l'État trouve la réparation du préjudice que la fraude lui a causé dans le paiement des droits et la confiscation des marchandises et des objets de transport ; l'amende a une mission pénale ; elle flétrit la désobéissance aux lois ; elle punit la fraude. »

C'est aussi sous cet aspect que nos lois modernes concernant les contributions indirectes ont envisagé l'amende en cette matière. On peut consulter notamment les lois des 28 fév. 1872 (art. 1^{er}) et 2 août 1872 (art. 7), qui qualifient de *peine* l'amende qu'elles édictent ; les lois des 21 juin 1873 (art. 12) et 31 déc. 1873 (art. 6), qui punissent comme *complices* de la fraude tous individus qui auraient concerté, organisé, sciemment procuré les moyens à l'aide desquels la fraude a été commise ; la loi du 28 juill. 1875, qui, par son article 2, comme la loi précitée du 21 juin 1873 par ses articles 7 et 11, constitue en état de *récidive* le contrevenant qui, après avoir été condamné à l'amende pour une première contravention, retombe dans la même faute ; enfin, les lois des 30 mars 1888 (art. 42) et 8 déc. 1890 (art. 12), qui déclarent l'article 463, Cod. pén., relatif aux *circonstances atténuantes*, applicable aux délits et contravention punis d'amendes par les lois sur les contributions indirectes. — Compar. L. 28 avr. 1816, article 96 et 221.

Si cette dernière appréciation du caractère de l'amende fiscale est exacte, — et, pour mon compte, je la regarde comme telle, — il est rationnel d'appliquer les règles de la complicité aux délits pour la répression desquels elle est prononcée. Et la Cour de cassation a, en effet, reconnu, par un arrêt du 19 août 1836, rendu en matière de contributions indirectes, l'applicabilité de l'article 59, Cod. pén., aux délits punis d'une amende. « Attendu, porte cet arrêt, que si, aux termes de l'article 59 dudit Code pénal, les complices d'un crime ou d'un délit doivent être punis de la même peine, ce même article ajoute : sauf le cas où la loi en aurait disposé autrement ; que cet article, en consacrant ce principe, consacre donc en même temps l'exception ; qu'il s'agit, dès lors, d'examiner si les quatre prévenus (d'enlèvement de quatre tonneaux d'une

cave sans déclaration préalable et sans congé, acquit à caution ou passavant) ne se trouvaient dans quelqu'un des cas d'exception apportés à la règle générale... »

Les auteurs des lois des 21 juin et 31 décembre 1873 ont expressément consacré le même principe, comme on l'a vu ci-dessus.

II. Que si cependant, en présence des fluctuations de la jurisprudence et de la divergence d'opinions entre les auteurs, on se refusait à étendre aux infractions fiscales punies d'amende les règles du Code pénal concernant la complicité, la présente espèce se trouverait simplement alors régie par le principe que pose l'art. 37 non abrogé du décret du 1^{er} germ. an XIII et suivant lequel, en matière de contributions indirectes, la fraude à laquelle ont participé plusieurs individus donne lieu, non point à l'application d'une amende personnelle et distincte contre chacun d'eux, mais à une condamnation solidaire contre tous à la même amende, principe rappelé et maintenu par l'arrêt de la Cour de cassation du 19 août 1836 mentionné plus haut. Il n'y a, en effet, ici, comme dans les cas sur lequel a statué cet arrêt, qu'un seul fait, et partant qu'une seule infraction punissable d'une seule amende. Le cultivateur qui, sachant qu'une voiture qu'amène chez lui un fraudeur qu'il connaît, est chargé de marchandises de contrebande, reçoit et garde dans sa grange pendant toute une journée cette voiture, dont, le soir venu, il facilite le départ en atelant le cheval et éclairant à l'aide d'une lanterne le contrebandier, s'associe évidemment à la fraude commise par celui-ci ; et, en admettant — contrairement à ma manière de voir — qu'il ne doive pas être considéré comme son complice dans les termes de l'article 463, Cod. pén., et frappé, par suite, d'une amende personnelle, il tombe seulement, je le répète, sous le coup de l'article 37 du décret du 1^{er} germ. an XIII, et ne doit subir qu'une condamnation solidaire à l'amende encourue par le fraudeur.

Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'incontestablement le tribunal peut, s'il le juge à propos, en s'en tenant aux circonstances du fait poursuivi, modifier la qualification que lui a donnée la prévention ; mais je ne crois pas qu'on puisse l'incriminer

comme constituant une détention de tabac de provenance étrangère, car il n'y avait pas détention au moment où les préposés de l'administration des contributions indirectes ont opéré la saisie ; et il n'a pas été constaté que le tabac fût en la possession du cultivateur qui avait donné asile à celui-ci. Le détenteur, ainsi que cela résulte particulièrement d'un arrêt de la Cour de cassation du 19 août 1819, s'entend de celui *sur qui* ou *chez qui* ont été trouvés les objets saisis et qui, par ce fait seul, doit être réputé auteur ou complice de la fraude.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Contributions indirectes*, n. 8.

DOCUMENTS DIVERS

ART. 3499

PEINE, DURÉE, JOUR A QUO, DÉTENTION PRÉVENTIVE, IMPUTATION.

Loi du 15 novembre 1892 imputant la détention préventive sur la durée des peines prononcées.

Article premier. — Les articles 23 et 24 du Code pénal sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 22. — La durée de toute peine privative de la liberté compte du jour où le condamné est détenu en vertu de la décision, devenue irrévocable, qui prononce la peine.

« Art. 24. — Quand il y aura eu détention préventive, cette détention sera intégralement déduite de la durée de la peine qu'aura prononcée le jugement ou l'arrêt de condamnation, à moins que le juge n'ait ordonné, par disposition spéciale et motivée, que cette imputation n'aura pas lieu ou qu'elle n'aura lieu que pour partie.

« En ce qui concerne la détention préventive comprise entre la date du jugement ou de l'arrêt et le moment où la condamnation devient irrévocable, elle sera toujours imputée dans les deux cas suivants :

« 1^o Si le condamné n'a point exercé de recours contre le jugement ou l'arrêt ;

« 2^o Si, ayant exercé un recours, sa peine a été réduite sur son appel ou à la suite de son pourvoi. »

Art. 2. — La présente loi n'aura pas d'effet rétroactif.

Art. 3. — Elle sera applicable à l'Algérie et aux colonies.

ART. 3500

MÉDECINE, ART DENTAIRE, PROFESSION DE SAGE-FEMME, CONDITIONS
D'EXERCICE, PÉNALITÉS.

Loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine.

TITRE PREMIER

CONDITIONS DE L'EXERCICE DE LA MÉDECINE

Article premier. — Nul ne peut exercer la médecine en France s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine, délivré par le gouvernement français, à la suite d'examens subis devant un établissement d'enseignement supérieur médical de l'État (facultés, écoles de plein exercice et écoles préparatoires réorganisées conformément aux règlements rendus après avis du conseil supérieur de l'instruction publique).

Les inscriptions précédant les deux premiers examens probatoires pourront être prises et les deux premiers examens subis dans une école préparatoire réorganisée comme il est dit ci-dessus.

TITRE II

CONDITIONS DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE DENTISTE

Art. 2. — Nul ne peut exercer la profession de dentiste s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste. Le diplôme de chirurgien-dentiste sera délivré par le gouvernement français à la suite d'études organisées suivant un règlement rendu après avis du conseil supérieur médical de l'État.

TITRE III

CONDITIONS DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE SAGE-FEMME

Art. 3. — Les sages-femmes ne peuvent pratiquer l'art des accouchements que si elles sont munies d'un diplôme de 1^{re} ou de 2^e classe, délivré par le gouvernement français, à la suite d'examens subis devant une faculté de médecine, une école de plein exercice ou une école préparatoire de médecine et de pharmacie de l'État.

Un arrêté pris après avis du conseil supérieur de l'instruction publique déterminera les conditions de scolarité et le programme applicable aux élèves sages-femmes.

Les sages-femmes de 1^{re} et de 2^e classe continueront à exercer leur profession dans les conditions antérieures.

Art. 4. — Il est interdit aux sages-femmes d'employer des instrumens. Dans les cas d'accouchement laborieux, elles feront appeler un docteur en médecine ou un officier de santé.

Il leur est également interdit de prescrire des médicaments, sauf le cas prévu par le décret du 23 juin 1873 et par les décrets qui pourraient être rendus dans les mêmes conditions, après avis de l'Académie de médecine.

Les sages-femmes sont autorisées à pratiquer les vaccinations et les revaccinations antivarioliques.

TITRE IV

CONDITIONS COMMUNES A L'EXERCICE DE LA MÉDECINE, DE L'ART DENTAIRE ET DE LA PROFESSION DE SAGE-FEMME

Art. 5. — Les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes diplômés à l'étranger, quelle que soit leur nationalité, ne pourront exercer leur profession en France qu'à la condition d'y avoir obtenu le diplôme de docteur en médecine, de dentiste ou de sage-femme, et en se conformant aux dispositions prévues par les articles précédents.

Des dispenses de scolarité et d'examens pourront être accordées par le ministre, conformément à un règlement délibéré en conseil supérieur de l'instruction publique. En aucun cas, les dispenses accordées pour l'obtention du doctorat ne pourront porter sur plus de trois épreuves.

Art. 6. — Les internes des hôpitaux et hospices français, nommés au concours et munis de douze inscriptions, et les étudiants en médecine dont la scolarité est terminée, peuvent être autorisés à exercer la médecine pendant une épidémie ou à titre de remplaçants de docteurs en médecine ou d'officiers de santé.

Cette autorisation, délivrée par le préfet du département, est limitée à trois mois; elle est renouvelable dans les mêmes conditions.

Art. 7. — Les étudiants étrangers qui postulent, soit le diplôme de docteur en médecine visé à l'article 1^{er} de la présente loi, soit le diplôme de chirurgien-dentiste visé à l'article 2, et les élèves de nationalité étrangère qui postulent le diplôme de sage-femme de 1^{re} ou de 2^e classe visé à l'article 3, sont soumis aux mêmes règles de scolarité et d'examens que les étudiants français.

Toutefois il pourra leur être accordé, en vue de l'inscription dans les facultés et écoles de médecine, soit l'équivalence des diplômes ou certificats obtenus par eux à l'étranger, soit la dispense des grades français requis pour cette inscription, ainsi que des dispenses

partielles de scolarité correspondant à la durée des études faites par eux à l'étranger.

Art. 8. — Le grade de docteur en chirurgie est et demeure aboli.

Art. 9. — Les docteurs en médecine, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes sont tenus, dans le mois qui suit leur établissement, de faire enregistrer, sans frais, leur titre à la préfecture ou sous-préfecture et au greffe du tribunal civil de leur arrondissement.

Le fait de porter son domicile dans un autre département oblige à un nouvel enregistrement du titre dans le même délai.

Ceux ou celles qui n'exerçant plus depuis deux ans, veulent se livrer à l'exercice de leur profession, doivent faire enregistrer leur titre dans les mêmes conditions.

Il est interdit d'exercer sous un pseudonyme les professions ci-dessus, sous les peines édictées à l'article 18.

Art. 10. — Il est établi chaque année dans les départements, par les soins des préfets et de l'autorité judiciaire, des listes distinctes portant les noms et prénoms, la résidence, la date et la provenance du diplôme des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes visés par la présente loi.

Ces listes sont affichées chaque année, dans le mois de janvier, dans toutes les communes du département. Des copies certifiées en sont transmises aux ministres de l'intérieur, de l'instruction publique et de la justice.

La statistique du personnel médical existant en France et aux colonies est dressée tous les ans par les soins du ministre de l'intérieur.

Art. 11. — L'article 2272 du code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« L'action des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient et des commissions qu'ils exécutent ;

• Celle des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands ;

» Celle des maîtres de pension, pour le prix de pension de leurs élèves ; et des autres maîtres, pour le prix de l'apprentissage ;

» Celle des domestiques qui se louent à l'année, pour le paiement de leur salaire.

• Se prescrivent par un an.

» L'action des médecins, chirurgiens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens, pour leurs visites, opérations et médicaments, se prescrit par deux ans. »

Art. 12. — L'article 2101 du code civil, relatif aux privilèges généraux sur les meubles, est modifié ainsi qu'il suit dans son paragraphe 3 ;

« Les frais quelconques de la dernière maladie, qu'elle qu'en ait été la terminaison, concurremment entre ceux à qui ils sont dus. »

Art. 13. — A partir de l'application de la présente loi, les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes jouiront du droit de se constituer en associations syndicales, dans les conditions de la loi du 21 mars 1884, pour la défense de leurs intérêts professionnels, à l'égard de toutes personnes autres que l'État, les départements et les communes.

Art. 14. — Les fonctions de médecins experts près les tribunaux ne peuvent être remplies que par des docteurs en médecine français.

Un règlement d'administration publique revisera les tarifs du décret du 18 juin 1844, en ce qui touche les honoraires, vacations, frais de transport et de séjour des médecins.

Le même règlement déterminera les conditions suivant lesquelles pourra être conféré le titre d'expert devant les tribunaux.

Art. 15. — Tout docteur, officier de santé ou sage-femme est tenu de faire à l'autorité publique, son diagnostic établi, la déclaration des cas de maladies épidémiques tombées sous son observation et visées dans le paragraphe suivant.

La liste des maladies épidémiques dont la divulgation n'engage pas le secret professionnel sera dressée par arrêté du ministre de l'intérieur, après avis de l'Académie de médecine et du comité consultatif d'hygiène publique de France. Le même arrêté fixera le mode des déclarations desdites maladies.

TITRE V

EXERCICE ILLÉGAL. — PÉNALITÉS

Art. 16. — Exerce illégalement la médecine :

1^o Toute personne qui, non munie d'un diplôme de docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, ou n'étant pas dans les conditions stipulées aux articles 6, 29 et 32 de la présente loi, prend part, habituellement ou par une direction suivie, au traitement des maladies ou des affections chirurgicales ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire ou des accouchements, sauf le cas d'urgence avérée ;

2^o Toute sage-femme qui sort des limites fixées pour l'exercice de sa profession par l'article 4 de la présente loi ;

3^o Toute personne qui, munie d'un titre régulier, sort des attributions que la loi lui confère, notamment en prêtant son concours aux personnes visées dans les paragraphes précédents, à l'effet de les soustraire aux prescriptions de la présente loi.

Les dispositions du paragraphe 1^{er} du présent article ne peuvent s'appliquer aux élèves en médecine qui agissent comme aides d'un docteur ou que celui-ci place auprès de ses malades, ni aux garde-malades, ni aux personnes qui, sans prendre le titre de chirurgien-dentiste, opèrent accidentellement l'extraction des dents.

Art. 17. — Les infractions prévues et punies par la présente loi seront poursuivies devant la juridiction correctionnelle.

En ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire ou de la pratique des accouchements, les médecins, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes, les associations de médecins régulièrement constituées, les syndicats visés dans l'article 13 pourront en saisir les tribunaux par voie de citation directe donnée dans les termes de l'article 182 du code d'instruction criminelle, sans préjudice de la faculté de se porter, s'il y a lieu, partie civile dans toute poursuite de ces délits intentée par le ministère public.

Art. 18. — Quiconque exerce illégalement la médecine est puni d'une amende de 100 à 500 fr., et, en cas de récidive, d'une amende de 500 à 1,000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'exercice illégal de l'art dentaire est puni d'une amende de 50 à 100 fr. et, en cas de récidive, d'une amende de 100 à 500 fr.

L'exercice illégal de l'art des accouchements est puni d'une amende de 50 à 100 fr. et, en cas de récidive, d'une amende de 100 à 500 fr. et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 19. — L'exercice illégal de la médecine ou de l'art dentaire, avec usurpation du titre de docteur ou d'officier de santé, est puni d'une amende de 1,000 à 2,000 fr. et, en cas de récidive, d'une amende de 2,000 à 3,000 fr. et d'un emprisonnement de six mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'usurpation du titre de dentiste sera punie d'une amende de 100 à 500 fr. et, en cas de récidive, d'une amende de 500 à 1,000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'usurpation du titre de sage-femme sera punie d'une amende de 100 à 500 fr. et, en cas de récidive, d'une amende de 500 à 1,000 fr. et d'un emprisonnement de un mois à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 20. — Est considéré comme ayant usurpé le titre français de docteur en médecine quiconque, se livrant à l'exercice de la médecine, fait précéder ou suivre son nom du titre de docteur en médecine sans en indiquer l'origine étrangère. Il sera puni d'une amende de 100 à 200 fr.

Art. 21. — Le docteur en médecine ou l'officier de santé qui n'aurait pas fait la déclaration prescrite par l'article 15 sera puni d'une amende de 50 à 200 fr.

Art. 22. — Quiconque exerce la médecine, l'art dentaire ou l'art des accouchements sans avoir fait enregistrer son diplôme dans les délais et conditions fixés à l'article 9 de la présente loi, est puni d'une amende de 25 à 100 fr.

Art. 23. — Tout docteur en médecine est tenu de déférer aux réquisitions de la justice, sous les peines portées à l'article précédent.

Art. 24. — Il n'y a récidive qu'autant que l'agent du délit relevé a été, dans les cinq ans qui précèdent ce délit, condamné pour une infraction de qualification identique.

(La suite à la prochaine livraison.)

Le Propriétaire-Gérant : G. DUTRUC.

SAINT-QUENTIN. — IMPRIMERIE J. MOUREAU ET FILS

ART. 3501

PEINE, ATTÉNUATION, AGGRAVATION, LOI DU 26 MARS 1891.

Commentaire de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

(Fin) (1).

Petite récidive. — En ce qui concerne cette matière, toutes les hypothèses réalisables se réduisent à un type unique : une condamnation pour délit, inférieure à un an et un jour, suivie d'un délit *identique* puni de l'emprisonnement.

Le principe d'aggravation est nouveau et basé sur le taux exact de la condamnation précédente : la peine à infliger ne peut être moindre du double de cette condamnation, sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la répression normalement applicable au délit. Quant à l'interdiction de séjour, le fait même de la récidive ne permet pas aux juges de l'ordonner ; ils n'y sont autorisés que si la loi a permis de l'attacher à la seconde infraction, à raison de sa propre nature.

Bien que l'application du principe soit ordinairement facile, nous devons cependant insister sur quelques détails.

Comme il vient d'être dit, le système d'aggravation en matière de petite récidive est nouveau, car il pose en principe absolu le doublement de la condamnation antérieure, de manière à vaincre l'obstination coupable du délinquant par des peines augmentées suivant une progression inévitable. M. Bérenger a parfaitement justifié la sévérité fort légitime de cette règle. « L'élévation progressive de la peine à mesure que s'accumulent les délits est, a-t-il dit, une nouveauté. « Mais n'y avait-il pas lieu, en présence du débordement si « inquiétant de la petite criminalité, de recourir à un traitement énergique ? La progression de la peine n'était-elle pas « suffisamment justifiée par la progression du délit ? Fallait-il « laisser le mal s'aggraver par l'unique préoccupation de « paraître toucher à une législation digne sans doute, par ses « aspirations de justice et de haute humanité, du plus grand

(1) V. *suprà*, p. 3 et suiv.

« respect, mais dont l'insuffisance était démontrée ? Le type
« d'une bonne législation était-il uniquement dans la mesure
« des principes philosophiques qui l'inspirent ? Ne devait-il pas
« consister surtout dans la conformité de ses dispositions avec
« les besoins auxquels il devait satisfaire et l'humanité ne
« devenait-elle pas coupable si elle s'exerçait au détriment de
la sécurité publique ? (1) » Malheureusement cette innovation
d'une efficacité si certaine a perdu toute sa vertu par suite du
maintien de l'article 463 du Code pénal ; aujourd'hui, comme
par le passé, un récidiviste vingt fois poursuivi pour le même
délit, par exemple pour vagabondage, s'entendra condamner
à un ou deux mois d'emprisonnement.

Ici ne se pose pas la question de savoir si l'aggravation
s'étend à toutes les pénalités encourues du fait de la récidive ;
car le § 2 du nouvel article 58 a pris soin de dire très nette-
ment que cette aggravation s'appliquerait à *l'emprisonnement*,
ce qui, étant donné le caractère pénal de la loi, exclut forcé-
ment tout autre forme de répression.

Lorsque plusieurs condamnations à moins d'un an et un
jour pour le même délit sont intervenues dans le délai des
cinq ans, on peut se demander quelle est celle qui doit servir
de base pour le doublement de la peine. — MM. Nègre et Gary
pensent qu'il faut considérer la plus forte, sans égard à son
rang dans l'ordre chronologique, et ils en donnent cette raison
que si le délinquant n'avait pas encouru les pénalités inter-
médiaires plus faibles, la peine se réglerait d'après la plus
grave, et qu'il est impossible qu'il ait amélioré sa situation
par les délits qui ont motivé ces peines intermédiaires (2). —
Nous ne pouvons partager cette opinion, et nous estimons au
contraire que si le récidiviste a encouru des peines intermé-
diaires moindres, c'est qu'il les a méritées malgré son passé,
et il est dès lors simplement équitable de lui en concéder tout
le profit. Les travaux préparatoires ne laissent aucun doute
sur ce point : à chaque instant on y parle de la *peine précé-
dente*, de la *condamnation antérieure*, mais il n'est jamais fait
allusion à la prétendue nécessité de baser l'aggravation pénale

(1) Rapport du 6 mars 1890.

(2) p. 126.

sur la décision la plus rigoureuse, celle-ci ne fût-elle pas la dernière en date. L'idée qu'a eue le législateur de suivre en cette matière « une progression régulière et constante, à mesure que « s'accumulent les délits, (1) » n'est-elle pas aussi la preuve que l'état de récidive se constitue ici par la succession immédiate de deux infractions identiques, et qu'il est interdit de négliger un degré quelconque ? Le texte de la loi nous paraît d'ailleurs formel ; car il veut que la peine d'emprisonnement ne puisse être inférieure au double *de celle précédemment prononcée*, ce qui se réfère avec évidence à la plus récente ; sans cela le réformateur n'eût pas manqué d'exprimer qu'il s'agissait de la plus forte des condamnations déjà encourues pour même délit (2).

En parlant dans les art. 57 et 58, § 1^{er}, des crimes punis de peines correctionnelles, la loi nouvelle a manifestement compris tous les actes criminels dont la pénalité se trouve descendue à l'ordre inférieur par suite de l'admission de circonstances atténuantes ou même d'un fait d'excuse ; mais le § 2 de l'art. 58, relatif à la petite récidive, se borne à viser ceux qui « ayant été antérieurement condamnés à une peine de « moins d'un an et un jour, commettraient *le même délit* dans « le délai de cinq ans. » Cette différence a-t-elle une signification en ce qui concerne les crimes excusés, et faut-il en conclure que cette catégorie d'infractions ne peut fournir ni le premier ni le second terme de la petite récidive ? Pour résoudre la question, il n'est pas besoin, à notre avis, d'aborder la théorie ardue de la nature juridique des crimes excusés ; il suffit de pénétrer la pensée du législateur de 1891, ce qui n'est pas d'ailleurs bien difficile. — On sait que l'institution de la petite récidive a eu pour objet de combler une regrettable lacune du code pénal, de telle sorte que nul ne puisse aujourd'hui se soustraire à une aggravation en cas de rechute dans les conditions déterminées. Comment admettre dès lors que cette réforme ait justement négligé les actes les plus coupables, qu'elle ait compris l'état de récidive pour le prévenu qui s'est

(1) Rapport du 6 mars 1890.

(2) Cette solution ne semble pas douteuse. — V. en ce sens, Douai, 11 novembre 1891 (*Sirey*, 1892, 2, 41).

rendu coupable de deux délits de médiocre importance, et répudié toute sévérité en présence de la succession de deux crimes excusés dont le premier n'aura pas entraîné plus d'un an d'emprisonnement ? Comment concevoir, par exemple, qu'un mineur de seize ans, déjà condamné à un an de prison pour vol qualifié, puisse commettre un autre fait semblable sans encourir aucune aggravation ; alors que, s'il a commis un premier délit, excusé lui aussi à raison de l'âge (1), la peine sera incontestablement portée au double en cas de rechute ? Ces conséquences déraisonnables prouvent que le législateur n'a rien voulu de pareil, mais qu'il a employé le mot *délit* dans un sens général et quelque peu impropre qui ne saurait abuser les magistrats chargés d'appliquer le texte nouveau. On doit donc étendre sans réserve le § 2 du nouvel article 58 à tous les cas de récidive dont le premier terme est une condamnation à une année au plus (2). — Nous admettons même cette solution quand la faute antérieure est un crime non excusé, ce qui peut arriver dans l'hypothèse où ce crime, normalement puni de la réclusion, n'a entraîné qu'un an d'emprisonnement par application de l'art. 463 du Code pénal ; les raisons de décider sont en effet analogues. — Ajoutons qu'en pareil cas la règle d'identité n'exige pas que les deux termes de la récidive soient des crimes semblables : il suffira d'un vol simple succédant à un vol qualifié commis par le prévenu alors mineur de seize ans, ou d'un abus de confiance ordinaire venant à la suite d'un vol domestique puni d'un an de prison par le bienfait de l'art. 463. De même, il y a équivalence entre deux délits identiques dont un seul a été excusé.

TROISIÈME PARTIE

DE L'APPLICATION DE LA LOI AUX COLONIES

La loi du 26 mars 1891 entraine de plein droit dans le domaine des juridictions de la métropole, de l'Algérie et de la Tunisie,

(1) Art. 69 du Code pénal.

(2) V. Nègre et Gary, p. 126 ; Laborde, 17^e Question.

mais il n'en allait pas de même pour les colonies proprement dites. Celles-ci sont en effet soumises à un régime particulier suivant lequel une loi n'est exécutoire pour leurs habitants qu'en vertu d'une disposition expresse ; et il est également nécessaire que les modifications apportées à un texte législatif soient étendues à leur territoire par une clause spéciale, car ces modifications pourraient fort bien ne pas se concilier avec les règles du gouvernement colonial. Pour ces motifs, on a dû ajouter à notre loi un article 6 qui la déclare applicable aux Antilles et à la Réunion, possessions dans lesquelles une loi du 8 janvier 1877 avait déjà rendu exécutoire le code pénal métropolitain, et qui autorise d'autre part le Président de la République à étendre aux autres colonies l'action de la réforme. Sur ce dernier point, il a été satisfait au vœu du Parlement par un décret en date du 24 avril 1891 qui place sous le régime de la nouvelle loi le Sénégal, la Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, le Congo, Mayotte, Diego-Suarez et ses dépendances, la Nouvelle-Calédonie, Obock, la Cochinchine et les pays de protectorat de l'Indo-Chine, ainsi que les établissements français de l'Inde et de l'Océanie.

H. de FORCRAND,

Docteur en droit, procureur de la République à Uzès.

(Fin.)

ERRATUM

Au tome 35, après la page 122, doivent être ajoutés les paragraphes suivants qui ont été omis à l'impression :

§ V. — *Tribunaux correctionnels*

Créé surtout en vue de son application par les tribunaux correctionnels, le bénéfice du sursis peut être attaché à toutes les condamnations à l'amende ou à l'emprisonnement prononcées pour délits. La règle ne comporte ni exception ni réserve, et il est notamment sans intérêt de rechercher si une affaire a été introduite sur citation directe, au cas de flagrant délit ou après information régulière.

§ VI. — *Tribunaux civils.*

Le pouvoir correctionnel des juridictions de cet ordre est limité par les articles 181 et 505 du Code d'instruction crimi-

nelle et 91 du Code de procédure aux seuls délits d'audience ; c'est dire que, légalement possible, le sursis ne sera guère appliqué par les juges civils.

§ VII. — *Tribunaux de commerce, de paix et de simple police, Conseils de prud'hommes.*

La logique veut que l'on étende la même solution aux cas, plus rares encore, dans lesquels ces tribunaux sont investis par l'article 505 du Code d'instruction criminelle du droit de condamner correctionnellement à l'amende et à l'emprisonnement.

PEINE, FLAGRANT DÉLIT, ARRESTATION, DÉTENTION PRÉVENTIVE, IMPUTATION.

La détention préventive qui doit, aux termes de l'art. 24, Cod. pén., modifié par la loi du 15 novembre 1892, être déduite de la durée de la peine prononcée, a pour point de départ, en cas de flagrant délit, non le jour où le condamné a été arrêté, mais celui où il a été incarcéré à la maison d'arrêt (Cod. pén., 16, 40 et 106).

(DEHONCK C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, par sa requête du 27 janvier 1893, Dehonck, condamné par arrêt de cette Cour pour vagabondage et mendicité à trois mois d'emprisonnement, prétend que la peine prononcée contre lui et qu'il subit à la maison d'arrêt de Douai a pour point de départ le 13 décembre 1892, date de son arrestation en flagrant délit à Bergues, et non, comme le soutient le ministère public, le 15 décembre 1892, date de son incarcération à la maison d'arrêt de Dunkerque ;

Attendu que la détention préventive visée par l'art. 24, Cod. pén. modifié par la loi du 15 novembre 1892, doit s'entendre de l'incarcération dans une maison d'arrêt, de justice ou de correction d'un individu mis en état de prévention ;

Attendu que cette incarcération doit, aux termes des art. 110, 111, 603, 607 et suiv., Cod. d'instr. crim. et 5 du décret du 11 novembre 1885, être constatée par un acte d'écrou dressé sur un registre séparé, tenu conformément aux instructions ministérielles des 26 août 1831 et 4 juillet 1832 ; que cet acte doit indiquer l'état-civil, la profession, le domicile de l'individu arrêté ; révéler les signes propres à établir son identité ; préciser la nature des mandats délivrés, la qualité des magistrats qui les ont signés, des agents qui les ont exécutés ; fixer la date et l'heure exacte de l'entrée en prison ; être signé par les porteurs des mandats et par le directeur ou le gardien chef de la

maison d'arrêt, de justice ou de correction ; — Que c'est seulement après à la rédaction de cet acte, entouré des garanties attachées aux actes authentiques faisant foi jusqu'à inscription de faux, que commence l'incarcération, ou, en d'autres termes, que l'arrestation est convertie en détention ; — Attendu que cette détention ne peut être requise et ordonnée que par les magistrats investis du pouvoir de mettre l'action publique en mouvement et expressément désignés par le Code d'instruction criminelle (art. 10, 40, 91, 94, 100, 193, 214) et par la loi du 20 mai 1863 ; — Qu'elle échappe à l'action des officiers de police auxiliaires du procureur de la République, des commandants ou agents de la force publique et, à plus forte raison, des particuliers, autorisés cependant à mettre un individu en prévention, à l'arrêter même en cas de flagrant délit, mais non à délivrer les mandats ou ordonnances, préliminaires indispensables de la détention ;

Attendu que la détention préventive se compose donc de divers éléments substantiels : en premier lieu, de l'incarcération dans une maison d'arrêt, de justice ou de correction, faite au vu d'un mandat de dépôt, d'arrêt, ou d'une ordonnance de prise de corps ; en deuxième lieu, de la mise en prévention ; qu'elle présente, entre autres avantages, celui de fixer avec certitude par la rédaction de l'acte d'écrou le point de départ de la peine, sans laisser de place à l'arbitraire ; — Qu'il y a lieu de remarquer que, dégageant l'économie de la loi nouvelle, le rapporteur à la Chambre des députés s'est exprimé ainsi : « Dorénavant, les condamnés à toute peine privative de la liberté bénéficieront en principe de l'imputation de la prison préventive pour la durée de leur peine », et que, sous l'empire de ce même sentiment, il donne comme équivalent aux mots « détention préventive » ceux de *prison* préventive ou de *prison* préalable, et non celui d'arrestation, rattachant toujours la détention préventive à l'idée d'une incarceration (pages 4, 11, 17, 32 du rapport) ;

Attendu qu'on ne saurait donc assimiler à la détention préventive l'arrestation momentanée, la mise en surveillance, la garde à vue, la conduite devant le magistrat compétent, imposées temporairement à un individu par des officiers de police auxiliaire ou de simples particuliers, agissant en cas de flagrant délit, sans mandat, sans être astreints à l'obligation de dresser un procès-verbal ; qu'en pareil cas, le point de départ de la peine resterait indéterminé, ne pourrait être établi qu'à l'aide d'enquêtes contradictoires et suscitant des contestations que les tribunaux ne sauraient toujours solutionner en temps utile, à raison de la courte durée de l'emprisonnement ou de la tardiveté de la réclamation ; — Que le juge n'a pas le

pouvoir, surtout en matière pénale, de résoudre par voie d'interprétation une question que le législateur n'a ni tranchée, ni examinée, et qu'il s'est par suite réservée, comme celle de la réparation à accorder au détenu préventif reconnu innocent, en faveur de qui intervient une ordonnance de non lieu ou une sentence d'acquiescement ;

Que l'on objecte vainement, en s'appuyant sur le rapport précité, que la détention subie en pays étranger et le dépôt à la préfecture de police d'un individu condamné à l'emprisonnement doivent être imputés sur la durée de la peine ; — Qu'en effet, dans la première hypothèse, la détention subie en pays étranger aux fins d'une extradition, a été nécessairement précédée, d'après les traités internationaux, d'une arrestation faite en vertu d'un mandat d'arrêt ou d'une ordonnance de prise de corps ; que l'incarcération qui s'en est suivie, a été constatée par un acte d'écrou ou tout autre acte équivalent ; que les détentions préventives à l'étranger et en France se composent donc des mêmes éléments, et qu'il est rationnel de les imputer l'une et l'autre sur la durée de la pleine en conformité des principes ci-dessus rappelés ;

Que la deuxième hypothèse vise l'application de l'art. 23 et non celle de l'art. 24, Cod. pén. ; qu'elle prévoit le cas d'un dépôt à la préfecture de police d'un individu arrêté en vertu d'un jugement ou d'un arrêt de condamnation ; qu'en émettant l'opinion que le dépôt d'un condamné à la préfecture de police devait être imputé sur la peine encourue, le rapporteur n'a pu vouloir interpréter le sens des expressions « détention préventive » de l'art. 24, Cod. pén., puisque l'individu arrêté n'était ni prévenu, ni détenu ;

Qu'il suit de là que Dehonck est mal fondé à prétendre que le temps écoulé entre son arrestation et celui de son incarcération constatée par un acte d'écrou régulier doit être compris dans la durée de la peine prononcée contre lui par l'arrêt de la Cour de Douai du 1^{er} février dernier ;

Par ces motifs, dit que le point de départ de la détention préventive subie par Dehonck doit être fixée au 15 décembre 1892, date de son incarcération à la maison d'arrêt de Dunkerque ; — Rejette les conclusions prises par Dehonck dans sa requête en date du 27 janvier 1893 ; — Le condamne aux dépens, etc.

Du 8 février 1893. — C. de Douai. — Ch. corr. — MM. Desticker, pr., — Chenest, proc. gén. ; — Devise, av.

OBSERVATIONS. — Cette importante décision résout une question dont je n'ai pas besoin de signaler l'intérêt et qui ne laisse pas d'être délicate en l'absence de toute définition de la déten-

tion préventive, soit, à un point de vue général, dans le Code d'instruction criminelle, soit dans la loi du 15 novembre 1892, au point de vue particulier de l'imputation de cette détention sur la durée de la peine prononcée. Toutefois, l'interprétation que consacre la Cour de Douai me paraît justifiée par la différence profonde qui sépare l'arrestation opérée, en cas de flagrant délit, de la détention dans une maison d'arrêt ou de justice exécutée en vertu d'un mandat de dépôt ou d'arrêt ou d'une ordonnance de prise de corps.

L'arrestation en cas de flagrant délit est une mesure de police et de sûreté qui peut n'être pas maintenue et n'a ainsi qu'un caractère provisoire ; elle ne comporte pas la détention dans une prison ; elle ne fait que la précéder, même lorsqu'elle donne lieu à la délivrance d'un mandat d'amener, et ce n'est que par l'effet du mandat ultérieur de dépôt ou d'arrêt que l'inculpé est véritablement détenu à titre préventif. Comment voir une détention préventive dans le seul fait de l'arrestation et de la conduite devant le procureur de la République, par un agent de la force publique ou par un simple particulier, d'un individu surpris en flagrant délit ? N'est-il pas certain qu'une telle détention ne commence qu'au moment de l'incarcération de l'inculpé, en vertu d'un mandat autorisant cette autre mesure qui, elle, présente un caractère définitif ?

L'arrestation trouve un équivalent dans la défense faite à l'inculpé par l'officier de police judiciaire de sortir de la maison ou de s'éloigner jusqu'après la clôture du procès-verbal. Dira-t-on que l'inculpé est alors en état de détention préventive ? Evidemment non, et il ne saurait en être autrement lorsque l'inculpé, momentanément saisi, peut obtenir sa mise en liberté après son interrogatoire. Dans l'un et l'autre cas, le but de la loi a été uniquement de permettre aux officiers de police judiciaire de reconnaître le prévenu et d'entendre ses explications avant de décider s'il sera ou non incarcéré, c'est-à-dire détenu préventivement. Jusqu'à cette décision, il ne saurait s'agir de détention préventive.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Détention préventive*, n. 1.

ART. 3503

INSTRUCTION CRIMINELLE, PROCUREUR GÉNÉRAL, RÉCEPTION DES PIÈCES,
NOTIFICATION A L'INCUPLÉ, COMMUNICATION, SECRET DE LA PROCÉDURE.

La procédure devant rester secrète jusqu'au moment de l'interrogatoire de l'accusé par le président de la Cour d'assises, le procureur général ne saurait être tenu de faire connaître à l'inculpé le jour où il a reçu les pièces de la procédure, en conformité de l'art. 133 ou de l'art. 135, Cod. instr. crim., non plus que de les lui communiquer ; la faculté accordée à l'inculpé par l'art. 247 du même Code de fournir, pendant les cinq jours de la réception des pièces par le procureur général, les mémoires qu'il estimera convenable, n'implique point pour ce magistrat une semblable obligation (Cod. instr. crim., 302 et 305).

(X... C. MIN. PUB.). — ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le premier moyen tiré d'une prétendue violation de l'art. 217, Cod. instr. crim., en ce que l'inculpé n'aurait pas en connaissance du jour où les pièces de la procédure sont parvenues au procureur général, et, par suite, n'aurait pas été mis en mesure de présenter ses moyens de défense :

Attendu que la faculté accordée à l'inculpé par l'art. 247 de produire les mémoires qu'il estimera convenable, n'implique pour le procureur général aucune obligation de lui faire connaître le jour où il a reçu les pièces de la procédure, non plus que de les lui communiquer ;

Attendu, en effet, qu'il résulte des art. 302 et 305, Cod. instr. crim., que la procédure doit rester secrète jusqu'au moment où l'accusé a été interrogé par le président de la Cour d'assises, conformément à l'art. 293 du même Code ;

Et attendu, d'ailleurs, que les vices de la procédure antérieure à l'arrêt de renvoi sont couverts par le défaut de pourvoi contre cet arrêt ;

Sur le second moyen... (Sans intérêt) ;

Par ces motifs, rejette le pourvoi, etc.

Du 9 décembre 1892. — C. Cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Accarias, rapp. ; — Sarrut, av. gén.

REMARQUE. — Le principe du secret de la procédure jusqu'au moment de l'interrogatoire de l'accusé par le président de la Cour d'assises, ne paraît pas contestable. V. Cass., 10 mai 1827 et 31 août 1833 (J. P. 21. 450 ; 25. 867) ; Dalloz, *Répert.*, v° *Instr. crim.*, n. 1271 et 1277 ; F. Hélie, *Instr. crim.*, t. 4, n. 1827. —

Mais ce principe est-il absolu ? M. F. Hélie ne le croit pas, et il estime que si l'inculpé n'a pas le droit formel d'exiger la communication des pièces dans le cours de l'information, cette communication n'est pas du moins interdite et qu'il appartient au juge d'instruction d'accueillir ou de rejeter la demande qui en est faite par l'inculpé. Telle est aussi la doctrine qui se dégage de l'arrêt précité du 31 août 1833.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Instruction criminelle*, n. 58.

ART. 3504

CASIER JUDICIAIRE, CONDAMNATION PRONONCÉE SOUS LE NOM D'UN TIERS, RETRAIT, CHOSE JUGÉE.

Le tiers sous le nom duquel une autre personne a été condamnée, est recevable à demander que cette condamnation, inscrite à son casier judiciaire, en soit retirée.

Peu importe qu'une décision antérieure, rendue sur une poursuite exercée d'office par le ministère public et hors la présence du tiers, ait déclaré, à raison de l'insuffisance et de l'incertitude des documents alors produits, que cette même condamnation était imputable à ce dernier, une telle décision n'ayant pas l'autorité de la chose jugée à son égard et ne lui étant pas opposable.

(LECLERCQ C. MIN. PUBL.). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que, par requête et contradictoirement avec M. le Procureur de la République, le sieur Leclercq (Edouard), né à Arc-Asnières (Belgique) le 13 août 1846, demande qu'une condamnation à un an d'emprisonnement pour vol et tentative de vol, prononcée par jugement du tribunal correctionnel de Béthune le 10 janvier 1872, laquelle figure à son casier judiciaire et qu'il prétend ne pas lui être applicable, soit retirée de ce casier ;

Sur la recevabilité de la demande : — Attendu que Leclercq a un intérêt évident aux fin de sa requête, les bulletins du casier judiciaire formant titre contre les prévenus et accusés condamnés ;

Attendu qu'il est de jurisprudence qu'un droit d'opposition est ouvert au tiers intéressé contre un jugement condamnant sous son nom une personne autre que lui-même, et que cette voie de recours est admissible en tout état de cause, même en dehors des formes et délais ordinaires ;

Attendu qu'à la vérité, sur requête présentée par M. le Procureur de la République, le tribunal de ce siège a eu déjà à examiner la question de savoir si la condamnation du 10 janvier 1872 était ou non applicable à Leclercq (Edouard), né à Arc-Arnières (Belgique)

le 13 avril 1846, et a, par jugement du 22 juillet 1891, décidé, en raison de l'insuffisance et de l'incertitude des documents qui lui étaient alors produits, qu'il n'était pas établi que cette condamnation ne fût pas applicable au demandeur;

Mais attendu que cette décision du 22 juillet 1891 n'a pas à l'égard du demandeur l'autorité de la chose jugée et ne lui est pas opposable; — Qu'en effet, elle a été rendue sur une poursuite exercée d'office par le ministère public, agissant dans l'intérêt de l'ordre public comme en matière de rectification des actes de l'état civil; que Leclercq n'y a pas été appelé comme partie adverse; qu'il n'y a pas identité de poursuite entre celle ouverte par Leclercq dans son intérêt privé et celle qui a été provoquée à la requête de M. le procureur de la République au nom de l'intérêt public;

Attendu en conséquence que la demande de Leclercq est recevable;

En fait,... (sans intérêt);

Par ces motifs, dit que la condamnation du 10 janvier 1872 ne s'applique pas au requérant, etc.;

Du 1^{er} février 1893. — Trib. corr. de Béthune.

REMARQUE. — Un arrêt de la Cour de Dijon du 31 mars 1875 (S. 77.2.140) a décidé de même que lorsqu'un jugement correctionnel a attribué par erreur à un condamné l'état civil d'un autre individu, ce dernier peut demander au tribunal qui a prononcé la condamnation, la radiation de ce jugement sur son casier judiciaire; et il a déclaré qu'il en serait ainsi, alors même que le jugement de condamnation aurait acquis l'autorité de la chose jugée.

L'intérêt de celui sous le nom duquel une autre personne a été condamnée à faire disparaître de son casier judiciaire la mention de cette condamnation, est d'ailleurs manifeste, puisque l'extrait du casier fait preuve de l'existence de la condamnation qu'il mentionne. V. Cass. 4 févr. 1860 (J. M. p. 3.89); F. Hélie. *Instr. crim.*, t. 8, n. 4081.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Casier judiciaire*, n. 75.

ART. 3505

COMPÉTENCE CRIMINELLE, TRIBUNAL DE POLICE, ORDONNANCE DE RENVOI, RÉGLEMENT DE JUGES, RENVOI DEVANT LE JUGE D'INSTRUCTION.

Lorsque le juge de police, saisi, par une ordonnance de renvoi, d'une infraction paraissant être de sa compétence, a régulièrement constaté que le fait présente le caractère d'un délit dont il ne peut connaître, et s'est,

par suite, déclaré incompétent, il y a lieu, pour la Cour de cassation, de tenir l'ordonnance de renvoi pour nulle et de renvoyer l'affaire devant le juge d'instruction (Cod. instr. crim., 192, 526 et suiv.).

(MIN. PUBL., C. HAUBOURDIN). — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu la demande en règlement de juges formée, le 21 décembre 1891, par le procureur du roi de Mons ;

Attendu que, par ordonnance du 7 septembre 1891, la chambre du conseil du tribunal de première instance de Mons, admettant, à l'unanimité, des circonstances atténuantes déduites des bons antécédents de l'inculpé, a renvoyé devant le tribunal de police compétent Emile Haubourdin du chef d'avoir, à Quaregnon, le 22 août 1891, volontairement porté des coups et fait des blessures à Charles Adam ;

Attendu que, par jugement du 21 novembre 1891, le tribunal de police de Boussu, devant lequel le prévenu avait eu à comparaître, s'est déclaré incompétent par le motif que, d'après l'instruction faite à l'audience, les coups portés et les blessures faites à Adam lui ont occasionné une incapacité de travail personnel, de sorte que le fait dont Haubourdin se serait rendu coupable constituerait le délit prévu par l'article 399 du Code pénal belge, délit dont la chambre du conseil n'a pas saisi le tribunal de police ;

Attendu que le jugement et l'ordonnance ont acquis l'autorité de la chose jugée ; que de leur contrariété naît un conflit négatif qui entrave le cours de la justice et qui ne peut être vidé que par un règlement de juges :

Attendu que, d'après les témoignages recueillis devant le tribunal de police, le fait de l'incapacité de travail paraît établi ;

Par ces motifs, statuant par voie de règlement de juges, et sans avoir égard à l'ordonnance susvisée, qui sera tenue pour nulle et non avenue, renvoie l'inculpé et la procédure devant le juge d'instruction de Tournai, pour y être procédé conformément à la loi ; etc.

Du 25 janvier 1892. — C. cass. de Belgique. — 2^e ch. — MM. Beckers, pr. ; — de Bavay, rapp. ; — Bosch, av. gén.

REMARQUE. — Il a été décidé dans le même sens que les juges correctionnels qui, saisis par une ordonnance de renvoi du juge d'instruction, se déclarent incompétents par le motif que le fait a le caractère de crime, ne peuvent renvoyer le prévenu devant un autre juge d'instruction ; mais qu'il y a lieu à règlement de juges par la Cour de cassation. — V. Cass., 19 sept.

1862 (J. M. p. 6. 116), et Montpellier, 14 févr. 1859 (Id. 2. 150).

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Compétence criminelle*, n. 151.

ART. 3506

POSTE AUX LETTRES, ACTE D'ADHÉSION A UNE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES, ENVOI
COMME PAPIER D'AFFAIRES, CORRESPONDANCE.

L'acte d'adhésion à une société d'assurances mutuelles par lequel celui qui le souscrit exprime simplement le désir de devenir membre de la société et ne forme qu'une demande sur laquelle est appelé à statuer le conseil d'administration, qui a la faculté de l'admettre ou de la rejeter, ne peut, comme ayant le caractère d'une correspondance, circuler par la poste au tarif réduit des papiers d'affaires (LL. 25 juin 1856, art. 5, et 3 août 1875, art. 6 ; Arr. ministér. 20 janv. 1885, art. 22). — 1^{re} espèce.

Et cela, encore bien que l'acte d'adhésion ait été adressé par le signataire, non point au siège de la société, mais à un agent de celle-ci établi dans une autre localité, alors que le siège social était le véritable destinataire. — Id.

Jugé encore qu'il en est ainsi, quoique, d'après une disposition des statuts de la société, l'adhésion, même venant à être rejetée, produise ses effets à partir du jour où elle a été signée jusqu'au moment de la notification du rejet, les avantages immédiats que l'acte d'adhésion confère par là à l'adhérent ne modifiant point son caractère essentiel d'offre ou proposition. — 2^e espèce.

1^{re} Espèce: (ROUSSEAU C. ADMINISTRATION DES POSTES, — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu les art. 5 de la loi du 25 juin 1856 et 6 de la loi du 3 août 1875 qui autorisent l'affranchissement à prix réduit des papiers d'affaires ; — Vu également les articles 9 et 10 de ladite loi de 1856, 22 de l'arrêté ministériel du 20 janvier 1885 et 5 de l'arrêté consulaire du 27 prairial an IX, qui défendent et punissent, sauf les exceptions autorisées par des arrêtés ministériels, l'insertion dans un imprimé affranchi à la taxe réduite, de toutes écritures ou notes ayant le caractère de correspondance ou pouvant en tenir lieu ;

Attendu, en fait, qu'il résulte d'un procès-verbal régulier et non contredit, que, le 7 octobre 1890, deux actes d'adhésion aux statuts de la Société d'assurances mutuelles immobilières du Mans ont été expédiés par la poste à la taxe réduite des papiers d'affaires par le sieur Rousseau, agent d'assurances à Dreux, au sieur Boulay, agent d'assurances à Chartres ; que lesdits actes étaient imprimés, mais portaient, écrites à la main, entre la signature de la veuve Leroy

et la date, un certain nombre d'indications complémentaires ; et que Rousseau, poursuivi pour ce fait, a été condamné par la Cour de Paris, chambre correctionnelle, à 150 francs d'amende, comme ayant contrevenu aux articles 9 de la loi du 23 juin 1856 et 5 de l'arrêté du 27 prairial an IX ;

Sur le moyen principal tiré tant de la violation des articles 5 de la loi du 25 juin 1856 et 6 de la loi du 3 août 1873 que de la fausse application des art. 9 et 10 de ladite loi de 1856 et 22 de l'arrêté ministériel du 20 janvier 1855, en ce que les actes d'adhésion susmentionnés ne constitueraient par eux-mêmes que de simples papiers d'affaires, et que les indications manuscrites qui les complètent n'auraient aucunement le caractère de correspondance ou de notes pouvant en tenir lieu : Attendu qu'il résulte des art. 17, 18 et 19 des statuts de la Société d'assurances mutuelles immobilières du Mans, que celui qui souscrit un acte d'adhésion à ces statuts, exprime simplement le désir de devenir membre de la société, mais ne le devient pas immédiatement et de plein droit ; que le conseil d'administration est appelé à statuer sur sa demande ; qu'il peut la rejeter sans en donner aucun motif, et que, tant qu'elle n'a pas été admise, elle ne produit aucun effet ;

Attendu qu'un tel acte, loin d'être comparable à une police d'assurance, qui est la constatation d'un accord définitif, ne contient qu'une offre ou une proposition qui appelle une réponse, et qu'il présente ainsi le caractère d'une correspondance ; d'où il suit que, n'ayant été excepté de la règle générale par aucune disposition des arrêtés ministériels, il ne peut pas circuler par la poste au tarif réduit des papiers d'affaires ;

Sur le moyen subsidiaire tiré de ce que les susdits actes d'adhésion, en admettant qu'ils aient constitué originairement une correspondance, se seraient transformés, une fois parvenus aux mains de l'agent Rousseau, en pièces justificatives ou documents de service, et, dès lors, se seraient trouvés compris dans les exceptions prévues par l'art. 22 de l'arrêté du 20 janvier 1855 : — Attendu qu'une lettre communiquée à un tiers et réexpédiée par celui-ci à son destinataire, garde un caractère de correspondance et reste soumise à la taxe des lettres ; qu'en conséquence, les susdits actes d'adhésion ayant eu, à l'origine, ce caractère, l'ont nécessairement conservé entre les mains de l'agent Rousseau et n'ont pu le perdre que par leur arrivée au siège de la société, qui était, dans l'espèce, le véritable destinataire ;

Attendu qu'il ressort de tout ce qui précède que l'arrêt attaqué n'a violé ni fausement appliqué aucun des textes sus-visés ;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 25 novembre 1892. — C. cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr.; — Accarias, rapp.; — Baudouin, av. gén.; — Chaufton et Nivard, av.

2^e Espèce : (MIN. PUBL. G. LEHOUX). — ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 5 de la loi du 25 juin 1856 et 6 de la loi du 3 août 1875 qui autorisent l'affranchissement à taxe réduite des papiers d'affaires; — Vu également les art. 9 et 10 de ladite loi de 1856, 22 de l'arrêté ministériel du 20 janvier 1885 et 5 de l'arrêté consulaire du 27 prairial an IX, qui défendent et punissent, sauf les exceptions autorisées par des arrêtés ministériels, l'insertion dans un imprimé affranchi à taxe réduite, de toutes écritures ou notes ayant le caractère de correspondance ou pouvant en tenir lieu;

Attendu, en fait, qu'il résulte d'un procès-verbal régulier et non contredit, que, le 9 mars 1891, deux actes d'adhésion aux statuts de la société la Mutuelle d'Indre-et-Loire ont été expédiés par la poste à la taxe réduite des papiers d'affaires, par le sieur Lehoux, agent d'assurances à Saint-Christophe, à l'adresse du directeur de la société à Tours; que lesdits actes étaient imprimés, mais portaient écrits à la main, outre la signature des adhérents et la date, un certain nombre d'indications complémentaires, et que le sieur Lehoux, poursuivi pour ce fait comme ayant contrevenu aux art. 9 de la loi du 25 juin 1856 et 5 de l'arrêté consulaire du 27 prairial an IX, a été acquitté par arrêt de la Cour d'appel d'Orléans, chambre correctionnelle, en date du 17 décembre 1891;

Sur le moyen unique tiré de la violation des textes précités, en ce que les susdits actes d'adhésion présentaient le caractère de correspondance ou pouvaient en tenir lieu : — Attendu que pour relaxer le sieur Lehoux, l'arrêt attaqué se fonde sur ce que, d'après l'art. 19 des statuts de la Mutuelle d'Indre-et-Loire, l'adhésion, même venant à être rejetée, n'en a pas moins produit des effets à partir du lendemain, à midi, du jour où elle a été signée jusqu'au moment de la notification du rejet, de telle sorte que l'adhérent peut, dans tous les cas, se faire indemniser des sinistres survenus dans cet intervalle;

Attendu que, de cette disposition, l'arrêt conclut que l'adhésion aux statuts de la Mutuelle d'Indre-et-Loire ne constitue pas une simple demande ou une proposition qui appelle une réponse, mais bien l'acceptation d'une offre, ce qui, la rendant assimilable à une police d'assurance, lui enlèverait tout caractère de correspondance et lui permettrait de circuler par la voie de la poste comme papier d'affaires;

Mais attendu que les avantages provisoires et en quelque sorte précaires qui résultent de la disposition sus-visée des statuts ne sont qu'une faveur que la société accorde pour encourager et appeler les adhésions; qu'ils ne répondent nullement au véritable but de l'adhérent, lequel consiste à obtenir une assurance d'une durée déterminée et dont le bénéfice ne puisse pas lui être enlevé d'un moment à l'autre;

Attendu, cela étant, qu'il importe peu que l'acte d'adhésion fasse naître par lui-même certaines obligations; que les avantages immédiats qu'il confère à l'adhérent ne modifient en aucune façon son caractère essentiel qui est de constituer une offre ou une proposition;

Attendu enfin qu'il appert de tout ce qui précède que l'acte d'adhésion aux statuts de la Mutuelle d'Indre-et-Loire appelle nécessairement une réponse; qu'il a dès lors un caractère incontestable de correspondance, et que n'ayant été excepté de la règle générale par aucune disposition des arrêtés ministériels, il ne peut circuler par la poste qu'au tarif des lettres; d'où il suit qu'en relaxant Lehoux, la Cour d'Orléans a violé les articles de la loi sur lesquels le pourvoi s'appuie;

Par ces motifs, casse, mais dans l'intérêt de la loi seulement, l'arrêt de la Cour d'Orléans, chambre correctionnelle, en date du 17 décembre 1891, etc.

Du 23 novembre 1892. — C. cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr.; — Accarias, rapp.; — Baudouin, av. gén.; — Chaufiton et Nivard, av.

REMARQUE. — Par ces deux arrêts, la chambre criminelle donne une solution parfaitement exacte, selon moi, à une question au sujet de laquelle les cours et tribunaux étaient jusque là divisés. V. Caen, 19 décembre 1891 (J. M. p. 35. 50), et les renvois à la suite.

J'ai dit, à la vérité, dans la remarque accompagnant les jugements rapportés t. 34, p. 92 et suiv., que le caractère de correspondance n'appartenait point à l'acte d'adhésion quand, après avoir été remis à un agent de la société, il avait été réexpédié par celui-ci au directeur; mais je n'ai exprimé cette opinion qu'en supposant que l'acte d'adhésion avait abouti à un accord avant d'avoir été remis par le signataire à un agent de la société, qui l'avait ensuite transmis au siège social.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Poste aux lettres*, n. 14.

APPEL CORRECTIONNEL, PRÉVENU CONDAMNÉ, DÉCLARATION, PRISON, GREFFIER.

L'appel d'un jugement correctionnel de condamnation est valable, bien qu'il n'ait pas été déclaré au greffe même du tribunal qui a rendu le jugement, mais dans la prison où le condamné se trouve détenu, si d'ailleurs la déclaration y a été reçue par l'officier public compétent (spécialement par un commis greffier) (Cod. instr. crim., 203).

(VO VAN TUNG C. MIN. PUBL.). — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que Vo Van Tung, condamné à six mois d'emprisonnement pour vol par jugement du tribunal correctionnel de Saigon, du 6 août dernier, a, dans le délai légal, interjeté appel de cette décision ; que l'acte constatant ce recours, régulièrement rédigé et signé, a été reçu par un commis-greffier du tribunal, à la prison centrale où le condamné se trouvait détenu ; mais que la Cour de Saigon a repoussé l'appel comme non recevable, en se fondant sur ce que, contrairement au texte de l'art. 203, Cod. instr. crim., la déclaration n'en avait pas été faite au greffe du tribunal ;

Attendu que l'art. 203, en frappant l'appel de déchéance, lorsqu'il n'a pas été déclaré au greffe du tribunal dans certains délais déterminés, n'entend pas prescrire à peine de nullité que la déclaration du recours soit faite dans le local affecté au greffe du tribunal qui a rendu le jugement ; qu'il exige seulement que l'acte constatant ce recours soit dressé dans le délai légal et reçu par l'officier public compétent ;

Attendu que, dans l'espèce, l'acte d'appel réunit ces deux conditions substantielles ; qu'il y a donc lieu de reconnaître qu'en le tenant pour nul et en le déclarant non recevable, l'arrêt entrepris a fausement interprété et appliqué l'art. 203 sus-visé ;

Par ces motifs, casse et annule l'arrêt de la Cour de Saigon, chambre correctionnelle du 27 août dernier ;... etc.

Du 2 décembre 1892. — C. cass. — Ch. crim. — MM. Sallantin, f. f. de pr. ; — Larouverade, rapp. ; — Baudouin, av. gén.

REMARQUE. — Il est certain qu'en prescrivant que la déclaration d'appel soit faite au greffe, l'art. 203, Cod. instr. crim., a plutôt en vue l'emploi du ministère du greffier que le fait de la réception de la déclaration dans le local du greffe ; c'est bien plus l'intervention de l'officier public que l'introduction de l'appelant dans son bureau, qui constitue la garantie dont la loi a voulu entourer la déclaration d'appel.

Il importe peu dès lors que cette déclaration soit reçue par le greffier dans la prison où le condamné se trouve détenu et où cet officier public s'est transporté, au lieu de l'être au greffe, où le condamné aurait été conduit.

Cette solution, que consacre ici expressément la chambre criminelle, résulte aussi implicitement d'un arrêt de la Cour de Dijon, du 12 janv. 1870 (J. M. p. 13. 172), qui déclare l'appel du condamné recevable, quoique formé après l'expiration du délai, si sa tardiveté provient du refus du greffier de se transporter dans la maison d'arrêt pour y recevoir la déclaration d'appel du condamné. — V. également Bourges, 16 avril 1863 (J. M. p. 6. 114).

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, V^o Appel correctionnel, n. 84.

CORRESPONDANCE

ART. 3508

COUR D'ASSISES, DÉFENSE, AVOUÉ EXERÇANT PRÈS UN TRIBUNAL DU RESSORT,
PORT DE LA ROBE, ALGÉRIE

Monsieur le Rédacteur,

Permettez-moi d'avoir recours à vous pour fixer mon opinion sur le point suivant :

En Algérie, un avoué postulant près un tribunal d'arrondissement dépendant de la Cour d'assises, peut-il, sur la demande d'un accusé, plaider devant cette Cour d'assises ?

Et l'avoué ainsi choisi a-t-il le droit de remplir sa mission revêtu de sa robe ?

Veuillez agréer, etc.

De la disposition de l'art. 295, Cod. instr. crim., portant que le conseil de l'accusé ne pourra être choisi par lui ou désigné par le juge que parmi les avocats ou avoués de la Cour d'appel ou de son ressort, et de la pensée libérale qui a inspiré cette disposition, de très graves auteurs induisent que le choix de l'accusé peut s'exercer indifféremment parmi tous

les avoués du ressort dans lequel se tiennent les assises, c'est-à-dire même parmi ceux qui sont établis près les tribunaux de ce ressort autres que le tribunal du lieu où les assises sont tenues. V. MM. F. Hélie, *Instr. crim.*, t. 7, n. 3331; Nouguier, *Cours d'assises*, t. 1, n. 274.

Et, de son côté, la Cour de cassation, par divers arrêts, a jugé que la faculté accordée à tous les avoués par l'art. 295 n'a été modifiée ni détruite par aucune disposition expresse des lois et règlements postérieurs ; que les inductions qu'on peut tirer des ordonnances des 27 février et 20 novembre 1822 sont insuffisantes pour autoriser à priver les accusés du droit de choisir leurs défenseurs parmi les avoués du ressort (Cass. 23 juin 1827, 12 et 25 janv. 1828).

Toutefois, un autre arrêt de la chambre criminelle, en date du 7 mars 1828, a déclaré que ce choix ne peut porter que sur des avoués attachés à la Cour ou au tribunal du lieu où se tiennent les assises, par le motif que les avoués n'ont de caractère que devant les tribunaux auxquels ils sont attachés par l'acte de leur nomination, et que d'ailleurs les art. 112 et 113 du décret du 6 juillet 1810 paraissent reconnaître aux avoués de la Cour ou du tribunal chef-lieu le privilège exclusif d'exercer leur ministère près la Cour d'assises. — V. aussi en ce sens, Dalloz, *v° Défense-défenseur*, n. 40.

M. F. Hélie, *loc. cit.*, n'a pas eu de peine à réfuter cette argumentation. « La jurisprudence, dit cet auteur, en considérant comme un privilège de l'office ce qui n'est qu'un privilège de la défense, semble s'être méprise : qu'importe que l'avoué soit attaché à tel ou tel tribunal ? Il suffit qu'il ait le titre d'avoué, qu'il réside dans le ressort de la Cour et qu'il ait été choisi... Et d'ailleurs est-il permis d'enlever aux accusés un droit que l'art. 295 leur confère et qu'aucune loi ultérieure n'a détruit ?... »

Si la première interprétation doit prévaloir, ainsi que je l'estime, peut-elle être invoquée en Algérie comme dans la métropole ? Le chapitre du Code, d'instruction criminelle relatif à la procédure devant la Cour d'assises, duquel dépend l'art. 295, étant applicable en Algérie, aux termes de l'art. 12 du décret du 19 août 1854, l'affirmative semble ne pouvoir faire difficulté.

Il est vrai que, d'après l'art 7 de l'arrêté du 26 nov. 1841, les défenseurs ne peuvent exercer leur ministère hors des limites de l'arrondissement judiciaire pour lequel ils ont été nommés et où ils sont tenus de résider, si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale délivrée en Algérie par le procureur général et dans les autres sièges par le procureur de la République. Mais, outre que devant la Cour d'assises, il s'agit d'un mandat particulier conféré par la loi à l'avoué, et non de l'exercice de son ministère ordinaire, il est permis de considérer la disposition du décret de 1854 qui a étendu à l'Algérie les règles du Code d'instruction criminelle concernant la procédure devant la Cour d'assises, comme ayant introduit un droit nouveau sur lequel ne peuvent l'emporter les prescriptions de l'arrêté du 26 nov. 1841 qui y seraient contraires.

Quant au droit de l'avoué de remplir sa mission devant la Cour d'assises, revêtu de sa robe, il est incontestable, selon moi. C'est en sa qualité d'avoué qu'il est choisi comme conseil par l'accusé en vertu de la faculté que l'art. 295 confère à celui-ci ; et le titre d'avoué emporte le droit du port de la robe à l'audience. L'avoué ne peut être placé sur la même ligne que les parents et amis de l'accusé. « Quand l'avoué, dit M. Nouguié, n. 276, est placé par le premier paragraphe de notre article au même rang que l'avocat, et est investi d'un pouvoir ne relevant pas du bon plaisir du juge, le faire descendre dans le second paragraphe, relatif aux parents et amis, dont la désignation est toujours subordonnée à ce bon plaisir, c'est évidemment méconnaître tout ensemble, et la capacité de l'officier ministériel et les lois qui l'ont consacrée. » Ces observations, bien que présentées au sujet d'une autre difficulté, viennent parfaitement à l'appui de l'opinion par moi émise.

DOCUMENTS DIVERS

ART. 3500

MÉDECINE, ART DENTAIRE, PROFESSION DE SAGE-FEMME, CONDITIONS
D'EXERCICE, PÉTALITÉS

Loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine.

(Suite et fin) (1).

Art. 25. — La suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession peuvent être prononcées par les cours et tribunaux, accessoirement à la peine principale, contre tout médecin, officier de santé, dentiste ou sage-femme, qui est condamné :

1° A une peine afflictive et infamante ;

2° A une peine correctionnelle prononcée pour crime de faux, pour vol et escroquerie, pour crimes ou délits prévus par les articles 316, 317, 331, 332, 334 et 335 du Code pénal ;

3° A une peine correctionnelle prononcée par une cour d'assises pour des faits qualifiés crimes par la loi.

En cas de condamnation prononcée à l'étranger pour un des crimes et délits ci-dessus spécifiés, le coupable pourra également, à la requête du ministère public, être frappé, par les tribunaux français, de suspension temporaire ou d'incapacité absolue de l'exercice de sa profession.

Les aspirants ou aspirantes aux diplômes de docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien-dentiste et de sage-femme condamnés à l'une des peines énumérées aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, peuvent être exclus des établissements d'enseignement supérieur.

La peine de l'exclusion sera prononcée dans les conditions prévues par la loi du 27 février 1880.

En aucun cas, les crimes et délits politiques ne pourront entraîner la suspension temporaire ou l'incapacité absolue d'exercer les professions visées au présent article, ni l'exclusion des établissements d'enseignement médical.

(1) V. *suprà*, p. 27 et suiv.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 26. — L'exercice de leur profession par les personnes contre lesquelles a été prononcée la suspension temporaire ou l'incapacité absolue, dans les conditions spécifiées à l'article précédent, tombe sous le coup des articles 17, 18, 19, 20 et 21 de la présente loi.

Art. 27. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 28. — Les médecins et sages-femmes venus de l'étranger, autorisés à exercer leur profession avant l'application de la présente loi, continueront à jouir de cette autorisation dans les conditions où elle leur a été donnée.

Art. 29. — Les officiers de santé reçus antérieurement à l'application de la présente loi, et ceux reçus dans les conditions déterminées par l'article 31 ci-après, auront le droit d'exercer la médecine et l'art dentaire sur tout le territoire de la République. Ils seront soumis à toutes les obligations imposées par la loi aux docteurs en médecine.

Art. 30. — Un règlement délibéré en conseil supérieur de l'instruction publique déterminera les conditions dans lesquelles : 1° un officier de santé pourra obtenir le grade de docteur en médecine ; 2° un dentiste qui bénéficie des dispositions transitoires ci-après pourra obtenir le diplôme de chirurgien-dentiste.

Art. 31. — Les élèves qui, au moment de l'application de la présente loi, auront pris leur première inscription pour l'officier de santé, pourront continuer leurs études médicales et obtenir le diplôme d'officier de santé.

Art. 32. — Le droit d'exercer l'art dentaire est maintenu à tout dentiste justifiant qu'il est inscrit au rôle des patentes au 1^{er} janvier 1892.

Les dentistes se trouvant dans les conditions indiquées au paragraphe précédent n'auront le droit de pratiquer l'anesthésie qu'avec l'assistance d'un docteur ou d'un officier de santé.

Les dentistes qui contreviendront aux dispositions du paragraphe précédent tomberont sous le coup des peines portées au deuxième paragraphe de l'article 19.

Art. 33. — Le droit de continuer l'exercice de leur profession est maintenu aux sages-femmes de 1^{re} et de 2^e classe reçues en vertu des articles 30, 31 et 32 de la loi du 19 ventôse an XI ou des décrets et arrêtés ministériels ultérieurs.

Art. 34. — La présente loi ne sera exécutoire qu'un an après sa promulgation.

Art. 35. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies et fixeront les dispositions transitoires ou spéciales qu'il sera nécessaire d'édicter ou de maintenir.

Un règlement délibéré en conseil supérieur de l'instruction publique déterminera les épreuves qu'auront à subir, pour obtenir le titre de docteur, les jeunes gens des colonies françaises ayant suivi les cours d'une école de médecine existant dans une colonie.

Art. 36. — Sont et demeurent abrogés, à partir du moment où la présente loi sera exécutoire, les dispositions de la loi du 19 ventôse an XI et généralement toutes les dispositions de lois et règlements contraires à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.



Le Propriétaire-Gérant : G. DUTRUC.

SAINT-QUENTIN. — IMPRIMERIE J. MOUREAU ET FILS.

ELECTIONS, OUTRAGE AUX BONNES MŒURS, INCAPACITÉ.

L'incapacité électorale dont l'art. 15, § 6, du décret du 2 février 1852 frappe les individus qui ont été condamnés pour outrage aux bonnes mœurs, continue d'être la conséquence de ce délit, malgré l'abrogation de l'art. 8 de la loi du 17 mai 1819 visé par la loi précitée, qu'a édictée la loi du 29 juillet 1881, cette dernière loi ayant maintenu, par son art. 28, le délit d'outrage aux bonnes mœurs avec tous ses éléments.

(GENAY C. MIN. PUBL.)

Le sieur Genay, gérant du journal *la Lanterne*, à l'appui de l'appel qu'il a interjeté d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine qui l'a condamné pour avoir exercé ses fonctions de gérant, malgré la déchéance de ses droits civiques résultant d'une condamnation antérieure pour outrage aux bonnes mœurs, a déposé devant la Cour les conclusions suivantes :

« Plaise à la Cour ;

« Attendu que les incapacités électorales ont été nommément spécifiées par le décret organique du 2 février 1852 et que l'article 15 du décret porte expressément, paragraphe 6 :

« Les individus qui, par application de l'article 8 de la loi du 17 mai 1819 et de l'article 3 du décret du 11 août 1848, auront été condamnés pour outrage à la morale publique et religieuse ou aux bonnes mœurs et pour attaques contre le principe de la propriété et les droits de la famille... ; »

« Attendu, d'autre part, que l'article 68 de la loi sur la presse dispose que : « sont abrogés les édits, lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, déclarations généralement quelconques, relatifs à l'imprimerie, à la librairie, à la presse périodique, etc... ; »

« Attendu, dès lors, qu'il est impossible de soutenir que la loi de 1819 n'ait pas été abrogée ;

« Attendu que, lors de la discussion de la loi du 2 août 1882, en vertu de laquelle Genay a été condamné, la question ayant été posée de savoir si l'écrivain frappé ne pourrait pas être privé de ses droits politiques, par application du décret précité de 1852, il a été formellement répondu par le rapporteur que la nouvelle loi ne pouvait produire ce résultat, et qu'elle a été votée sans aucune protestation du gouvernement ;

« Attendu qu'il a été longuement expliqué devant le Parlement que, dans ce but, était écartée la rédaction primitive du gouvernement qui proposait d'ajouter à l'article 330 du Code pénal une simple disposition ayant pour effet d'assimiler le délit d'outrages aux bonnes mœurs au délit d'outrages à la pudeur ;

« Attendu que, devant le Sénat, qui s'est associé au vote de la Chambre, la question n'a pas été de nouveau soulevée, de telle sorte que la loi nouvelle s'est définitivement formée du consentement exprès ou tacite de tous les pouvoirs appelés à y concourir et qu'elle doit, dès lors, produire intégralement les effets qu'elle comporte et que le législateur lui a attribués. »

Ce système a été combattu par M. l'avocat général Jacomy, qui a dit en substance :

J'estime que la prétention de l'appelant n'est pas fondée, et ne peut être admise par la Cour. La loi de 1881 abroge, il est vrai, avec toutes les autres lois en matière de presse, la loi du 17 mai 1819 ; mais elle continue à réprimer l'outrage aux bonnes mœurs. Elle vise, en effet, expressément ce délit dans son article 28, complété et renforcé, depuis, par la loi du 2 août 1882. Par conséquent, le délit visé dans le paragraphe 6 de l'article 15 du décret de 1852 existe toujours. Or, quelle était la pensée de cette dernière disposition, quand elle a attaché la déchéance des droits civiques au délit d'outrages aux bonnes mœurs prévu et réprimé par la loi du 17 mai 1819 ? Son intention n'est pas douteuse : elle attache la déchéance à la *nature du fait* qui entraîne la condamnation. C'est évidemment en considération de la nature du délit et de la défaveur qu'il jette sur le délinquant que la déchéance est prononcée. Si le décret de 1852 vise le texte de loi qui, à ce moment, punissait et réprimait le délit, ce n'est qu'*accessoirement*, et à titre purement énonciatif. Mais de ce que ce texte a disparu, le délit d'outrage aux bonnes mœurs n'a pas cessé d'exister, puisqu'il n'a fait que passer dans la législation nouvelle, avec les éléments qui le constituent, et même avec son ancienne dénomination. Dès lors, le décret de 1852, article 15, paragraphe 6, n'ayant pas été abrogé, comment pourrait-on soutenir qu'il ne s'applique plus à un délit qu'il vise expressément et qui existe encore ? La substitution d'un texte législatif à un autre ne peut avoir pour effet de faire disparaître les incapacités accessoires attachées expressément à un délit par une disposition toujours en vigueur, quand le nouveau texte législatif s'approprie le délit lui-même en faisant disparaître le texte antérieur.

On reproche à cette théorie de ne pas tenir compte de l'abrogation de l'ancienne législation en matière de presse, prononcée par la loi nouvelle. Il me semble qu'on peut retourner le reproche au système contraire, et l'accuser avec beaucoup plus de raison d'abroger par un simple ricochet, une disposition législative qui ne l'a jamais été et qui est toujours en vigueur. Car ce que l'on vous demande de décider aujourd'hui, c'est que la loi de 1881 a implicitement abrogé le décret de 1852 *in parte quâ*. Or, le décret de 1852 ne peut, à aucun titre, rentrer parmi les dispositions législatives abrogées par la loi de 1881. Ce n'est pas une loi de presse : c'est une loi *électorale*. Elle subsiste tant qu'aucune loi nouvelle n'en a prononcé l'abrogation.

Y aurait-il tout au moins incompatibilité entre la disposition litigieuse du décret de 1852 et la loi nouvelle ? Où pourrait-on trouver cette incompatibilité ? Le décret de 1852 vise un délit défini et déterminé : l'outrage aux bonnes mœurs ; la loi de 1881 punit, de son côté, expressément ce même délit. Par conséquent, les deux législations s'accrochent parfaitement l'une à l'autre, loin de s'exclure.

Mon opinion se résume donc ainsi : C'est le *délit* d'outrage aux bonnes mœurs qui entraîne la déchéance ; ce délit continue à exister aujourd'hui ; la disposition visée du décret de 1852 n'a été abrogée, ni expressément, ni implicitement ; la déchéance continue donc à être encourue. Peu importe que le décret de 1852 mentionne que le délit d'outrage aux bonnes mœurs était alors puni par la loi du 17 mai 1819. Cette indication n'est qu'énonciative, et la loi de 1881 s'étant substituée sur ce point à la loi de 1819, le délit est toujours visé par la disposition prohibitive.

On objecte que le rapporteur de la commission de la Chambre des Députés et l'orateur du Gouvernement auraient déclaré le contraire. L'orateur du Gouvernement, dans la discussion de la loi de 1881, ne s'en est pas expressément expliqué.

Quant à l'opinion du rapporteur, elle n'est et ne peut être que son opinion personnelle ou, tout au plus, celle de la majorité de la commission. Mais rien ne permet de soutenir que ce soit l'opinion des deux Chambres. Elle ne peut valoir, à elle seule, abrogation d'un texte qui n'est pas visé dans la loi, alors que les principes du droit et la logique même des choses semblent la contredire formellement.

Je place, au surplus, ces considérations sous l'égide d'un arrêt de la Cour de cassation, chambre civile, qui s'est nettement prononcée dans le sens que je viens d'indiquer le 18 avril 1888.

J'estime qu'il y a lieu de persister dans cette jurisprudence.

ARRÊT

LA COUR ; — Statuant sur l'appel interjeté par Genay d'un jugement du tribunal de la Seine, du 23 novembre 1892, qui l'a condamné à

16 francs d'amende pour contravention aux art. 6 et 9 de la loi du 29 juillet 1881, ensemble sur les conclusions prises et déposées par lui devant la Cour :

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Considérant, en outre, qu'en se référant à l'article 8 de la loi du 17 mai 1819, l'art. 15, paragraphe 6, du décret organique du 2 février 1832 relatif aux élections législatives, n'avait d'autre but que d'assurer la claire définition de l'outrage aux bonnes mœurs visé par lui, en le distinguant des autres délits contre les mœurs commis par des moyens autres que ceux énumérés par ladite loi de 1819 ; que la loi du 29 juillet 1881 n'a pu avoir pour effet de rendre inapplicable l'art. 15, § 6, du décret susvisé, puisque, en même temps qu'elle abrogeait la loi du 17 mai 1819, elle conservait pour le réprimer dans son article 28 le délit d'outrage aux bonnes mœurs, sous la même dénomination et avec la même définition résultant des mêmes modes de perpétration ;

Considérant que, si le rapporteur à la Chambre des députés de la loi du 2 août 1882 a commis une erreur d'interprétation concernant les effets de l'article 68 de la loi du 29 juillet 1881 dans ses rapports avec la loi électorale, l'opinion exprimée par lui n'aurait pu avoir les conséquences invoquées par la défense que si elle avait été sanctionnée en forme législative, — caractère qui ne saurait appartenir à l'adhésion plus ou moins explicite aux paroles du rapporteur qu'on tenterait d'induire des circonstances de la discussion dans l'un des deux corps délibérants qui ont concouru à la confection de la loi ;

Considérant qu'il résulte d'un extrait des minutes du greffe de la Cour d'appel de Paris délivré par le greffier de ladite Cour, que l'arrêt du 24 juin 1892 visé par le jugement dont est appel était devenu définitif à sa date comme ayant été l'objet d'un pourvoi en cassation dont Genay s'est désisté, et qu'il lui a été donné acte de ce désistement par arrêt du 6 août 1892 ;

Par ces motifs, met l'appellation à néant ; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet ; — Condamne Genay aux dépens, etc.

Du 10 février 1893. — C. de Paris. — Ch. corr. — MM. Bérard des Glajeux, pr. ; — Jacomy, av. gén. ; — Jullien, av.

OBSERVATIONS. — Cette solution, que la chambre civile de la Cour de cassation a également consacrée par un arrêt du 18 avril 1888 (J. M. p. 31.110), et en faveur de laquelle on peut encore invoquer un arrêt antérieur de la même chambre, en date du 17 mai 1881 (S.82.1. 325), ne saurait être sérieusement contestée. En attachant l'incapacité électorale à la condamna-

tion pour outrage aux bonnes mœurs, le décret de 1852 a envisagé l'indignité de celui qu'a frappé une semblable condamnation, sans songer à restreindre cette conséquence au seul cas où la condamnation aurait été prononcée en vertu de l'art. 8 de la loi du 17 mai 1819. L'art. 15, § 6, de ce décret désigne bien « les individus qui, *par application de l'art. 8 de la loi du 17 mai 1819*,... auront été condamnés pour outrage... aux bonnes mœurs » ; mais ce rappel de la disposition pénale qui réprimait alors le délit duquel il fait résulter l'incapacité électorale, n'a rien d'exclusif. Le principe de l'incapacité, c'est la condamnation pour le délit d'outrage aux bonnes mœurs, tel qu'il se constituait à l'époque où a été promulgué le décret de 1852 ; que ce délit soit prévu et puni par la loi du 29 juillet 1881, au lieu de l'être par celle du 17 mai 1819, peu importe, dès l'instant que c'est bien le même délit qui, après avoir été frappé par celle-ci, se trouve maintenant atteint par celle-là : la considération du texte applicable est évidemment sans importance quand le texte actuellement en vigueur ne fait que reproduire le texte ancien et abrogé.

Si le § 6 de l'art. 15 du décret de 1852 n'était pas aujourd'hui applicable au délit d'outrage aux bonnes mœurs prévu par l'art. 28 de la loi de 1881, il faudrait le considérer comme ayant été abrogé en même temps que l'art. 8 de la loi du 17 mai 1819, auquel il se réfère ; or, comment admettre qu'il en soit ainsi, lorsque la loi du 29 juillet 1881, par son art. 68, n'a abrogé que les actes législatifs concernant la presse ?

Le § 6 de l'art. 15 du décret de 1852 subsiste indubitablement, et il reste naturellement applicable au délit d'outrage aux bonnes mœurs qui, des prévisions de l'art. 8 de la loi du 17 mai 1819, a passé, avec les mêmes éléments, dans celles de l'art. 28 de la loi du 19 juillet 1881.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o Elections, n. 1.

ART. 3511

COMPÉTENCE CRIMINELLE, ATTENTAT A LA PUDEUR, OUTRAGE PUBLIC A LA
PUDEUR, FAIT INDIVISIBLE,

Bien qu'un fait impudique puisse, à raison du lieu où il a été commis, être envisagé comme un outrage public à la pudeur, la juridiction correctionnelle est néanmoins incompétente pour en connaître, s'il s'agit d'un

fait unique et indivisible constitutif de l'attentat à la pudeur (Cod. instr. crim., 193 ; Cod. pén., 330, 331).

(C... MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le prévenu, appelant, a déposé sur le bureau de la Cour des conclusions tendant à être renvoyé devant la Cour d'assises comme inculpé d'un fait constitutif d'attentat à la pudeur ;

Attendu qu'il résulte en effet de la procédure que le prévenu aurait commis envers une petite fille de cinq ans un attentat à la pudeur en se faisant toucher ses parties sexuelles par cette enfant ;

Attendu que si, à raison du lieu où cet attentat a été commis, on a pu y voir un outrage public à la pudeur, il s'agit néanmoins d'un fait unique et indivisible ; qu'ainsi son caractère criminel doit, avant tout autre, prédominer dans l'espèce actuelle et entraîner l'incompétence de la juridiction correctionnelle, du moins quant à présent ;

Par ces motifs, faisant droit à l'appel du sieur C... et à ses conclusions posées devant la Cour, dit que le tribunal correctionnel a été incompétemment saisi de la poursuite ; infirme, etc.

Du 30 décembre 1892. — C. de Bordeaux. — Ch. corr. — MM. Boulineau, pr. : — Valler, av. gén. ; — Nicolai, av.

NOTA. — Solution bien certaine. — V. notamment Cass., 8 mai et 10 septembre 1868 (J. M. p. 12. 163) ; Chambéry, 13 août 1868 (*Id.* 12. 487). — V. aussi Cass., 5 juillet 1838 (S. 39. 1. 59). — Mais le tribunal correctionnel devrait se déclarer compétent, si le fait qui lui est déféré et qui présente à la fois le caractère d'outrage public à la pudeur et celui d'attentat à la pudeur, était divisible. — V. *Mémorial du Ministère public*, v^o *Compétence criminelle*, n. 142 et 143.

A annoter au *Mémor.*, verb. cit., n. 143.

ART. 351^c

PEINE, APPEL DU PRÉVENU, DETENTION PRÉVENTIVE, IMPUTATION, REFUS, AGGRAVATION INTERDITE.

L'arrêt qui, sur l'appel interjeté par le prévenu seul d'un jugement prononçant la peine d'emprisonnement contre lui, ordonne que la détention préventive ne sera pas imputée sur la durée de la peine, viole par là la règle qui s'oppose à ce que le sort d'un prévenu puisse être aggravé sur son seul recours, et il encourt dès lors la cassation.

(LADO C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu, en droit, qu'il est de principe que les juges d'appel, quand ils sont saisis uniquement par le recours du prévenu, ne peuvent aggraver sa position ; d'où il suit qu'en décidant, sur le

seul appel de Llado, que la détention préventive subie par lui ne serait pas imputée sur la durée de la peine prononcée, l'arrêt attaqué a manifestement violé les dispositions légales susvisées ;

Par ces motifs, casse, etc.

Du 13 janvier 1893. — C. Cass. — Ch. crim. — MM. Læw, pr. ; — de Larouverade, rapp. ; — Baudoin, av. gén.

NOTA. — Application intéressante d'un principe bien constant. — V. *Mémorial du Ministère public*, v^o Appel correctionnel, n. 140 et suiv.

A annoter au *Mémorial*, verb. cit., n. 140.

ART. 3513

1^o PRESSE, QUALIFICATION LÉGALE, VÉRIFICATION DE L'ÉCRIT, CASSATION.

2^o DIFFAMATION, APPRÉCIATION DE DOCTRINES, PERSONNES NON DÉTERMINÉES.

1^o Si, d'une manière générale, les décisions des Cours d'appel sur le fait sont souveraines, le contrôle de la Cour de cassation sur le point de droit s'étend, en ce qui touche les délits de presse, à l'interprétation des écrits incriminés et comprend le droit d'en vérifier le sens et la portée et d'apprécier quelle qualification légale leur appartient.

2^o Les appréciations, même violentes, qu'un écrit renferme au sujet de certaines opinions philosophiques, sociales ou religieuses (telles, par exemple, que celles attribuées à la Franc-Maçonnerie), n'ont pas le caractère de diffamation, lorsque, d'une part, elles n'excèdent pas le droit de libre discussion, et que, d'autre part, il ne s'y trouve ni allégations ni imputations à l'adresse de personnes déterminées (L. 29 juillet 1881, art. 29).

(MISSION CATHOLIQUE DE TANANARIVE C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le moyen pris de la violation des art. 29 et 32 de la loi du 29 juillet 1881, en ce que les énonciations de la brochure *Ny Framasdo* déclarées diffamatoires par l'arrêt entrepris ne contiendraient pas les éléments constitutifs du délit de diffamation : — Vu lesdits articles ;

Attendu, en principe, que si, d'une manière générale, les décisions des cours d'appel sur le fait sont souveraines, le contrôle de la Cour de cassation sur le point de droit s'étend, en ce qui touche les délits de publication par la voie de la presse, à l'interprétation des écrits incriminés ; que, dans cette matière, il doit nécessairement comprendre, sous peine de rester illusoire, le droit d'examiner lesdits écrits, d'en vérifier le sens et la portée et d'apprécier, par suite, sauf la question d'intention et de bonne foi, quelle qualification légale leur appartient ;

Attendu, en fait, qu'il résulte de l'arrêt entrepris et du jugement dont il a adopté les motifs non contraires aux siens, que, dans le courant de décembre 1890 ou de janvier 1891, la mission catholique de Tananarive, agissant sous l'autorité de l'abbé Cazet, évêque de Soruza, vicaire apostolique de Madagascar, a imprimé et publié une brochure en langue malgache, ayant pour titre *N'y Framasdo* (les Francs-Maçons);

Qu'il est dit dans cette brochure presque entièrement composée de citations empruntées à des publications antérieures plus ou moins anciennes, notamment : « Que la Franc-Maçonnerie emploie pour recruter ses adeptes, des moyens qui consistent à flatter leurs intérêts mercantiles et leurs penchants pour les plaisirs » (p. 4 et 5); — « Qu'elle travaille à éloigner de leurs devoirs familiaux et à dégoûter de leurs occupations journalières comme de leur religion toutes les classes de la société » (p. 6, 7 et 8); — « Que son but est de poursuivre le bouleversement des Etats par la destruction des lois, de la richesse, de la religion et des coutumes, et ce en employant vis-à-vis des prosélytes les moyens les plus mensongers » (p. 8, 9, 10 et 11); — « Qu'elle ne recule pas devant l'assassinat pour faire respecter les serments prêtés par ses adeptes » (p. 12 et 13); — « Qu'elle préconise la destruction des liens de famille, la corruption des mœurs, l'abolition du mariage et de la sépulture, l'adultère, le mépris des devoirs familiaux, notamment de l'assistance due par les enfants à leurs parents dans la vieillesse et la suppression du culte des morts » (p. 13, 14 et 15); — « Qu'elle cherche à pervertir l'enfance et c'est pourquoi elle bâtit un grand nombre d'écoles » (p. 14); — Que ses fruits sont la révolte contre les pouvoirs établis et l'assassinat des rois » (p. 15, 16 et 17); — Enfin « que son vrai but est la ruine de la vraie religion et de beaucoup de systèmes de gouvernements, pour établir un nouvel état de choses... »;

« Attendu qu'il est déclaré par l'arrêt que les énonciations précitées, quoique ne nommant personne et paraissant s'adresser aux seules doctrines des Francs-Maçons, « désignent clairement à la réprobation publique » les sieurs Tribe et Rigaud, parties civiles, fondateurs de la loge maçonnique récemment établie à Tananarive, et constituent à leur égard des imputations diffamatoires;

Attendu que la brochure *Ny Framasdo* et spécialement les passages retenus par la décision attaquée ne contiennent ni allégations ni imputations à l'adresse de personnes déterminées; qu'un examen attentif ne permet d'y voir que des appréciations, parfois violentes, mais n'excédant pas le droit de libre discussion, d'opinions philosophiques, sociales ou religieuses attribuées à la Franc-Maçonnerie; d'où il suit qu'en les déclarant diffamatoires et passibles des peines

édictees contre la diffamation, l'arrêt entrepris a faussement interprété et faussement appliqué les articles 29 et 32 susvisés de la loi du 29 juillet 1881 ;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu de s'arrêter aux conclusions tendant à faire ordonner l'apport de la minute de l'arrêt, casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'Aix, chambre correctionnelle, à la date du 5 août 1892, etc.

Du 16 février 1893. — C. Cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — de Larouverade, rapp. ; — Baudouin, av. gén. ; — Mortillot et Le Sueur, av.

REMARQUE 1. — Le pouvoir qui appartient d'une manière incontestable à la Cour de cassation, en matière de délits de presse, de vérifier l'exactitude de la qualification donnée à l'écrit incriminé, implique nécessairement le droit de rechercher le sens et la portée de cet écrit ; ce n'est pas là une simple appréciation de fait, rentrant dans les attributions souveraines des juges du fond ; la question de fait et la question de droit sont si intimement liées l'une à l'autre que le contrôle de la Cour de cassation doit forcément s'exercer sur toutes les deux. — Compar. Cass., 17 août 1883 (J. M. p. 26. 203).

Toutefois, un arrêt peut, sans encourir la censure de la Cour suprême, déclarer qu'une imputation diffamatoire désigne directement et personnellement tel individu, lorsqu'il fonde cette appréciation non seulement sur les termes de l'écrit poursuivi, mais encore sur des circonstances extrinsèques qu'il en rapproche. (Cass., 3 févr. 1877, J. M. p. 20. 140).

II. — Sur le second point, Compar. Paris, 30 novembre 1877 (J. M. p. 21. 25).

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^{is} Presse, n. 28, et *Diffamation*, n. 44.

ART. 3514

1^o COMPÉTENCE CRIMINELLE, FAUX EN ÉCRITURE DE COMMERCE, ÉDITEUR, AUTEUR, IMPRIMEUR, TIRAGES, FALSIFICATION DE LIVRE, RELEVÉS DE COMPTES MENSONGERS, ABUS DE CONFIANCE.

2^o RÈGLEMENT DE JUGES, ORDONNANCE DE RENVOI, ARRÊT CORRECTIONNEL, DÉCLARATION D'INCOMPÉTENCE.

1^o Lorsque des éditeurs, dans l'exécution de contrats stipulant des droits d'auteurs proportionnels, ont, pour augmenter leurs bénéfices en diminuant ceux des auteurs, présenté à ceux-ci des relevés de compte dissi-

mulant les chiffres réels de tirage des ouvrages publiés par eux et ont mis par des falsifications d'écritures simultanées leur grand livre en concordance avec ces relevés mensongers, et que, d'autre part, l'imprimeur s'est sciemment associé à cette fraude en prêtant aux éditeurs le moyen de dissimulation dont ils ont usé à l'occasion des tirages par lui effectués pour eux, il y a là un fait unique présentant tous les caractères des crimes de faux et usage de faux en écriture de commerce et qui doit dès lors être déferé à la juridiction criminelle (Cod. instr. crim., 179, 182, 211, 212, 214, 226, 227, 408 et 413).

Par suite, le juge correctionnel devant lequel ce fait a été renvoyé par une ordonnance du juge d'instruction sous la qualification d'abus de confiance, se déclare à bon droit incompétent pour en connaître.

2° En présence d'une ordonnance renvoyant les prévenus devant la juridiction correctionnelle et d'un arrêt déclarant cette juridiction incompétente pour connaître de la prévention, décisions toutes deux définitives et contradictoires entre elles, il y a lieu à règlement de juges (Cod. instr. crim., 525 et suiv.)

(LETOUZEY ET AUTRES C. MINIST. PUBL.)

Le 7 avril 1892, arrêt de la Cour de Paris, chambre correctionnelle, ainsi conçu :

« En la forme, reçoit M. le procureur général appelant du jugement rendu le 16 février 1892 par le tribunal correctionnel de la Seine; joint son appel à celui interjeté du même jugement par les nommés Jogand et Joubert, ensemble les conclusions déposées par Jogand, et statuant sur le tout par un seul et même arrêt ;

« Considérant que les parties civiles, dans leurs conclusions subsidiaires, et le ministère public, dans ses réquisitions, concluent à l'incompétence de la juridiction correctionnelle; qu'il échet de statuer avant tout sur cette question de compétence ;

« Considérant qu'en juillet 1890, Jogand et Joubert, qui avaient fait éditer plusieurs ouvrages par Letouzey et Ané, suspectèrent la sincérité des comptes partiels servant de base au règlement de leurs droits d'auteurs vis-à-vis des éditeurs et sommèrent Letouzey et Ané, le 21 juillet, de leur fournir un relevé général de leurs comptes ; — Que Letouzey et Ané répondirent, le 22 juillet, à la sommation précédente par l'envoi d'un relevé de leur compte courant ouvert sur le grand livre au nom de Jogand et Joubert, et se soldant au débit de ces deux auteurs

par la somme de 198 fr. 10 ; — Que Jogand et Joubert dénoncèrent au Parquet ces énonciations jugées par eux frauduleuses, en demandant une instruction judiciaire pour abus de confiance, mais en visant toutefois, dans leur plainte, non seulement l'article 408 du Code pénal, mais « l'application de tout autre article punissant ces faits répréhensibles au plus haut point » ; — Que cette plainte, déposée le 23 juillet, fut suivie d'un relevé de compte dit « rectificatif », en date du 31, dans lequel Letouzey et Ané se reconnaissaient débiteurs envers les plaignants d'une somme de 6,222 fr. 23 cent. ; — Que l'information ayant été ouverte sur ces bases, Rossignol, expert commis par justice, constata : 1° que Letouzey et Ané avaient remis à Jogand et Joubert des relevés de compte partiels où le nombre indiqué comme celui du tirage d'exemplaires était notablement inférieur au nombre des exemplaires réellement tirés ; 2° que Letouzey et Ané avaient porté sur leur grand livre, au compte de Jogand et Joubert, le chiffre des droits d'auteur calculé d'après les fausses énonciations des relevés partiels ; — Qu'ainsi la situation de Jogand et Joubert ressortant du grand livre, d'après le relevé du 22 juillet, était complètement fausse ;

« Qu'il fut, d'autre part, constaté par l'expert que dans le relevé rectificatif du 31 juillet les prévenus avaient indiqué le chiffre réel des tirages, mais qu'ils ne donnaient aucune raison satisfaisante pour expliquer comment, avec des tirages pareils, ils avaient restreint les droits d'auteurs aux sommes insuffisantes mentionnées sur le relevé du 22 ; — Que la créance de Jogand et Joubert, d'après l'expertise, s'élevait au minimum, en n'admettant pas l'existence de tirages clandestins, à plus de 30,000 francs ;

« Considérant que les faits ci-dessus exposés ont fait l'objet des interrogatoires des prévenus ; que les majorations des tirages ont été reconnues par eux, ainsi que le but de ces majorations, savoir augmenter leurs bénéfices et diminuer la part des auteurs ; — Que l'ordonnance du juge d'instruction les traduisit sous la prévention d'abus de confiance devant le tribunal correctionnel, et que le tribunal les renvoya de cette prévention par le motif que les éléments constitutifs du délit d'abus de confiance ne se rencontraient pas dans la cause ;

« Mais considérant que si les faits relevés par la prévention ne sauraient constituer le délit d'abus de confiance, ce que les premiers juges ont justement déclaré, les mêmes faits, envisagés dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, et sans rien ajouter aux résultats de l'information et des débats, constituaient, en les supposants établis, les crimes de faux en écriture de commerce et usage de faux ; — Qu'en effet les écritures des prévenus étaient manifestement entachées de faux, puisque leur grand livre faisait ressortir Jogand et Joubert débiteurs, tandis qu'ils étaient, en réalité, créanciers de plus de 30,000 francs ; que ces falsifications, opérées frauduleusement et d'une manière préjudiciable à Jogand et Joubert, altéraient sciemment les faits que le grand livre avait pour but de constater ; — Que le tribunal lui même l'avait reconnu dans son jugement en disant, au sujet des indications inexactes du grand livre, « que la fraude de Letouzey et d'Ané s'était « audacieusement poursuivie pendant plusieurs années à l'abri « de falsifications d'écritures » ; — Que, dans ces circonstances, les ordonnances de renvoi étant indicatives et non attributives de juridiction, et les qualifications énoncées dans lesdites ordonnances ne liant pas le tribunal, il y avait lieu pour les premiers juges de se déclarer incompétents ;

En ce qui concerne Picquoin : — Considérant que Picquoin a imprimé pour le compte de Loutezey et Ané partie des ouvrages de Jogand et Joubert ; que, requis par les plaignants d'indiquer le chiffre de ces tirages, il ne l'a fait qu'après s'être concerté avec les deux autres prévenus et avoir mis d'accord ses fausses déclarations et ses dissimulations mêmes avec les leurs ; qu'interrogé à ce sujet dans l'information, il a reconnu les torts de sa conduite, sans pouvoir l'expliquer ; que ces faits, s'ils étaient établis, constitueraient à sa charge la complicité dans les crimes de faux et usage de faux imputés à Loutezey et Ané ;

« Par ces motifs, infirme la décision des premiers juges en ce qu'ils ont renvoyé les prévenus des fins de la prévention ; — et, statuant à nouveau, dit que les faits qualifiés à tort d'abus de confiance constitueraient, s'ils étaient établis, à l'égard de Letouzey et Ané, le crime de faux en écriture de commerce et usage de faux, et à l'égard de Picquoin, le crime

de complicité de faux en écriture de commerce et usage de faux ; — Et considérant que lesdits faits seraient punissables de peines afflictives et infamantes, se déclare incompétente ; — Renvoie le ministère public et les parties civiles à se pourvoir ainsi qu'ils aviseront ; etc. »

Pourvoi en cassation par Letouzey, Ané et Picquoin.

ARRÊT

LA COUR ; — Sur le moyen unique tiré de la violation des art. 413, 408, 179, 182, 211, 212, Cod. instr. crim., et de la fausse application des art. 214, 226, 227 du même code, en ce que l'arrêt attaqué a infirmé un jugement du tribunal correctionnel relaxant les demandeurs, prévenus d'abus de confiance et déclaré la juridiction correctionnelle incompétente par le motif que les faits reprochés constitueraient le crime de faux en écriture de commerce, alors que la poursuite pour abus de confiance reposait sur des faits distincts des faits constitutifs du prétendu faux, et qu'au surplus les plaignants Jogand et Joubert relevaient séparément le délit d'abus de confiance et subsidiairement seulement le faux ; — Vu les articles susmentionnés ;

Attendu qu'il était constaté par la Cour de Paris comme résultant de l'instruction, des débats et des aveux des prévenus, que dans l'exécution des contrats passés entre Latouzey et Ané, éditeurs et Jogand, dit Léo Taxil, et Joubert, hommes de lettres, les premiers avaient, dans le but avéré d'augmenter leurs bénéfices contractuels, en réduisant d'autant ceux des seconds, présenté à leurs contractants des relevés de compte dissimulant les chiffres réels de tirage des ouvrages publiés en vertu desdits contrats qui stipulaient des droits d'auteurs proportionnels, et mis, par des falsifications d'écritures simultanées, leur grand livre en concordance avec ces relevés mensongers ;

Que, d'autre part, Picquoin, imprimeur, s'était sciemment associé à cette fraude en prêtant aux éditeurs les moyens de dissimulation dont ils avaient usé à l'occasion des tirages effectués, pour eux, par sa maison ;

Attendu que, dans l'état de ces constatations souveraines, l'objet de la poursuite correctionnelle envisagé par la cour d'appel dans les circonstances de temps et de lieu de la prévention même, constituait un fait unique, revêtant tous les caractères des crimes de faux et usage de faux en écriture de commerce, et devait être apprécié dans son expression la plus haute par la juridiction criminelle, seule compétente pour en connaître ;

Qu'ainsi la cour de Paris en se déclarant incompétente et en renvoyant le ministère public et la partie civile à se pourvoir comme ils

aviseraient, loin de violer les dispositions invoquées au pourvoi, n'en a fait, dans la cause, qu'une saine et juste application ;

Attendu, d'ailleurs, que l'arrêt entrepris est régulier en la forme ;

Rejette le pourvoi et condamne les trois demandeurs, solidairement et par corps, à l'amende envers le trésor public et aux dépens.

Et attendu que la présente décision confère à l'arrêt attaqué le caractère irrévocable qui appartient déjà, d'autre part, à l'ordonnance du juge d'instruction en vertu de laquelle la juridiction correctionnelle a été saisie, et que de ces deux décisions, toutes deux définitives et contradictoires entre elles, il résulte un conflit négatif de juridiction qui interrompt le cours de la justice et qu'il importe de faire cesser ;

Vu les art. 525 et suiv. Cod. instr. crim. 408 et 447, Cod. pén. ;

Règlant de juges, renvoie, à cette fin, la cause et les parties devant la chambre des mises en accusation de la cour de Paris, laquelle, sans s'arrêter à l'ordonnance du juge d'instruction susmentionnée, laquelle sera considérée comme non avenue, et sur le vu tant de l'instruction déjà faite que de tout supplément d'instruction s'il y a lieu, statuera, tant sur la prévention que sur la compétence, conformément à la loi.

Du 11 février 1893. — C. Cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Dupré, rapp. ; — Baudouin, av. gén., concl. conf. ; — Pérouse et Sauvel, av.

REMARQUE. — Sur le premier point, Voy. dans le même sens, quant au principe, Cass., 5 novembre 1887 (S. 88. 1. 138). — Il est d'ailleurs constant que les juges correctionnels doivent se déclarer incompetents lorsqu'ils sont saisis d'un fait qualifié délit par l'ordonnance de renvoi, mais dans lequel se révèlent, au cours des débats, les caractères d'un crime. (V. les décisions mentionnées dans mon *Mémorial du Ministère public*, v° *Compétence criminelle*, n. 138 et suiv., ainsi que Cass., 24 avril 1874, J. M. p. 17. 110 ; J. cr., art. 9626) ; tandis que, dans le cas où deux faits, l'un délictueux, l'autre criminel, leur sont déférés par l'ordonnance de renvoi, ils doivent retenir le premier et ne se déclarer incompetents qu'à l'égard du second, bien que ces deux faits soient connexes, s'il n'y a pas indivisibilité entre eux. (V. les arrêts cités au *Mémor.*, *ibid.*, n. 142 et s., et v° *Instr. crim.*, n. 56. — *Junge* Cass., 24 juillet 1875 ; 1^{er} mars 1884 ; 29 mars 1890 ; 11 avril 1891 ; Trib. corr. de Tonnerre, 3 avril 1890, J. M. p. 33. 187. — Et Compar. Trib. corr. de Mostaganem, 14 août 1891).

La jurisprudence a consacré à diverses reprises la seconde solution. — V. *Mémor. du Minist. publ.*, v^{le} Appel correctionnel, n. 142, et *Compétence criminelle*, n. 151. — *Junge Cass.*, 17 janvier 1878 et 20 mars 1879. — Et Compar. *Mémor.*, v^o *Règlement de juges*, n. 1; C. cass. de Belgique, 25 janv. 1892, J. M. p. 35. 144).

A annoter au *Mémor. du Minist. public*, v^o *Compétence criminelle*, n. 140, 147 et 151.

ART. 3515

ESCROQUERIE, ESPÉRANCE CHIMÉRIQUE, BÉNÉFICE IMMORAL, PROSTITUTION.

La remise d'une somme d'argent obtenue à l'aide de manœuvres frauduleuses pratiquées dans le but de faire naître l'espérance d'un événement chimérique, constitue le délit d'escroquerie, alors même que l'espérance ainsi provoquée serait contraire aux bonnes mœurs, comme celle, par exemple, de tirer profit de la prostitution d'une femme (Cod. pén., 405).

(MIN. PUBL. C. COURTEL.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que c'est sur sa demande formelle d'entrer comme pensionnaire dans une maison de tolérance, que la femme Marchand, épouse Courtel, a été conduite par les sieurs Jeannot et Castel, le 24 janvier dernier, dans la maison tenue à Toulon par le sieur Manera ; — Qu'acceptée par ce dernier et après s'être soumise volontairement à une visite sanitaire, elle a demandé au sieur Manera de payer au sieur Jeannot une somme de 200 francs qu'elle lui devait pour frais de nourriture et de logement ; que cette somme a été payée au sieur Jeannot, ainsi qu'un droit de commission réclamé par le sieur Castel ; — Que le lendemain matin la prévenue est sortie de la maison de tolérance, se refusant à rembourser la somme de 200 francs qui avait été payée pour elle ;

Attendu que la femme Courtel est poursuivie devant le tribunal correctionnel sous l'inculpation d'escroqueries ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 405, Cod. pén., le délit d'escroquerie consiste dans la remise de sommes d'argent ou de toute autre valeur obtenue à l'aide de manœuvres frauduleuses tendant notamment à persuader l'espérance d'un événement chimérique ;

Attendu que la remise de 200 francs faite au sieur Jeannot à la décharge de la prévenue, sa débitrice, a été obtenue par cette dernière grâce à l'intervention du sieur Castel qui était chargé par le sieur Manera de lui recruter le personnel dont il avait besoin ; que cette intervention, ainsi que le fait par la prévenue de s'être soumise volontairement à une visite sanitaire, étaient nature à persuader au

sieur Manera l'espérance qu'il pourrait retirer un bénéfice de la prostitution de sa pensionnaire ; qu'il y a là la manœuvre frauduleuse exigée par la loi ;

Attendu que, dans l'espèce, cette espérance était chimérique ; — Qu'en effet, la prévenue n'avait nullement l'intention de rester dans la maison de tolérance, et qu'elle n'y était entrée que dans le but de faire payer au sieur Jeannot les 200 francs qu'elle lui devait ; que sa mauvaise foi à cet égard résulte suffisamment de la comédie à laquelle elle s'est livrée pour sortir de la maison et des allégations par elle produites, et que l'instruction a démenties ;

Attendu sans doute que l'espérance que le sieur Manera avait pu concevoir de retirer un bénéfice de la prostitution de la prévenue était contraire aux bonnes mœurs ; mais que l'immoralité de la victime ne saurait suffire à enlever le caractère délictueux au fait dont elle a souffert ; que le ministère public ne demande pas au tribunal de sanctionner la convention intervenue entre le sieur Manera et la prévenue, convention que la loi ne reconnaît pas ; qu'il se borne à la constater pour y puiser les éléments d'une culpabilité qui ne saurait rester impunie ;

Attendu que le fait reproché à la prévenue, réunissant tous les caractères exigés par la loi, constitue le délit d'escroquerie prévu et puni par l'article 405 du Code pénal ;

Par ces motifs, etc.

Du 28 mars 1893. — Trib. corr. de Toulon. — MM. Curet, pr. ; — Paturat, subst. du proc. de la Rép. ; — Lougne, av.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Escroqueries*, n. 4.

CORRESPONDANCE

ART. 3516

JUGEMENT PAR DÉFAUT, PRÉVENU, OPPOSITION, APPEL DE LA CAUSE
A UNE AUDIENCE CONVENUE, DÉCHÉANCE, DÉCISION D'OFFICE.

Monsieur le Rédacteur,

Veillez, je vous prie, me donner votre avis sur la question suivante qui concerne l'interprétation à donner à l'article 188 du Code d'instruction criminelle.

Un tribunal correctionnel prononce une condamnation par défaut. Le prévenu fait opposition dans les délais ; mais l'affaire n'est pas appelée à la *première audience* après la notifica-

tion de l'opposition, par suite d'un accord entre le prévenu et le ministère public, qui conviennent, en dehors du tribunal, qu'elle sera appelée à l'audience de quinzaine.

Le tribunal devra-t-il, le jour où l'affaire sera appelée, *déclarer d'office* l'opposition non avenue ?

Veuillez agréer, etc.

Il ne résulte pas des termes de l'art. 188, Cod. instr. crim., que la déchéance de son opposition encourue par le prévenu opposant au jugement rendu par défaut contre lui, ait lieu de plein droit. Cet article suppose, au contraire, que la déchéance doit être demandée et prononcée ; et si elle n'a pas été requise à la première audience, elle ne peut l'être et le tribunal ne peut la prononcer à une audience ultérieure, qu'autant que l'opposant a été régulièrement cité à comparaître, conformément au principe général que nul ne peut être jugé sans avoir été entendu ou appelé.

Telle est la doctrine qui se dégage de divers arrêts de la Cour suprême. V. Cass., 4 juin 1829 (Dalloz, *Répert.* v° *Jugem. par déf.*, n. 486) ; 27 avril 1861 (Bull. crim., n. 89) ; 9 mars 1889 (S. 89. 1. 446). — V. aussi conf., à l'égard des jugements par défaut des tribunaux de simple police, Cass., 29 mai 1835 et 16 avr. 1860.

Par conséquent, dans l'espèce qu'expose la lettre ci-dessus, le tribunal ne devra ni ne pourra, à l'audience, convenue entre le ministère public et l'exposant, où l'affaire sera appelée, déclarer d'office non avenue l'opposition sur laquelle le prévenu n'a pas comparu à la première audience. Si celui-ci se présente à cette audience ultérieure, le tribunal statuera sur le mérite de l'opposition. Si, au contraire, il ne comparait pas, le tribunal devra, sur la réquisition du ministère public, prononcer la déchéance de l'opposition, pourvu que l'opposant ait été cité à comparaître, ou que l'accord intervenu entre le ministère public et lui pour l'appel de la cause à cette même audience, soit légalement constaté,

L'arrêt précité de la Cour de cassation du 9 mars 1889 décide, il est vrai, d'une manière générale, que si l'opposant ne se présente pas à l'audience, il ne peut être débouté de son opposition *qu'après avoir été régulièrement cité à comparaître* ; mais

s'il est établi, régulièrement aussi, que, d'un commun accord entre le ministère public et l'opposant, la cause a été ajournée à une audience ultérieure et déterminée, cet accord équivaut incontestablement à une citation.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Jugement par défaut*, n. 25.

DOCUMENTS DIVERS

ART. 3517

PRISONS, MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE OU DE CORRECTION, DÉPARTEMENTS (CHARGES DES), DÉCLASSEMENT, PRISONS INTERDÉPARTEMENTALES, EMPRISONNEMENT INDIVIDUEL, CHANTIERS PÉNITENTIAIRES.

Loi du 4 février 1893, relative à la réforme des prisons pour courtes peines.

ARTICLE PREMIER. — Les départements peuvent être exonérés d'une partie des charges qui leur sont imposées par la loi du 5 juin 1875, s'ils rétrocèdent de gré à gré à l'Etat la propriété de leurs maisons d'arrêt, de justice et de correction.

Les conventions doivent fixer la quotité des dépenses et charges incombant aux départements.

ART. 2. — Toute maison d'arrêt, de justice ou de correction qui ne satisfait pas aux conditions indispensables d'hygiène, de moralité, de bon ordre ou de sécurité peut être déclassée comme établissement pénitentiaire.

Le déclassement est prononcé, sur avis du conseil supérieur des prisons, par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

ART. 3. — Le déclassement a pour effet de mettre le département en demeure de faire procéder aux travaux d'appropriation ou de reconstruction prévus par l'article 6 de la loi du 5 juin 1875.

Le département qui, sur cette mise en demeure, exécute volontairement les travaux, a droit au maximum de la subvention de l'Etat dans les conditions fixées par l'article 7 de ladite loi.

ART. 4. — Deux ou plusieurs conseils généraux peuvent se concerter, conformément aux dispositions du titre VII de la loi du 10 août 1871 et de l'article 6 de la loi du 5 juin 1875, pour construire ou transformer à frais communs des établissements pénitentiaires en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel.

La part contributive de chaque département dans le paiement de la dépense est, sauf convention contraire, proportionnelle au nombre

de cellules à établir pour sa circonscription. Il participe dans la même mesure aux droits et charges de la propriété.

Art. 5. — En cas de création d'une prison interdépartementale, la subvention que l'Etat peut accorder est déterminée séparément à l'égard de chacun des départements intéressés, et dans les conditions prévues par l'article 7 de la loi du 5 juin 1875.

Art. 6. — Dans le cas où l'Etat a traité avec un département de la rétrocession d'une ou de plusieurs prisons, et dans celui où il doit, après déclassement, pourvoir d'office à l'appropriation ou à la reconstruction d'une prison départementale, il peut traiter avec d'autres départements dans les conditions de l'article 4 de la présente loi.

Il peut, en outre, s'entendre avec ces départements pour construire ou transformer en leur lieu et place l'établissement interdépartemental.

Art. 7. — Les charges résultant pour les départements des articles 1, 3, 4 et 6, de la présente loi ont le caractère de dépenses obligatoires. Il en est de même des dépenses ordinaires d'entretien et de réparation des immeubles départementaux affectés à usage de maisons d'arrêt, de justice et de correction. L'article 61 de la loi du 10 août 1871 leur est applicable.

En conséquence, à défaut par les conseils généraux de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution des travaux ou de voter les ressources dans un délai d'un an à partir de la mise en demeure qui leur est adressée, il y est pourvu d'office en vertu d'un décret rendu en conseil d'Etat, aux frais du département et dans les limites de la dépense prévue.

Le décret fixe, en cas de déclassement, la subvention à la charge de l'Etat dans les limites de l'article 7 de la loi du 5 juin 1875.

Art. 8. — Le nombre des cellules de détention à établir pour toute maison affectée au régime de l'emprisonnement individuel est fixé d'après le chiffre moyen de la population pendant les cinq dernières années en tenant compte des modifications intervenues dans les lois pénales. Il ne peut dépasser les trois quarts de l'effectif actuel calculé sur la même base.

Un quartier commun, exclusivement réservé, en cas d'insuffisance temporaire du nombre des cellules, aux condamnés aux peines les plus courtes ou aux détenus d'une même catégorie, est établi dans les maisons où l'administration le juge nécessaire.

Art. 9. — Il peut être créé par le ministre de l'intérieur des chantiers pénitentiaires pour utiliser la main-d'œuvre pénale à la construction ou transformation des prisons, sans toutefois porter

atteinte à la distinction des peines et aux conditions essentielles de leur exécution.

Ne pourront être employés dans ces chantiers les détenus qui, d'après la nature de leur peine et le lieu de leur condamnation, devraient subir leur peine dans un établissement où fonctionne le régime de l'emprisonnement individuel.

Art. 10. — Sont abrogées toutes les dispositions de lois antérieures contraires à la présente loi.

ART. 3519

PRESSE, CRIMES ET DÉLITS, COMPÉTENCE, COUR D'ASSISES, TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE, POURSUITES (MODE DE),
LOI NOUVELLE.

Loi du 16 mars 1893, portant modification des articles 45, 47 et 60, de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse.

Article premier. — Les articles 45 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 45. — Les crimes et délits prévus par la présente loi sont déférés à la Cour d'assises. Sont exceptés et déférés au tribunal de police correctionnelle les délits et infractions prévus par les articles 3, 4, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 17, paragraphes 2 et 4 ; 28, paragraphe 2 ; 32, 33, paragraphe 2 ; 36, 37, 38, 39 et 40, de la présente loi.

« Sont encore exceptées et renvoyées devant les tribunaux de simple police les contraventions prévues par les articles 2, 15, 17, paragraphes 1 et 3 ; 21 et 33, paragraphe 3 de la présente loi.

« Art. 60. — La poursuite devant les tribunaux correctionnels et de simple police aura lieu conformément aux dispositions du chapitre 2 du titre 1^{er} du livre II du code d'instruction criminelle, sauf les modifications suivantes :

« 1^o Dans le cas d'offense envers les chefs d'Etat ou d'outrages envers les agents diplomatiques étrangers, la poursuite aura lieu soit à leur requête, soit d'office, sur leur demande adressée au ministre des affaires étrangères et par celui-ci au ministre de la justice.

« En ce cas seront applicables les dispositions de l'article 49 sur le droit de saisie et d'arrestation préventive, relatives aux infractions prévues par les articles 23, 24 et 25.

« 2^o... (Le reste de l'article sans modifications.) »

Art. 2. — Le paragraphe 5 de l'article 47 est et demeure abrogé.

ART. 3520

77

ART. 3519

CAISSES PUBLIQUES, RETRAIT DE FONDS, PROVOCATION FRAUDULEUSE,
TENTATIVE.

Loi du 3 février 1893, réprimant les provocations ou tentatives de provocations frauduleuses de retraits de fonds des caisses publiques.

Article premier. — Sera puni des peines prévues par l'article 420 du code pénal quiconque, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, aura provoqué ou tenté de provoquer des retraits de fonds des caisses publiques ou des établissements obligés par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques.

Art. 2. — L'article 463 est applicable aux délits prévus et punis par la présente loi.

ART. 3520

CAISSES PUBLIQUES, RETRAIT DE FONDS, PROVOCATION FRAUDULEUSE,
TENTATIVE, COLONIES.

Rapport adressé au Président de la République, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et décret du 27 février 1893, concernant l'application aux colonies de la loi du 3 février 1893, complétant les articles 419 et 420 du Code pénal.

RAPPORT

Monsieur le Président,

Une loi du 3 février dernier a complété les articles 419 et 420 du Code pénal par une disposition concernant les personnes qui, par des agissements calomnieux, auront provoqué ou tenté de provoquer des retraits de fonds des caisses publiques.

Il y aurait avantage à appliquer aux colonies la nouvelle législation métropolitaine.

C'est dans ce but qu'a été préparé le projet de décret ci-joint que, d'accord avec M. le garde des sceaux, ministre de la justice, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,
JULES SIEGFRIED.

DÉCRET

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

ART. 3591

Vu les articles 6, 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 8 janvier 1877 et les décrets du 6 mars 1877, portant application aux colonies du Code pénal métropolitain ;

Vu la loi du 3 février 1893, tendant à compléter les articles 419 et 420 du Code pénal.

DÉCRÈTE :

Article premier. — La loi susvisée du 3 février 1893 est applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de Saint-Pierre et Miquelon, de la Guyane, du Sénégal, du Congo français, de la Guinée française, de Mayotte, de Diégo-Suarez et dépendances, de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie, d'Obock, ainsi qu'aux établissements français de l'Inde et de l'Océanie et aux pays de protectorat de l'Indochine.

Art. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal Officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du sous-secrétariat d'Etat des colonies.

Fait à Paris, le 27 février 1893.

CARNOT.

ART. 3591

COLONIES, RÉGIME DES LIBÉRÉS, INFRACTIONS, PÉNALITÉS.

Rapport adressé au président de la République par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, suivi d'un décret du 27 février 1893 portant approbation des pénalités prévues à un arrêté du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie.

RAPPORT

Monsieur le Président,

Un arrêté du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, en date du 4 juillet 1892, a réglementé l'application des décrets des 13 janvier 1888 et 29 septembre 1890 sur le régime des libérés astreints à résider dans les colonies pénitenciaires, réglé le mode de constatation de leur présence et de leurs moyens d'existence, et déterminé les professions qui, dans un but de prévoyance sociale, leur sont interdites.

Pour assurer l'exécution de son arrêté, le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie a dû prévoir contre ceux qui méconnaîtraient ses dispositions des pénalités dont quelques-unes excèdent celles de droit commun en matière de contravention.

J'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de règlement ci-joint, portant approbation de ces pénalités conformé-

ment aux décrets des 6 mars et 20 septembre 1877, relatifs à l'application aux colonies du Code pénal métropolitain et aux délais dans lesquels les arrêtés des gouverneurs doivent être approuvés.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,
JULES SIEGFRIED.

DÉCRET

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 6 mars 1877, portant application aux colonies des dispositions du Code pénal métropolitain;

Vu le décret du 20 septembre 1877, fixant le délai dans lequel les arrêtés pris par les gouverneurs de certaines colonies doivent être transformés en décrets;

Vu l'arrêté du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie en date du 4 juillet 1892, portant règlement d'application des décrets des 13 janvier 1888 et 29 septembre 1890 sur le régime des libérés, réglant le mode de constatation de leur présence dans la colonie, ainsi que de leurs moyens d'existence, et déterminant les professions qui leur sont interdites.

DÉCRÈTE :

Article premier. — Sont approuvées les pénalités prévues à l'arrêté susvisé du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie en date du 4 juillet 1892, portant règlement d'application des décrets des 13 janvier 1888 et 29 septembre 1890, sur le régime des libérés, réglant le mode de constatation de leur présence dans la colonie, ainsi que de leurs moyens d'existence, et déterminant les professions qui leur sont interdites.

Art. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du sous-secrétariat d'Etat des colonies.

Fait à Paris, le 27 février 1893.

CARNOT.

RÉCIDIVISTES, RELÉGATION, RELÈVEMENT, DEMANDE, DÉCISION.

Rapport présenté au Président de la République par le ministre de la marine et des colonies relativement au relèvement de la relégation et décret conforme du 9 juillet 1892.

Paris, le 9 juillet 1892.

Monsieur le Président,

L'article 18 de la loi du 27 mai 1885 a confié à des règlements d'administration publique le soin de déterminer les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la loi.

Dans cet ordre d'idées et en exécution des prescriptions rappelées ci-dessus, le département s'est préoccupé de déterminer les conditions dans lesquelles la remise de la relégation devrait être accordée conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 27 mai 1885, ainsi conçu :

« Le relégué pourra, à partir de la sixième année de sa libération, introduire devant le tribunal de la localité une demande tendant à se faire relever de la relégation en justifiant de sa bonne conduite, des services rendus à la colonisation et de moyens d'existence ;

» Les formes et conditions de cette demande seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu par l'article 18 ci-après. »

Cette disposition ne figurait pas dans le projet de loi voté par la Chambre des députés le 29 juin 1883. Un amendement en ce sens avait même été rejeté par elle dans sa séance du 26 juin. C'est le Sénat qui l'a introduite, estimant que l'espoir d'obtenir, sous certaines conditions constatées devant l'autorité judiciaire, leur retour en France, serait, pour les relégués le plus puissant stimulant dans la voie de l'amélioration morale.

Lorsque la loi revint devant la Chambre des députés, le nouvel article 16 fut définitivement adopté, mais non sans quelque hésitation, ainsi que l'on peut s'en convaincre par l'extrait suivant du rapport de la commission spéciale : « Cette disposition, dit le rapporteur, a été très énergiquement critiquée par plusieurs membres de notre commission ; ils la considèrent comme une porte trop largement ouverte à la rentrée des relégués dans la métropole. Ils craignent que l'espérance d'un retour trop facile en France n'empêche beaucoup d'établissements sérieux et définitifs dans les colonies pénales. La commission, tout en adoptant l'article 16, a considéré que les conditions mises à l'obtention du retour, tant par

cet article que par le règlement d'administration publique à intervenir, pourront prévenir dans une large mesure tout abus du droit conféré par l'article. »

Les idées émises par le rapporteur de la Chambre des députés ont inspiré la rédaction du projet de décret qui fait l'objet du présent rapport, et dans lequel ont été indiquées les mesures propres à éviter l'extension d'une faveur qui, dans l'esprit de tous, doit être l'exception et non la règle.

Tout d'abord, il a fallu se préoccuper de la teneur de la demande formée par le relégué. Non seulement il a paru nécessaire d'exiger de ce condamné qu'il fasse connaître le lieu où il a l'intention de se fixer et les ressources dont il dispose, mais encore il lui faudra justifier du paiement des frais de justice dont la condamnation l'a rendu débiteur envers le Trésor, ou tout au moins produire à l'appui de sa demande un certificat de la commission de classement prévue par l'article 8 du décret du 25 novembre 1885, constatant qu'il est hors d'état de se libérer en tout ou partie de ces frais. L'exonérer de cette dette serait contraire au principe que les frais de justice ne peuvent faire l'objet d'une décision gracieuse.

D'autre part, si l'intéressé doit quitter la colonie au cas d'admission de sa demande, il justifiera en outre de ses moyens de faire face aux dépenses de voyage : car, en aucun cas, les frais de passage, de route ou autres ne pourront être supportés par le budget de l'État ou celui des colonies.

En effet, suivant que le libéré, relevé de relégation, se rendra dans une autre colonie ou en France, l'intérêt de la sécurité publique exige que des avis préalables soient demandés, dans la première hypothèse, au ministre chargé des colonies, et, dans la seconde, au ministre de l'intérieur.

Passant ensuite à la procédure à suivre, je me suis préoccupé de rechercher si, dans l'article 16 de la loi du 27 mai 1885, le mot « Tribunal » avait le sens qu'on lui attribue juridiquement et si la requête du relégué devait être adressée au président.

Cette manière d'agir n'a pas semblé pouvoir être adoptée, et c'est au procureur de la République que le projet de décret dont il s'agit confie le soin de constituer le dossier du relèvement de la relégation ; il le charge, à cet effet, de s'entendre avec le directeur de l'administration pénitentiaire pour que toutes les pièces de nature à éclairer le tribunal soient mises sous ses yeux. Parmi elles, il en est deux dont l'importance est capitale : l'une constatant que le demandeur n'est pas sous le coup de l'interdiction de séjour, ou que si, au contraire, un certain temps de cette peine reste à courir pour lui, il a reçu notification des localités dans lesquelles il lui est défendu

de paraître ; l'autre justifiant de sa bonne conduite, de ses moyens d'existence et des services rendus à la colonisation. Cette justification, qui servira de base principale à la décision du tribunal, ne peut résulter, semble-t-il, que d'un certificat délivré par la commission de classement instituée aux colonies par l'article 8 du décret du 26 novembre 1885. En résumé, la décision du tribunal ne paraît devoir être revêtue que d'un caractère purement administratif et dont la procédure doit avoir lieu sans frais.

L'article 16 de la loi du 27 mai 1885 n'établissant pas de distinction, au point de vue de la mesure qu'il autorise, entre les relégués collectifs et les relégués individuels, il a paru nécessaire d'exiger, en outre, pour le cas où la demande est formée par un relégué individuel, l'avis motivé du directeur de l'intérieur.

En ce qui concerne la décision du tribunal, il semble qu'elle pourrait être rendue en chambre du conseil, mais qu'elle devrait toujours être susceptible d'opposition de la part du ministère public agissant seul ou dans l'intérêt de l'administration pénitentiaire, soit que le tribunal ait accueilli la demande, soit qu'il l'ait rejetée.

Enfin, les décisions de rejet ne pouvant avoir un caractère irrévocable, il a paru utile de fixer un délai minimum de trois ans entre un rejet et le renouvellement de la demande.

Le projet de décret qui consacre ces mesures a été soumis au conseil d'Etat, qui l'a adopté, sous réserve de quelques modifications qui me paraissent devoir être acceptées. M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, et M. le garde des sceaux, ministre de la justice, l'ont revêtu de leur contre-seing.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous prier de vouloir bien revêtir de votre haute sanction cet acte, qui répond aux vœux du législateur et qui entoure l'application de l'article 16 de la loi du 27 mai 1885 de toutes les garanties que comportent l'ordre social et l'intérêt de la colonisation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre de la marine et des colonies,

CAVAIGNAC.

DÉCRET

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, du président du conseil, ministre de l'intérieur, et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

Vu la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes, et notamment l'article 16 ainsi conçu :

« Le relégué pourra, à partir de la sixième année de sa libération, introduire devant le tribunal de la localité une demande tendant à se faire relever de la relégation, en justifiant de sa bonne conduite, des services rendus à la colonisation et de moyens d'existence ;

« Les formes et conditions de cette demande seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu par l'article 18 ci-après » ;

Vu le décret du 26 novembre 1885 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai 1885 ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article premier. — Le relégué qui sollicite son relèvement de la relégation adresse sa demande au procureur de la République près le tribunal de première instance de sa résidence.

Cette demande fait connaître le lieu où le relégué a l'intention de se fixer et les moyens d'existence dont il peut disposer.

Elle est accompagnée de la justification du paiement des frais de justice dont il n'est pas libéré et qui sont relatifs à la condamnation à la suite de laquelle la relégation a été prononcée.

Dans le cas où le demandeur serait hors d'état de se libérer en tout ou en partie de ces frais, il devra en justifier par un avis de la commission de classement prévue à l'article 8 du décret du 26 novembre 1885.

Si le relégué doit quitter la colonie, au cas d'admission de sa demande, il justifiera, en outre, de ses moyens de faire face aux dépenses de voyage, aucuns frais de passage, de route ou autres ne pouvant être supportés par le budget de l'Etat ou par celui de la colonie.

Art. 2. — La demande est immédiatement transmise par le procureur de la République au directeur de l'administration pénitentiaire ou dans les colonies non pénitentiaires, au directeur de l'intérieur, qui la renvoie au chef du parquet, dans le plus court délai possible, avec son avis et après y avoir annexé :

1° Le dossier du relégué, ainsi que l'extrait d'arrêt ou de jugement qui a prononcé la relégation ;

2° Un extrait certifié exact du folio de punitions et un relevé des condamnations que le relégué aurait pu encourir dans la colonie ;

3° Un acte constatant que le relégué ne se trouve pas soumis à l'interdiction de séjour ou, dans le cas contraire, qu'il a reçu notification des lieux où il lui est fait défense de paraître :

4° Les certificats et avis prévus aux articles 3 et 4 ;

5° L'avis du ministre de l'intérieur et celui du ministre chargé des colonies.

Art. 3. — La justification de bonne conduite, de moyens d'existence et de services rendus à la colonisation se fait au moyen d'un certificat délivré par la commission de classement prévue à l'art. 8 du décret du 26 novembre 1885.

Art. 4. — Si le demandeur est en état de relégation individuelle, un avis du directeur de l'intérieur doit toujours être joint aux pièces énoncées aux articles 2 et 3.

Dans le cas où le relégué individuel aura été interné dans plusieurs colonies, l'avis du directeur de l'intérieur de ces colonies sera annexé au dossier.

Art. 5. — Le tribunal, réuni en la chambre du conseil, après avoir vérifié si toutes les conditions prévues par le présent décret ont été remplies et si la justification prescrite par l'article 3 a été faite, décide sur la demande.

Le procureur de la République et le chef du service judiciaire de la colonie, agissant d'office ou à la requête de l'administration pénitentiaire, peuvent former opposition à la décision du tribunal, soit qu'elle accueille la demande, soit qu'elle la rejette.

L'opposition doit être formée dans le délai d'un mois. Elle est portée devant la Cour d'appel ou le tribunal supérieur, qui décide dans le mois.

La procédure a lieu sans frais.

Art. 6. — En cas de rejet, une nouvelle demande en relèvement de la relégation ne peut être formée avant l'expiration d'un délai de trois années.

Art. 7. — Le ministre de la marine et des colonies, le président du conseil, ministre de l'intérieur, et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 9 juillet 1892.

CARNOT.

Le Propriétaire-Gérant : G. DUTRUÇ.

CORRUPTION DE FONCTIONNAIRE, DON REÇU, SÉNATEUR OU DÉPUTÉ, FONCTIONNAIRE PUBLIC, OPINION ÉMISE, VOTE.

1° *Le fait, par un fonctionnaire public, de recevoir une somme d'argent pour un acte de sa fonction non sujet à salaire, ne constitue point le crime de concussion, puni par l'art. 174, Cod. pén., mais bien le crime de corruption, que réprime l'art. 177, même code : le crime de corruption se distingue du crime de concussion par cette circonstance que le fonctionnaire a reçu un don que le particulier était libre de ne pas lui faire.*

2° *Les sénateurs et les députés sont des fonctionnaires publics dans le sens de l'art. 177, Cod. pén., la pensée du législateur ayant été de protéger la société contre les actes de corruption de toute personne ayant mission de participer à la gestion de la chose publique.*

3° *La poursuite dirigée contre un membre du Parlement ne peut-être considérée comme motivée par les opinions ou les votes qu'il a émis dans l'exercice de son mandat législatif, contrairement à l'art. 13 de la loi du 16 février 1875, lorsqu'elle a pour base les dons ou promesses qu'il a agréés dans le but de faire convertir en loi un projet dont l'une des Chambres était saisie.*

(DE LESSEPS ET AUTRES C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le premier moyen tiré de la fausse application des articles 177 et 179, Cod. pén., en ce que le fait reproché à de Lesseps et à Baihaut ne constituerait pas le crime de corruption prévu par les articles précités, mais le crime de concussion prévu par l'art. 174, Cod. pén. :

Sur la première branche du moyen : — Attendu, en fait, qu'il résulte de l'ensemble des faits exposés dans l'arrêt attaqué, que Baihaut n'a pas reçu une somme d'argent pour droits, taxes, contributions, deniers ou revenus, ou pour salaires ou traitements, mais pour un acte de sa fonction non sujet à salaire ; que ces constatations sont souveraines ;

Attendu, en droit, que le crime de corruption se distingue du crime de concussion par cette circonstance que le fonctionnaire a reçu un don que le particulier était libre de ne pas lui faire ;

Sur la deuxième branche du moyen : — Attendu que le moyen manque en fait ; — Qu'il ne résulte pas en effet de l'arrêt attaqué que les fonds aient été remis par suite de contrainte ou d'extorsion ; qu'il en résulte, au contraire, qu'ils ont été remis par suite d'un pacte ;

Sur le deuxième moyen tiré de la fausse application de l'art. 177,

Cod. pén., en ce que l'arrêt attaqué a considéré à tort les membres des deux Chambres comme des fonctionnaires publics, et en ce qu'il a retenu de Lesseps et Fontane comme complices d'un fait qui n'est pas qualifié crime par la loi ;

Attendu que l'expression « fonctionnaire public » doit être entendue dans son sens le plus général ; — Qu'il résulte du texte de l'art. 177, Cod. pén., et de l'esprit qui a présidé à sa rédaction en 1810, que cette expression comprend non seulement les citoyens revêtus à un degré quelconque d'une portion de la puissance publique, mais encore ceux qui, investis d'un mandat public, soit par une élection régulière, soit par une délégation du pouvoir exécutif, concourent à la gestion des affaires de l'Etat ; — Qu'au nombre de ces derniers figurent évidemment les sénateurs et les députés, dont les fonctions se lient à des intérêts non seulement d'ordre politique, mais d'ordre administratif ;

Attendu qu'il a été dans la pensée du législateur de protéger la société contre les actes de corruption de toute personne ayant mission de participer à la gestion de la chose publique ;

Attendu que la loi du 4 juillet 1889 n'a eu ni pour but, ni pour effet de restreindre le sens général et la portée de l'art. 177 ; qu'elle a simplement complété ses dispositions pour un cas qui n'avait pas été prévu ;

Sur le troisième moyen, tiré de l'article 13 de la loi du 16 février 1875 sur les rapports des pouvoirs publics en ce que l'arrêt attaqué aurait renvoyé Sans-Leroy devant la Cour d'assises de la Seine à raison d'opinions ou de votes émis par lui dans l'exercice de son mandat législatif :

Attendu que, si, aux termes de l'art. 13, « aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions », l'arrêt attaqué constate que la poursuite et l'accusation dont Sans-Leroy est l'objet ne sont pas motivées par ses opinions ou par ses votes, mais par les dons ou promesses qu'il a agréés dans le but de faire convertir en loi un projet dont la Chambre des députés était saisie ; — Que cet article n'a d'ailleurs d'autre objet que de sauvegarder la liberté de la tribune et du vote ;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 24 FÉVRIER 1893. — C. cass. — Ch. crim. — M. Lœw, pr.

OBSERVATIONS. — I. A la différence de la loi romaine et de l'ancien Droit, qui plaçaient sur la même ligne les faits de concussion et les faits de corruption, notre Code pénal établit entre ces faits une distinction essentielle : il y a concussion,

d'après l'art. 174, lorsque le fonctionnaire exige ou reçoit, comme une chose à laquelle la loi ou les règlements lui donnent droit, une somme qui ne lui est pas due. Il y a corruption, aux termes de l'art. 177, quand le fonctionnaire se borne à agréer une somme qui lui est offerte, et qu'on était libre de ne pas lui donner (F. Hélie, *Théor. Cod. pén.*, t. 2, n. 802; Blanche, *Etud. pratiq. sur le Cod. pén.*, t. 3, n. 378. — V. aussi Cass., 16 sept. 1820, *Bull. crim.*, n° 124; 5 mai 1837, *Id.*, n° 42). « Dans le premier cas, dit fort bien M. F. Hélie, le fonctionnaire abuse de son pouvoir ou altère la vérité, et se sert du mensonge pour assurer une perception illicite; dans le second, il se lie par une sorte de convention avec le corrupteur, et vend à prix d'argent un acte de ses fonctions. » La Cour de cassation, par l'arrêt rapporté ci-dessus, consacre expressément cette distinction, et décide à fort bon droit qu'on doit voir, non le crime de concussion, mais celui de corruption, dans le fait du fonctionnaire qui reçoit une somme d'argent pour un acte de ses fonctions non sujet à salaire.

II. Pour le crime de corruption comme pour celui de concussion, l'abus de la puissance est une condition caractéristique du méfait (V. F. Hélie, n. 807 et 835). Or, les membres du Parlement sont incontestablement investis d'une véritable puissance. Ne font-ils pas partie des pouvoirs publics et ne concourent-ils pas, soit dans l'ordre politique, soit dans l'ordre administratif, à la gestion de la chose publique? Comment ne seraient-ils pas compris dans l'expression fonctionnaires publics, telle qu'elle doit être entendue dans les art. 174 et 177, Cod. pén.?

Il est du reste bien certain que la loi du 4 juillet 1889, en ajoutant à l'art. 177, Cod. pén., une disposition répressive à l'égard de toute personne investie d'un mandat électif qui agréé des dons pour faire obtenir des faveurs ou bénéfices accordés par l'autorité publique, n'a eu pour objet que de compléter cet article et non d'en restreindre le sens et la portée.

III. Autre chose est évidemment la poursuite dirigée contre un membre de l'une ou de l'autre chambre à l'occasion des opinions ou des votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions, qu'interdit l'article 13 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, autre chose

celle qui est basée sur les dons ou promesses qu'un sénateur ou un député a agréés dans le but de faire convertir en loi un projet dont le Sénat ou la Chambre des députés se trouve saisi. D'un côté, le premier fait ne suppose pas, comme le second, que des dons ou promesses ont été agréés par le membre du parlement poursuivi, et, de l'autre, le second fait existe avant même que le sénateur ou le député auquel on l'impute ait déjà émis aucune opinion ni aucun vote, s'il n'a pas dépendu de lui de ne pas les émettre.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Corruption de fonctionnaire*.

ART. 3534

TÉMOIN, SECRET PROFESSIONNEL, DIRECTEUR D'HOPITAL.

Si un directeur d'hôpital peut être tenu d'observer le secret dans les cas qui intéressent la sécurité des malades et l'honneur des familles, il ne lui suffit pas, pour refuser de déposer comme témoin, d'alléguer qu'il a connu, dans l'exercice de ses fonctions, le fait sur lequel on l'interroge (cod. pén., 378).

Spécialement le directeur des hôpitaux d'une ville, dans lesquels on traite diverses maladies, ne peut invoquer le secret professionnel pour refuser de répondre au juge d'instruction qui lui demande si un prévenu a été reçu dans un de ces hôpitaux, quel jour il y est entré et quel jour il en est sorti.

(MAINET C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 378, Cod. pén., et de la violation, par fausse application, de l'art. 80, Cod. instr. crim., en ce que l'ordonnance entreprise aurait condamné pour refus de répondre, un témoin à qui le secret professionnel interdisait toute révélation :

Attendu qu'il résulte des constatations de l'ordonnance attaquée, que M. Houssard, juge d'instruction au siège de Rouen, a uniquement interrogé le demandeur, directeur des hospices de la dite ville, sur le point de savoir si Labiche avait été reçu dans un hospice à Rouen, à quelle date il y était entré et quel jour il en était sorti ; — Qu'il est également établi qu'il existe à Rouen deux hospices dans lesquels les indigents atteints de diverses maladies sont soignés ;

Attendu que, devant le juge d'instruction, pour justifier son refus de répondre, le sieur Mainet s'est borné à déclarer qu'il était appelé en qualité de directeur des hospices de Rouen pour déposer sur des

faits dont il pouvait avoir eu connaissance dans l'exercice de sa profession ;

Mais attendu, en droit, que si un directeur d'hôpitaux et d'hospices peut être considéré comme tenu d'observer le secret professionnel dans les cas qui concernent la sécurité des malades et l'honneur des familles, il ne lui suffit pas, pour refuser de déposer, d'alléguer que le fait sur lequel sa déclaration est requise ne peut être venu à sa connaissance que dans l'exercice de ses fonctions ; — Que ce simple fait d'avoir été admis dans un des hospices d'une ville ne rentre pas dans la classe de ceux dont l'art. 378, Cod. pén., a interdit la révélation ; — D'où il suit qu'en condamnant le demandeur à l'amende pour avoir refusé de déposer dans les circonstances sus visées, l'ordonnance entreprise n'a ni violé, ni faussement appliqué les art. 80, Cod. instr. crim., et 378, Cod. pén. ;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 16 mars 1893. — C. Cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Vételay, rapp. ; — Beaudouin, av. gén. ; — Leforte, av.

REMARQUE. — L'art. 378, Cod. pén., punit la révélation que font des secrets qu'on leur confie les personnes dépositaires par état ou profession de ces secrets. Or, un directeur d'hôpitaux peut-il être considéré comme dépositaire d'un secret relativement au point de savoir si une personne a été reçue dans tel hôpital, quel jour elle y est entrée et quel jour elle en est sortie ?

Il s'agit bien là, sans doute, d'un fait dont il n'a pu avoir connaissance que dans l'exercice de ses fonctions ; mais ce fait est-il confidentiel ? A-t-il le caractère d'un secret confié au directeur de l'hôpital ?

Evidemment non, en principe ; c'est un fait matériel dont la divulgation ne peut blesser sérieusement les intérêts ni du malade, ni de sa famille. Mais il semble permis de faire une réserve pour le cas où le directeur de l'hôpital désignerait la salle dans laquelle le malade a été admis, si cette salle était notoirement affectée aux personnes atteintes de maladies secrètes.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v° *Témoin*, n. 19.

ART. 3595

PEINE FLAGRANT DÉLIT, ARRESTATION, DÉTENTION PRÉVENTIVE,
IMPUTATION.

La détention préventive qui doit, aux termes de l'art. 24, Cod. pén., modifiée par la loi du 15 novembre 1892, être déduite de la durée de la peine prononcée, a pour point de départ, en cas de flagrant délit, non le jour où le condamné a été arrêté, mais celui où, en vertu d'un mandat de dépôt, il a été incarcéré dans la maison d'arrêt.

(DEHOUCK C. MIN. PUBL.).

Sur le pourvoi en cassation formé par le sieur Dehouck contre l'arrêt de la Cour de Douai rapporté *suprà*, p. 38, la chambre criminelle a rendu l'arrêt de rejet ci-après.

ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le moyen pris de la violation de la loi du 15 novembre 1892 en ce que l'arrêt de la Cour d'appel de Douai a fixé le point de départ de la détention préventive subie par le demandeur, au 15 décembre 1892, date du mandat de dépôt décerné contre lui par le juge d'instruction de Dunkerque, et non au 13 décembre, date à laquelle il a été arrêté à Bergues en flagrant délit de mendicité :

Attendu que, dans l'économie du Code d'instruction criminelle, l'arrestation d'un individu surpris en flagrant délit n'est qu'une mesure de police essentiellement provisoire, exécutée sans formalités spéciales, exclusive de tout emprisonnement proprement dit, qui a pour but de placer l'inculpé sous la main de la justice et de le faire comparaître devant le magistrat compétent pour décider s'il doit ou non être mis en état de détention ;

Attendu que la détention, au sens juridique du mot, est une mesure d'instruction entourée de formes solennelles, qui ne commence qu'au moment où le magistrat, après avoir interrogé l'inculpé, délivre contre lui un mandat de dépôt ou d'arrêt et le fait conduire à la maison d'arrêt, dans laquelle son incarcération est régularisée par une inscription sur le registre d'écrou ;

Attendu que le législateur de 1892, en modifiant l'article 24 du Code pénal et en décidant que la détention préventive serait intégralement déduite de la durée de la peine prononcée, a moins qu'il n'en eût été autrement ordonné, a laissé à ce terme sa valeur légale et n'a ni expressément ni implicitement dérogé, à cet égard, aux dispositions du Code d'instruction criminelle ;

Attendu, dès lors, que l'arrêt entrepris, en fixant au jour du mandat de dépôt décerné contre Dehouck le point de départ de sa détention préventive, loin d'avoir violé la loi du 15 novembre 1892, en a fait une exacte application ;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 16 mars 1893. — C. Cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — de Kerbertin, rapp. ; — Sarrut, av. gén.

NOTA. — En rapportant ci-dessus, p. 38 et suiv., l'arrêt de la Cour de Douai du 8 février 1893 contre lequel avait été formé le pourvoi que rejette ici la cour de cassation, je l'ai accompagné d'observations dans lesquelles j'ai soutenu, de mon côté, la doctrine de cet arrêt, qui puise une nouvelle force dans la consécration que lui donne la chambre criminelle.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Détention préventive*, n. 1.

ART. 3526

POSTE AUX LETTRES : 1^o ET 2^o ADMINISTRATION DES POSTES, PARTIE CIVILE, MINISTÈRE PUBLIC, APPEL ; — 3^o FACTURE, MENTION « VALEUR A PRÉSENTATION », ENVOI AU TARIF RÉDUIT ; — 4^o CONTRAVENTIONS POSTALES, CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

1^o Dans les poursuites tendant à la répression des contraventions postales, le ministère public représente de plein droit l'administration des Postes, réputée légalement partie civile ; en conséquence cette administration n'a pas besoin, pour établir sa qualité de partie civile, de recourir au ministère d'un avoué (arrêté 27 prair. IX, art. 5 ; décr. 18 juin 1811, art. 158).

2^o Lorsque l'administration des Postes a été représentée en première instance par le procureur de la République, l'appel du procureur général a pour effet de maintenir cette situation devant les juges du second degré, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à une intervention, qui serait d'ailleurs non recevable, comme violant l'art. 67, Cod. instr. crim., et la règle des deux degrés de juridiction.

3^o La mention « valeur à présentation » n'est pas au nombre de celles que l'arrêté ministériel du 20 janvier 1885 permet d'insérer dans les factures expédiées au tarif réduit des papiers d'affaires ; en conséquence, cette insertion constitue la contravention prévue par l'art. 9 de la loi du 25 juin 1856.

4^o L'art. 463, Cod. pén., relatif aux circonstances atténuantes, est inapplicable aux contraventions postales, et les peines dont ces contraven-

tions sont passibles ne peuvent être modérées que par application de l'art. 8 du décret du 24 août 1848.

(MIN. PUBL. C. X...) — ARRÊT.

LA COUR; — Statuant sur l'appel de M. le procureur général, reçoit le dit appel comme régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que, pour assurer la répression des infractions aux lois spéciales à la matière des contraventions postales, le ministère public agit tantôt d'office, et dans l'intérêt matériel et pécuniaire de l'administration des Postes et Télégraphes pour le recouvrement de l'amende, tantôt à la requête de cette administration, formellement investie par l'art. 5 de l'arrêté de prairial an IX du droit de provoquer la mise en mouvement de l'action publique ;

Attendu que c'est sur la plainte qui lui a été adressée le 6 octobre dernier par M. le directeur des Postes et Télégraphes du département de la Haute-Saône, que M. le procureur de la République de Luce a saisi le tribunal correctionnel de la connaissance de la contravention qui lui était signalée et qu'il a requis la condamnation à l'amende édictée par la loi ;

Attendu que le ministère public, dans les instances de cette nature, représente de plein droit l'administration, réputée légalement partie civile et chargée d'effectuer l'avance des frais de justice (art. 158 du décret du 18 juin 1811 et art. 5 de l'arrêté de prairial an IX) ; — Que, dans le cas particulier, il a été satisfait aux prescriptions de cet article par le directeur des Postes qui a pris soin, dans sa plainte, de déclarer sa qualité de partie civile et de se soumettre au paiement préalable des frais en vue de l'attribution de l'amende au profit de son administration ; — Qu'en effet si cette amende, à raison de son caractère mixte et indivisible, ne peut être requise que par le ministère public, elle doit être attribuée à l'administration des Postes à titre de réparation pécuniaire ; — Qu'il suit de là que l'administration n'avait pas besoin du secours d'un avoué pour établir sa qualité de partie civile, qui d'ailleurs ne lui a pas été déniée, et qu'elle s'est trouvée, de la sorte, suffisamment représentée par le ministère public en première instance, et que par l'effet de l'appel de M. le procureur général cette situation spéciale est maintenant, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à une intervention, qui serait irrecevable, comme violant l'article 67 du Code d'instruction criminelle et la règle fondamentale des deux degrés de juridiction ; — Qu'en relevant appel en son nom, le procureur général a agi en même temps dans l'intérêt et au nom de l'administration des Postes et n'a fait que se conformer aux obligations qui lui étaient imposées ;

Attendu que, dans ces conditions, il y a lieu de donner simplement acte à M. le procureur général de ses conclusions par lesquelles il déclare se présenter, tant en son propre nom, qu'au nom de l'administration des Postes en qualité de partie civile ;

Attendu, en ce qui touche la déclaration de culpabilité, que les expressions « valeur à présentation » ne sont pas au nombre de celles indiquées et tolérées par l'arrêté ministériel du 20 janvier 1883 ; que dès lors, il est interdit d'en faire mention sur des factures adressées au tarif réduit ; que ce fait constitue donc la contravention relevée à la charge du prévenu ;

Attendu, en ce qui concerne le quantum de la peine, que l'amende de 5 francs prononcée par le jugement dont appel est inférieure au minimum fixé par l'art. 5 de l'arrêté de prairial an IX, et que c'est à tort que le tribunal a abaissé la peine à ce chiffre en visant les dispositions de l'art. 463 du Code pénal, lequel n'est applicable qu'aux seules peines prononcées par le Code pénal, à moins d'une disposition formelle qui étende la faculté d'atténuation aux peines correctionnelles édictées par des lois spéciales — ; Que, dans l'espèce, la peine ne peut être modérée que par application de l'art. 8 du décret du 24 août 1848, et que la Cour croit devoir, en vertu de ce texte, et eu égard aux circonstances de la cause, réduire au minimum de 16 francs ;

Par ces motifs, statuant sur l'appel émis par M. le procureur général du jugement du tribunal correctionnel de Lure rendu le 15 novembre 1892 et faisant droit à ses conclusions, donne acte à M. le procureur général de ce qu'il se présente, tant en son propre nom qu'au nom de l'administration des Postes et Télégraphes, partie civile dans la cause ; — Condamne le prévenu à la peine de 16 francs d'amende par application des art. 9 de la loi du 25 juin 1856, et 5 de l'arrêté du Directoire exécutif de prairial an IX mitigé par l'article 4 de la loi du 4 août 1848 ; — Condamne, en outre, le prévenu aux dépens en vertu de l'art. 194 du Code d'instruction criminelle ; etc.

Du 8 février 1893. — C. de Besançon. — Ch. corr. — MM. Maire, pr. ; — Cottignies, av. gén. ; — Pfortner, av.

REMARQUE. — I. L'administration des Postes est sans doute suffisamment représentée par le ministère public, agissant en son nom et dans son intérêt. V. Caen, 19 décembre 1891 (J. M. p. 35-50). Mais est-elle de droit partie civile dans toutes les instances qui l'intéressent ? J'ai soutenu, dans le tome 33, p. 96, qu'elle est, relativement à la poursuite de la contravention prévue par l'art. 9 de la loi du 25 juin 1856, dans les condi-

tions d'une partie civile ordinaire, et qu'elle doit, par conséquent, se constituer telle dans les formes du droit commun. — Quant au ministère public, sans être tenu d'agir au nom de l'administration des Postes, il a le droit d'exercer directement l'action publique. V. l'art. 3230, t. 33, p. 96, et non *Mémorial du Ministère public*, v° *Postes aux lettres*, n. 1 et 2.

II. — Il est vrai que l'arrêté ministériel du 20 janvier 1885 n'autorise pas expressément l'inscription sur les factures des mots « valeur à présentation » ; mais il permet d'y indiquer l'échéance par ces expressions : « valeur au... prochain ; valeur à... jours ; valeur à... mois ». On peut se demander pourquoi la première mention, concernant aussi l'échéance, ne serait pas tolérée au même titre que les autres.

III. — Relativement à l'inapplicabilité de l'art. 463 aux contraventions postales, Compar. Angers, 13 août 1866 (J. M. p. 9. 319).

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v° *Postes aux lettres*, n. 1 et 7.

ART. 3527

CHASSE, GIBIER MORT.

Le fait de chasse prévu et puni par la loi du 3 mai 1844 ne peut être constitué que par un acte ayant pour objet la recherche et la poursuite du gibier vivant, ou par l'emploi d'un moyen propre à le capturer ; en dehors de l'infraction relative au transport et au colportage du gibier en temps prohibé, le fait d'appréhender un animal sauvage déjà privé de vie, et d'en être trouvé nanti, n'est aucunement délictueux, à la condition que la mort de cet animal ne soit, ni directement ni indirectement, la conséquence d'un acte volontaire, imputable à celui qui l'appréhende ou le détient.

(DUPEYRE ET GIVAUDAN C. Min. publ.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que le fait de chasse prévu et puni par la loi du 3 mai 1844 ne peut être constitué que par un acte ayant pour objet la recherche et la poursuite du gibier vivant ou par l'emploi d'un moyen propre à le capturer ;

Attendu qu'en dehors de l'infraction relative au transport et au colportage du gibier en temps prohibé, le fait d'appréhender un animal sauvage déjà privé de vie, et d'en être trouvé nanti, n'est aucunement délictueux, à la condition que la mort de cet animal ne soit, ni directement ni indirectement, la conséquence d'un acte volontaire, imputable à celui qui l'appréhende ou la détient ;

Or, attendu, en fait, qu'il n'est point établi que les prévenus se soient livrés à d'autres agissements que de chercher sur le sol et dans les herbes et de ramasser des oiseaux non vivants ; que si, d'après le gendarme Fargier, le sang d'un de ces oiseaux coulait encore et était frais lorsque ce témoin a rencontré les prévenus, cette circonstance, isolée de toutes autres indications, n'empêche pas de supposer que la mort de l'oiseau pouvait remonter déjà à un certain temps, et, dans tous les cas, ne prouve pas que l'oiseau en question ait été tué par les prévenus ;

Attendu qu'à l'encontre de ceux-ci on ne relève, dans les déclarations des témoins, aucun agissement, aucun fait pouvant être considéré comme un acte de chasse, ce qui suffirait à notifier le relaxe des prévenus ; — Que, de plus, leur système de défense est corroboré par la déposition d'Escoffier, précisant que son père a engagé les prévenus à se rendre sur le terrain où ils ont été surpris par les gendarmes, en leur apprenant qu'on y avait beaucoup chassé la veille, et qu'ils y trouveraient probablement des pièces de gibier perdues et abandonnées par les chasseurs ;

Attendu que, dans la cause, il ne saurait être question du délit relatif au transport ou au colportage du gibier en temps prohibé, puisque la chasse n'était point encore interdite à la date du procès-verbal servant de base à la prévention ; — Que dans ces conditions, il convient de relaxer les prévenus sans dépens ;

Par ces motifs, relaxe, etc.

REMARQUE. — La jurisprudence s'est prononcée en ce sens. V. notamment Amiens, 17 janv. 1842 (S. 42. 2. 104) ; Limoges, 5 févr. 1848 (S. 48. 2. 152) ; Paris, 22 mai 1860 (J. M. p. 3. 160) ; Cass., 31 janv. 1879 ; Rouen, 25 déc. 1879 (Rec. des arr. de Rouen, 1880, p. 22). Et une opinion conforme est professée par les auteurs. V. entre autres, Giraudeau, Lelièvre et Soudeé, *La Chasse*, p. 110 et 232.

Mais faut-il décider, avec l'arrêt précité de la Cour de Paris, que le fait de s'emparer sur le terrain d'autrui de pièces de gibier trouvées mortes, ne constitue aucun délit, et ne peut-on pas, au contraire, y voir le délit de vol ? C'est là un point délicat que j'ai examiné dans mon *Mémorial du Minist. public.*, v° *Chasse*, n. 9 et 10.

A annoter au *Mémor.*, verb. cit., n. 7.

CORRESPONDANCE

ART. 3598

ABUS DE CONFIANCE, ESCROQUERIE, VOL, FILOUTERIE, BILLET DE BANQUE,
REMISE, MONNAIE, ERREUR.

Monsieur le Rédacteur,

Permettez-moi de vous soumettre la question de droit pénal suivante sur la solution de laquelle je suis en désaccord avec un de mes collègues.

Un individu illettré a remis à une personne sachant parfaitement lire et écrire un billet de banque qu'il croyait être de 50 francs et qui en réalité était de 100 francs, et lui en a demandé la monnaie. Cette personne, après avoir examiné le billet, lui a dit qu'en effet c'était un billet de banque de 50 francs, et elle lui a aussitôt donné en échange cette somme en pièces de 5 francs.

Y a-t-il là un abus de confiance, une escroquerie, un vol ou une filouterie?

Vous m'obligeriez infiniment en me faisant connaître votre avis sur ce point.

Veuillez agréer, etc.

Le fait énoncé dans la lettre de mon honorable correspondant ne me paraît tomber sous l'application d'aucune disposition pénale. Ce n'est, selon moi, ni un abus de confiance, ni une escroquerie, ni un vol ou une filouterie quelconque.

Abus de confiance. Pour qu'un tel fait pût constituer ce délit, il faudrait voir un dépôt ou un mandat, à la charge de rendre ou représenter la chose qui en aurait été l'objet, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, dans la remise du billet de banque à l'individu auquel on en demandait la monnaie. Or, le dépôt est « un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature » (Cod. civ., 1915); et bien évidemment la remise dont il s'agit ne réunit pas ces conditions, la personne qui présente un billet de banque à un tiers pour obtenir la monnaie n'ayant point l'inten-

tion de lui en confier la garde, et celui qui le reçoit ne devant point le restituer (V. en ce sens, Cass., 28 juin 1884, *Bull. crim.*, n° 219).

Quant au mandat, « acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom » (Cod. civ., 1984), il ne se rencontre pas non plus ici, car demander à quelqu'un la monnaie d'un billet de banque, dans l'unique objet d'obtenir complaisamment l'échange de ce billet contre des espèces, ce n'est pas lui donner le pouvoir de faire quelque chose *pour* le possesseur du billet *et en son nom*. Mais y eut-il même mandat, il faudrait encore qu'il eût été donné en vue d'un usage ou d'un emploi déterminé, pour rentrer dans les prévisions de l'art. 408, Cod. pén. C'est ainsi que l'arrêt précité de la chambre criminelle du 28 juin 1884 a décidé qu'il y a abus de mandat constituant le délit prévu par l'art. 408 de la part de celui qui, ayant reçu un billet de banque de mille francs en paiement de marchandises d'une valeur de beaucoup supérieure, n'a rendu la monnaie que sur un billet de cinq cents francs, par le motif que la remise en billets de banque, qui impliquait le mandat donné à cet individu de fournir en monnaie la valeur de ce billet, sous la déduction de ce qui lui était dû, n'avait eu lieu que pour un usage déterminé, celui de se payer la somme dont il était créancier, et à la charge de rendre le surplus à l'acheteur. Eh bien, dans l'espèce actuelle, la condition d'un usage ou emploi déterminé manquait absolument ; la personne qui remettait le billet pour le changer n'avait d'autre but que de s'en procurer la monnaie.

Escroquerie. Celui qui a reçu le billet de banque, dans l'espèce, ne se l'est pas fait remettre *en employant des manœuvres frauduleuses* pour persuader l'existence d'un pouvoir imaginaire ou pour faire naître l'espérance d'un événement chimérique, selon les prévisions de l'art. 405, Cod. pén. Or, ainsi que l'a jugé un arrêt de la Cour de cassation du 9 septembre 1850 (*Bull. crim.*, n° 310), « il est nécessaire, pour constituer l'escroquerie, que les manœuvres frauduleuses qui sont l'élément de ce délit, aient été employées vis-à-vis du propriétaire, possesseur ou détenteur de fonds ou autres objets mobiliers, en abusant de sa crédulité, afin de le déterminer à faire la remise ou délivrance

des dits objets. » Conf., F. Hélie, *Théor. du Cod. pén.*, t. 5, n. 2224; Blanche, *Etud. prat. sur le Cod. pén.*, t. 6, n. 177. Et il a été décidé, par exemple, que celui qui prend et emporte une somme mise à sa disposition par son débiteur et supérieure au montant de sa dette, ne commet pas le délit d'escroquerie, ni aucun fait légalement punissable, quand rien ne constate que la délivrance de la somme indue ait été déterminée par l'emploi d'aucun des moyens énoncés en l'art. 405, Cod. pén. (Cass., 22 mai 1856, *Bull. crim.*, n° 188).

Vol ou filouterie. Pour constituer le vol, il faut une appréhension manuelle de la chose, opérée frauduleusement, à l'insu et contre le gré du propriétaire ou possesseur, par celui qui l'a soustraite; il ne suffit pas d'une remise volontairement faite par celui-là à celui-ci et suivie de la rétention frauduleuse de la chose reçue, encore bien que cette remise n'aurait été que momentanée et consentie que sous la condition d'une restitution immédiate, et alors même qu'elle n'aurait eut lieu que par erreur, cette erreur n'empêchant point que l'élément essentiel de l'enlèvement frauduleux de la chose ne fasse défaut (V. notamment mon *Mémorial du Ministère public*, v° *Vol*, n. 6 et 7, ainsi que les arrêts qui y sont mentionnés, et, en outre, 2 mai 1845 (*Bull. crim.*, n° 158; 9 nov. 1849, *Id.*, n° 294; 1^{er} mars 1850, *Id.*, n° 75; 9 juill. 1853, *Id.*, n° 351; 31 janv. 1856, *Id.*, n° 39; 5 janv. 1861, *Id.*, n° 5; 11 juill. 1862, *Id.*, n° 170; 7 janv. 1864, *Id.*, n° 5; 2 déc. 1871, *Id.*, n° 171). Il est à remarquer que ce dernier arrêt est intervenu dans une espèce où un individu, ayant, comme dans l'affaire sur laquelle mon honorable correspondant veut bien me consulter, reçu par erreur un billet de 100 francs quand celui qui le lui avait délivré croyait ne lui remettre qu'un billet de 50 francs, l'avait gardé et se l'était frauduleusement approprié.

Les mêmes principes sont d'ailleurs applicables à la filouterie, qui n'est qu'une des variétés du vol. V. mon *Mémorial*, v° *Filouterie*, n. 1 et 7; F. Hélie, t. 5, n. 1961 et suiv.; Blanche, t. 5, n. 486, et les nombreux arrêts cités par ces auteurs, notamment celui du 25 août 1853 (*Bull. crim.*, n° 423).

Le fait que me signale mon correspondant ne constitue donc

pas plus un vol ou une filouterie qu'une escroquerie ou un abus de confiance ; il a simplement le caractère d'un dol civil, qui échappe au pouvoir des juges de répression.

CIRCULAIRE

ART. 3599

PEINE, DURÉE, DÉTENTION PRÉVENTIVE, IMPUTATION.

Circulaire adressée, le 22 mars 1893, par le Procureur général près la Cour d'appel d'Aix aux procureurs de la République du ressort de cette Cour, relativement à l'application de la loi du 15 novembre 1892 sur l'imputation de la détention préventive.

Monsieur le Procureur de la République,

Je crois devoir, sans préjuger des instructions qui pourraient être ultérieurement données par M. le Garde des sceaux et auxquelles vous devriez vous référer de préférence, appeler toute votre attention sur la portée et les conséquences de la loi du 15 novembre 1892.

Cette loi détermine d'abord le point de départ de la durée des peines. Elle statue ensuite sur la détention préventive antérieure à la condamnation, puis sur la détention, comprise entre la date du jugement ou de l'arrêt et le moment où la condamnation devient irrévocable. Elle pose enfin, en principe, que la loi n'aura pas d'effet retroactif et qu'elle est applicable à l'Algérie et aux colonies françaises.

1. — Point de départ de la durée des peines.

Le nouvel article 23 du Code pénal est ainsi conçu : *la durée de toute peine privative de la liberté compte du jour où le condamné est détenu en vertu de la condamnation, devenue irrévocable, qui prononce la peine.* » L'ancien article 22 disait simplement : *la durée des peines temporaires comptera du jour où la condamnation sera devenue irrévocable* ». Le changement de rédaction que vous constatez entre les deux textes et qui porte sur les mots : DÉTENU EN VERTU, a été clairement expliqué par le rapporteur de la loi à la Chambre des députés. Il peut se faire, en effet, que le condamné soit en liberté au moment où la peine devient irrévocable et qu'il ne soit écroué que plus tard. Il peut arriver également qu'il soit, à ce moment, sous le coup d'une condamnation antérieure qu'il est en train de purger. Dans le premier cas, la peine commence, non du jour où la condamnation est devenue irrévocable, mais du jour où le condamné a été écroué. Dans le second, elle commence du jour où la première peine a été

entièrement subie. Avec la formule nouvelle, on exclut ces deux cas, puisqu'il faut que le condamné soit *détenu*, et qu'il le soit en vertu de la condamnation qui a prononcé la peine dont il s'agit de déterminer la durée (Cf : Rapport Graux à la Chambre des députés.)

A côté de cette modification de forme, l'article contient une modification de fond. Il dispose, en effet, que la règle qu'il édicte s'applique à *toute peine privative de la liberté*. Sous l'empire de l'ancien article 23, la jurisprudence avait décidé que le principe posé par cet article ne visait que les peines criminelles, et non point les peines correctionnelles. Désormais, il n'y a plus à distinguer entre ces deux classes de peines (Cfr. : Rapport Graux).

Il importe d'observer cependant que cet article ne paraît pas avoir dérogé aux dispositions spéciales des lois des 22 vendémiaire an VI et 13 brumaire an V, desquelles il résulte que les condamnations à des peines infamantes, prononcées contre des militaires par des conseils de guerre, ne commencent à courir que du jour où les formalités de la dégradation militaire ont été accomplis (Cass. 13 novembre 1852 ; D. p. 52. 1. 307).

Je n'ai pas à vous rappeler à quel moment les condamnations deviennent irrévocables. Il est bon néanmoins de vous faire remarquer que la loi, étant très générale, vise tous les délais qui suspendent l'exécution des peines, et notamment le délai de deux mois accordé au procureur général pour faire appel. Dans le cas, par conséquent, où il faudra indiquer le point initial de la durée d'une peine prononcée par un jugement du tribunal correctionnel, c'est le jour de l'expiration du délai de deux mois qu'il faudra prendre en considération. Il pourra résulter de là certaine apparence d'onamalie lorsqu'il s'agira d'une courte peine et que, par suite des dispositions du nouvel article 24 du code, la peine sera expirée avant la date fixée pour son point de départ. Mais le texte est trop formel pour distinguer, et, au surplus, il n'est pas possible logiquement de subir une peine avant que la condamnation qui la prononce soit devenue irrévocable.

II. — De la détention préventive antérieure à la condamnation

Principe. — Le principe est que la détention préventive est intégralement imputée sur la durée de la peine, à moins que le juge n'ait ordonné, par disposition spéciale et motivée, qu'elle n'aura pas lieu ou qu'elle n'aura lieu que pour partie.

La loi exigeant une disposition motivée, le juge devra exprimer les raisons qu'il ont déterminé, et il ne suffirait pas de dire « attendu qu'il résulte des circonstances de la cause... »

Le droit d'écarter l'imputation appartient aux juges d'appel comme à ceux de première instance, mais il n'est pas inutile de rappeler que l'exercice de ce droit n'est possible à l'égard des premiers que s'il y a eu appel du ministère public. Si l'appel émane du condamné seul, la cour ne pourrait écarter l'imputation, car ce serait aggraver sa position (1).

A l'inverse, elle a toujours la faculté de réformer la décision du tribunal qui a déclaré que l'imputation n'aurait pas lieu, soit lorsqu'il y a appel des condamnés, ce qui va de soi, soit même quand l'appel a été formé par le ministère public seul, car il est de jurisprudence constante que cet appel remet tout en question, et donne à la cour le droit d'améliorer la condition du condamné, et même de l'acquitter.

Point de départ de la détention préventive. — La détention préventive ne peut résulter que d'un ordre régulier d'écrou délivré par l'autorité compétente (2). L'article 609 du Code d'instruction criminelle dispose, en effet, que nul gardien ne pourra, à peine d'être poursuivi et puni comme coupable de détention arbitraire, recevoir ni retenir aucune personne qu'en vertu, soit d'un mandat de dépôt, soit d'un mandat d'arrêt décerné selon les formes prescrites par la loi, soit d'un arrêt de renvoi devant la cour d'assises.

J'estime donc qu'il n'y a pas à considérer la date d'exécution d'un mandat d'amener, encore que la personne, objet de ce mandat, ait été déposée provisoirement dans une chambre du palais de justice ou un autre local affecté à cet usage par l'autorité administrative, avant d'être interrogée par le juge. Cela est si vrai que l'article 100 du Code d'instruction criminelle, prévoyant le cas où le prévenu a été trouvé hors de l'arrondissement de l'officier qui a délivré le mandat et à une distance de plus de cent myriamètres du domicile de cet officier, exige que le procureur de la République du lieu où il a été trouvé, décerne un mandat de dépôt en vertu duquel il sera retenu dans la maison d'arrêt; ce qui prouve qu'à défaut de ce mandat, il n'y aurait pas de détention légale. A plus forte raison, n'y a-t-il pas détention préventive, lorsqu'un individu a été arrêté par la police et placé dans une chambre de sûreté, jusqu'au moment où il comparaitra devant le magistrat instructeur.

Il arrive, parfois, que le procureur de la République, devant lequel l'inculpé a été conduit, donne un simple ordre d'écrou, au lieu de saisir immédiatement le juge d'instruction ou de décerner, s'il est dans un des cas où la loi l'y autorise, un mandat de dépôt. La

(1) *Sic* Cass., 13 janvier 1893 (*Lois Nouv.*, 93, 2, 40.)

(2) Cf.: C. de Douai, 8 février 1893. (*Lois Nouv.*, 93, 2, 36.)

date de cet ordre d'écrou formera-t-elle le point de départ de la détention? Je ne le pense pas, bien que cette solution soit rigoureuse. Cette manière de procéder est en effet irrégulière et ne saurait, dès lors, constituer un état légal de détention préventive.

Il existe une hypothèse où l'application stricte des principes aurait conduit à des conséquences exorbitantes, c'est lorsqu'il y a eu arrestation à l'étranger d'un individu, en vertu d'un traité d'extradition. Il va de soi que la détention subie par cet individu, une fois entré en France, est une détention préventive. Peu importe que la prison dans laquelle il a été momentanément placé, soit éloignée de celle où il doit subir sa peine, puisqu'il est écroué en vertu du mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction (Sic., Cass. 22 février 1833). Mais il faut aller plus loin et imputer la détention subie à l'étranger. Le rapporteur de la loi l'a dit expressément, et il y a lieu de suivre sur ce point la volonté du législateur, clairement manifestée (Cfr. Rapp. Graux).

Mode d'opérer pour l'imputation de la détention préventive. — On ne doit pas faire remonter le commencement de la peine au jour de la détention, ni même au jour de la condamnation dans l'hypothèse où il s'agit de la détention comprise entre le jugement et l'arrêt. Le point de départ de la peine reste toujours fixé au jour où la condamnation est devenue irrévocable. Mais, après avoir établi ce point de départ, on déduira du temps de la peine le nombre de jours de détention préventive, ou, dans le cas de l'article 24, le nombre de jours écoulés entre la condamnation prononcée par les premiers juges et le jour où la peine sera devenue irrévocable. Soit un individu condamné à trois mois d'emprisonnement le 1^{er} janvier après avoir fait quinze jours de détention préventive : on dira que la peine commence deux mois après, date de l'expiration du délai pour faire appel qui appartient au procureur général, mais on déduira ensuite de la durée totale de la peine, et les quinze jours de détention préventive, et les deux mois écoulés depuis la condamnation. J'ai déjà indiqué qu'il résultait de là une certaine anomalie, lorsque la durée de la peine se trouve terminée au moment où cette peine doit légalement commencer, et peut-être eut-il mieux valu généraliser le système de l'ancien article 24, au lieu d'adopter un système nouveau. Mais j'ai ajouté, et je répète, que la loi est formelle et qu'il faut se soumettre à l'ordre qu'elle donne.

En conséquence les extraits de jugements devront être rédigés de la manière suivante :

La peine qui ne deviendra irrévocable que le... doit être considérée par application de l'article 24 du Code pénal, comme étant subie depuis le.... 189.

Elle se terminera le 189.

Pluralité de détentions. — La loi parle de la détention préventive au singulier, mais il va de soi que s'il y a eu plusieurs détentions successives, coupées par des intervalles de mise en liberté, ces détentions devront être régies par l'article 24, 1^{er} al. C'est ce qui se produira notamment, lorsqu'un individu sera repris après avoir obtenu sa mise en liberté provisoire.

Combinaison de la loi du 15 novembre 1892 avec la loi du 26 mars 1891. — Lorsque les juges ordonnent de surseoir à l'exécution de la peine d'emprisonnement qu'ils prononcent conformément à la loi du 26 mars 1891, le sursis est subordonné à la condition que la personne qui en bénéficie ne sera pas condamnée de nouveau dans les cinq années. S'il intervient une seconde condamnation dans cette période, la première peine doit être subie. Mais il est possible que la condamnation primitive ait été précédée d'un temps plus ou moins long de détention préventive. Faudra-t-il imputer cette détention sur la durée de la peine? Evidemment oui, vu l'état des textes qui ne comportent aucune distinction.

Combinaison avec la loi du 5 juin 1875 sur l'emprisonnement cellulaire. — L'article 4 de la loi du 5 juin 1875 est ainsi conçu : « la durée des peines subies sous le régime de l'emprisonnement cellulaire sera de plein droit réduite du quart. La réduction ne s'opérera pas sur les peines de trois mois et au-dessous ; elle ne profitera qu'aux condamnés ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement et dans la proportion du temps qu'ils y auront passé ».

La question qui se pose est celle de savoir si la détention préventive en cellule doit être considérée comme l'équivalent de l'emprisonnement cellulaire subi après la condamnation? Si l'on accepte l'affirmative, la réduction du quart, admise par la loi de 1875, devra être calculée sur l'ensemble de l'emprisonnement. Soit un individu, condamné à six mois d'emprisonnement, qui, au jour de sa condamnation, a déjà été détenu cellulièrement pendant deux mois : on devra le mettre en liberté deux mois et demi après la condamnation, puisqu'à cette date il aura subi quatre mois et demi d'emprisonnement cellulaire, c'est-à-dire les $\frac{3}{4}$ de sa peine.

Si l'on accepte, au contraire, la négative, la réduction du quart ne portera que sur les quatre mois à courir depuis la condamnation, et il ne sera mis en liberté que trois mois après cette condamnation.

Il faudra aussi, dans la première opinion, faire compter la détention cellulaire comme un des éléments de la période consécutive de trois mois, prescrite pour que la réduction soit possible.

Quelle règle convient-il de suivre? Mon opinion est que la déten-

tion cellulaire n'est point l'équivalent d'un emprisonnement cellulaire. C'est la peine subie en cellule qui, seule, entraîne la réduction du quart. Donc, le temps passé en cellule avant la condamnation est une détention préventive et non une peine. On pourrait admettre le système contraire, si la loi du 15 novembre avait procédé comme le faisait l'ancien article 24 du Code pénal, et avait reporté le commencement de la durée de la peine au premier jour de la détention préventive, mais elle a agi tout autrement, et a pris soin d'indiquer que le point de départ de la durée de la peine sera le jour où la condamnation est devenue irrévocable. Dans le système de la loi nouvelle, la peine ne remonte donc pas rétroactivement au point de départ de la détention et, dès lors, le temps passé en détention préventive ne peut avoir les caractères d'une peine et compter pour la réduction du quart.

Si l'on poussait à l'extrême le principe que je viens de formuler, il faudrait dire que l'emprisonnement cellulaire ne commence que le jour où la condamnation est devenue irrévocable, puisque, jusqu'à ce jour, la peine n'a pas commencé à courir (1). Mais ce serait là une conséquence excessive et qui n'a pas été dans l'intention du législateur de 1892. Voici, du moins comment on peut légitimement raisonner dans ce sens. On sait que le nouvel article 23 du Code pénal a rompu avec le principe posé par l'ancien article 23 de ce Code en ce qui concerne le point de départ de la peine. D'après cet article, la peine commençait au jour de la condamnation, lorsque le condamné n'avait pas exercé le recours ou lorsque son recours avait abouti. Ce principe se trouve écarté, il est vrai, par la formule générale de l'article 23, mais ce changement a été considéré par le législateur comme n'apportant aucune modification dans la situation des condamnés. On sait, en effet, qu'un contre-projet avait été présenté par M Morellet, pour que l'imputation de la détention préventive s'opérât, en reportant au jour de cette détention le point de départ de la peine; or ce contre-projet fut abandonné à la suite des observations du rapporteur de la loi disant que le procédé proposé par la commission aboutissait au même résultat. On doit conclure de là que la loi nouvelle n'a pas entendu modifier *au fond* les règles anciennes, relativement à la détention comprise entre le jugement et l'arrêt, mais seulement la forme suivant laquelle elles étaient appliquées; et comme, sous l'empire de l'article 24 du Code pénal, il fallait évidemment décider que la réduction du quart devait être calculée sur la totalité de la durée de

(1) En fait, cependant, les condamnés cessent d'être traités comme des détenus et sont soumis au régime de l'emprisonnement après l'expiration du délai de dix jours qui leur est accordé pour interjeter appel.

l'emprisonnement cellulaire, puisque cet emprisonnement comptait du jour de la condamnation, il doit en être de même aujourd'hui. Il serait, d'ailleurs, souverainement injuste d'attendre deux mois pour faire bénéficier le condamné des avantages que lui confère la loi de 1875, et un pareil résultat ne pourrait être accepté que s'il n'y avait aucun moyen juridique d'y échapper.

Des peines auxquelles s'applique l'imputation. — L'imputation s'applique à toute peine privative de la liberté, mais seulement aux peines de ce genre.

Le bannissement n'aboutissant pas à une détention n'est pas une peine privative de la liberté; mais si le banni reste en France et qu'il soit condamné à la peine de la détention en vertu de l'article 33 du Code pénal, faudra-t-il lui tenir compte du temps pendant lequel il aura été préventivement détenu? Je distingue: on ne devra pas lui tenir compte de la détention préventive antérieure à la condamnation au bannissement qui ne se rattache pas directement à une peine privative de la liberté; mais on devra prendre en considération le temps pendant lequel il a été détenu depuis sa rentrée en France jusqu'au jour où il a été condamné pour rupture de ban, car cette détention préventive se rattache directement à la peine de la détention qui a été, ensuite, prononcée contre lui.

Ce qui vient d'être dit du bannissement s'applique à plus forte raison aux peines accessoires qui ne touchent point à l'état de liberté du condamné, telles que l'interdiction légale, la dégradation civique, etc... On remarquera toutefois que la dégradation civique peut ou doit, lorsqu'elle est prononcée comme peine principale, être accompagnée d'un emprisonnement (Cod. pén. art. 35); il y aura lieu, dans ce cas, de déduire de la durée de l'emprisonnement, la détention préventive antérieure.

La loi ne vise pas le cas où il y aurait eu détention préventive suivie d'une condamnation à l'emprisonnement de simple police; elle peut se produire cependant, soit que le tribunal correctionnel, modifiant la qualification donnée dans la citation, décide que le fait, qualifié délit par le ministère public, ne constitue qu'une contravention de police, soit que le juge d'instruction, s'apercevant au cours de l'information qu'il est en présence d'une contravention et non d'un délit, renvoie devant le juge de paix. Il ne me paraît pas douteux que l'imputation doit être admise dans ce cas. Il serait en effet inique que l'imputation fut refusée pour une peine inférieure, alors qu'on l'accorde pour une peine plus grande (1).

(1) Par décision délibérée avec M. le Ministre de la Marine, M. le Garde des Sceaux a admis que le bénéfice de la loi du 15 novembre 1892 s'applique aux peines prononcées par les tribunaux commerciaux maritimes.

La loi supposant une peine, l'imputation est impossible lorsque la mesure ordonnée par les tribunaux n'a pas ce caractère, spécialement lorsqu'il s'agit de l'envoi dans une maison de correction des mineurs âgés de moins de 16 ans, ou de la contrainte par corps.

III. — De la détention comprise entre la date du jugement ou de l'arrêt et le moment où la condamnation devient irrévocable.

L'article 24 se borne, sur ce point, à consacrer purement et simplement le système du Code pénal. Il n'en était point ainsi dans le projet de la commission, qui établissait, d'une manière générale, le principe de l'imputation facultative; mais le projet fut modifié et rédigé suivant la formule actuelle à la suite d'un amendement de M. de Casabianca, faisant observer que le principe nouveau pourrait aboutir à aggraver le sort des condamnés, puisque la cour conserverait le droit d'écarter l'imputation, même dans le cas où, d'après l'article 24, la détention comptait nécessairement dans la durée de la peine. De là, la forme un peu ambiguë du texte qui, au premier examen, pourrait laisser croire que le droit d'imputer la détention préventive existe dans tous les cas, tandis qu'il n'en est rien, et que l'imputation, obligatoire lorsque le condamné n'a pas exercé de recours ou a obtenu gain de cause sur son recours, ne peut jamais être ordonnée lorsque le condamné a exercé un recours inutile (C. : Rapp. Graux).

Il y a lieu d'observer, dans cet ordre d'idées, que le désistement de l'appel du condamné n'a pas pour effet de permettre l'imputation à partir du jugement; c'est seulement à compter du désistement qu'elle sera effectuée (Sic : Cass. 22 novembre 1855; D. P. 56. 1. 44).

Ce qui vient d'être dit de l'appel est exactement applicable au pourvoi en cassation. Ce pourvoi a-t-il été effectué par le ministère public? La détention subie depuis l'arrêt jusqu'au moment où la situation de condamné est définitivement réglée, est toujours imputée. L'a-t-il été par le condamné? La détention est ou n'est pas imputée, selon que le recours du condamné a ou n'a pas abouti (Cfr. Rapp. Graux).

Mais il y a une question à trancher relativement à la détention préventive pendant la période qui s'étend du jour de l'appel ou du pourvoi jusqu'au jour de la solution définitive.

Je suppose, tout d'abord, qu'il y a eu appel, et je suppose en outre que la peine prononcée est d'assez courte durée pour qu'elle expire avant que le recours ait été vidé : faudra-t-il mettre le con-

damné en liberté? Je distingue. Oui, si l'appel est exercé par le ministère public, non, s'il est formé par le condamné. Dans la première hypothèse, en effet, on est en l'état d'un jugement qui, par cela même qu'il n'a pas écarté l'imputation, rend celle-ci obligatoire; or ce jugement me paraît devoir produire les conséquences que la loi y attache, encore que son exécution soit suspendue par l'appel. Il est vrai que la Cour pourrait, par une disposition spéciale et motivée, déclarer que la détention antérieure au jugement ne comptera pas, mais on ne peut se baser sur une éventualité aussi problématique pour obliger le condamné à rester en prison. M. Graux prévoit dans son rapport une hypothèse voisine, celle où la peine expirerait pendant le délai d'appel, et il dit que le condamné doit être mis immédiatement en liberté. Et cependant, il ne serait pas impossible que le ministère public fit ultérieurement appel, et que sur cet appel, la cour écartât l'imputation. Cette circonstance n'est donc pas de nature à empêcher la mise en liberté.

La mise en liberté devra être au contraire refusée, si l'appel émane du condamné, car, dans cette hypothèse, le temps qui s'écoule à partir du jugement ne peut lui profiter que s'il y a une réformation de ce jugement, et cette réformation peut être présumée. D'ailleurs, l'esprit de la loi n'est pas favorable au condamné qui, au lieu d'accepter la décision des premiers juges, exerce un recours. M. le Garde des Sceaux, que j'avais consulté sur ce point particulier, a bien voulu me faire connaître qu'il inclinait à adopter mon opinion.

Les mêmes règles devront être suivies quand il s'agira d'un pourvoi en cassation.

IV. — Non rétroactivité de la loi. Étendue d'application.

Il n'y a pas d'observation à faire à ce sujet; la lecture des articles 2 et 3 de la loi suffit pour se rendre compte que la loi n'est pas applicable aux condamnations intervenues sous la législation antérieure et qu'elle régit l'Algérie et les colonies françaises tout comme la métropole.

Recevez, Monsieur le Procureur de la République, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Procureur général,

E. NAQUET.

DOCUMENTS DIVERS

ART. 3530

INTERDICTION, CONSEIL JUDICIAIRE, PUBLICITÉ DU JUGEMENT OU ARRÊT, MENTION SUR UN REGISTRE DU GREFFE, PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE, SURVEILLANCE.

Rapport adressé au Président de la République par le garde des sceaux ministre de la justice, et décret du 9 mai 1893, rendu en exécution de l'article 4 de la loi du 16 mars 1893, relative à la publicité à donner aux décisions prononçant une interdiction ou nommant un conseil judiciaire.

RAPPORT

Monsieur le Président,

La loi du 16 mars 1893, relative à la publicité à donner aux décisions prononçant une interdiction ou nommant un conseil judiciaire, a maintenu la disposition de l'article 501 du code civil qui ordonne l'affichage de ces décisions sur les tableaux exposés dans l'auditoire des tribunaux et dans les études des notaires de l'arrondissement. Mais, en outre, et en vue d'assurer une publicité plus efficace, elle a prescrit des mesures nouvelles : l'avoué qui a obtenu le jugement ou l'arrêt définitif doit en transmettre, dans le délai d'un mois, un extrait sommaire au greffier du tribunal du lieu de naissance de l'interdit ou de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire. Dans les quinze jours, le greffier doit mentionner cet extrait sur un registre spécial et, dans un nouveau délai de quinzaine, renvoyer à l'avoué un certificat constatant l'accomplissement de la formalité. La même procédure doit être suivie par les avoués et les greffiers pour les décisions portant mainlevée d'interdiction ou de conseil judiciaire.

L'article 4 de la loi du 16 mars 1893 a laissé à un règlement d'administration publique le soin de déterminer le mode de tenue du registre et de transmission de la décision au greffier compétent et du certificat à l'avoué ; le même règlement doit fixer les droits du greffier et de l'avoué.

En imposant la tenue de ce registre spécial, dont toute personne pourra prendre communication et se faire délivrer copie, la loi nouvelle a fait un premier pas dans la voie de l'institution du casier civil. Il a donc paru naturel, pour déterminer le mode de tenue du registre, de suivre les règles mêmes adoptées par les instructions ministérielles pour le fonctionnement du casier judiciaire. C'est ainsi qu'il a semblé nécessaire de mentionner au registre les énonciations que contient aujourd'hui le bulletin n° 1 du casier pour faire connaître la décision intervenue et l'individualité de la personne qui en est l'objet.

J'ai pensé, d'autre part, qu'il était indispensable que le registre contint les dates des différentes transmissions et mentions ordonnées par la loi : ces formalités doivent être accomplies dans des délais relativement courts, et l'indication des dates sur le registre pouvait seule permettre d'appliquer éventuellement les sanctions édictées par la disposition nouvelle ajoutée à l'article 501 du code civil.

Le registre particulier dont la loi prescrit la tenue au greffe du tribunal de la Seine, à l'égard des décisions intéressant les individus nés à l'étranger ou dans les colonies françaises, a été soumis aux mêmes formalités ; il est destiné à remplir au point de vue civil l'office que le casier central remplit au point de vue criminel.

Avec un registre ainsi combiné, la condition des individus frappés d'interdiction ou pourvus de conseil judiciaire apparaîtra nettement dans son ensemble aux yeux des tiers qui prendront communication du registre ou s'en feront délivrer copie. Les registres seront d'ailleurs tenus sous la surveillance des parquets, qui vérifieront l'exactitude des mentions que les greffiers devront y porter.

En ce qui touche le mode de transmission des extraits et certificats, le décret a admis l'envoi par pli recommandé.

Pour la fixation des émoluments des greffiers et avoués, il s'inspire des tarifs actuellement en vigueur et étend aux formalités nouvelles les droits que les tarifs autorisent pour des formalités sensiblement analogues en d'autres matières.

Si vous donnez votre agrément à cette nouvelle réglementation, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre haute approbation le projet de décret ci-joint.

Veillez agréer, Monsieur, le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le garde des sceaux, ministre de la Justice,
E. GUÉRIN.

DÉCRET

Le Président de la République française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi du 16 mars 1893 (1), relative à la publicité à donner aux décisions portant interdiction ou nomination d'un conseil judiciaire, et notamment l'article 4, ainsi conçu : « Un règlement d'administration publique déterminera le mode de tenue du registre et de transmission de la décision au greffier compétent et du certificat à l'avoué. Il fixera les droits du greffier et de l'avoué » ;

Le conseil d'État entendu,

Décète :

Article premier. — Le registre spécial sur lequel les greffiers

(1) L'art. 1^{er} de cette loi dispose :

« Il est ajouté à l'article 501 du Code civil une disposition ainsi conçue :

« Un extrait sommaire du jugement ou arrêt sera en outre transmis,

inscrivent, après vérification aux registres de l'état-civil de l'identité des individus qu'ils concernent, les extraits sommaires des jugements ou arrêts portant soit interdiction ou nomination de conseil judiciaire, soit mainlevée d'interdiction ou de conseil judiciaire, est divisé en neuf colonnes, comprenant :

1° Le nom de famille de l'interdit ou de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, ses prénoms et surnoms, les noms et prénoms de son père et de sa mère, la date et le lieu de sa naissance, son domicile et sa profession ;

2° La désignation du tribunal ou de la cour d'appel qui a prononcé l'interdiction ou nommé le conseil judiciaire, la date et la nature de la décision devenue définitive ;

3° La date de la transmission par l'avoué de l'extrait sommaire du jugement ou de l'arrêt ;

4° La date de la mention par le greffier sur le registre spécial ;

5° La date de l'envoi par le greffier à l'avoué du certificat constatant l'accomplissement de la formalité ;

6° La désignation de la juridiction qui a donné mainlevée de l'interdiction ou du conseil judiciaire, la date et la nature de la décision devenue définitive ;

7° La date de la transmission par l'avoué de l'extrait sommaire du jugement ou de l'arrêt portant mainlevée ;

8° La date de la mention par le greffier sur le registre spécial ;

9° La date de l'envoi par le greffier à l'avoué du certificat constatant l'accomplissement de la formalité.

Art. 2. — Le registre établi au greffe du tribunal civil de la Seine, à l'égard des individus nés à l'étranger ou dans les colonies françaises est tenu conformément aux dispositions de l'article précédent.

Art. 3. — Les registres sont tenus sous la surveillance du procureur de la République qui vérifiera l'exactitude des mentions qui y seront portées.

Art. 4. — L'extrait sommaire du jugement ou de l'arrêt contient, outre les nom et demeure de l'avoué qui l'a obtenu, les indications

par l'avoué qui l'aura obtenu, au greffe du tribunal du lieu de naissance du défendeur, dans le mois du jour où la décision aura acquis l'autorité de la chose jugée. Cet extrait sera mentionné par le greffier, dans un délai de quinze jours, sur un registre spécial dont toute personne pourra prendre communication et se faire délivrer copie. Le greffier, dans un nouveau délai de quinze jours, adressera à l'avoué un certificat constatant l'accomplissement de la formalité.

« A l'égard des individus nés à l'étranger, les décisions seront mentionnées, dans les mêmes formes et délais, sur un registre tenu au greffe du tribunal de la Seine ; ce registre mentionnera également les décisions relatives aux individus nés dans les colonies françaises, indépendamment du registre qui sera tenu au greffe de leur lieu d'origine.

« Toute contravention aux dispositions ci-dessus, commise par les greffiers ou avoués, sera punie d'une amende de cinquante francs, sans préjudice de tous dommages-intérêts. »

portées aux numéros 1^o et 2^o ou 6^o de l'article 1^{er} du présent décret.

L'avoué envoie cet extrait par lettre recommandée, suivant les cas, au greffier du tribunal civil du lieu de naissance du défendeur ou au greffier du tribunal civil de la Seine; aucun acte de dépôt n'est dressé.

Le greffier transmet à l'avoué, par lettre recommandée, le certificat constatant l'accomplissement de la formalité.

Art. 5. — Il est alloué à l'avoué de première instance, pour la rédaction et la transmission de l'extrait sommaire du jugement, y compris les frais de recommandation de la lettre, un émolument de 6 francs.

Cet émolument est de 9 fr. pour les avoués près les cours d'appel.

Art. 6. — Il est alloué au greffier :

1^o Pour la mention de l'extrait sommaire du jugement ou de l'arrêt sur le registre spécial, un émolument de 2 francs ;

2^o Pour la rédaction et l'envoi du certificat constatant l'accomplissement de la formalité, un émolument de 60 centimes, les frais de recommandation de la lettre d'envoi restant à sa charge ;

3^o Pour la communication, sans déplacement, du registre spécial ou pour droit de recherche, sans qu'il y ait jamais lieu à un double droit pour communication et recherches, un émolument de 50 centimes, et, pour la rédaction et la délivrance de la copie des mentions contenues au registre spécial, un émolument complémentaire de 50 centimes.

Fait à Paris, le 9 mai 1893.

CARNOT.

PRESSE, PROVOCATION, VOL, MEURTRE, PILLAGE, INCENDIE, DESTRUCTION, CRIMES CONTRE LA SURETÉ EXTÉRIEURE ET LA SURETÉ INTÉRIEURE DE L'ÉTAT, MILITAIRES, SAISIE DES ÉCRITS, ARRESTATION PRÉVENTIVE.

Projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des députés, portant modification des articles 24, paragraphe 1^{er}, 25 et 49 de la loi du 29 juillet 1891 (Presse), présenté au nom de M. Carnot, Président de la République française, par M. Léon Bourgeois, garde des sceaux, ministre de la justice, et par M. Ribot, président du conseil, ministre de l'intérieur (séance du 16 mars 1893).

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Les articles 24, paragraphes 1^{er}, 25 et 49 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 24. — Ceux qui, par l'un des moyens énoncés en l'article précédent, auront directement provoqué, soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, soit à l'un des crimes et délits punis par l'article 435 du Code pénal, soit à l'un des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, prévus par les articles 75 et suivants

jusques et y compris l'article 85 du même code, seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de 100 francs à 3,000 fr. d'amende.

« Ceux qui, par les mêmes moyens, auront directement provoqué à l'un des crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat, prévus par les articles 86 et suivants, jusques et y compris l'article 102 du Code pénal, seront punis des mêmes peines.

« Art. 25. — Toute provocation par l'un des moyens énoncés en l'article 23, adressée à des militaires des armées de terre et de mer dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 francs à 3,000 francs.

« Art. 49. — Immédiatement après le réquisitoire, le juge d'instruction pourra, mais seulement en cas d'omission du dépôt prescrit par les articles 3 et 10 ci-dessus, ordonner la saisie de quatre exemplaires de l'écrit, du journal ou du dessin incriminé. Cette disposition ne déroge en rien à ce qui est prescrit par l'article 28 de la présente loi.

« Si le prévenu est domicilié en France, il ne pourra être arrêté préventivement, sauf en cas de crime.

« En cas de condamnation, l'arrêt pourra ordonner la saisie et la suppression ou la destruction de tous les exemplaires qui seraient mis en vente, distribués ou exposés aux regards du public.

« Toutefois, la suppression ou la destruction pourra ne s'appliquer qu'à certaine partie des exemplaires saisis.

« Dans les cas prévus aux articles 24 et 25 de la présente loi, la cour pourra prononcer l'exécution provisoire nonobstant opposition ou pourvoi. »

Art. 2. — L'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse est applicable aux journaux publiés en France en langue étrangère.

ART. 3539

PEINE : 1° DÉTENTION PRÉVENTIVE EN CELLULE, IMPUTATION ; — 2° EXÉCUTION, DIFFICULTÉ CONTENTIEUSE, COMPÉTENCE ; — 3° REQUÊTE A FIN DE DÉDUCTION, TIMBRE.

1° *Il n'y a pas lieu d'imputer intégralement, par application de l'art. 24, Cod. pén., modifié, sur la durée de la peine prononcée, la détention subie sous le régime de l'emprisonnement individuel : la disposition de l'art. 4 de la loi du 5 juin 1875 portant que la réduction du quart qu'il prononce ne profitera qu'aux condamnés ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement, ne permet point d'opérer cette réduction sur la durée de la détention cellulaire des prévenus.*

2° *Lorsque, dans l'exécution de la peine, il s'élève quelque difficulté ayant un caractère contentieux, c'est à l'autorité judiciaire et non à l'autorité administrative, qu'il appartient d'en connaître, et ce sont les juges saisis du principal qui doivent statuer en pareil cas.*

3° *La requête présentée à la chambre du conseil par un condamné subissant sa peine sous le régime de l'emprisonnement individuel, à fin de déduction du quart de la durée de la peine sur la durée de la détention préventive, est dispensée de la formalité du timbre,*

(BASCOURT C. MIN. PUBL.).

Le sieur Bascourt, détenu à la maison d'arrêt de Mazas, ayant été condamné par jugement du tribunal correctionnel de la Seine, en date du 29 avril 1893, à la peine de quatre mois de prison pour escroquerie, a adressé à la chambre du conseil, à la date du 19 mai dernier, une requête portant :

« Qu'il était en détention préventive depuis le 20 février 1893 ; — Qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 5 juin 1875, la peine prononcée contre lui étant supérieure à trois mois de prison et inférieure à un an et un jour, et étant subie sous le régime de l'emprisonnement individuel, doit être, de plein droit, réduite d'un quart ; — Qu'aux termes de l'art. 24, Cod. pén. (loi du 17 novembre 1892, sur la détention préventive), cette détention doit être intégralement déduite de la durée de la peine prononcée ; — Que la détention préventive étant subie sous le régime de l'emprisonnement individuel, en combinant les deux textes de loi sus-indiqués, la durée de l'emprisonnement doit donc être, pour le requérant, de trois mois au maximum ; — Que l'esprit de la loi sur la détention préventive qui impute cette détention, même sur les peines de la réclusion et des travaux forcés, ne permet pas de douter que la réduction du quart doive être opérée sur la détention subie en cellule, même au cours

de la détention préventive ; — Que, d'autre part, la loi de 1875 (art. 4), devant s'appliquer « aux condamnés ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement », doit également profiter aux détenus remplissant les mêmes conditions de durée et d'isolement ; — Que s'il en est autrement, tout condamné à quatre mois d'emprisonnement qui aura subi trois mois de détention préventive, devra encore subir trois semaines d'emprisonnement, alors qu'au contraire, s'il n'avait pas été mis en détention préventive, sa peine serait de plein droit réduite à trois mois ; — Que le vœu de la loi de 1875 est rempli si la détention est mise dans l'isolement, et que l'exposant est ainsi fondé à en réclamer l'application à son profit ;

« Par ces motifs, dire et juger que, d'après l'art. 4 de la loi du 5 juin 1875 et l'art. 24 du Code pénal, modifié par la loi du 17 novembre 1892, la déduction du quart doit être calculée, lorsque la peine prononcée est supérieure à trois mois de prison et inférieure à un an et un jour et que la détention préventive est subie « dans l'isolement », sur toute la durée de la détention, à dater du jour de l'incarcération ; — Et statuant sur l'exécution d'un jugement de cette chambre, en date du 29 avril 1893, qui a condamné l'exposant à quatre mois d'emprisonnement, dire et juger que la peine subie par l'exposant aura pour point de départ le 20 février 1893, date de son incarcération à la maison d'arrêt de Mazas ; — Dire et juger que la détention préventive ayant été subie en cellule et dans l'isolement, la déduction du quart sera opérée sur la durée de la détention, à dater de l'incarcération et que, par suite, la peine, réduite à trois mois, expirera le 20 mai 1893. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que, se fondant sur la combinaison de l'art. 24, Cod. pén., et de la loi du 17 novembre 1892 sur la détention préventive, Bascourt prétend que, sa détention préventive ayant été subie sous le régime de l'emprisonnement individuel, la durée de sa peine doit être de trois mois au maximum ;

En la forme : — Attendu que la requête de Bascourt, bien que non revêtue du timbre, doit être déclarée recevable par assimilation aux actes d'appel et aux pourvois en cassation ; qu'il importe, en effet à défaut d'une disposition prohibitive de la loi, de faciliter l'exercice des voies de recours à tous ceux en faveur desquels ils ont été institués ;

En ce qui concerne la compétence : — Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence constantes que si, dans l'exécution de la peine, il s'élève quelque difficulté ayant un caractère contentieux, c'est à l'autorité judiciaire seule, et non point à l'autorité administra-

tive qu'il appartient de la résoudre ; qu'il est de même admis que la connaissance de semblables difficultés appartient aux tribunaux qui, ayant été saisis du principal, ont qualité pour statuer sur les questions accessoires qui naissent à l'occasion de l'exécution de leurs décisions ; — Qu'il y a donc lieu, pour le tribunal, de se déclarer compétent ;

Au fond : — Attendu que la demande du réquérant tend à faire admettre par le tribunal que des effets identiques s'attachent à la détention préventive et à l'emprisonnement subi en exécution de la condamnation prononcée ; — Que Bascourt allègue, en effet, dans sa requête que l'esprit de la loi sur la détention préventive, qui impute cette détention, même sur les peines de la réclusion et des travaux forcés, ne permet pas de douter que la réduction du quart doive être opérée sur la détention subie en cellule même au cours de la détention préventive ;

Attendu que cette interprétation est en contradiction avec le texte comme avec l'esprit de la loi : qu'en effet, l'art. 4 de la loi du 5 juin 1875 spécifie que la réduction de la peine ne profitera *qu'aux condamnés* ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement ; que cette expression ne saurait être appliquée aux détenus que par suite d'une extension de sens manifestement abusive ;

Attendu que l'intention du législateur se précise mieux encore, si l'on compare cet article 4 précité de la loi de 1875 à l'article 1^{er} de la même loi ; — Que, dans ce dernier texte, le législateur prescrit que les inculpés, prévenus et accusés, seront individuellement séparés pendant le jour et la nuit ; — Que si l'on se rapporte aux travaux préparatoires de la loi, on constate avec le rapporteur que le législateur a voulu donner au régime auquel les prévenus et accusés, devront être soumis une dénomination exclusive de toute idée pénale ; qu'elle l'a appelé, en effet, non l'emprisonnement, mais la séparation individuelle ;

Attendu que cette qualification se justifie pleinement en fait ; qu'en effet, l'emprisonnement préventif n'est pas aussi pénible que les détentions subies à titre de peine ; que les règlements pénitentiaires accordent, avec raison, au détenu qui n'est pas encore reconnu coupable, des adoucissements que ne connaît pas le condamné ; que le simple emprisonnement correctionnel, même de courte durée, est plus pénible que la détention préventive ; que si, malgré cela, cette détention s'impute conformément aux prescriptions de la loi nouvelle, il ne saurait cependant y avoir lieu d'outrepasser ses prescriptions en opérant cette imputation de manière à permettre aux détenus de réclamer un avantage réservé aux seuls condamnés ;

Par ces motifs, dit la requête recevable en la forme ; se déclare compétent pour en connaître ; — Au fond, rejette comme mal fondée la demande de Rascourt et le condamne aux dépens, etc.

Du 19 MAI 1893. — Trib. corr. de la Seine. — 8^e ch. (ch. du cons.). — MM. Flandin, pr. ; — Seligman, subst. du proc. de la Rép. ; — Crémieux, av.

OBSERVATIONS. — Le condamné à une peine subie sous le régime de l'emprisonnement individuel, qui a passé trois mois consécutifs dans l'isolement, doit voir sa peine réduite d'un quart (L. 5 juin 1875, art. 4), et sur la durée de cette peine ainsi réduite doit être imputée intégralement, aux termes de l'art. 24, Cod. pén., modifié par la loi du 15 novembre 1892, la détention préventive qui a précédé la condamnation. Mais, lorsque c'est la détention préventive, et non la peine, qui a été subie en cellule, la réduction d'un quart de la durée de la peine, édictée par l'art. 4 de la loi de 1875, s'opère-t-elle également de plein droit, et y a-t-il lieu aussi, dans ce cas, d'imputer intégralement la détention préventive sur les trois quarts auxquels aurait été ramenée la durée de la peine ?

La négative paraît s'imposer. C'est en faveur des condamnés ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement, par application, soit de l'art. 2, soit de l'art. 3 de la loi du 5 juin 1875, et non des détenus préventivement, que dispose l'art. 4 de cette loi ; c'est du quart de la durée de la peine, et non du quart de la durée de la détention préventive, que ce dernier article proclame la réduction. Peu importe que la détention préventive ait été elle-même subie en cellule. La loi n'a pas tenu, de cette circonstance de la mise en cellule, le même compte à l'égard des simples détenus qu'à l'égard des condamnés, et le jugement rapporté ci-dessus indique très exactement les raisons de cette différence.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^{is} *Détention préventive*, n. 1 et *Peine*, n. 19.

ART. 3540

PEINE, DÉTENTION PRÉVENTIVE, IMPUTATION, APPEL, ARRÊT
CONFIRMATIF.

Pour que la détention préventive soit « intégralement » déduite de la peine prononcée, selon le vœu de l'art. 24, § 1^{er}, Cod. pén., il faut que

la déduction s'applique non seulement à la détention préventive qui a précédé la condamnation, mais encore à celle qui se place entre la condamnation prononcée et la condamnation devenue irrévocable : à quelque époque qu'ait lieu la détention préventive subie par celui qui échoue dans son recours, elle doit être imputée sur la peine, par cela seul que le jugement n'exclut pas expressément cette imputation.

(DELETOMBE C. MIN. PUBL.). — ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le moyen d'office pris de la violation de l'art. 24 du Code pénal, modifié par la loi du 13 novembre 1892 ;

Attendu, en fait, que Deletombe a été condamné, par jugement du tribunal correctionnel de Lille, en date du 1^{er} mars 1893, à un an et un jour de prison, et que ce jugement qui ne contient aucune disposition excluant l'imputation de la détention préventive sur la durée de la peine, a été, sur l'appel du condamné, purement et simplement confirmé par arrêt de la Cour de Douai, en date du 22 mars ;

Attendu que, dans ces conditions, le procureur général ayant déclaré à Deletombe que la détention préventive à laquelle il avait été soumis du 1^{er} au 22 mars ne serait pas déduite de la durée de sa peine, Deletombe s'est pourvu par requête auprès de la Cour de Douai, chambre correctionnelle, pour faire décider que cette déduction aurait lieu, et que sa requête a été rejetée, à la date du 11 avril, par l'arrêt attaqué ;

En droit : — Attendu que, d'après le premier paragraphe de l'art. 24 sus-visé, la détention préventive doit être intégralement déduite de la peine prononcée par le jugement ou l'arrêt, à moins que le juge n'ait ordonné par une disposition spéciale et motivée, que cette déduction n'aurait pas lieu ou n'aurait lieu que pour partie ;

Attendu que les termes mêmes de ce texte excluent toute distinction d'époques, et que, pour être vraiment intégrale, la déduction doit s'appliquer non seulement à la détention préventive qui a précédé la condamnation, mais encore à celle qui se place entre la condamnation prononcée et la condamnation devenue irrévocable ;

Attendu que le même article, dans son second paragraphe, visant exclusivement le cas où le condamné n'a pas exercé de recours et le cas où son recours lui a procuré une réduction de peine, refuse alors au juge le droit d'ordonner que la détention préventive comprise entre la date du jugement ou de l'arrêt et le moment où la condamnation devient irrévocable ne sera pas déduite de la durée de la peine ; mais que cette disposition, qui reproduit un tempérament que dans les deux cas précités l'ancienne législation elle-même apportait à sa rigueur, n'implique, en aucune façon, le maintien,

même partiel, de cette rigueur à l'égard du condamné qui succombe dans le recours par lui exercé ; qu'au contraire le cas de ce condamné est manifestement compris dans la règle générale posée par le nouvel art. 24, et que, dès lors, à quelque époque que se place la détention préventive subie par celui qui échoue dans son recours, elle doit être imputée sur la peine, par cela seul que le jugement n'exclut pas expressément cette imputation ;

Et attendu qu'il suit de tout ce qui précède qu'en rejetant la requête de Deletombe, la Cour de Douai a formellement violé le nouvel art. 24 du Code pénal ;

Par ces motifs, casse et annule l'arrêt de la Cour de Douai, chambre correctionnelle, en date du 11 avril 1893, et pour être fait droit sur la requête de Deletombe, renvoie l'affaire et le demandeur, en l'état où il se trouve, devant la Cour d'appel d'Amiens, etc.

Ainsi jugé, etc.,

Du... JUIN 1893. — C. Cass. — Ch. crim.

REMARQUE. — Sur le mode d'imputation de la détention préventive dans le cas d'appel du jugement de condamnation et de confirmation de ce jugement, Voy. la circulaire de M. le procureur général près la Cour d'Aix, en date du 22 mars 1893, ci-dessus, p. 102.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v° *Détention préventive*, n. 1.

ART. 3541

1° et 2° COUR D'ASSISES, JURÉ COMPLÉMENTAIRE, INSCRIPTION,
PROCLAMATION, AUDIENCE PUBLIQUE.

1° Lorsque, quatre jurés supplémentaires ayant été tirés au sort, celui dont le nom est sorti le dernier s'est présenté le premier devant la Cour et a été inscrit sur la liste, cette inscription se trouve suffisamment justifiée, s'il résulte du procès-verbal qu'elle n'a eu lieu qu'après que la Cour a attendu une demi-heure sans qu'aucun des trois autres jurés se soit présenté (Cod., instr. crim., 393 ; L. 20 nov. 1872, art. 19).

2° La proclamation, comme membre du jury, d'un juré supplémentaire et son inscription sur la liste, étant la suite nécessaire du tirage, doivent avoir lieu, comme lui, en audience publique, à peine de nullité.

(BEAUJEAN ET SILLER C. MIN. PUBL.). — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu les art. 393, Cod. instr. crim., et 19 de la loi du 20 novembre 1872 ;

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 19 de la loi du 21 novembre 1872, en ce qu'il ne serait pas suffisamment constaté que le sieur Renaudon, juré complémentaire, aurait été régulièrement

appelé à compléter le jury, ni que son inscription sur la liste des jurés aurait été faite en audience publique ;

Sur la première branche du moyen ; — Attendu que le procès-verbal du 17 avril 1893 constate que le nombre des jurés titulaires et supplémentaires ayant été réduit, à raison des radiations et des excuses, à 29, il avait été nécessaire pour le reporter à 30, de procéder au tirage d'un juré complémentaire ; — Que le président avait, en vue d'assurer la composition de la Cour, successivement tiré au sort, à l'audience publique du 17 avril, parmi les noms des jurés inscrits sur la liste annuelle, quatre jurés complémentaires ; que le nom du sieur Renaudon sortit le dernier de l'urne ; que le président donna ensuite mission à un huissier de citer les quatre personnes ainsi désignées pour l'audience du lendemain 18 avril à onze heures ; — Qu'un deuxième procès-verbal du 18 avril déclare que le sieur Renaudon s'étant, ledit jour, à onze heures et demie, présenté le premier devant la Cour, a été immédiatement inscrit sur la liste ;

Attendu que ces énonciations indiquent suffisamment, et que le nom du sieur Renaudon a été régulièrement tiré, et que celui-ci était seul présent devant la Cour, le 18 avril, lorsqu'après une demi-heure d'attente, la Cour s'est décidée à l'inscrire sur la liste ; qu'il résulte notamment de l'arrêt du 18 avril une présomption légale, qu'aucune des trois personnes dont les noms étaient sortis avant le sien ne s'était présentée au moment où, à onze heures et demie, il a été procédé à leur appel, et que cette présomption n'a été combattue par aucune preuve ni même affirmation contraire ;

Sur la deuxième branche du moyen : — Attendu qu'en prescrivant, en l'article 19 de la loi du 26 novembre 1872, que le tirage des jurés complémentaires serait fait en audience publique, le législateur a voulu que toutes les opérations concernant la formation de la liste de session fussent accomplies en une seule audience et par conséquent que les noms des jurés complémentaires destinés à la compléter fussent publiquement proclamés et inscrits sur la liste ; — Qu'il s'ensuit que, lorsque, comme dans l'espèce, pour éviter des pertes de temps et des tirages espacés, il a été extrait successivement de l'urne contenant les noms de la liste annuelle, un nombre de noms supérieur au chiffre des jurés nécessaires, les personnes ainsi désignées ont été appelées successivement dans l'ordre du tirage, et que les premières qui se sont présentées ont été retenues et considérées comme acquises au jury, leur proclamation comme membres du jury et leur inscription sur la liste de session, opérations qui ne sont que la suite nécessaire du tirage et qui en fixent les résultats, doivent également avoir lieu en audience publique ;

Et attendu que le procès-verbal du 18 avril constatant l'arrivée de Renaudon seul, à onze heures et demie, se borne à mentionner qu'il s'est présenté devant la Cour, et que la Cour a ordonné son inscription sur la liste du jury, sans énoncer que cette formalité aurait été accomplie en audience publique ; — Qu'une formalité substantielle de la validité de la liste semble ainsi avoir été omise et en entraîne la nullité, ainsi que celle de la constitution de la Cour d'assises et des débats ;

Par ces motifs, casse et annule l'arrêt rendu, le 27 avril 1893, par la Cour d'assises de la Seine, contre Beaujean (Eugène), et fille Siller, etc.

Du 2 JUIN 1893. — C. Cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Pradines, rapp. , — Duval, av. gén. ; — Panhard et Chaudé, av.

A annoter au *Mémorial du Ministère. public*, v^o *Cour d'assises*, n. 7.

ART. 3549

APPEL CORRECTIONNEL, PARTIE CIVILE, DOMMAGES-INTÉRÊTS, RENONCIATION, NULLITÉ DE BREVET D'INVENTION.

La partie civile n'ayant le droit d'interjeter appel que quant à ses intérêts civils seulement, son appel est non recevable, lorsqu'elle déclare renoncer à demander de plus amples dommages-intérêts que ceux qui lui ont été alloués en première instance, et qu'elle s'abstient d'en réclamer devant la Cour, ne poursuivant la réformation de la décision des premiers juges qu'en ce qui touche une nullité (de brevet d'invention, par exemple) prononcée par eux, sans solliciter aucune sanction pécuniaire (Cod. instr. crim., 202).

(SOC. FRANÇ. DES ACCUMULATEURS ÉLECTRIQUES C. CADOT.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que la Société Française des Accumulateurs Électriques, comme cessionnaire des brevets Faure, des brevets Volekman et des brevets Sellon, tous relatifs à la construction des piles secondaires ou accumulateurs électriques, a poursuivi Gadot en contrefaçon desdits brevets ;

Considérant que le jugement dont est appel a admis la contrefaçon des brevets Faure, mais a déclaré nuls les brevets Volekman et Sellon et, en conséquence, a condamné Gadot à cinq mille francs de dommages-intérêts et, en outre, aux dépens à titre de supplément de dommages-intérêts envers la Société demanderesse ; — Que la Société, partie civile, et le prévenu Gadot ont l'un et l'autre interjeté appel de ce jugement ; — Qu'à la suite d'une transaction intervenue entre les parties, Gadot s'est désisté de son appel ; que, de son côté, la Société des Accumulateurs a renoncé à demander

contre Gadot de plus amples dommages-intérêts que ceux alloués en première instance et s'abstient, en effet, d'en réclamer devant la Cour ; que, néanmoins, elle poursuit la réformation de la décision des premiers juges en ce qui touche la nullité déclarée par eux des brevets Volekman et Sellon, sans, d'ailleurs, solliciter aucune sanction comme conséquence de la réformation demandée ;

Considérant qu'aux termes de l'article 22 du Code d'Instruction criminelle, le droit d'appel appartient à la partie civile quant à ses intérêts civils seulement ; — Qu'il n'y a dans la cause aucun appel du ministère public ;

Considérant que l'intérêt de l'appel interjeté par la partie civile ne peut être envisagé et apprécié en faisant abstraction de la sanction pécuniaire qui s'attache à la reconnaissance des droits poursuivis par elle ; que la mesure de ces droits, quant à son adversaire actuel, est déterminée et limitée par la quotité des réparations civiles qu'elle se croit en droit de réclamer contre lui ; — Qu'en consentant à s'en tenir à celles qui lui ont été accordées par les premiers juges, elle a reconnu par cela même que ses intérêts civils avaient reçu, par la décision de ceux-ci, satisfaction suffisante ;

Par ces motifs, donne acte aux parties de ce que Gadot s'est désisté de son appel ; — Déclare que la Société française des Accumulateurs électriques non-recevable en son appel ; — Dit que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet ; — Condamne Gadot et la Société française des Accumulateurs électriques aux dépens de leurs appels respectifs ; — Condamne, en outre, Gadot, aux frais de son appel, etc.

Du 5 MAI 1893. — C. de Paris. — Ch. corr. — MM. Bérard des Glajeux, pr. ; — Jacomy, av. gén. ; — Pouillet, av.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o Appel correctionnel, n. 26.

ART. 3543

RÈGLEMENT DE POLICE, ARRÊTÉ INDIVIDUEL, NOTIFICATION, REMISE DE COPIE, CARACTÈRE OBLIGATOIRE.

Pour que les arrêtés des maires pris contre des personnes déterminées soient obligatoires sous la sanction des peines édictées par l'art. 471, § 15, Code pénal, il ne suffit pas qu'ces arrêtés aient été portés verbalement à la connaissance des intéressés ; ils doivent leur avoir été notifiés avec remise d'une copie, et à défaut d'accomplissement de cette formalité, les infractions à de semblables arrêtés ne peuvent être poursuivies (L. 5 avril 1884, art. 96 ; Code pénal, 471, § 15).

(X... c. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le moyen tiré de la violation de l'article 96 de la loi du 5 avril 1884, et, par suite, de la fausse application de l'article 471, paragraphe 15, du Code pénal, en ce qui concerne l'arrêté du maire de Nîmes pris le 22 janvier 1892 contre la demanderesse et ordonnant son inscription sur le registre des filles publiques, ne lui aurait pas été régulièrement notifié avec remise de copie :

Vu l'article 96 de la loi du 5 avril 1884 ainsi conçu : « Les arrêtés du maire ne sont obligatoires qu'après avoir été portés à la connaissance des intéressés, par voie de publication et d'affiches, toutes les fois qu'ils contiennent des dispositions générales, et, dans les autres cas, par voie de notification individuelle. La notification est établie par le récépissé de la partie intéressée ou, à son défaut, par l'original de la notification conservé dans les archives de la mairie » ;

Attendu qu'il résulte du texte de cet article, ainsi que de la pensée qui l'a inspiré, que, pour que les arrêtés du maire pris contre une personne déterminée soient obligatoires sous la sanction des peines édictées par l'article 471, paragraphe 15, du Code pénal, il ne suffit pas que ces arrêtés aient été portés verbalement par l'autorité administrative à la connaissance de l'intéressé ; qu'aux termes dudit article, de tels arrêtés ne peuvent devenir exécutoires qu'après avoir été notifiés, ce qui implique nécessairement la remise d'une copie ; et que la preuve de cette notification doit résulter soit du récépissé de la partie intéressée, soit de l'original de ladite notification ; que cette notification constitue une formalité substantielle dont l'observation ne permet pas de poursuivre légalement les infractions auxdits arrêtés ;

Et attendu en fait, qu'il ne résulte ni des constatations du jugement attaqué, ni du procès-verbal du commissaire de police de Nîmes auquel se réfère le jugement, que l'arrêté du maire de Nîmes pris le 22 janvier 1892 contre la demanderesse, lui ait été notifié dans la forme légale avec remise de la copie dudit arrêté ; qu'il ne suffisait pas, ainsi que cela a eu lieu, de lui donner verbalement connaissance dudit arrêté ; d'où il suit que les formalités prescrites par l'article 96 susvisé de la loi du 5 avril 1884 n'ayant pas été exactement remplies, cet arrêté n'était pas légalement obligatoire ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi, casse et annule, sans renvoi, le jugement du tribunal de simple police de Nîmes du 29 avril 1892, etc.

Du 10 MARS 1893. — C. cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Sevestre, rapp. ; — Sarrut, av. gén.

NOTA. — A diverses reprises, la Chambre criminelle a jugé que les arrêtés individuels, quelle que soit l'autorité qui les a rendus, reçoivent la publication qui est nécessaire pour les rendre obligatoires, par la notification qui en est faite à la partie intéressée. V. les arrêts mentionnés par M. Blanche, *Etude pratiq. sur le Cod. pén.*, t. 7, n. 252. — La sommation qui serait faite par l'administration à celui à l'égard de qui a été pris un arrêté municipal individuel, d'exécuter cet arrêté, ne constituerait pas elle-même la notification qui seule peut lui donner la force exécutoire (Cass., 18 mai 1877, *Bullet. crim.*, n° 127).

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v° *Règlement de police*, n. 2.

ART. 3544

LOGEMENT DES MILITAIRES : — 1° ET 2° REFUS, RÉPRESSION, AMENDE, QUOTITÉ, COMPÉTENCE, TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE; — 3° CHEF DE GARE DE CHEMIN DE FER.

1° *L'art. 471, n° 15, Cod. pén., est appliqué à tort au fait d'avoir refusé de loger des militaires, munis d'un billet de logement, ce fait étant puni par l'art. 21 de la loi du 3 juillet 1877.*

Mais l'amende de 1 franc prononcée en pareil cas par le tribunal de simple police se trouve néanmoins justifiée, à raison du défaut de fixation, par l'art. 21 précité, du minimum de l'amende qu'il édicte, minimum qui est nécessairement celui des peines de police, c'est-à-dire de 1 franc.

2° *Cette amende, qui peut être portée au double de la valeur de la prestation requise, est compétemment appliquée par le tribunal de simple police, bien que la valeur de la prestation requise ne soit pas déterminée par le jugement, alors qu'il résulte des documents de la cause et du décret du 2 août 1877, que cette valeur, même portée au double, ne peut être élevée à 15 francs.*

3° *Les chefs des gares de chemins de fer ne sont point dispensés du logement des militaires, dans l'établissement duquel les municipalités ne doivent, aux termes de l'art. 12, titre 3, de la loi du 3 juillet 1877, faire aucune distinction de personnes, quelles que soient leurs fonctions ou qualités; à ce logement, qui est une charge personnelle à chaque habitant, ne s'applique pas l'art. 34 de la même loi, portant que les communes ne peuvent comprendre dans la répartition des prestations qu'elles sont requises de fournir, aucun objet appartenant aux compagnies de chemins de fer.*

(LAUNAY, C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR. — Sur le premier moyen tiré de la violation des art. 437, 479, 408, 443, Cod. instr. crim. et 21 de la loi du 3 juillet 1877, et de la fausse application de l'art. 471, n° 15, Cod. pén. en ce que le jugement attaqué a appliqué au demandeur, prévenu d'avoir refusé de loger deux sous-officiers munis d'un billet de logement, la peine édictée par ledit article 471, n° 15, alors que ce fait est puni par l'article 21 sus-visé de la loi du 3 juillet 1877 d'une amende qui peut s'élever au double de la valeur de la prestation requise, et alors que cette valeur n'ayant pas été déterminée, dans l'espèce, la compétence du tribunal de simple police serait incertaine ;

Sur la première branche : — Attendu que le demandeur a été pour-suivi et condamné à 1 fr. d'amende, pour avoir refusé de loger deux sous-officiers munis d'un billet de logement ; que ce fait, prévu et puni par l'art. 21 de la loi du 3 juillet 1877, est passible d'une amende qui peut s'élever jusqu'au double de la valeur de la prestation requise, et ne tombe pas sous le coup de l'art. 471, n° 15, Cod. pén. ; — Qu'il a donc été fait au prévenu une fausse application de cette dernière disposition légale ;

Mais attendu qu'aux termes de l'art. 441, Cod. instr. crim., si la peine prononcée se justifie par un texte autre que celui qui a été appliqué, l'erreur dans la citation de la loi ne vicie pas la décision ;

Attendu que l'article 21 sus-visé ne fixant aucun minimum lorsque le tribunal de simple police est compétent pour statuer, ce minimum est nécessairement d'un franc, c'est-à-dire celui des peines de simple police ; que c'est précisément cette peine qui a été prononcée dans l'espèce ;

Sur la seconde branche : — Attendu que si le jugement attaqué, en appliquant par erreur la disposition de l'article 471, n° 15, Cod. pén., ne détermine pas la valeur de la prestation requise, il résulte des documents de la cause et du décret du 2 août 1877 que cette valeur est inférieure à 7 fr. 50 ;

Que le tribunal de simple police était donc compétent pour connaître de l'affaire, puisque l'amende, même portée au double de la valeur de la prestation, ne pouvait être élevée ni au-dessus de 15 fr., ni même à 15 fr. ;

Sur le second moyen pris de la violation des art. 8, 34, 34 de la loi du 3 juillet 1877, 471, n° 15, Cod. pén., 162, Cod. instr. crim., et de la fausse application de l'art. 42, § 1, de la loi du 3 juillet 1877, en ce que le jugement entrepris a considéré comme une infraction punissable le refus d'un chef de gare de loger deux sous-officiers dans la gare où il a son habitation, à raison de ses fonctions, alors

que cette habitation affectée au service d'une compagnie de chemins de fer serait exemptée par la loi de toute prestation ;

Attendu que le premier paragraphe de l'art. 12, titre III, de la loi précitée porte : « Dans l'établissement du logement ou du cantonnement chez l'habitant, les municipalités ne feront aucune distinction de personnes, quelles que soient leurs fonctions ou qualités » ; que ce texte, conçu en termes clairs et précis, ne comporte d'autres exceptions que celles expressément déterminées par le législateur ;

Attendu que les chefs des gares de chemins de fer ne sont dispensés du logement des militaires par aucune disposition légale ; qu'à la vérité, l'article 34 de ladite loi dispose que : « Les communes ne peuvent comprendre dans la répartition des prestations qu'elles sont requises de fournir, aucun objet appartenant aux compagnies de chemins de fer » ; mais que ce texte ne peut être considéré comme applicable au logement des troupes, lequel constitue une charge personnelle à chaque habitant ; — D'où il suit que le jugement attaqué, en condamnant le demandeur à 1 franc d'amende, n'a ni violé, ni faussement appliqué les dispositions légales susvisées ;

Par ces motifs, rejette le pourvoi de Launay contre le jugement du Tribunal de simple police du canton de Parvilly, en date du 12 novembre dernier, etc.

Du 29 AVRIL 1893. — C. Cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Vételay, rapp. ; — Baudouin, av. gén. ; — Pérquise, av.

ART. 3545

DIFFAMATION, DÉPUTÉ, IMPUTATION DE DÉMENCE, ARTICLE DE JOURNAL, INTENTION DE NUIRE (DÉFAUT D').

Dire d'un député, dans un article de journal faisant connaître un incident qui s'était produit la veille à la Chambre, que ce député « ne jouit certainement pas de toutes ses facultés », ce n'est pas commettre envers celui-ci le délit de diffamation, alors, d'une part, qu'il n'est pas établi que cet article, relatant d'une façon scrupuleusement exacte les faits qui se sont passés, ait porté atteinte à l'honneur ou à la considération du député qu'ils concernent, et que, d'autre part, écrit dans l'unique but de satisfaire la curiosité des lecteurs du journal, il n'a pas été publié avec l'intention de nuire à ce député (L. 29 juill. 1881, art. 23, 30 et 31.)

(PERRIN C. HOLLET).

Le journal *Le XIX^e Siècle*, dans un article de son numéro du 9 novembre 1892, en faisant connaître un incident qui

avait eu lieu la veille à la Chambre des députés et dont le héros était un membre de cette Chambre, M. Hollet, avait dit : « Le malheureux Hollet ne jouit certainement pas de toutes ses facultés. »

Ce propos ayant paru diffamatoire à M. Hollet, il a intenté au *XIX^e Siècle* une action en diffamation, sur laquelle le tribunal correctionnel de la Seine (9^e chambre), a condamné M. Perrin, gérant de ce journal, à 5 francs d'amende et à 20 francs de dommages-intérêts.

Appel par Perrin,

ARRÊT :

LA COUR ; — Statuant sur l'appel de Perrin :

Considérant que, si Perrin, gérant du journal *Le XIX^e Siècle*, a publié dans le numéro dudit journal paru à Paris, le mercredi 9 novembre 1892, un article intitulé : « Un fou à la Chambre », article dont il se reconnaît responsable, et dans lequel, faisant connaître un incident qui s'était passé la veille à la Chambre des députés, il est dit que l'auteur de cet incident « le malheureux Hollet, ne jouit certainement pas de toutes ses facultés », il n'est nullement établi que cet article, relatant d'ailleurs d'une façon scrupuleusement exacte les faits qui s'étaient passés, ait porté atteinte à l'honneur et à la considération de Hollet ;

Qu'il écrit d'ailleurs dans l'unique but de satisfaire la curiosité des lecteurs du journal au lendemain même du jour où les faits s'étaient produits, il est certain que Perrin, qui ne connaissait nullement Hollet, n'a pas publié cet article avec l'intention de nuire au demandeur ;

Que le délit de diffamation reproché à Perrin n'est donc point suffisamment caractérisé, et que, de plus, l'un des éléments constitutifs du délit, l'intention de nuire, fait absolument défaut ;

Par ces motifs, infirme le jugement dont est appel en ce qu'il a condamné Perrin comme diffamateur ; — Déclare Hollet non recevable, en tous cas mal fondé en sa demande en dommages-intérêts comme accessoire d'un délit ; — Décharge, en conséquence, Perrin de toutes les condamnations prononcées contre lui par le jugement sus énoncé, etc.

Du 8 MARS 1893. — C. de Paris. — Ch. corr. — MM. Golliet, pr. ; — Van Cassel, av. gén. ; — Choppin d'Arnonville, av.

REMARQUE. — Le propos à raison duquel avait été, dans l'espèce ci-dessus, intentée l'action en diffamation, n'excédait

point le droit de discussion et d'appréciation dont jouit le journaliste à l'égard des débats parlementaires, alors qu'il n'avait pas le caractère d'une attaque personnelle contre le membre du parlement qu'il visait, et que, publié à la hâte pour satisfaire la curiosité des lecteurs du journal au sujet de l'incident qui en faisait la matière, il n'avait eu ni pour but ni pour effet de nuire à la considération de ce membre. — Compar. mon *Explicat. pratiq. de la loi sur la presse*, n. 220 et 221.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Diffamation*, n. 16.

DOCUMENTS DIVERS

Art. 3546

OFFENSE ENVERS LES CHEFS D'ÉTAT ÉTRANGERS, OUTRAGE ENVERS LES AMBASSADEURS ET AUTRES AGENTS DIPLOMATIQUES ; — 1^o COMPÉTENCE CORRECTIONNELLE ; — 2^o SAISIE, CONFISCATION, SUPPRESSION OU DESTRUCTION DES ÉCRITS, IMPRIMÉS, PLACARDS OU AFFICHES, ARRESTATION PRÉVENTIVE, MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE, MAINLEVÉE DE SAISIE, ORDONNANCE DU JUGE D'INSTRUCTION, OPPOSITION ; — 3^o POURSUITE, MODE.

Projet de loi portant modification des art. 43, 47, 49 et 60 de la loi du 29 juillet 1881, sur la presse, présenté au nom de M. Carnot, Président de la République française, par M. Léon Bourgeois, garde des sceaux, ministre de la justice, et par M. Ribot, président du conseil, ministre de l'intérieur. — (Session ordin. — Séance du 17 janvier 1893).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, la nécessité de garantir par des dispositions répressives la protection due aux chefs d'Etats étrangers et à leurs agents diplomatiques contre les offenses et les outrages dont ils peuvent être l'objet, n'a jamais été contestée. Les articles 36 et 37 de la loi du 29 juillet 1881 n'ont fait que sanctionner un principe depuis longtemps en vigueur dans notre législation pénale.

Toutefois, pour assurer à la répression toute son efficacité, il convient que la justice dispose de tous les moyens d'action qui lui sont nécessaires pour accomplir l'œuvre qui lui incombe.

L'intérêt du maintien des bonnes relations internationales exige non moins impérieusement, d'autre part, que l'infraction commise puisse être promptement réprimée.

C'est en envisageant ce double point de vue et en tenant compte des raisons de haute convenance diplomatique dont l'importance ne saurait vous échapper, que le gouvernement croit devoir vous proposer d'attribuer désormais à la juridiction correctionnelle la connaissance des offenses ou des outrages réprimés par les art. 36 et 37 de la loi du 29 juillet 1881.

La saisie des écrits ou imprimés, des placards ou affiches contenant lesdits outrages ou offenses et l'arrestation préventive du prévenu auront lieu conformément aux règles édictées par le code d'instruction criminelle.

PROJET DE LOI

Article premier. — Les articles 45, 49, 60 de la loi du 29 juillet 1881 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 45. — Les crimes et délits prévus par la présente loi sont déférés à la Cour d'assises. Sont exceptés et déférés au tribunal de police correctionnelle les délits et infractions prévus par les art. 3, 4, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 17, paragraphes 2 et 4 ; 28, paragraphe 2, 32, 33, paragraphe 2 ; 36, 37, 38 39 et 40 de la présente loi.

Sont encore exceptées et renvoyées devant les tribunaux de simple police les contraventions prévues par les articles 2, 15, 17, paragraphes 1 et 3 ; 21 et 33, paragraphe 3, de la présente loi.

Art. 49. — Immédiatement après le réquisitoire, le juge d'instruction pourra — mais seulement en cas d'omission du dépôt prescrit par les articles 3 et 10 ci-dessus — ordonner la saisie de quatre exemplaires de l'écrit, du journal ou du dessin incriminé.

Toutefois, dans les cas prévus aux articles 36, 37 de la loi, la saisie des écrits ou imprimés, des placards ou affiches aura lieu conformément aux règles édictées par le code d'instruction criminelle.

Si le prévenu est domicilié en France, il ne pourra être préventivement arrêté, sauf dans les cas prévus aux articles 36 et 37 ci-dessus.

S'il y a eu condamnation, l'arrêt pourra, dans les cas prévus aux articles 36, 37, prononcer la confiscation des écrits ou imprimés, placards ou affiches saisis, et dans tous les cas ordonner la saisie et la suppression ou la destruction de tous les exemplaires qui seraient mis en vente, distribués ou exposés aux regards du public. Toutefois, la suppression ou la destruction pourra ne s'appliquer qu'à certaines parties des exemplaires saisis.

En cas d'arrestation préventive ou de saisie, l'inculpé pourra demander sa mise en liberté provisoire ou la mainlevée de la saisie.

Le juge d'instruction, après avoir entendu le procureur de la

République, devra statuer dans un délai de vingt-quatre heures. L'ordonnance sera signifiée dans le même délai.

Le procureur de la République et l'inculpé auront, dans les vingt-quatre heures de la signification de l'ordonnance, le droit de former opposition devant la chambre des mises en accusation, qui statuera dans les cinq jours.

Si aucune décision n'est intervenue avant l'expiration de ce délai, l'inculpé devra être mis en liberté et les pièces saisies seront restituées.

Art. 60. — La poursuite devant les tribunaux correctionnels et de simple police aura lieu conformément aux dispositions du chapitre 2 du titre 1^{er} du livre II du code d'instruction criminelle, sauf les modifications suivantes :

1^o Dans le cas d'offense envers les chefs d'États ou d'outrages envers les agents diplomatiques étrangers, la poursuite aura lieu soit à leur requête, soit d'office, sur leur demande adressée au ministre des affaires étrangères et par celui-ci au ministre de la justice.

2^o... (Le reste de l'article sans modifications).

Art. 2. — Le paragraphe 3 de l'article 47 est et demeure abrogé.

ART. 3547

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES, MATIÈRE CRIMINELLE, MATIÈRES MILITAIRE
ET MARITIME, MODIFICATIONS, PROPOSITIONS DE LOI.

Proposition de loi relative aux circonstances atténuantes, présentée par MM. Alfred Letellier, Forcioli, Saint-Germain et Pourquery de Boisserin, députés. (Session ord.— Séance du 23 mars 1893).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, l'institution des circonstances atténuantes remonte à la Révolution française. On a prétendu qu'elle était contenue en germe dans l'ordonnance criminelle de 1670. Mais le droit que cette ordonnance reconnaissait au juge d'abaisser à son gré la pénalité, dans la plupart des cas, tenait plutôt du pouvoir arbitraire de l'autorité judiciaire sous l'ancien régime que de la loi proprement dite. L'accusé n'avait aucune garantie sérieuse résultant du texte même de l'ordonnance.

C'est en 1791 que l'on rencontre la première tentative faite dans cette voie d'indulgence. La loi des 29 septembre-21 octobre 1791, en forme d'instruction pour la procédure criminelle, permettait au jury d'examiner les circonstances qui pouvaient atténuer la gravité d'un

crime ou plutôt diminuer la responsabilité de son auteur. Après s'être prononcé sur la constance du fait et la culpabilité de l'accusé, le jury était admis à discuter la moralité de l'action. C'était même une obligation pour lui ; il devait se prononcer sur les questions intentionnelles qui lui étaient posées par le juge.

La loi du deuxième jour complémentaire de l'an III, sur les conseils militaires, autorisait ces tribunaux à commuer ou diminuer les peines suivant que le cas ou les circonstances atténuait la gravité de la faute.

Le code des délits et des peines du 3 brumaire an IV consacra à nouveau les principes édictés par la loi de 1791.

D'après l'article 393 de ce code, le jury, après avoir déclaré le fait constant et l'accusé convaincu du crime qui lui était reproché, devait faire sa déclaration sur la moralité de l'acte, d'après les questions intentionnelles posées par le président. Et l'article 646, revenant sur cette disposition, indiquait les réductions de peine qui pouvaient résulter de l'admission des excuses proposées par l'accusé. Les peines criminelles étaient transformées par atténuation en peines correctionnelles.

La loi du 27 germinal an IV, relative aux crimes contre la sûreté publique, tempérât la rigueur de la loi par la possibilité pour le juge de déclarer des circonstances atténuantes.

Puis, il se produisit une réaction. L'empire fit table rase du passé ; nous assistons à une réforme complète de la législation pénale.

Le code pénal de 1810 consacrait bien le principe des circonstances atténuantes ; mais il en limitait l'application aux délits de police correctionnelle ; encore fallait-il que le préjudice causé par le délinquant n'excédât pas 25 fr. C'est l'origine de l'article 463 de ce code.

Une loi du 25 juin 1824 étendit le bénéfice des circonstances atténuantes à quelques crimes limitativement désignés. Mais, c'était à la cour qu'il appartenait de les apprécier, à l'exclusion du jury, qui n'était consulté que sur le fait principal.

Une loi du 15 juillet 1829, relative à l'interprétation de lois militaires, admit qu'il pourrait y avoir atténuation des peines édictées par la loi, si le tribunal reconnaissait que le fait incriminé était entouré de circonstances favorables à l'accusé.

Enfin la loi du 28 avril 1832 consacra deux grandes innovations en matière de circonstances atténuantes ; d'abord elle fit une plus large application du bénéfice de cette institution ; elle l'étendit à tous les crimes, aux délits et aux contraventions ; puis, en matière criminelle, elle attribua au jury le droit de déclarer les circonstances atténuantes.

C'est en ce sens que l'on refondit l'article 463 du Code pénal et qu'on modifia la rédaction des articles 341 et 347 du Code d'instruction criminelle.

Depuis 1832, plusieurs lois ont été édictées sur la matière des circonstances atténuantes; elles n'ont pas porté sur le principe même de cette institution et sur son mode d'exercice; elles sont seulement relatives au pouvoir du jury; elles consacrent, suivant les époques, une extension ou une restriction de ses attributions; elles ne tranchent que la question des majorités successivement exigées pour les décisions du jury.

La loi du 9 septembre 1835, le décret du 6 mars 1848 et le décret du 18 octobre de la même année, la loi du 9 juin 1853, n'ont pas eu d'autre objet, au moins en ce qui concernait le système des circonstances atténuantes.

Il ne nous suffit pas d'avoir examiné en législation la marche suivie par l'institution des circonstances atténuantes. Il est indispensable, dans l'intérêt de l'étude à laquelle nous nous livrerons relativement aux majorités requises pour les décisions du jury, de dégager quelques idées des diverses étapes de la loi en ces matières et de nous éclairer sur les motifs qui ont pu l'inspirer aux différentes périodes de son histoire.

Sous la Révolution, d'abord, nous assistons à la création d'un système complètement nouveau, édifié de toutes pièces et inspiré par les principes de réforme qui guident tous les esprits. On institue le jury et, de suite, on lui confère le droit de décider sur toutes les questions qui se rattachent à l'acte sur lequel il doit prononcer. On porte immédiatement ses attributions aux limites qu'elles doivent naturellement atteindre. C'est aussi la garantie des accusés.

Il ne pouvait en être autrement. On traitait cette juridiction sans défiance; on avait foi dans la sincérité de son fonctionnement, que l'on considérait comme tout à fait normal. Il était logique de ne pas restreindre ses pouvoirs plus que ceux d'un juge ordinaire.

De là les dispositions des lois de 1791 et de l'an IV qui procèdent du même esprit.

Puis ces idées, qui fondent notre législation révolutionnaire, et dont l'application a été rationnelle, paraissent trop hardies. On revient en arrière et on limite les attributions du jury.

L'empire vient de doter la France d'une œuvre que l'on dit parfaite et qui a prévu tous les cas, des plus simples aux plus complexes: c'est le code pénal de 1810. Dès lors, il n'est plus utile de laisser au jury une appréciation destinée à parer aux imperfections de la loi pénale. Pourquoi ne pas supprimer l'usage de cette faculté, puisque l'échelle des peines est suffisante pour proportionner le

châtiment à toute faute? Et on ne maintient les circonstances atténuantes dans le code pénal qu'en matière de délits de police correctionnelle et avec une très grande réserve.

Puis, insensiblement, on retourne aux idées de la Révolution. Mais on en règle sévèrement la pratique. Le jury recommence à jouir de quelques-unes des faveurs qu'il a eues autrefois; il inspire confiance et on le considère bientôt comme une force assez sûre pour jouer le rôle effectif d'auxiliaire du corps judiciaire. Il devient une institution dont le fonctionnement offre des garanties suffisantes, et on lui restitue ses premiers pouvoirs. La loi du 28 avril 1832 est édictée.

Les travaux préparatoires de cette loi sont, sur ce point spécial, du plus haut intérêt.

Dans la pensée du législateur de 1832, le jury ne se borne plus à examiner les faits et à apprécier le degré de culpabilité de l'accusé pour proportionner la peine à la faute; sa mission est plus importante et plus haute. Il est chargé de reviser les incriminations de la loi, de remédier à l'insuffisance de ses gradations, de les multiplier suivant les cas, autant au moins que le rendent nécessaire la diversité des crimes et les nuances qui atténuent ou aggravent la responsabilité de leurs auteurs. Le jury a le pouvoir d'apprécier la loi et de la réformer s'il la juge insuffisante; et il use de ce pouvoir par la déclaration des circonstances atténuantes.

Cette idée, on la rencontre dans l'exposé des motifs du projet de loi présenté par le Gouvernement, dans le rapport de la commission de la Chambre des députés, dans le rapport de la Chambre des pairs.

On présente le système des circonstances atténuantes comme le moyen d'obvier à l'impossibilité dans laquelle on se trouve de tenter une refonte complète du code pénal; on le considère comme une ressource pour adoucir la loi autrement que par une revision de ses moindres détails. C'est aussi un procédé grâce auquel on veut éviter la solution de graves questions, comme celles de la peine de mort et de la récidive, la théorie de la complicité et celle de la tentative. On se décharge sur le jury du soin de résoudre ces problèmes qu'on n'ose pas aborder. Et, à tous les amendements proposés, on fait la même réponse: « Les circonstances atténuantes y pourvoiront. » C'est la consécration du pouvoir absolu du jury.

Mais, si le droit du jury participe du pouvoir du législateur, si l'atténuation qu'il propose constitue une réforme de la loi pénale, une modification de la criminalité, il convient qu'il affirme sa volonté par une majorité ferme qui ne laisse aucun doute sur ses intentions. Et le législateur exige que la majorité de huit voix,

nécessaire pour la déclaration de culpabilité, se forme aussi sur l'admission des circonstances atténuantes.

Cette mesure pouvait paraître justifiée par la nature de la mission que l'on confiait au jury.

Depuis la loi de 1832, l'exercice du droit du jury a subi quelques fluctuations sur lesquelles nous reviendrons bientôt ; mais ce droit n'a pas été modifié dans son essence. Néanmoins, nous devons nous demander ce qu'il est advenu des intentions du législateur, dans l'application de la loi de 1832. Le jury est-il resté dans le rôle qu'on lui assignait ? Les résultats obtenus ont-ils répondu au but que l'on poursuivait ? Il est assez difficile de se prononcer sur cette question. Les statistiques, ordinairement si précises, ne nous fournissent pas de renseignements utiles à cet égard. Elles ne disent pas sur quelles influences sont basés les chiffres qu'elles présentent.

Cependant, il est à présumer que si le jury s'est laissé impressionner, au début, par l'importance de la mission que lui confiait la loi de 1832, il est vite revenu de la surprise qu'avait pu lui causer cette investiture solennelle de ses nouveaux pouvoirs. Il s'est repris bientôt et a compris son rôle, en matière de circonstances atténuantes, comme il l'avait déjà conçu avant que ses attributions ne fussent étendues. Aujourd'hui, le jury est pénétré de la gravité de ses fonctions, des besoins de la société et des nécessités qu'exigent ces besoins. Mais ces considérations seules le guident. La distinction qu'on avait établie en 1832 dans ses attributions ; la dualité dans le rôle qu'on lui faisait jouer ; la séparation qui paraissait très nette entre les fonctions du juré juge et celles du juré auxiliaire de la loi ; tout cela s'est bien atténué. Il nous reste un jury convaincu qu'il n'est qu'une émanation de la société appelée à juger un de ses membres, mais qui, tout en subissant l'influence des préoccupations que lui inspirent le respect de l'ordre et l'intérêt général, s'acquitte de sa mission sans dégager la faute des circonstances qui l'ont accompagnée.

Elle est devenue bien subtile, de nos jours, cette distinction que la doctrine établit encore dans les fonctions du jury et qui consiste à scinder ses attributions suivant le but auquel elles répondent. Qu'en est-il dans la pratique ? Entre le ministère public qui plaide pour l'enseignement et l'intimidation et l'avocat qui fait appel à l'indulgence, le jury va droit vers la justice, non pas une justice basée sur des textes, mais cette justice que l'homme conçoit en conscience quand il a fait la part de nos faiblesses et de nos facilités de défaillance.

Le jury se considère, à juste titre, comme le dispensateur des excuses qui, par leur variété, leur nombre infini, échappent à l'énu-

mération. Il est institué à côté de la loi pour apprécier si les circonstances qui ont inspiré un acte, qui l'ont déterminé, accompagné ou suivi, sont de nature à éveiller l'indulgence ou la pitié. Et si l'institution des circonstances atténuantes a quelque peu dévié de ses origines, elle a suivi une voie naturelle dans laquelle elle devait s'engager. Il eût été d'ailleurs imprudent de régler pour toujours le fonctionnement d'un organisme dont les rouages sont si sensibles aux sentiments et aux influences du moment.

Cette histoire des circonstances atténuantes au double point de vue des textes et des causes qui les ont inspirés resterait imparfaite, si nous n'indiquions, au moins sommairement, les résultats qu'ont entraînés les changements successifs que nous avons constatés dans la législation relative à cette institution.

Les statistiques criminelles, qui ne nous ont pas permis d'apprécier les conséquences de la loi de 1832, du moins en ce qui concerne les intentions du législateur et l'esprit qui a présidé à l'élaboration de ce texte, sont intéressantes à consulter à un autre point de vue. Elles nous mettent à même de constater et de suivre l'évolution naturelle de l'institution du jury, évolution sur laquelle nous avons déjà insisté et qui s'est effectuée à mesure que le jury acquérait une notion plus exacte de ses véritables attributions.

Citons quelques résultats ; nous les apprécierons ensuite.

Il n'est pas utile de remonter au delà de 1830 ; l'ère de l'extension des pouvoirs du jury n'est pas encore ouverte ; les statistiques sont sans intérêt pour nous. Mais à partir de cette époque, les chiffres portent leur enseignement.

Or, on remarquera que la moyenne des acquittements, qui était de 45 p. 100 en 1831, n'est plus que de 42 p. 100 en 1833 ; et successivement elle s'abaisse à 48, 39 et 36 p. 100 dans les trois années suivantes. En 1849, elle se relève un peu ; elle va à 40 p. 100, puis retombe à 36, 33, 31, 28, 24 et 22 p. 100 durant les neuf années qui s'écoulent de 1850 à 1858. En 1875, les acquittements ne sont plus que du cinquième du nombre des accusés, soit 20 p. 100. Enfin dans ces derniers temps, la proportion s'est légèrement élevée ; elle varie de 28 à 29 p. 100.

Ainsi, à partir de 1832, la moyenne des acquittements diminue sans cesse, sauf en 1848 ; ce qui ne doit pas surprendre. La majorité exigée pour la déclaration de culpabilité avait été élevée à plus de huit voix. Les décisions du jury devaient aussi se ressentir de l'exaltation du moment. Mais quand les esprits se ressaisissent et lorsqu'on revient aux principes de la législation antérieure sur la question de majorité, la diminution des acquittements continue de s'accroître.

Et à mesure que la moyenne des acquittements s'abaisse, celle des

déclarations de circonstances atténuantes s'élève. En 1833 elle n'est que de 44 p. 100 du nombre des condamnés ; en trois ans, elle monte à 45, 46 et 54 p. 100. Puis en 1849, elle arrive à 60 p. 100, Elle varie de 60 à 63 p. 100 jusqu'en 1865 et à partir de cette époque elle suit une marche ascendante et atteint 68 p. 100 en 1876. Durant ces dernières années, elle s'est maintenue entre 65 et 67 p. 100, sans grandes variations.

Ces quelques résultats semblent bien prouver que le jury s'est toujours considéré comme investi d'une mission sociale toute relative ; la moralité de ses décisions est sensiblement la même à toutes les époques. Juger les hommes en tenant compte de leurs passions et de leurs faiblesses ; les punir d'après la faute qu'ils ont commise sans s'attacher seulement au préjudice qu'ils ont causé. Il n'a visé que ce but, usant des moyens que la loi mettait à sa disposition. Tant qu'il n'a eu que le pouvoir de l'acquittement, il s'en est servi pour arriver à cette fin. Lorsque la loi lui a reconnu le droit de déclarer des circonstances atténuantes en faveur des accusés, il a concilié cette nouvelle faculté avec celle dont il jouissait déjà, en les tempérant l'une par l'autre. Et insensiblement, tendant toujours au même but, mu par les mêmes sentiments, il a fait expérience des deux moyens. Aujourd'hui, ses décisions ont un caractère de stabilité qui résulte autant d'une longue pratique que de la constance des idées qui les inspirent. Mais nous voilà bien loin des intentions du législateur de 1832. L'évolution a suivi son cours naturel.

Après avoir envisagé l'institution des circonstances atténuantes dans ses origines historiques, les causes premières assignées à son fonctionnement, le fondement rationnel sur lequel elle repose, nous devons nous demander quels sont, dans l'état actuel de la législation, les pouvoirs du jury ; à quelles conditions de nombre sont soumises les décisions qu'il prend ; quels progrès il reste à réaliser sur ce point spécial de la matière.

Aux termes des articles 341 et 347 du code d'instruction criminelle la décision du jury sur les circonstances atténuantes se forme à la majorité. La déclaration doit en être ainsi faite : « A la majorité, il y a des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé. »

Le jury étant composé de douze membres, il faut que sept d'entre eux, au moins, fassent une déclaration favorable à l'accusé pour que celui-ci ait le bénéfice des circonstances atténuantes.

C'est la même majorité que celle qui est exigée pour la déclaration de culpabilité.

Cette disposition est rigoureuse ; elle est contraire à ce principe de droit pénal, universellement reconnu, que le doute, sous toutes ses manifestations, doit profiter à l'accusé.

Comment expliquer cette anomalie de notre Code d'instruction criminelle ?

C'est dans l'histoire de notre législation qu'il faut en rechercher l'origine et la cause.

En 1832, lorsqu'on consacra d'une manière générale et définitive le principe des circonstances atténuantes, on se trouva en présence d'une situation complètement nouvelle. On venait d'investir le jury d'un droit dont l'abus pouvait être dangereux, et cela, sans autre préparation que l'exercice d'un pouvoir dont on lui reprochait de faire un trop grand usage, le pouvoir d'acquiescement. Il fallait faire une expérience ; on inclina vers la sévérité. De là, l'article 5 de la loi du 28 avril 1832 qui exigeait une majorité de plus de sept voix pour l'admission des circonstances atténuantes. Sur douze jurés, huit au moins devaient se prononcer en faveur de l'accusé.

Sur ce point, il n'y a pas eu surprise de la volonté du législateur. Il s'est prononcé en pleine connaissance de cause : les travaux préparatoires de la loi en font foi.

L'exposé des motifs du projet du Gouvernement, tout d'abord, ne peut laisser substituer aucun doute à cet égard. Voici dans quels termes il était conçu : « Si la déclaration des circonstances atténuantes était abandonnée à la minorité du jury, on pourrait craindre le relâchement que leur usage indiscret apporterait à nos mœurs judiciaires qu'il importe de ne pas affaiblir. L'atténuation étant une modification essentielle de la criminalité, il faut une majorité pour en déclarer l'existence. Les voix qui se seraient prononcées pour l'acquiescement ne peuvent raisonnablement pas être prises seules en considération pour atténuer une culpabilité qui a été reconnue constante, malgré leur dénégation.

Et pour ne pas abandonner à la minorité du jury la déclaration des circonstances atténuantes, on exige qu'elle soit faite par une majorité de huit voix !

Le rapport de la commission de la Chambre des députés n'est pas moins explicite : « Le Gouvernement, y est-il dit, a cherché un remède à un abus qu'il était facile de prévoir ; ce remède est dans la majorité de huit voix exigée pour la déclaration des circonstances atténuantes comme pour la déclaration de culpabilité. Il est difficile de penser que la condescendance et la faiblesse suffisent pour la formation de cette majorité. »

Enfin le rapport présenté à la Chambre des pairs exprimait la même idée : « Le Gouvernement, pour obvier à l'abus que le jury pourrait faire de son pouvoir, a eu recours à deux moyens : 1° le jury ne sera pas directement interrogé... ; 2° la majorité de huit voix. »

Au cours de la discussion, deux amendements furent proposés qui avaient pour objet de réduire à sept voix la majorité exigée pour la déclaration des circonstances atténuantes : ils furent rejetés.

Des trois documents dont nous avons cité des extraits, le premier seul indique clairement le rôle qu'on veut assigner au jury et sur lequel nous avons insisté précédemment. Il en fait un argument en faveur des restrictions qu'il propose, en manifestant aussi la défiance qu'éveille le fonctionnement d'une institution nouvelle, la crainte qu'inspirent les débuts du jury dans l'accomplissement de la mission qu'on lui confie. Et les deux rapporteurs s'en expriment avec la même netteté. On redoute l'abus des circonstances atténuantes et on exige qu'une majorité ferme en fasse la déclaration.

Cette mesure, dictée par une nécessité au moins apparente, ne devait pas résister à l'expérience de quelques années. Le jury avait déjà fait ses preuves. Son fonctionnement, dans l'application de la loi de 1832, montra que la tentative n'avait pas été téméraire ; on songea bientôt à se départir de la rigueur du premier texte.

La loi du 9 septembre 1835 modifia les articles 341 et 347 du code d'instruction criminelle. La décision du jury sur les circonstances atténuantes put se former à la majorité simple. La déclaration devait en être faite dans les termes suivants : « A la majorité, il y a des circonstances atténuantes en faveur de tel accusé. »

Il convient d'ajouter, pour donner à cette loi son caractère véritable, qu'elle contenait une aggravation de la situation de l'accusé : la majorité simple suffisait aussi pour la déclaration de culpabilité ; elle était abaissée de 8 à 7 voix.

Au cours des travaux préparatoires de la loi de 1835, tout l'intérêt de la discussion porta sur cette dernière disposition restrictive des droits du jury. Quant aux circonstances atténuantes, la réduction du nombre des voix nécessaires pour en faire la déclaration fut considérée comme un adoucissement suffisant aux rigueurs de la loi. L'expérience déjà faite avait donné de bons résultats, mais elle n'était pas assez longue pour légitimer une plus grande extension des pouvoirs du jury en ce sens.

En 1848, deux décrets modifièrent la majorité requise pour les décisions du jury. Le premier, en date du 6 mars, consacrait un système plus hardi que tous les précédents, celui de la majorité de plus de 8 voix pour l'appréciation du fait principal ; il maintenait la nécessité de la majorité simple pour la déclaration des circonstances atténuantes. Il n'eut qu'une existence éphémère. Le décret du 18 octobre l'abrogea et régla la question de majorité de la manière suivante : quant au fait principal, aux circonstances aggravantes..... les décisions du jury étaient prises à la majorité de plus de 7 voix ;

quant à la déclaration des circonstances atténuantes, elle était faite à la simple majorité.

C'était une combinaison des dispositions favorables de la loi de 1832 et de celles de la loi de 1835.

Les statistiques, dont nous indiquions précédemment les résultats, prouvent que le jury n'as pas abusé de cette faveur.

Néanmoins, en 1853, on revint complètement au système de loi de 1835. Une loi du 9 juin 1853 abrogea les décrets de 1848 et refondit le texte des articles 341 et 347 du Code d'instruction criminelle.

La loi de 1853 constitue une œuvre de réaction politique. Les travaux préparatoires en témoignent. L'exposé des motifs du Gouvernement considère l'augmentation du nombre des voix nécessaires pour la déclaration de culpabilité des accusés comme une conséquence des troubles politiques; elle ne répond plus aux besoins d'une société qui a repris possession de son calme. Et le rapporteur de la commission du Corps législatif insiste, sans dissimuler sa pensée, sur les dangers auxquels peuvent conduire les élans de générosité et la pratique des idées libérales. « Il y a, dit-il, comme une atmosphère d'indulgences, de scrupules, de susceptibilités inquiètes, qui enveloppe tous ceux qui, à un degré quelconque, concourent à l'œuvre de la justice pénale : témoins, jurés, magistrats, tous subissent ouvertement ou à leur insu cette influence d'une philanthropie exagérée qui tend incessamment à amoindrir l'effet de nos lois pénales. »

Le législateur, qui était imbu de ces doctrines et qui en consacrait les résultats, ne pouvait pas résoudre autrement qu'il ne l'a fait la question des circonstances atténuantes.

La loi de 1853 revint au système de la majorité simple pour l'appréciation du fait principal; elle ne tempéra pas cette rigueur par un abaissement du nombre des voix exigées pour la déclaration des circonstances atténuantes.

Le texte de la loi du 9 juin 1853 est passé dans notre code d'instruction criminelle; il est toujours en vigueur.

Est-ce la conclusion historique et rationnelle à laquelle on était en droit de s'attendre? Non. Les progrès successivement réalisés dans la matière des circonstances atténuantes devaient naturellement nous conduire à une autre solution. On éprouve une surprise et une déception d'un arrêt si brusque dans la marche normale de la législation.

Le législateur de 1832 était dominé par de graves préoccupations; il se défiait du jury et ne voulait pas lui conférer des pouvoirs trop étendus; il mettait des conditions, presque des entraves, à l'exercice

d'une attribution dont il pouvait légitimement redouter l'extension abusive.

Le législateur de 1853, agité par des sentiments différents, mais qui ont leur explication dans l'influence des événements politiques qui venaient de se produire, a pu, également et avec une apparence de raison, régler étroitement les pouvoirs du jury.

Mais, de nos jours, les dispositions des articles 341 et 347 du code d'instruction criminelle ne sont-elles pas surannées? Ne constituent-elles pas un anachronisme, comme une offense à l'histoire? Notre état social justifie-t-il ces réserves? Et, par son long fonctionnement, le jury a-t-il légitimé cette défiance qui subsiste encore à l'égard de ses décisions?

Nous ne le croyons pas, et nous allons essayer de montrer que la raison aussi réprouve ces dispositions d'un autre âge.

Tout d'abord, il est utile de remarquer que lors de la loi de 1832, en dehors de l'idée de défiance qui hantait tous les esprits et qu'on exprimait franchement du reste, on n'a donné aucune bonne raison pour justifier la majorité de huit voix prescrite pour l'admission des circonstances atténuantes. « Si la déclaration des circonstances atténuantes, disait l'exposé des motifs précité, était abandonnée à la minorité du jury, on pourrait craindre le relâchement que leur usage indiscret apporterait à nos mœurs judiciaires. » Et pour obvier à ce danger, afin que la minorité n'imposât pas sa volonté, on exigeait une majorité de huit voix! C'était trop prouver. D'autant que, à cette époque, les prétentions les plus hardies ne pouvaient paraître subversives; les mieux intentionnés demandaient seulement que la majorité simple suffît pour la déclaration des circonstances atténuantes.

Il est aussi intéressant de constater que, depuis 1832, on ne s'est jamais plus attaché à la justification des dispositions des articles 341 et 347 du code d'instruction criminelle. On n'a imposé cette mesure que comme une nécessité qui avait sa cause et son explication dans la nature même de l'institution chargée de l'appliquer.

Examinons donc la question, sans la rattacher à ses précédents historiques autrement que nous l'avons fait et pour montrer sous quel jour défavorable elle se présente à nous. Envisageons-la en elle-même et demandons-nous si la logique ne confirme pas les conclusions de l'histoire.

Il est un principe de droit pénal, consacré de tout temps, admis par toutes les législations: c'est que le doute doit profiter à l'accusé; le partage des voix appelées à se prononcer sur sa faute doit être interprété dans un sens favorable à l'absolution. Et nos codes militaires, étendant encore cette idée, admettent que la minorité puisse

imposer sa décision à la majorité lorsqu'elle est assez forte pour être prise en considération.

Ce principe, on le rencontre dans tous les textes : on en fait l'application constante en matière criminelle ; il forme la règle ordinaire dans la solution des questions qui sont soumises au jury.

S'agit-il du fait principal sur lequel porte l'accusation, le jury doit se prononcer sur la culpabilité à la majorité de 7 voix. Le partage des voix profiterait à l'accusé.

La question porte-t-elle sur les circonstances aggravantes de l'acte incriminé, sept jurés au moins doivent se prononcer affirmativement, parce que la décision qui résulte de leur vote est défavorable à l'accusé.

C'est de la même manière que se résout la question de discernement. 7 voix doivent déclarer que le mineur de seize ans a été conscient de ses actes, qu'il a agi avec discernement.

Pour les excuses, il faut qu'elles soient refusées à la majorité de 7 voix ; l'égalité des suffrages équivaldrait à une déclaration favorable.

Et lorsqu'il s'agit des circonstances atténuantes, il est nécessaire qu'une majorité de 7 voix se forme pour en faire la déclaration.

Pourquoi donc ces deux règles différentes, l'une applicable aux excuses, l'autre spéciale aux circonstances atténuantes ? Quelle distinction peut-on établir entre ces deux sortes de causes d'atténuation des peines ? Y a-t-il une autre différence entre les excuses et les circonstances atténuantes que celle qui résulte de la limitation des premières par la loi, tandis que les secondes sont abandonnées à l'appréciation souveraine du jury ?

Rien, à nos yeux, ne justifie ces traitements divers appliqués à des situations analogues. La disposition des articles 341 et 347 est contraire au droit commun ; elle viole le principe de faveur qui s'est toujours attaché à la condition de l'accusé ; elle froisse aussi la logique qui ne s'accommode pas de ces distinctions arbitraires.

Mais nous allons plus loin encore. La majorité exigée par la loi pour la déclaration des circonstances atténuantes est contraire au principe même de cette institution.

Tant qu'on a considéré l'atténuation des peines comme une modification essentielle de la criminalité, — point de vue auquel se plaçait le législateur de 1832, — on a pu exiger comme une conséquence de ce rôle attribué au jury, que ses résolutions fussent exprimées nettement ; on était en droit de demander à ces auxiliaires de la loi d'affirmer leur volonté de modifier cette loi, de prendre leurs décisions à la majorité, à une forte majorité même. Mais ce

rôle ne répond plus aujourd'hui à la conception que nous nous formons de la mission du jury. Nous ne considérons plus les circonstances atténuantes comme un moyen de légiférer, de suppléer aux imperfections de nos lois pénales. Nous nous faisons une idée plus simple du droit et du pouvoir du jury. Son rôle social est fait aussi d'humanité ; le sentiment entre à part égale avec l'intérêt public dans l'examen des questions soumises à sa conscience. Le juré est moins un juge qu'un homme qui apprécie les faits sans les dégager du cadre dans lequel ils se présentent.

Dès lors, puisque l'indulgence est le principe sur lequel reposent les circonstances atténuantes, la rigueur de la loi n'a pas de raison d'être. Pourquoi maintenir une disposition qui ne répond plus à la notion actuelle de l'institution des circonstances atténuantes ? Six jurés se prononcent pour l'atténuation de la peine, n'est-il pas plus conforme à la nature de cette mesure de bienveillance de faire prévaloir leur opinion ?

Mais la disposition des articles 341 et 347 se prête à d'autres critiques. Il est certain que la majorité exigée par la loi fausse la volonté du jury et rend souvent ses décisions moins fermes.

Nous prétendons d'abord que la volonté du jury peut être faussée. Ceci se produit toutes les fois qu'une majorité s'est formée pour la culpabilité et qu'il y a partage des voix sur la question des circonstances atténuantes. Il n'est pas douteux qu'un au moins des jurés qui constituaient la majorité n'admettait le principe d'une condamnation qu'à la condition d'en atténuer la rigueur. Et cependant l'accusé subira la peine prévue par la loi. Ce juré, au moins, ne le voulait pas. Peut-être se serait-il prononcé en faveur de l'acquittement si le vote avait eu lieu à mains levées au lieu d'être secret.

Cette exigence de la loi peut aussi avoir pour résultat de rendre les décisions du jury moins fermes. Combien de jurés, craignant le refus des circonstances atténuantes, rejeteront le principe de la culpabilité qui cependant ne leur paraît pas douteux ! Dès qu'il ne s'agira plus d'un de ces faits atroces qui soulèvent l'indignation générale et qui commandent une répression sans merci, le jury sera hésitant, agité par la crainte d'infliger une punition trop sévère, hors de proportion avec la faute commise. Le vote du jury est souvent déterminé par la faculté qu'il a de tempérer la rigueur de son verdict : toute cause qui restreint ce pouvoir influe nécessairement sur l'administration d'une bonne justice.

Enfin, il convient de remarquer que la loi, en exigeant la formation d'une majorité pour la déclaration des circonstances atténuantes, ne se borne pas à refuser à l'accusé le bénéfice du doute ; elle l'interprète contre lui. En effet, décider que les 6 voix favorables à

l'accusé ne pourront pas le faire bénéficier d'une atténuation de peine, c'est faire prévaloir l'opinion des six jurés qui se sont prononcés pour l'application de la loi dans toute sa sévérité. Il y a partage, égalité de suffrages, et cependant, des deux partis en présence, il en est un qui l'emporte sur l'autre et c'est celui qui est défavorable à l'accusé. Cela doit paraître d'autant plus étrange que, pour qu'il y ait partage sur la question des circonstances atténuantes, il a fallu, ainsi que nous le disions précédemment, qu'un des jurés au moins qui s'était prononcé pour la culpabilité fit retour à la bienveillance et vint accroître la minorité.

Voilà donc deux opinions en présence ; l'une favorable à l'accusé, faite tant de convictions d'innocence que de sentiments d'indulgence, fortifiée par l'appoint d'une voix qui s'était prononcée pour la culpabilité ; l'autre défavorable à l'accusé, ayant perdu une partie de son autorité par la désertion d'une voix qui la faisait majorité ; et on donne l'avantage à cette dernière ! n'est-ce pas une injustice flagrante ?

On ne saurait trop le répéter. La disposition des articles 341 et 347 a eu sa justification dans l'histoire ; mais, de nos jours, elle n'a pas de raison d'être ; elle constitue une anomalie contre laquelle le bon sens se révolte et qu'il est indispensable de faire disparaître de nos codes.

Les articles 341 et 347 du Code d'instruction criminelle doivent subir la modification que l'histoire et la raison leur imposent pour les mettre en conformité avec les principes de notre droit et les faire participer du progrès incessant qui s'effectue dans nos mœurs et nos idées.

La réforme que nous proposons dans le code d'instruction criminelle doit en entraîner une autre de même ordre dans nos codes de justice militaire pour les armées de terre et de mer. La loi du 9 juin 1857 et celle du 4 juin 1858, qui forment ces codes, ont été conçues dans un même esprit ; leurs dispositions sont analogues en bien des points ; sur la matière des circonstances atténuantes, la rédaction des deux textes est complètement identique.

Les tribunaux militaires se composent d'un président et de six juges. Sept personnes sont appelées à statuer sur les différentes questions qui peuvent se poser.

Les lois de 1857 et de 1858 se sont montrées très favorables aux accusés ; la majorité requise pour la déclaration de culpabilité, les circonstances aggravantes, le refus de l'excuse, la question de discernement, est très élevée.

Pour qu'un accusé soit condamné, il faut que cinq membres du conseil de guerre se soient prononcés pour la culpabilité.

Le même nombre de voix est nécessaire pour décider sur la question des circonstances aggravantes.

5 voix au moins doivent répondre que le fait incriminé n'est pas excusable.

Il est indispensable que cinq juges déclarent que l'accusé a agi avec discernement.

Sur toutes ces questions, si le tribunal ne peut réunir que 4 voix contre l'accusé, celui-ci est absous ; ou bien il bénéficie du rejet des circonstances aggravantes, de l'excuse, du défaut de discernement. C'est la minorité dite de faveur qui profite à l'accusé.

Mais, pour les circonstances atténuantes, les lois de 1857 et de 1858 donnent une solution tout à fait différente.

« Dans le cas où la loi autorise l'admission des circonstances atténuantes, disent les articles 134 et 164 de ces deux lois, si le conseil de guerre reconnaît qu'il en existe en faveur de l'accusé, il le déclare à la majorité absolue des voix. »

Ainsi, il faut que le conseil de guerre affirme par 4 voix contre 3 qu'il y a lieu d'admettre des circonstances atténuantes, pour que l'accusé bénéficie d'une réduction de peine.

Il est difficile de donner une explication raisonnable de cette disposition arrivant après toutes les garanties et les faveurs dont on entoure l'accusé. On veut que, sur toutes les questions qui lui sont défavorables la majorité des juges s'affirme dans la proportion de 5 à 2 ; il suffit que 3 voix se prononcent en sa faveur pour qu'il soit acquitté ou voie sa peine réduite. Et la déclaration des circonstances atténuantes exige une majorité de 4 voix !

Nous ne reviendrons pas sur la discussion que nous avons engagée à ce sujet et sur les arguments qui montrent la rigueur et l'injustice de cette disposition. Bornons-nous à faire observer que si le principe des circonstances atténuantes semble mal se concilier avec la sévérité qu'il convient d'apporter dans l'examen des questions d'ordres militaires, il a dû suffire d'en limiter le bénéfice, comme on l'a fait, pour assurer le respect de l'ordre et de la discipline.

Dès l'instant où l'on a reconnu qu'il n'y avait pas d'inconvénients à modifier la loi dans certains cas, peu nombreux d'ailleurs, pour atténuer la dureté de ses peines, pourquoi restreindre le pouvoir des juges plus que lorsqu'il s'agit des autres questions soumises à son jugement ? Le conseil de guerre ne devrait-il pas apprécier les circonstances atténuantes comme les excuses ? Se défie-t-on aussi de ses tendances à une trop grande indulgence ?

Les articles 134 et 164 des lois de 1857 et 1858 s'expliquent peut-être — nous ne l'affirmons pas à défaut de renseignements précis —

par la période historique dans laquelle ces lois ont été édictées. Aujourd'hui, ils doivent être remplacés par des dispositions, plus larges et mieux en conformité avec les principes mêmes de la justice militaire.

En conséquence, nous avons l'honneur de présenter la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1^{er}. — Les articles 341 et 347 du code d'instruction criminelle sont et demeurent rectifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 341. — En toute matière criminelle, même en cas de récidive, le président, après avoir posé les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats, avertit le jury, à peine de nullité, que s'il pense qu'il existe en faveur d'un ou de plusieurs accusés, reconnus coupables, des circonstances atténuantes, il doit en faire la déclaration en ces termes : « Il y a des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé. » Ensuite le président remet les questions écrites aux jurés dans la personne du chef du jury ; il y joint l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent les délits, et les pièces du procès autres que les déclarations écrites des témoins. Le président avertit le jury que tout vote doit avoir lieu au scrutin secret. Il fait retirer l'accusé de l'auditoire. »

« Art. 347. — La décision du jury contre l'accusé se forme à la majorité ; la déclaration du jury constate cette majorité, sans que le nombre des voix puisse y être exprimé ; le tout à peine de nullité.

« L'admission des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé résulte du partage des voix. Le jury en fait la déclaration sans exprimer le nombre des voix ; le tout à peine de nullité. »

Art. 2. — Le décret des 18-20 octobre 1848 demeure abrogé ; les articles 1 et 2 de la loi du 19 juin 1853 sont et demeurent abrogés.

Art. 3. — L'article 134 de la loi du 9 juin 1857 et l'article 164 de la loi du 4 juin 1858 sont et demeurent rectifiés ainsi qu'il suit :

« Si l'accusé est déclaré coupable, le conseil de guerre délibère sur l'application de la peine.

« La peine est prononcée à la majorité de 5 voix contre 2, Si aucune peine ne réunit cette majorité, l'avis le plus favorable sur l'application de la peine est adopté.

« Dans le cas où la loi autorise l'admission des circonstances atténuantes, elles profitent toujours à l'accusé, à moins qu'elles ne lui soient refusés à la majorité de 5 voix contre 2. ».

Le propriétaire-gérant : G. DUTRUC.

ART. 3548

AVORTEMENT, ENFANT CONÇU, NATIONALITÉ, MÈRE, COMPÉTENCE
CRIMINELLE

En matière d'avortement, l'enfant conçu doit-être considéré comme ayant une individualité distincte de celle de sa mère. — En conséquence cet enfant a une nationalité et il est présumé avoir la même que sa mère. Si donc cette dernière est belge et s'est fait avorter en France, elle est compétemment jugée par les tribunaux belges, à son retour en Belgique, par application de l'art. 7 de la loi belge du 17 avril 1878, aux termes duquel tout Belge qui, hors du territoire du royaume, s'est rendu coupable d'un crime ou d'un délit contre un Belge, peut être poursuivi en Belgique.

(De C... c. Van N...)

Le tribunal correctionnel de Bruges l'avait ainsi décidé par un jugement du 15 décembre 1892 conçu en ces termes :

« Sur l'exception d'incompétence :

« Attendu que la loi pénale, en punissant l'avortement, a voulu protéger la vie de l'enfant conçu ;

« Attendu que, par application de l'adage : « *Infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur* », il faut considérer en cette matière l'enfant conçu comme ayant une individualité distincte de celle de sa mère ;

« Attendu que la prévenue De C..., étant de nationalité belge, l'enfant conçu qu'elle aurait porté au moment où elle aurait commis le délit dont elle est inculpée, doit être présumé Belge ;

« Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent, que les dispositions de l'article 7 de la loi du 17 avril 1878 sont incontestablement applicables dans l'espèce, et qu'en conséquence le tribunal est compétent pour statuer sur la prévention dont il est saisi ;

« Au fond : — Attendu que la première prévenue est coupable de s'être fait avorter volontairement à Tourcoing (France), au cours de l'année 1891, et que la seconde prévenue est coupable de complicité de ce fait, pour avoir donné des instructions pour le commettre et avoir, avec connaissance, aidé ou assisté la première prévenue dans les faits qui l'ont préparé ou facilité, ou dans ceux qui l'ont consommé, à Heyst ou ailleurs en Belgique, en 1891 ;

« Par ces motifs, condamne P. De C., à un emprisonnement de deux ans et à une amende de 50 francs, H. Van N... à un emprisonnement d'un an et à une amende de 50 francs et solidairement aux frais du procès ; — Statuant sur le réquisitoire du ministère public, vu l'article 21 de la loi du 20 avril 1874 ; attendu qu'il y a lieu de craindre que les deux condamnées pourraient se soustraire à l'exé-

cution de la peine, ordonne qu'elles seront immédiatement arrêtées, etc. »

Appel par P. de C... et H. Van N...

ARRÊT :

LA COUR : — Sur l'exception d'incompétence : — Adoptant les motifs du premier juge ;

Au fond : — En ce qui concerne la première prévenue, P. de C..., adoptant les motifs du premier juge ;

Pour ce qui regarde la deuxième prévenue : — Attendu qu'il n'est pas établi à suffisance de droit qu'elle se serait rendue coupable du fait qui lui est imputé ;

Par ces motifs, confirme le jugement dont est appel en ce qui concerne P. de C... ; le met à néant quant à H. Van N... ; émettant quant à ce, renvoie celle-ci des poursuites sans frais, etc.

Du 10 FÉVRIER 1893. — C. de Gand. — 3^e ch., 1^{re} sect. — MM. de Gottal, pr. ; — Van Isechem, av. gén.

OBSERVATIONS. — La question ici résolue par le tribunal correctionnel de Bruges et par la Cour de Gand paraît absolument neuve ; la solution que lui ont donnée ces deux juridictions est, à mon sens, d'une parfaite exactitude.

Par une fiction qui, depuis le Droit romain, a toujours été admise, (V. notamment Domat, *Lois civiles*, liv. I, tit. II, sect. 1^{re}, n. 6 ; Muyart de Vouglans, *intitutes*, p. 530 ; Jousse, *Inst. crim.*, t. 4, p. 20 ; Merlin, *Répert.*, *V^o Avortement*, n. 1 ; Laurent, *Princip. du dr. civ.*), l'enfant conçu est présumé déjà né, lorsque l'intérêt de sa vie et de sa conservation le demande. L'avortement, qui a pour effet d'empêcher l'enfant conçu de venir au monde, est donc un attentat dirigé contre la personne de celui-ci, personne complètement distincte de celle de sa mère, ayant une individualité propre et jouissant de la nationalité que sa mère lui a transmise. On ne saurait, en effet, comprendre que l'enfant conçu soit une personne et qu'il n'ait pas de nationalité.

L'application de l'adage *Infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur* n'est pas restreinte en matière criminelle, comme elle l'est en matière civile, au cas où l'enfant est né vivant et viable. Cette différence tient à ce qu'en droit civil c'est seulement lorsque l'enfant naît vivant et viable qu'il a intérêt à se prévaloir de la fiction qui le fait réputer

né dès le moment même de sa conception ; tandis qu'en droit pénal l'intérêt qu'à l'enfant à pouvoir bénéficier de cette fiction, et qui consiste à se voir garantir par la loi pénale la possibilité d'arriver à la vie extra-utérine, existe nécessairement avant sa naissance.

C'est en raison de cet intérêt et en vertu de l'adage ci-dessus rappelé, que la femme qui, en se procurant à elle-même l'avortement, a privé de l'existence l'enfant qu'elle portait dans son sein, peut-être poursuivie en répression de cet attentat devant les juges de son pays, compétents pour juger les nationaux coupables d'avoir, hors du territoire de ce pays, commis des crimes ou des délits contre d'autres nationaux.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, V^o *Compétence criminelle*, n. 88.

ART. 3549

VINS : 1^o VENTE, FRAUDE, DÉLIT ; — 2^o VIN DE RAISINS SECS, FUT, MENTION, PLAQUE MOBILE ; — 3^o ACTION DE LA RÉGIE, DÉLAI, EXPÉDITEUR, DÉCLARATION FAUSSE.

1^o *Les infractions prévues par la loi du 14 août 1889 sur la répression des fraudes dans la vente des vins, constituent non des contraventions, mais des véritables délits, avec les conséquences qu'implique cette distinction.*

2^o *Ce n'est pas se conformer à l'art. 4 de la loi du 14 août 1889, qui prescrit que les fûts contenant des vins de raisins secs portent en gros caractères : Vin de raisins secs, que de se contenter d'apposer sur la bonde des fûts en circulation et remplis de vin de raisins secs une plaque métallique mobile, fixée légèrement, qui est enlevée au passage à l'octroi et qui volontairement, par suite d'une négligence calculée, n'est pas remplacée par le charretier.*

3^o *Le délai de quatre mois dans lequel doit-être intentée l'action de la régie, aux termes de l'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816, n'est applicable que lorsqu'il s'agit de faits que les agents ont été à même de constater ; il ne peut-être opposé à la régie, lorsque l'expéditeur, en déclarant faire transporter du vin de vendanges, alors qu'en réalité il expédiait du vin de raisins secs, s'est fait lui-même volontairement l'auteur de la fraude, et que les employés n'ont pas eu, ni par la dégustation, ni par l'aspect du liquide, le moyen de la reconnaître.*

(MIN. PUBL. C. PRAT ET AUTRES). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Sur la poursuite du ministère public contre Prat, Bielle et Janet, pour avoir expédié des vins de raisins secs : 1^o dans

des fûts ne portant pas en gros caractères les mots « vins de raisins secs » ; 2° sans que les titres de mouvement accompagnant les expéditions desdites boissons fussent de la couleur verte imposée par l'arrêté ministériel du 19 août 1889 ;

Sur la nature de l'infraction : — Attendu que des débats parlementaires qui ont précédé la promulgation de la loi du 14 août 1889 sur la répression de la fraude dans la vente des vins, ainsi que des dispositions pénales inscrites dans cette loi, rapprochés des principes établis dans l'art. 137, Cod. instr. crim., il résulte que les infractions prévues par la loi de 1889 constituent non des contraventions, mais de véritables délits, avec les conséquences qu'implique cette distinction ;

Sur le défaut de l'insuffisance des marques : — Attendu que la loi du 14 août 1889 a nettement fait connaître, par son titre même, qu'elle avait pour objet d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit ; — Que l'art. 4 de cette loi ordonne l'inscription en gros caractères des mots « vins de raisins secs » sur les fûts, sur les factures, sur les livres et sur les lettres de voitures ; — Que c'est formellement méconnaître la lettre et l'esprit de cette loi, que de se contenter d'apposer sur la bonde des fûts en circulation et remplis de vin de raisins secs, une plaque métallique, mobile, fixée légèrement, qui est enlevée au passage à l'octroi et qui volontairement, par suite d'une négligence calculée, n'est pas remplacée par les charretiers ; — Qu'ainsi l'infraction prévue par la loi du 14 août 1889 a été justement relevée ;

Sur le chef de prévention relatif à la vente ou à la mise en vente de substances alimentaires falsifiées : — Attendu que les éléments du délit de falsification ne sont pas suffisamment caractérisés ;

Sur la poursuite de la Régie et sur l'exception d'irrecevabilité tirée de l'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816 : — Attendu que, s'il est vrai que la comptabilité de la Régie et spécialement les livres portatifs 50 A, les acquits à caution et les certificats de décharge font foi jusqu'à inscription de faux, et s'il est dit, dans l'art. 7 de l'ordonnance précitée, que la Régie a un délai de quatre mois pour intenter l'action, il résulte de la comparaison de ce texte, combiné avec celui de la loi du 14 août 1889, que ce délai de quatre mois n'est applicable que lorsqu'il s'agit de faits que les agents ont été à même de constater ; — Qu'il est de principe, en matière de contributions indirectes, que toutes les fois qu'il y a une perception, c'est la déclaration même de l'assujetti qui forme la base des comptes qu'on lui oppose ; — Que, d'après les art. 10 et 97 de la loi du 28 avril 1816, c'est à l'expéditeur à faire, sous sa propre responsabilité, la déclara-

ration telle qu'il l'entend ; que si, contrairement à la vérité, il a déclaré transporter du vin de vendanges et a demandé un acquit en blanc, quand, en réalité, il a expédié des vins de raisins secs pour lesquels il ne devait accepter qu'un acquit vert, c'est lui qui s'est fait volontairement l'auteur de la fraude, alors que les employés de la Régie n'ont eu, ni par la dégustation, ni par l'aspect du liquide, le moyen de le reconnaître ; — Qu'au sens propre des termes de l'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816, il n'y a eu, dans l'espèce, ni acquit à caution faux ni décharge fausse, puisque les employés de la Régie ne sont responsables que de ce qu'ils voient et que c'est longtemps après, par le rapprochement des écritures, que la fraude a été découverte ; — Que l'exception tirée de l'irrecevabilité de l'action n'est donc pas fondée ;

Par ces motifs, faisant application de l'art. 4 de la loi du 14 août 1889, condamne, etc.

DU 6 MAI 1893. — Trib. corr. de la Seine. — MM. Flandin, pr. ; — Seligmann, subst. du proc. de la Rép. ; — Debacq, Millerand et Despend, av.

OBSERVATIONS. — La première solution que consacre ce jugement ne peut faire l'objet du moindre doute en présence des explications échangées à la Chambre des députés, dans la séance du 13 juillet 1889, entre M. Millerand, l'un des adversaires de la loi en discussion, et un membre de la commission, M. Jamais. Suivant M. Millerand, l'emploi de la formule « en cas de contravention », dans l'art. 6 de la loi, devait avoir pour effet de rendre le condamné punissable, quand même il serait de bonne foi, puisque l'excuse de la bonne foi n'est pas admise. — « Je ne voudrais pas, a répondu M. Jamais, laisser s'établir une erreur et une confusion sur le sens que l'honorable M. Millerand vient de donner au mot « contravention. » Je ne conteste pas la théorie juridique que notre collègue vient de présenter, au point de vue de la bonne foi, que les tribunaux ont le devoir de rechercher. Mais je soutiens, avec l'unanimité de la commission, — et cela ne peut être douteux pour personne dans cette Chambre, — que lorsque la loi dit : « En cas de contravention aux articles... », ce n'est pas la contravention de simple police à laquelle M. Millerand faisait allusion. Il s'agit ici de l'infraction aux dispositions de la loi, c'est-à-dire d'un véritable délit, au sujet duquel les tribunaux correctionnels auront le droit de rechercher la bonne foi ou la

mauvaise foi. » — « Vous donnez, a dit ensuite M. Millerand, cette interprétation, que j'accepte volontiers quant à moi, que ce n'est pas une simple contravention, mais un délit. Je souhaite que les tribunaux qui seront chargés d'appliquer la loi donnent à vos paroles toute l'autorité que je leur attribue moi-même. » (*Journ. offic.* du 14 juillet 1889, débats parlementaires, p. 1986).

Le tribunal correctionnel de la Seine s'est conformé à ce vœu par la décision ci-dessus.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, V^o *Vente de marchandises falsifiées*, n. 10.

ART. 3550

VINS, PLATRAGE, EXPÉDITION, FALSIFICATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES, CONFISCATION

1^o Il n'y a pas contravention à l'art. 3 de la loi du 11 juillet 1891 de la part de celui à qui des fûts de vin contenant une quantité de sulfate de potasse supérieure à deux grammes par litre ont été envoyés pour qu'il les expédiât lui-même à divers destinataires, alors qu'il n'a ni vendu ni mis en vente ces vins, qu'il ne les a pas non plus livrés, ne les ayant pas même eus en sa possession, par suite du refus que lui a fait l'administration des douanes, du permis de débarquement, et que sa bonne foi est d'ailleurs établie.

2^o Le plâtrage des vins par une quantité de sulfate de potasse ou de soude supérieure à deux grammes par litre, ne rentre pas dans les faits que l'art. 2 de la loi du 11 juillet 1891 déclare constituer le délit de falsification de denrées alimentaires réprimé par la loi du 27 mars 1851 ; il constitue simplement le délit spécial et puni de peines moins fortes, que prévoit l'art. 3 de la loi précitée de 1891.

3^o Dans le cas où l'individu poursuivi comme ayant contrevenu à ce même art. 3 est relaxé, non seulement à raison de sa bonne foi, mais aussi parce que les faits relevés à sa charge ne constituent point le délit prévu par cet article, la confiscation des vins saisis ne peut-être prononcée contre lui.

(MIN. PUBL. C. LETRILLARD.) — ARRÊT

LA COUR ; — Attendu que le ministère public requiert la condamnation de Letrillard aux peines de la loi et subsidiairement, pour le cas où il serait relaxé, la confiscation des vins saisis, par application des art. 3 de la loi du 11 juillet 1891 et 5 de la loi du 27 mars 1851 ;

Sur les conclusions principales : — Attendu qu'il est constant, en fait, que Letrillard a passé, le 13 mars dernier, au bureau des

douanes, à Rouen, une déclaration de consommation pour faire déclarer cinquante fûts de vin qu'un sieur Hardy lui avait adressés d'Alicante, en le chargeant de les expédier à divers destinataires, après avoir rempli les formalités nécessaires pour leur entrée en France ;

Attendu que trois de ces fûts ont été saisis et qu'il est établi, par une expertise régulière, qu'ils contiennent une quantité de sulfate de potasse supérieure à deux grammes par litre de vin ;

Mais attendu que les faits relevés à la charge de Letrillard ne constituent pas le délit prévu et réprimé par l'art. 3 de la loi du 11 juillet 1891 ; qu'il n'a ni vendu ni mis en vente les vins saisis ; qu'il devait seulement les expédier, après les avoir débarqués, aux personnes auxquelles le sieur Hardy les avait vendus directement ; qu'il n'a pas davantage livré ces vins, qui n'ont jamais été effectivement en sa possession, et qu'il n'a pu expédier aux véritables destinataires, le permis de débarquement ne lui ayant pas été accordé par l'administration des douanes ;

Attendu, en outre, que rien ne permet de supposer que Letrillard ait su que trois des fûts qui lui ont été adressés par Hardy contenaient plus de deux grammes de sulfate de potasse par litre ; que toutes les circonstances de la cause démontrent sa bonne foi ; que c'est donc à bon droit qu'il a été relaxé ;

Sur les conclusions subsidiaires : — Attendu que l'art. 2 de la loi du 11 juillet 1891 ne comprend pas le plâtrage des vins dans l'énumération des faits qu'il déclare constituer le délit de falsification de denrées alimentaires, prévu et réprimé par la loi du 28 mars 1851 ; que l'art. 3 de la même loi défend seulement de mettre en vente, de vendre ou de livrer des vins plâtrés contenant plus de deux grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre, et porte que les délinquants seront punis d'une amende de 16 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines, suivant les circonstances ;

Attendu qu'il résulte manifestement du rapprochement de ces deux articles que, dans l'état actuel de la législation, le plâtrage des vins par addition d'une quantité de sulfate de potasse ou de soude supérieure à deux grammes par litre, n'est pas considéré comme une falsification ; que la mise en vente, la vente ou la livraison des vins ainsi plâtrés constitue un délit spécial, passible de peines, amende et emprisonnement, inférieures à celles qui sont édictées par la loi de 1851 ; — Que la confiscation ne peut, la loi du 11 juillet 1891 étant muette à cet égard, être appliquée au délit prévu et réprimé par son art. 3 ;

Attendu d'ailleurs que, si l'expertise a établi que les vins saisis

contiennent des quantités de sulfate de potasse variant de 1 gr. 61 à 2 gr. 68 par litre, on ne peut en conclure que ces vins soient nuisibles à la santé ; — Que le contraire résulte même de la déposition faite par le docteur Pennetier, l'un des experts, à l'audience du tribunal de Rouen ; — Que, dès lors, et en admettant même que la confiscation des vins surplâtrés, vendus, mis en vente ou livrés au mépris de la prohibition contenue dans l'art. 3 de la loi du 11 juillet 1891 dût être prononcée en vertu de l'article 5 de la loi du 27 mars 1851, lorsque ces vins sont nuisibles à la santé, il n'y avait pas lieu de l'ordonner dans l'espèce ;

Attendu enfin que si, dans les cas prévus par la loi du 27 mars 1851, les liquides falsifiés et nuisibles à la santé doivent être confisqués, sans qu'il soit nécessaire de mettre en cause celui qui en est le propriétaire, la confiscation ne peut du moins être prononcée que si les faits imputés au prévenu et reconnus constants renferment les éléments matériels du délit qui sert de base à la poursuite ;

Attendu que Letrillard étant relaxé non seulement à raison de sa bonne foi, mais aussi parce que les faits relevés à sa charge ne constituent point le délit prévu par l'article 3 de la loi du 11 juillet 1891, la confiscation des vins saisis ne pouvait dans aucun cas être prononcée légalement contre lui ;

Par ces motifs et adoptant en outre les motifs du jugement dont est appel, en tant qu'ils n'ont rien de contraire à ceux du présent arrêt, confirme le jugement dont est appel ; renvoie Letrillard des fins de la poursuite, sans dépens ; — Dit qu'il n'y a lieu d'ordonner la confiscation des liquides saisis ; etc.

DU 13 MAI 1893. — C. de Rouen. — Ch. corr. — MM. Desmaisons, pr. ; — Méret, av. gén. ; — Debacq, av.

A annoter au *Mémorial du ministère public*, v^o *Vente de marchandises falsifiées* n. 7 et 10.

ART. 3551.

PEINE, ARRESTATION POUR PLUSIEURS FAITS, CONDAMNATION SUR UN SEUL CHEF, IMPUTATION DE L'ENTIÈRE DÉTENTION PRÉVENTIVE.

Lorsque la détention préventive a été subie à l'occasion de plusieurs faits distincts, et qu'un seul de ces faits a donné lieu à condamnation, la durée entière de la détention est imputable sur la peine prononcée.

Spécialement, quand un inculpé, incarcéré à raison de deux crimes différents (incendie et vol), a été acquitté pour l'un d'eux et condamné plus tard pour l'autre, sa peine doit être réduite de toute la durée de la détention préventive qu'il a subie, en y comprenant même celle antérieure au verdict d'acquiescement.

(BASTOUIL G. MINISTÈRE PUBLIC.)

Le nommé Bastouil, condamné, le 20 février 1893, par la Cour d'assises de l'Aude à trois mois de prison pour vol, a présenté requête à la Cour à l'effet d'obtenir sa mise en liberté immédiate par application de l'art. 24 du Code pénal, modifié par la loi du 15 novembre 1892.

A l'appui de cette requête, son défenseur a développé les conclusions suivantes :

« Attendu que, par arrêt du 20 février courant, le concluant a été condamné à trois mois de prison, sans qu'il ait été ordonné que la prison préventive ne serait pas déduite ; — Que le concluant ayant été détenu du 19 août au 1^{er} décembre 1892, et du 28 janvier 1893 à ce jour, il est évident que la peine est subie, et qu'il doit être mis en liberté ;

« Attendu que le ministère public s'y refuse, pour le motif que la détention antérieure au 25 novembre se rapporterait à un crime d'incendie pour lequel Bastouil a été, à cette date, innocenté par un verdict d'acquiescement ;

« Mais attendu que, s'agissant de matières répressives et strictes, et les textes de la loi devant être interprétés rigoureusement, il convient d'observer que les termes de l'art. 21, Cod. pén., modifié par la loi du 15 novembre 1892, sont formels et absolus : « *Quand il y aura eu détention préventive....* » ; — Que le législateur n'ayant pas distingué ni limité l'application du principe qu'il posait, il n'appartient pas au juge de rechercher la cause de la détention préventive ; que la seule condition nécessaire, mais suffisante, est que cette détention existe et que le juge la constate ;

« Attendu qu'à ce point de vue, la résistance du ministère public serait déjà mal fondée ;

« Mais attendu qu'il résulte des circonstances de la cause et de l'examen de la procédure que le concluant a été, du 19 août au 25 novembre, en état de détention préventive, non-seulement pour le fait d'incendie, mais encore pour le fait de vol ; — Que, le 19 août, le juge d'instruction décerna contre lui un mandat de dépôt en le motivant sur la double accusation de *vol* et d'*incendie* ; — Que toute la procédure de vol (interrogatoires, ordonnances de soit communiqué, de renvoi en police correctionnelle, réquisitoire définitif, citation,

jugement d'incompétence, arrêt réglant de juges) est dirigée contre Bastouil détenu ; — Que de l'arrêt d'acquiescement du 25 novembre il résulte qu'à ce moment Bastouil est déjà détenu pour une autre cause ; que cette cause n'est autre que le vol et remonte jusqu'au mandat de dépôt du 19 août ; — Qu'il importe peu que, les poursuites n'ayant pas été jointes, le concluant ait été jugé le 25 novembre pour le seul fait d'incendie ; qu'au contraire, Bastouil ayant été acquitté de ce chef, il convient à plus forte raison de considérer cette cause de détention préventive comme n'ayant jamais existé, et d'appliquer l'entière détention au fait de vol ;

« Attendu, d'ailleurs, qu'aucun principe de droit ne s'oppose à ce qu'une détention préventive qui a été ordonnée sur plusieurs faits, vienne en diminution de la peine prononcée sur une seule infraction ; — Que, dans l'espèce, si le concluant eût été condamné du chef d'incendie et du chef de vol, une seule peine eût été applicable (art. 365, Cod. instr. crim.), et, par suite, la détention préventive aurait été imputée en son entier sur la peine unique ; qu'à ce point de vue, le système du ministère public serait injuste, puisqu'il favoriserait le plus coupable au détriment de celui qui l'est moins ;...

« Par ces motifs,

« Plaise à la Cour dire que la prison préventive du concluant a duré du 19 août au 1^{er} décembre 1892 et du 28 janvier au 20 février 1893 ; — Ce faisant, ordonner que la détention préventive subie par le concluant sera déduite de la peine prononcée le 20 février ; par suite, ordonner sa mise en liberté immédiate, sans dépens. »

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu, que Bastouil, ayant été mis en état d'arrestation le 18 août dernier, à raison du délit de vol et du crime d'incendie qui lui étaient reprochés, la Cour n'a pas à distinguer auquel de ces deux faits s'est appliquée la détention préventive, et que, en l'état, il y a lieu de faire à l'arrêt du 20 février courant, en ce qui concerne la peine, l'application de la loi du 15 novembre 1892 ;

Attendu, dès lors, que c'est le cas de faire bénéficier le condamné des dispositions de la loi précitée, depuis le jour de son arrestation ;

Par ces motifs, ordonne la mise en liberté de Bastouil, etc.

Du 22 FÉVRIER 1893. — C. d'ass. de l'Aude. — MM. Dupré, pr. ; — Mignucci, proc. de la Républ. ; — Castel, av.

OBSERVATIONS. — Quand l'arrestation d'un individu a eu lieu sous l'inculpation de plusieurs infractions distinctes, la détention préventive qu'il a subie a bien eu deux causes différentes ; mais son point de départ, pour les deux chefs de prévention, a été le même, et elle s'est continuée sans interruption jusqu'à la condamnation prononcée sur un de ces chefs. Il importe peu que, dans l'intervalle, le prévenu ou accusé ait été acquitté sur l'autre chef ; cet acquittement n'a pas eu pour effet de produire une solution de continuité entre la période de détention qui l'a précédé et celle qui l'a suivi. La première période se rattache aussi bien que la seconde au fait pour lequel la condamnation a été prononcée. On ne saurait, sans arbitraire et sans injustice, prétendre que celle-là est relative au chef sur lequel il y a eu acquittement, et que celle-ci concerne le chef sur lequel il y a eu condamnation. Cette distinction manquerait absolument de base et ferait perdre au condamné, en faveur de qui le doute, s'il y en avait un, devrait se résoudre, le bénéfice de l'imputation d'une détention préventive à laquelle il a été soumis, dès son incarcération, à raison de chacun des deux faits dont il était inculpé.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, V^o *Détention préventive*, n. 1

ART. 3552.

1^o, 2^o ET 3^o. AVOCATS, CONSEIL DE DISCIPLINE, MESURE PRISE PAR LE JUGE D'INSTRUCTION CONTRE UN AVOCAT, PROTESTATION, APPROBATION, DÉLIBÉRATION, ENVOI D'UNE EXPÉDITION AU PROCUREUR GÉNÉRAL, COUR D'APPEL, EXCÈS DE POUVOIR.

1^o Le conseil de discipline de l'Ordre des avocats près une Cour d'appel n'exécute point ses attributions, lorsque, une perquisition et une saisie de papiers et correspondances confiés à un avocat par un client inculpé d'un délit (d'escroquerie, par exemple) ayant été opérées dans le cabinet de cet avocat en vertu d'un mandat du juge d'instruction, il a, après avoir vérifié si l'avocat avait fait tout ce que le devoir lui commandait pour empêcher l'exécution d'une mesure qui aurait violé les droits de la défense, déclaré que la conduite de celui-ci est irréprochable.

2^o Le conseil de discipline ne commet non plus aucun excès de pouvoir en s'associant à la protestation de l'avocat contre la mesure dont il s'agit, et en ordonnant qu'une expédition de la délibération par lui prise à ce sujet sera transmise au procureur général.

Peu importe que dans cette délibération la mesure ordonnée par le magistrat instructeur soit qualifiée de mesure illégale et sans précédent, ou bien de mesure rigoureuse et blessante pour l'avocat qui en a été l'objet, ces expressions ne s'appliquant qu'à l'acte accompli pris en lui-même, et ne pouvant être considérées comme une censure du magistrat, ni comme un empiétement sur le domaine de l'autorité judiciaire.

La Cour d'appel, en appréciant, dans des termes où elle n'a pas franchi les limites de sa compétence, si le conseil de discipline, dans la délibération dont il s'agit, a porté atteinte à l'indépendance de la magistrature et est sorti de ses attributions, n'excède point elle-même ses pouvoirs.

(MIN. PUB. G. AVOCATS DE NANCY). — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 12 de l'ordonnance du 20 novembre 1822, il appartient aux conseils de discipline de l'Ordre des avocats d'exercer la surveillance que l'honneur et les intérêts de l'Ordre rendent nécessaire, et d'appliquer, lorsqu'il y a lieu, les mesures de discipline autorisées par les règlements ;

Attendu, dans l'espèce, que le conseil de discipline de l'Ordre des avocats près la cour d'appel de Nancy ayant appris qu'il avait été procédé, en vertu d'un mandat du juge d'instruction de Saint-Dié, à la perquisition et à la saisie, dans le cabinet de M^e Lévy, de papiers et correspondances confiés à cet avocat par un client inculpé d'escroquerie, a jugé utile de vérifier si M^e Lévy avait fait tout ce que le devoir lui commandait pour empêcher l'exécution d'une mesure qui aurait violé les droits de la défense ; qu'en déclarant, après cette vérification, que la conduite de M^e Lévy avait été irréprochable, il s'est évidemment renfermé dans le cercle de ses attributions ;

Attendu qu'il s'y est encore renfermé en ajoutant qu'il s'associait à la protestation de M^e Lévy, qui n'était que la juste revendication des droits toujours reconnus à la défense, et en décidant, à raison du caractère de l'incident, et sans prétendre à un droit de blâme qui ne lui appartenait que vis-à-vis des membres de l'Ordre, qu'une expédition de sa délibération serait envoyée au procureur général près la cour d'appel de Nancy ;

Attendu que la communication de cette expédition équivalait, sous la forme dictée par un sentiment de réserve, à une plainte légitimement portée à l'autorité compétente ; que si, dans les motifs de la délibération, la mesure ordonnée par le magistrat instructeur est qualifiée de *mesure illégale et sans précédent* ou bien de *mesure rigoureuse et blessante* pour M^e Lévy, ces expressions ne s'adressent qu'à l'acte accompli pris en lui-même et envisagé par le conseil d'après

les principes consacrés dans l'arrêt de cassation du 12 mars 1886 (1) ; qu'on ne saurait y voir une censure du magistrat, ni une empiétement sur le domaine de l'autorité judiciaire, à l'attention de laquelle il est, au contraire, fait appel ;

Attendu que, de même que le conseil de discipline a dû apprécier l'acte et les circonstances qui s'y rattachaient pour savoir si M^e Lévy y avait donné prétexte par un fait personnel ou s'il avait fait tout ce qui lui était permis pour s'y opposer, de même la cour d'appel a été en droit de se livrer à une semblable appréciation dans des termes où elle n'a pas franchi les limites de sa compétence pour reconnaître si le conseil de discipline a, dans sa délibération, porté atteinte à l'indépendance de la magistrature et est sorti de ses attributions ; — Que l'arrêt attaqué n'est pas, dès lors, entaché plus que la délibération d'un excès de pouvoir ;

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé par le procureur général près la cour d'appel de Nancy contre l'arrêt de cette cour du 5 mai 1892, etc.

Du 13 FÉVRIER 1893. — C. Cass. — Ch. req. — MM. Manau, pr ; — Petit, rapp. ; — Reynaud, av. gén.

NOTA. — Comp. l'arrêt de la Cour de cassation du 12 mars 1886 rapporté dans ce recueil, t. 30, p. 131.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Avocat*, n. 38 et 45.

ART. 3553.

RÉCIDIVISTES, RELÉGATION, APPLICATION DE LA LOI DU 27 MAI 1875.

Rapport sur l'application de la loi de relégation pendant l'année 1891, présenté au garde des Sceaux, ministre de la justice, le 4 juillet 1892.

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 22 de la loi du 27 mai 1885, j'ai l'honneur de vous adresser, au nom de la commission de classement des récidivistes, le rapport sur l'application de la loi de relégation pendant l'année 1891.

L'an dernier, nous avons joint aux chiffres de 1890 un rappel des renseignements contenus dans les précédents rapports pour permettre d'embrasser dans une vue d'ensemble les conditions d'application de la loi pendant les cinq premières années qui ont suivi sa promulgation.

(1) Voyez cet arrêt J. M. p. 30, 132.

Un examen portant sur une période un peu longue peut seul autoriser en effet des déductions relativement précises.

Dans le présent rapport, nous nous bornerons à la publication des chiffres et tableaux statistiques de l'année 1891, rapprochés des moyennes des années 1886-1890, en ne les accompagnant que de très courtes réflexions sur les quelques indications nouvelles qu'ils fournissent.

Ils ne font le plus souvent que confirmer les observations que nous avons formulées dans notre rapport sur la première période quinquennale.

Il ressort du tableau joint au rapport actuel que le nombre des condamnations à la relégation a encore diminué en 1891 ; il est inférieur de 68 au chiffre des condamnations prononcées en 1890.

Il nous a paru intéressant de rapprocher dans chaque ressort de Cour d'appel le nombre des condamnés à la relégation de celui des individus frappés de peines d'emprisonnement pour l'un des délits prévus par l'article 4 de la loi du 27 mai 1885. Nos rapports antérieurs ne contenaient pas ces indications ; les renseignements fournis par la chancellerie nous permettent de faire cette année ce rapprochement.

On remarquera que dans les cours d'Agén, de Chambéry et de Grenoble, où la proportion des condamnés à la relégation par rapport à la population ou aux prévenus punis de peines d'emprisonnement est, relativement aux autres ressorts, très faible, la proportion des mêmes condamnés à ceux qui ont encouru des peines privatives de liberté pour crimes ou pour délits prévus par la loi de relégation est au contraire la plus forte.

Nature et durée des peines ayant entraîné la relégation.

		MOYENNE ANNUELLE (1886-1890.)		1891	
		NOMBRE	P. 100	NOMBRE	P. 100
Condamnés	aux travaux forcés..	174	12	158	16
	à la réclusion.....	77	5	63	7
	à un emprisonnement de plus d'un an...	362	24	259	27
	à un an d'emprison- nement ou moins.	872	59	487	50

DEUXIÈME PARTIE

TRAVAUX DE LA COMMISSION.

§ 1^{er}. — *Statistique des travaux.*

La Commission a tenu 19 séances pendant l'année 1891 et il lui a été soumis 905 dossiers.

Dossiers	en cours d'examen le 1 ^{er} janvier 1891.	15	} 925
	nouveaux	804	
	en supplément d'instruction le 1 ^{er} janvier revenus pendant l'année	30	
	revenus pour nouvel avis.....	76	

A DÉDUIRE :

Dossiers	renvoyés pour supplément d'instruction et non revenus.....	6	} 20
	en cours d'exécution	12	
	retirés au cours de l'instruction (libérations conditionnelles accordées avant que la Commission ait statué).	2	

RESTE..... 905

829 condamnés ont été l'objet d'une première proposition :

		HOMMES	FEMMES	TOTAL
Relégation	individuelle	2	»	2
	collective (ordinaire)	635	69	704
	collective (sections mobiles) provisoire de la relégation (décret du 26 novembre 1885, art. 11).....	65	»	65
Dispense	définitive de la relégation (décret du 26 novembre 1885, art. 11).....	33	4	37
Renvoi à l'Administration en vue de la grâce.....		3	»	3
		18	»	18
TOTAUX		756	73	829

Pour 65 condamnés, la proportion primitive a été modifiée à la suite d'un nouvel examen de dossier.

		HOMMES		FEMMES		TOTAL	
		AUGMENTA- TIONS	DIMINU- TIONS	AUGMENTA- TIONS	DIMINU- TIONS	AUGMENTA- TIONS	DIMINU- TIONS
Relégation	individuelle.....	»	9	»	»	»	9
	collective (ordinaire). . . .	35	4	1	»	36	4
	collective (sections mobiles).	8	»	»	»	8	»
Dispense	provisoire de la relégation..	»	36	»	4	»	40
	définitive de la relégation..	16	10	3	»	19	10
Grâce		2	2	»	»	2	2
TOTAUX.		61		4		65	

9 condamnés, qui avaient été proposés pour la libération conditionnelle, étaient en même temps désignés pour être versés dans le corps des disciplinaires coloniaux; mais, comme ils ne remplissaient plus les conditions exigées par M. le ministre de la guerre, en vertu d'une décision que nous avons fait connaître dans notre précédent rapport, ils ont dû recevoir une autre destination.

Enfin, 11 condamnés ont donné lieu à des avis spéciaux :

Deux hommes et deux femmes ont obtenu une prolongation de dispense provisoire pour raison de santé. 4

Le maintien de propositions primitives a été décidé pour six hommes après provocation par le ministre d'un nouvel avis de la commission..... 6

Un homme proposé pour la Guyane a été désigné pour la Nouvelle-Calédonie..... 1

TOTAL..... 11

A ces différents avis, il convient d'ajouter 59 demandes de supplément d'information, ce qui donne un total de 964 avis émis par la commission de 1891.

§ 2. — Relégation individuelle.

Pour les raisons que nous avons développées dans nos précédents rapports, la relégation individuelle continue à ne pouvoir être que très rarement proposée pour les condamnés avant leur départ pour les lieux de relégation.

2 hommes seulement réunissant les conditions d'âge nécessaires pour être affectés au corps des disciplinaires coloniaux ont paru mériter cette faveur en 1891.

§ 3. — *Relégation collective. — Sections mobiles.*

Les sections mobiles qui, faute de colonies non pénitenciaires consentant à utiliser le travail des relégués, ne fonctionnent toujours qu'en Nouvelle-Calédonie et en Guyanne, ont reçu cette année un contingent un peu plus élevé : 73 relégués ont été désignés pour les sections mobiles au lieu de 57 en 1890.

52 ont été affectés à la 1^{re} section mobile en Nouvelle-Calédonie ; 21 à la 2^e section mobile en Guyane.

§ 4. — *Femmes relégables.*

La proportion des femmes dans l'ensemble des condamnés à la relégation continue à diminuer ; elle n'est plus cette année que de 8,8 p. 100 au lieu de 9 8 p. 100 en 1890.

Si l'on se reporte à leur âge, on remarque que le contingent de ces femmes paraît présenter plus de garanties au point de vue de l'utilisation possible aux colonies : en 1886, on n'en trouvait que 36 p. 100 âgées de moins de quarante ans ; en 1890, la proportion était déjà de 50 p. 100 ; elle monte à 52 p. 100 en 1891.

Le nombre très faible de celles qui ont été proposées pour la dispense provisoire ou la dispense définitive, atteste également que l'état de leur santé et de leur constitution est satisfaisant.

§ 5. — *Dispense provisoire.*

Le nombre des condamnés pour lesquels l'état de santé justifie une dispense provisoire de départ est toujours peu important, quoique légèrement supérieur à celui de 1890 : 4,9 p. 100 au lieu de 3,4 p. 100.

44 relégables (38 hommes et 6 femmes) ont été, à l'expiration du délai pour lequel la dispense provisoire leur avait été accordée, l'objet des désignations suivantes :

	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Dispense définitive.....	12	3	15
Prolongation de la dispense provisoire...	2	2	4
Relégation } en Nouvelle-Calédonie.....	21	1	22
collective } en Guyane.....	3	»	3
TOTAUX... ..	38	6	44

§ 6. — *Dispense définitive.*

Comme nous le faisions pressentir dans notre dernier rapport, votre prédécesseur a décidé que les individus proposés pour la dispense définitive et que leur état de santé ne permettait pas de transférer aux colonies seraient mis en liberté.

Dans ces conditions, il a été pris 18 arrêtés de dispense définitive.

Cette décision met fin à la situation anormale et irrégulière de la détention prolongée de ces condamnés après l'expiration de leur peine ; mais elle n'est pas non plus sans inconvénients graves : trop malades pour être transportés, ces individus ne sont pas pour cela impuissants à mal faire ; ils ne tardent pas à reparaitre devant la justice dont ils se jouent, ne redoutant plus la relégation, qui, si elle est prononcée contre eux, ne peut leur être appliquée.

Nous ne pouvons que renouveler notre vœu plusieurs fois exprimé, de voir une décision législative substituer, pour ces impotents et ces infirmes, une mesure d'internement en France et combler ainsi une lacune souvent signalée de la loi du 27 mai 1885.

24 propositions de dispense définitive ont été faites en 1891 : 21 pour des hommes, 3 pour des femmes.

	Hommes.	Femmes.
La proposition a été faite dès le premier examen au dossier pour	3	»
Avaient antérieurement bénéficié d'une dispense provisoire	12	3
Avaient été précédemment désignés pour la relégation collective	4	»
La proposition n'était qu'une confirmation d'un précédent avis de dispense définitive pour	2	»
TOTAUX	21	3

§ 3. — *Sursis à la relégation.*

Aucune proposition de libération conditionnelle entraînant le sursis à la relégation n'a été faite par la commission en 1891.

§ 8. — *Service militaire des relégués.*

Nous avons signalé au paragraphe 1^{er} que 9 condamnés désignés pour faire partie de la compagnie des disciplinaires coloniaux n'avaient pu recevoir cette destination : 2 seulement ont été dirigés sur Madagascar. — Leur désignation était antérieure à 1891.

Cette année, ainsi que nous l'avons fait observer au paragraphe 2, la commission n'a pu signaler que 2 condamnés pour être astreints au service militaire avec le bénéfice de la relégation individuelle.

§ 9. — *Renvoi au ministre de la justice en vue de la grâce.*

Le nombre des condamnés que la commission a dû proposer pour la grâce, la peine ayant été prononcée par une fausse application de la loi, continue à décroître ; il n'est plus que de 20 en 1891 au lieu de 33 en 1890.

De même pour les grâces que le ministre de la justice a fait prononcer d'après l'avis direct des parquets et avant que la commission n'ait été saisie : la réduction est de 54 à 40.

Dans la plupart des cas, le motif de l'erreur des Cours et tribunaux tient à ce qu'ils ont fait entrer en ligne de compte des condamnations prononcées pour des faits antérieurs au moment où une condamnation précédente, également comptée pour la relégation, a eu un caractère définitif.

§ 10. — *Lieux de relégation.*

Les relégables désignés pour être transférés aux colonies ont été répartis suivant les indications du tableau ci-dessous :

	HOMMES		FEMMES	TOTAL
	SECTIONS mobiles.	RELÉGA- TION ordinaire		
Nouvelle-Calédonie.....	32	345	42	439
Guyane.....	21	329	28	378
TOTAUX.....	73	674	70	817

3 convois de relégués ont été expédiés en 1891, emmenant 697 condamnés.

	DATES	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Nouvelle-Calédonie.....	4 mars.....	158	27	185
	28 avril.....	»	21	21
Guyane.....	30 juin.....	223	»	223
	20 septembre..	25	»	25
Nouvelle-Calédonie... ..	17 octobre...	218	25	243
TOTAUX.....		624	73	697

Au 1^{er} janvier 1892, et depuis l'application de la loi du 27 mai 1885, la Nouvelle-Calédonie a reçu 2,218 relégués (1,953 hommes et 265 femmes), et la Guyanne, 2,476 (2,283 hommes et 193 femmes).

§ 11. — *Décès.*

Le chiffre des décès qui se produisent parmi les relégués attendant leur départ pour les colonies est toujours sensiblement le même : il a été de 22 en 1891 au lieu de 27 en 1890.

§ 12. — *Situation des relégués au 31 décembre 1891.*

L'état ci-dessous comprend les relégués encore présents en France et au sujet desquels la commission a formulé des propositions qui attendent leur exécution.

	HOMMES	FEMMES	TOTAL
RELÉGABLES A EXPÉDIER AUX COLONIES			
Relégation { individuelle.....	2	4	2
{ collective { Nouvelle-Calédonie.....	139	21	160
Guyanne.....	221	20	241
Total des individus à expédier.....	362	41	403
RELÉGABLES MAINTENUS DANS LA MÉTROPOLE			
Dispenses provisoires.....	33	9	42
Proposés { pour la dispense définitive.....	12	9	13
pour la grâce.....	7	»	7
Total des individus maintenus dans la métropole.....	52	10	62
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	414	51	465

TROISIÈME PARTIE

• STATISTIQUE

Les renseignements statistiques qui suivent s'appliquent aux 829 relégables (756 hommes et 73 femmes) dont les dossiers ont été l'objet d'une première proposition par la commission en 1891.

§ 1^{er}. — *Etat civil. — Age.*

	HOMMES			FEMMES		
	NOMBRE en 1891	p. 100		NOMBRE en 1891	p. 100	
		Moyenne annuelle (1886-1890)	1891		Moyenne annuelle (1886-1890)	1891
De 21 à 25 ans..	70	7	9	4	4	6
De 26 à 30 ans..	143	15	19	9	12	12
De 31 à 40 ans..	268	35	36	25	25	34
De 41 à 50 ans..	192	29	25	25	33	34
De 51 à 60 ans..	83	14	11	10	26	14
TOTAUX....	756			73		

L'âge moyen pour les hommes n'est plus que de trente-sept ans et cinq mois au lieu de trente-sept ans et dix mois en 1890; pour les femmes, la diminution est encore plus sensible : la moyenne est descendue de quarante ans et onze mois à trente-neuf ans et dix mois.

La proportion des enfants naturels continue à s'accroître : elle est de 8,7 p. 100 en 1890 au lieu de 7,3 p. 100 en 1890.

§ 2. — *Situation de famille.*

	HOMMES			FEMMES		
	NOMBRE en 1891	p. 100		NOMBRE en 1891	p. 100	
		Moyenne annuelle (1886-1890).	1891		Moyenne annuelle (1886-1890).	1891
Célibataires.....						
Mariés { avec enfants	586	77	37	37	40	51
{ sans enfants	92	10	17	17	22	23
Veufs { avec enfants	47	8	6	6	16	8
{ sans enfants	18	3	10	10	11	14
	13	2	3	3	11	4
TOTAUX.....	756			73		

Signalons que parmi les célibataires figurent 12 divorcés (11 hommes et 1 femme).

§ 4. — Faits qui ont entraîné la relégation.

DÉSIGNATION	HOMMES		FEMMES		TOTAL			CONdamnÉS à DES PEINES PRIVATIVES DE LIBERTÉ en 1891 pour crimes ou pour délits prévus par la loi du 27 mai 1885.	
	NOMBRE	POUR 100	NOMBRE	POUR 100	NOMBRE en 1891.	POUR 100		NOMBRE	POUR 100
						Moyenne annuelle (1888-1890)	1891.		
Crime.....	33	4.2	1	1.45	34	»	4.1	3,579	4.6
Vol.....	525	69.4	60	82.00	585	64.3	70.6	44,925	58.2
Escroquerie.....	62	8.0	5	7.60	67	7.3	8.0	3,733	4.8
Abus de confiance.....	22	3.0	2	2.70	24	3.3	3.0	3,797	5.0
Outrage public à la pudeur...	15	2.0	2	2.70	17	1.3	2.0	2,546	3.3
Excitation de mineurs à la dé- bauche.....	1	0.1	»	»	1	0.1	0.1	378	0.5
Vagabondage et mendicité (art. 277-279 du Code pénal)....	2	0.3	»	»	2	1.0	0.2	78	0.1
Vagabondage simple.....	73	10.0	2	2.70	75	18.0	9.0	17,287	22.5
Infraction à interdiction de ré- sidence	23	3.0	1	1.45	24	4.7	3.0	721	1.0
TOTAUX.....	756		73		829			77,044	

Sur les 139 hommes mariés, 77 étaient séparés de fait de leur conjoint, soit 55 p. 100 ; la proportion n'était que de 50 p. 100 en 1890.

Sur les 23 femmes mariées, 15 ne vivaient plus en famille ; la proportion est montée de 42 p. 100 en 1890 à 65 p. 100 en 1891.

§ 3. — *Instruction.*

	HOMMES			FEMMES		
	NOMBRE en 1891	POUR 100		NOMBRE en 1891	POUR 100	
		Moyenne annuelle (1886-1890).	1891		Moyenne annuelle (1886-1890).	1891
1 ^{re} catégorie : Complètement illettrés . . .	184	30	24	29	41	40
2 ^e catégorie : Sachant lire et écrire	541	59	72	42	52	57
3 ^e catégorie : Instruction élémentaire . . .	31	10	4	2	7	3
4 ^e catégorie : Instruction supérieure. . .	»	1	»	»	»	»
TOTAUX	756			73		

§ 5. — *Textes visés par le jugement de condamnation à la relégation.*

	HOMMES		FEMMES		TOTAL		
	NOMBRE	POUR 100	NOMBRE	POUR 100	NOMBRE en 1891.	POUR 100	
						Moyenne annuelle (1886-1890).	1891
1 ^{re} catégorie (§ 1 ^{er} de l'art. 4).	2	0.3	»	»	2	»	0.3
2 ^e catégorie (§ 2 de l'art. 4).	71	9.4	4	5.5	75	5.0	9.0
3 ^e catégorie (§ 3 de l'art. 4).	53	70.1	63	86.3	593	67.5	71.5
4 ^e catégorie (§ 4 de l'art. 4).	153	20.2	6	8.2	159	27.5	19.2
TOTAUX.	756		73		829		

Parmi les 153 hommes condamnés à la relégation du chef du paragraphe 4, un l'a été en vertu du 2^e alinéa de ce paragraphe, comme ne tirant habituellement sa subsistance que du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice des jeux illicites ou la prostitution publique.

§ 6. — *Durée de la peine à subir avant la relégation.*

	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	NOMBRE	P. 100	NOMBRE	P. 100	NOMBRE	P. 100
Peines { de plus d'un an de prison	239	31.5	18	24.5	257	31
{ d'un an de prison ou moins	517	68.5	55	75.5	572	69
TOTAUX.....	756		73		829	

§ 7. — *Nombre et durée des condamnations encourues par les relégables avant la relégation.*

NOMBRE de CONDAMNATIONS	RÉCIDIVISTES	NOMBRE de CONDAMNATIONS	RÉCIDIVISTES
2.....	5	De 11 à 15.....	137
3.....	35	De 16 à 20.....	73
4.....	71	De 21 à 30.....	36
5.....	87	De 31 à 40.....	9
6.....	96	De 41 à 50.....	2
7.....	87	Plus de 50.....	1
8.....	69		
9.....	66		
10.....	54		

Au total, 8,076 condamnations antérieurement subies par les relégués, soit une moyenne de 9,7 au lieu de 9,8 en 1890 : la proportion, qui n'avait cessé de décroître depuis le début d'application de la loi, est restée la même cette année que l'année précédente.

DURÉE TOTALE des CONDAMNATIONS	HOMMES	FEMMES	DURÉE TOTALE des CONDAMNATIONS	HOMMES	FEMMES
Plus de 20 ans	20	2	De 6 à 7 ans	41	2
De 15 à 20 ans	43	2	De 5 à 6 ans	88	7
De 12 à 15 ans	46	4	De 4 à 5 ans	93	9
De 10 à 12 ans	53	3	De 3 à 4 ans	117	17
De 9 à 10 ans	32	1	De 2 à 3 ans	107	19
De 8 à 9 ans	43	3	Moins de 2 ans	20	4
De 7 à 8 ans	47	3			

La durée totale des condamnations antérieurement subies par chaque relégué n'est plus en moyenne que de 6 ans et 11 mois pour les hommes, au lieu de 7 ans et 2 mois en 1890 ; la proportion est restée la même pour les femmes : 5 ans et 5 mois.

§ 9. — Origine des relégués.

14 hommes et 2 femmes étaient nés à l'étranger ; 93 hommes et une femme en Alsace-Lorraine ; et 1 homme était originaire d'une colonie française.

57 p. 100 des hommes et 63 p. 100 des femmes avaient été condamnés à la relégation par une juridiction de leur ressort d'origine.

RÉSUMÉ

Depuis la promulgation de la loi du 27 mai 1885 jusqu'au 31 décembre 1891, 8534 individus ont été condamnés à la relégation ; ils se répartissent ainsi au 1^{er} janvier de cette année :

	Condamnés.
Ont été dirigés sur les lieux de relégation	4,694
Sont en expectative de départ	403
Condamnés en même temps aux travaux forcés, ont été transférés sur les colonies pénitentiaires de la transportation	1,028
Sont en cours de peine en France	1,433
Ont été l'objet de mesures gracieuses ou sont proposés pour la grâce	411
Ont bénéficié, avant libération conditionnelle, d'un sursis à la relégation	40
A reporter	8,031

<i>Report</i>	8,031
Ont, en raison de leur santé, obtenu une dispense définitive ou provisoire de départ	73
Sont décédés en France.....	430
TOTAL.....	8,534

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

*Le conseiller d'Etat, président de la commission
de classement,*

E. JACQUIN.

DOCUMENTS DIVERS

Art. 3554

MARIAGE, LÉGISLATION BELGE : 1° PUBLICATION, CÉLÉBRATION ; —
2° INDIGENCE, ACTE DE CONSENTEMENT, AUTORITÉ COMPÉTENTE.

Loi belge du 26 décembre 1891 concernant le mariage (1).

ARTICLE PREMIER. — Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil fera une publication, un jour de dimanche, à la porte de la maison commune. Cette publication énonce les prénoms, noms, profession, domicile et résidence des futurs époux, leur qualité de majeur ou de mineur, et les prénoms, noms, profession, domicile et résidence de leurs pères et mères. Elle énonce, en outre, les jour, lieu et heure où elle a été faite. Elle est transcrite sur un seul registre, coté et parafé comme il est dit en l'article 41 du Code civil, et déposé, à la fin de chaque année, au greffe du tribunal de l'arrondissement.

ART. 2. — L'acte de publication reste affiché à la porte de la maison commune. Le mariage ne peut être célébré avant le dixième jour, depuis et non compris celui de la publication.

ART. 3. — Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année, à compter de l'expiration du délai de la publication, il ne peut plus être célébré qu'après une nouvelle publication faite dans la forme ci-dessus.

(1) Les magistrats du parquet étant fréquemment consultés par les officiers de l'état civil relativement à l'état et à la capacité des étrangers qui contractent mariage en France, il n'est pas sans intérêt et sans utilité de reproduire le texte de la loi belge du 26 décembre 1891, sur le mariage.

ART. 4. — La publication ordonnée par l'article 1^{er} de la présente loi sera faite dans le lieu du domicile ou de la résidence de chacun des époux.

ART. 5. — Si le domicile actuel n'a pas été d'une durée continue de six mois, la publication sera faite en outre au lieu du domicile précédent, quelle qu'en ait été la durée.

Si la résidence actuelle n'a pas été d'une durée continue de six mois, la publication sera faite au domicile, quelle qu'en soit la durée.

A défaut de domicile connu dans les cas prévus par les deux paragraphes qui précèdent, la publication sera faite dans la commune où le futur époux a résidé pendant six mois.

A défaut d'une résidence continue de six mois, elle sera faite au lieu de la naissance.

ART. 6. — Les publications qui devront être faites ailleurs qu'au lieu de la célébration du mariage le seront à partir du premier dimanche qui suivra la réception de la réquisition écrite de l'officier de l'état civil appelé à procéder à cette célébration. L'officier de l'état civil requis ne pourra exiger la production d'autres pièces.

ART. 7. — Le procureur du roi près le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel les impétrants se proposent de célébrer leur mariage, peut dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai.

La même faculté est accordée aux chefs de missions et consuls de carrière de Belgique, ainsi qu'aux agents non rétribués du corps consulaire belge jusqu'au grade de vice-consul inclusivement, pour autant qu'ils ne résident pas au siège d'une légation ou d'un consulat de carrière, sauf à ceux-ci à rendre immédiatement compte à la légation ou au consulat de carrière dont ils relèvent des causes de la dispense ou du refus de l'accorder.

ART. 8. — Le mariage sera célébré publiquement devant l'officier de l'état civil de la commune et dans la commune où l'un des époux aura son domicile ou sa résidence à la date de la publication prévue par l'article 1^{er} de la présente loi, et, en cas de dispense de publication, à la date de la célébration.

ART. 9. — L'article 4 de la loi du 16 août 1887, apportant des modifications à quelques dispositions relatives au mariage, est interprété de la manière suivante :

En cas d'indigence, l'acte de consentement prescrit par l'article 73 du Code civil pourra être reçu par l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence de l'ascendant, et à l'étranger, par les autorités qui ont compétence pour recevoir cet acte, par les agents diplomatiques, les consuls et vice-consuls de Belgique.

ART. 10. — Les articles 63, 64, 65, 74, 163, 166, 167, 168 et 169 du Code civil sont abrogés.

ART. 3555.

COLONIES, MAGISTRATS, DISCIPLINE.

Proposition de loi relative à l'institution d'une commission permanente pour l'examen des questions disciplinaires concernant les magistrats des colonies, présentée par M. Isaac, sénateur. — (Séance du 4 avril 1893.)

Messieurs, les magistrats des cours et tribunaux des colonies sont amovibles.

Depuis de longues années on se préoccupe de donner à ces magistrats des garanties qui, si elles ne sont pas l'application exacte du principe de l'inamovibilité tel qu'il fonctionne dans la métropole, soient du moins de nature à préserver contre de trop faciles atteintes l'indépendance de la justice dans nos possessions d'outre-mer.

Cette indépendance est la sauvegarde des justiciables ; elle est particulièrement précieuse dans les lieux éloignés du siège du pouvoir central, et on ne s'expliquerait pas qu'elle n'ait pas reçu, jusqu'ici, l'appui de dispositions protectrices, si on ne tenait compte de cette circonstance que ceux qui, en divers temps, ont réclamé de pareilles dispositions, ont presque toujours eu en vue une loi d'ensemble qui n'a jamais pu franchir les dernières étapes de son élaboration.

Cependant, sous le régime de 1830, on avait fait une part à cette nécessité, en instituant, au ministère de la marine, une commission composée de membres du conseil d'Etat, de la cour de cassation et de la cour de Paris, laquelle était chargée de connaître de la conduite de magistrats et d'examiner les griefs qui pouvaient motiver les propositions tendant à leur rappel ou à leur déplacement.

Mais cette institution fut de peu de durée, et quand, plus tard, on songea à remanier l'organisation coloniale, on émit la pensée de la remplacer par un véritable système d'inamovibilité.

L'inamovibilité avait d'ailleurs fonctionné jadis dans certaines colonies, comme en France. Mais on trouvait que, sous cette forme, elle ne pouvait guère se concilier avec une organisation générale s'appliquant à la fois à toutes les colonies, et on donnait la préférence à une combinaison qui rendait le magistrat inamovible quant à son grade, considéré comme sa propriété, mais le laissait, quant à sa résidence, à la disposition du gouvernement. Tel avait été le système indiqué par la grande commission extra-parlementaire instituée en 1849 sous la présidence de M. le duc de Broglie. La sous-commission spéciale du régime judiciaire, ayant pour rapporteur M. Isam-

bert, avait conclu dans le sens de l'inaMOVibilité complète; mais l'inaMOVibilité relative, déjà proposée en 1826 par la commission chargée de préparer l'ordonnance judiciaire de la Réunion du 30 septembre 1827, avait été jugée suffisante.

Les événements survenus en 1851 ne permirent pas de donner suite à cette idée, et la question de l'inaMOVibilité resta, comme la question du jury; au nombre de celles que les auteurs du sénatus-consulte de 1854 prirent le parti de laisser provisoirement à l'écart.

Depuis lors, les anciennes colonies ont été dotées du jury: mais le principe de l'inaMOVibilité n'est pas entré dans les institutions judiciaires des colonies, et s'il a été quelquefois encore réclamé, ce n'a été que dans des propositions de lois d'une portée plus générale, — comme le travail d'ensemble de votre commission des colonies, — dont l'adoption définitive s'est trouvée subordonnée à des circonstances qui n'ont permis de réaliser, jusqu'à l'heure actuelle, aucune des réformes indiquées.

La situation de la justice appelle une solution plus prompte. Il n'est pas aujourd'hui, dans notre organisation coloniale, de service constitué qui n'ait obtenu, pour ses membres, cette garantie de ne pas pouvoir être frappés de peines disciplinaires graves sans avoir été admis, au préalable, à présenter leur défense devant une commission d'enquête. Les magistrats seuls, les magistrats qui rendent la justice, qui doivent être assez forts pour braver les animosités de partis, et dont l'indépendance est une nécessité d'ordre public, sont demeurés révocables *ad nutum*, ou exposés à des déplacements disciplinaires, sans que quelquefois même il leur ait été donné de savoir pourquoi ils étaient frappés.

J'ai l'honneur de vous proposer, sans attendre de nouvelles délibérations sur les projets d'organisation générale ou partielle des colonies, dont vous êtes saisis, de faire cesser cet état de choses.

Le texte que je vous demande d'adopter dès à présent laisse subsister toutes les prescriptions des ordonnances ou décrets antérieurs en ce qui concerne la procédure instituée dans chaque colonie pour l'application des mesures disciplinaires réservées aux autorités locales. Il ne préjuge pas non plus la question de l'inaMOVibilité intégrale, telle qu'elle peut être prochainement examinée pour les colonies qu'il y aurait lieu, ainsi que votre commission en a déjà reconnu l'utilité, de placer sous le régime de l'assimilation. Il a seulement pour but, à défaut d'autres lois qui viendront à leur heure, et qui profiteront, en tant que de besoin, du progrès accompli, de proclamer ce principe général, nécessaire partout, qu'aucun juge ne doit voir sa situation dans le corps judiciaire amoindrie ou supprimée, sans qu'il ait pu rendre compte de ses actes à une juridiction dis-

ciplinaire compétente pour les apprécier. C'est, en attendant mieux, s'il est démontré ultérieurement qu'il soit possible de mieux faire, la réalisation du système de l'amovibilité quant au grade et de l'immovibilité quant à la résidence, qui avait été recommandée par les commissions de 1826 et de 1849.

Cette combinaison ne mettra obstacle à l'entier exercice d'aucune autorité légitime ; elle rassurera les justifiables, en même temps qu'elle fortifiera les magistrats dans le sentiment de leur devoir ; enfin elle ne coûtera pas le moindre sacrifice à la caisse publique.

Il ne s'agirait, d'ailleurs, que de poser, par une disposition unique, la base de l'institution nouvelle, en laissant au conseil d'Etat le soin d'en régler l'organisation et le mouvement. Le fonctionnement de cette institution exigera, par exemple, un classement préalable des emplois de magistrature et des tribunaux coloniaux. Un travail de cette nature n'aurait pas sa place ici et il doit suffire que la nécessité en ait été indiquée.

J'ai l'honneur en conséquence, de soumettre au Sénat la proposition suivante :

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Les mesures consistant dans la révocation ou la rétrogradation ne pourront être prononcées contre les conseillers et juges des cours et tribunaux coloniaux qu'après que les magistrats inculpés auront été appelés à fournir leur défense devant une commission disciplinaire instituée à Paris.

Cette commission sera composée, en majorité, d'éléments empruntés au corps judiciaire métropolitain. Elle sera présidée par un président de chambre à la cour de cassation. Elle émettra un avis sur la peine encourue, laquelle sera prononcée, d'un commun accord, par le ministre chargé de l'administration coloniale.

Sa composition et son mode de fonctionnement seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Art. 3556

VINS, PLATRAGE, VINS DE LIQUEUR, LOI DU 11 JUILLET 1891, MODIFICATION,

PROPOSITION DE LOI

Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 11 juillet 1891 tendant à réprimer la fraude dans le commerce des vins, présentée par M. Yves Guyot, député. — (Séance du 21 mars 1893.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, l'article 3 de la loi du 11 juillet 1891 tendant à réprimer les fraudes dans la vente des vins est conçu en ces termes :

« Il est défendu de mettre en vente, de vendre ou de livrer des vins plâtrés contenant plus de 2 grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre.

« Les délinquants seront punis d'une amende de 16 fr. à 500 fr., et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines suivant les circonstances.

« Ces dispositions ne seront applicables aux vins de liqueur que deux ans après la promulgation de la présente loi.

« Les fûts ou récipients contenant des vins plâtrés devront en porter l'indication en gros caractères. Les livres, factures, lettres de voiture, connaissements, devront contenir la même indication ».

La clause suspensive concernant les vins de liqueur, qui fait l'objet du paragraphe 3 de cet article, tombera donc le 1^{er} juillet de la présente année, de sorte qu'à partir de cette date et aux termes de la loi, la régie se verra dans l'obligation de rechercher et de poursuivre tous les vins plâtrés à plus de 2 grammes.

Si les dispositions de l'article 3 de la loi du 11 juillet 1891 étaient appliquées maintenant que les nouveaux tarifs douaniers opposent aux vins étrangers à haut degré une barrière si difficilement franchissable, elles équivaldraient à prohiber complètement l'importation des vins de liqueur et d'hygiène, la loi deviendrait prohibitive à l'importation en même temps qu'elle serait tout à fait vexatoire à l'intérieur.

Dès le 1^{er} juillet, le laboratoire municipal serait obligé de rechercher, en vue de son exécution, les vins surplâtrés au-dessus de 2 grammes. Il lui faudrait commencer par les grands restaurants, les hôtels, les caves de marchands qui ont tous un stock plus ou moins considérable de vins de liqueur dont les meilleurs s'écoulent très lentement en raison même de leur grosse valeur : et ce sont précisément ceux-là qui donneraient lieu à des poursuites. Puis il faudrait rechercher les vins plâtrés à plus de 2 grammes chez tous les détaillants, sans exception pour ainsi dire, car il existe des vins de liqueur, titrant plus de 2 grammes, partout dans le commerce.

En effet, des provisions, qui dureront longtemps encore, ont été faites avant le 1^{er} février 1892, pour échapper à l'augmentation considérable qui a frappé surtout cette classe de vins à haut titre qui payent actuellement 19 fr. 50 par hectolitre au lieu de 2 fr. 90. Les tribunaux se trouveraient donc armés d'une loi draconienne aussi vexatoire pour tout le commerce de gros et de détail qu'inutile au point de vue hygiénique.

Les auteurs de la loi avaient eux-mêmes établi une distinction entre les vins de consommation courante et les vins de liqueur, puisqu'ils avaient accordé un délai transitoire de deux années pour ceux-ci. Ce délai expiré, l'assimilation, entre deux objets de consommation si différents, doit-elle être imposée ?

Nous n'allons pas cependant jusqu'à demander la liberté d'un plâtrage indéterminé pour les vins de liqueur. La limitation du plâtrage des vins à 2 grammes par litre a été basée sur les avis du comité consultatif d'hygiène de France des 21 juillet 1885, 16 mai 1887 et de l'Académie de médecine du 10 juillet 1888. Nous demandons simplement que le plâtrage pour les vins de liqueur titrant plus de 16 degrés soit limité à 6 grammes, le plâtrage des vins ordinaires restant limité à 2 grammes.

Il faudrait qu'on absorbât quotidiennement plus d'un litre de vin

de liqueur pour que les effets en fussent dangereux ; on concédera que c'est là une hypothèse inadmissible. Les statistiques permettent d'ailleurs d'établir un autre calcul comparatif qui nous paraît décisif. La consommation annuelle du vin ordinaire en France est de 99 litres par habitant ; à 2 grammes par litre, cela fait 198 grammes de plâtre par an. Pour la même période, la consommation des vins de liqueur représente environ 90 centilitres par habitant ; en admettant pour eux le plâtrage à 6 grammes, cela fait par an, 5 gr. 40, contre 198. Il n'est donc pas possible de parler de la nocuité des vins de liqueur plâtrés à 6 grammes.

Aussi voyons-nous que les pays consommateurs de vins de liqueur, l'Allemagne, la Suisse, les Etats-Unis, qui ont imité la France et qui ont limité le plâtrage à 2 grammes pour les vins courants, se sont gardés d'appliquer cette disposition aux vins de liqueur en considérant avec raison que ce sont là deux espèces absolument différentes.

J'ai donc l'honneur de proposer la modification suivante à l'article 3 de la loi du 11 juillet 1891 tendant à réprimer les fraudes dans la vente des vins.

Après le premier paragraphe :

« Il est défendu de mettre en vente, de vendre ou de livrer des vins plâtrés de consommation courante contenant plus de 2 grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre, »

On ajouterait un second paragraphe ainsi conçu :

« A partir du 11 juillet 1893, cette limite est élevée à 6 grammes pour les vins de liqueur titrant plus de 16 degrés.

« Le paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 11 juillet 1891 est supprimé. »

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 3 de la loi du 11 juillet 1891 tendant à réprimer les fraudes dans la vente des vins est modifié de la manière suivante :

« Il est défendu de mettre en vente, de vendre ou de livrer des vins plâtrés contenant plus de 2 grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre.

« Cette limite est élevée à 6 grammes pour les vins de liqueur titrant plus de 16 degrés.

« Les délinquants seront punis d'une amende de 16 fr. à 500 fr. et d'un emprisonnement de six jours à trois mois ou de l'une de ces peines suivant les circonstances.

« Les fûts ou récipients contenant les vins plâtrés devront en porter l'indication en gros caractères. Les livres, factures, lettres de voiture, connaissements, devront contenir la même indication. »

Le propriétaire-gérant : G. DUTRUC.

ART. 3557

ATTENTAT A LA PUDEUR, PRÊTRE INTERDIT, CIRCONSTANCE AGGRAVANTE.

La qualité de ministre d'un culte est une circonstance aggravante du crime d'attentat aux mœurs par elle-même et indépendamment de l'exercice du ministère. Le prêtre qui s'est rendu coupable de ce crime est donc passible de l'aggravation de peine édictée par l'art. 333, Cod. pén., malgré l'interdiction qui l'a frappé.

(MIN. PUBL. C. RAME.). — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que des pièces de la procédure résultent les faits suivants : le 5 septembre 1892, vers deux heures de l'après-midi, sur la terrasse de l'église de Saint-Agricol, à Avignon, Albert Rame, âgé de 33 ans, prêtre interdit, aborda trois jeunes garçons; il leur demanda l'adresse du curé de Saint-Agricol, puis se fit conduire à l'île de la Barthelasse; là, après avoir vainement insisté pour se trouver seul avec l'un des enfants, Fernand Jouveau, âgé de 12 ans, il le fit asseoir à côté de lui... (suit l'exposé des faits constitutifs du crime d'attentat à la pudeur);

Albert Rame, ordonné prêtre en 1884, a été successivement vicaire à Lauris et à Bault; en 1887, l'archevêque d'Avignon se vit « obligé de lui retirer ses pouvoirs, mesure trop bien motivée ». Il lui fut interdit de dire la messe dans le diocèse d'Avignon, mais non point de porter le costume ecclésiastique. Frappé d'une interdiction restreinte et non d'une révocation, Rame a conservé la qualité de prêtre; il en était investi et portait légalement le costume de ministre du culte catholique lorsqu'il a commis le crime d'attentat à la pudeur. Or, la qualité de ministre du culte est par elle-même une circonstance aggravante du crime prévu par l'art. 331, Cod. pén.; elle est absolument indépendante de l'exercice des fonctions de l'agent; l'article 333 se borne d'ailleurs à infliger l'aggravation de peine au « ministre d'un culte » et ne parle pas de l'exercice des fonctions du coupable.

En conséquence, Rame est passible de l'aggravation de peine qui frappe la qualité et l'indignité du prêtre, et il y a lieu de relever à sa charge la circonstance aggravante édictée par l'art. 333, Cod. pén., circonstance que l'ordonnance du juge d'instruction n'a pas retenue;

Attendu que de l'exposé qui précède, il résulte contre Albert Rame charges suffisantes d'avoir, à Avignon, le 5 septembre 1892, commis un attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence sur la personne de Fernand Jouveau, âgé de moins de 13 ans accomplis, et ce avec cette circonstance que ledit Rame était mi-

nistre du culte catholique, crime prévu et puni par les art. 331 et 333, du Cod. pén.

Par ces motifs, etc.

Du 11 OCTOBRE 1892. — C. de Nîmes. — Ch. d'acc. — MM. de Neyremand, f. f. de pr.; — Giraut, subst.

REMARQUE. — C'est un point constant en jurisprudence que l'application de l'art. 333, Cod. pén., n'est pas restreinte au cas où le crime a été commis dans l'exercice des fonctions ou du ministère de son auteur. V. Cass., 9 juin 1853 (S. 53. 1. 463); 13 nov. 1856 (S. 57. 1. 490); 5 mai 1859 (S. 59. 1. 716); 22 nov. 1866 (S. 67. 1. 187). — Conf., Blanche, *Etude, pratiq. sur le Cod. pén.*, t. 5, n. 134.

Par conséquent, le prêtre que l'interdiction dont il a été frappé empêche de remplir son ministère, mais ne dépouille pas de sa qualité de ministre d'un culte, doit, lorsqu'il se rend coupable d'un attentat aux mœurs, être soumis à l'aggravation de peine qu'édicte l'art. 333, Cod. pén.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Outrage public à la pudeur*, n. 3.

ART. 3559

CHASSE, LAPINS, ANIMAUX NUISIBLES, BÊTES FAUVES.

Les lapins ne sont pas, en principe, des animaux nuisibles : ils le deviennent seulement, et sont alors classés comme tels par les arrêtés préfectoraux, quand, par leur multiplicité et suivant les régions où ils se cantonnent et se propagent, ils constituent un véritable danger pour les récoltes. Hors ce cas, la chasse aux lapins en temps prohibé tombe sous l'application de l'art. 12 de la loi du 3 mai 1844. — Résol. par le jugem.

Les lapins ne doivent pas non plus être rangés au nombre des bêtes fauves, que les propriétaires et fermiers peuvent repousser ou détruire toutes les fois qu'elles portent dommage à leurs récoltes. — Id.

(MONNOT C. MIN. PUBL.)

Un jugement du tribunal correctionnel de Trévoux, du 8 mai 1893, avait statué en sens contraire dans les termes suivants :

« Attendu que Monnot est poursuivi à la requête du ministère public pour avoir chassé en temps prohibé, soit dans le mois de mars 1893, époque à laquelle la chasse est close, aux termes de l'arrêté préfectoral du 12 janvier dernier, sauf pour la chasse du gibier d'eau sur les rivières, étangs, lacs ou marais, et de la bécasse dans les bois ;

« Attendu que du procès-verbal dressé par le garde-champêtre de la commune de Balan et des débats de l'audience, il résulte que, le 19 mars dernier, au lieu dit : « Iles de Balan », territoire de cette commune, le sieur Monnot a tué un lapin d'un coup de fusil ; que, dans sa déposition très nette et très affirmative, le garde champêtre déclare que, se trouvant au lieu sus-indiqué, il a entendu tirer trois coups de feu, dont un tiré par Monnot ; qu'aussitôt après il a vu le sieur Monnot lui montrant un lapin qu'il tenait par les pattes en lui disant : « Tenez, garde ! » ; que, s'étant approché, il a pu constater que le lapin portait une blessure au ventre et des taches de sang tout frais sur le pelage ;

« Attendu que, dans ces conditions, Monnot prétend vainement qu'il n'avait point tué le lapin dont s'agit, qu'il l'avait tué bien avant dans le département de l'Isère ou dans celui du Rhône, où cette chasse est autorisée ; que si ce fait absolument invraisemblable était exact, Monnot encourrait, en tous cas, les peines édictées pour colportage de gibier dans le département de l'Ain en temps prohibé ;

« Attendu que Monnot n'a pas davantage intérêt à laisser croire qu'il a voulu, avec ses compagnons de chasse, faire une plaisanterie au garde de Balan, dont la surveillance paraît les gêner, et avoir fait semblant de tuer un lapin pour se moquer de cet agent ; qu'il s'exposerait alors à des poursuites en vertu de l'art. 224, Cod. pén., pour outrages à un agent de l'autorité dans l'exercice de ses fonctions ;

« Attendu que les dépositions des témoins à décharge n'ont rien infirmé soit le procès-verbal, soit la déclaration du garde champêtre ; que tout établit que l'animal a été tué par Monnot, qui s'est ensuite empressé de le montrer et à même dit au garde qu'il en avait tué bien d'autres ;

« Attendu, en droit, que l'arrêté réglementaire de M. le Préfet de l'Ain, en date du 3 décembre 1885, art. 7, ne classe pas les lapins au nombre des animaux malfaisants ou nuisibles ; que les lapins ne sont pas en principe des animaux nuisibles ; qu'ils le deviennent par le fait de leur multiplicité et suivant les régions où ils se cantonnent et se propagent ; que c'est alors qu'ils deviennent un véritable danger pour les récoltes et qu'ils sont, par les arrêtés, classés dans le nombre des animaux nuisibles ;

« Attendu qu'on ne saurait non plus ranger le lapin au nombre des bêtes fauves ; que Monnot d'ailleurs, qui n'est, ni propriétaire, ni fermier du terrain sur lequel il se trouvait, mais qui n'était là qu'en qualité d'invité des locataires du droit de chasse, ne saurait même se retrancher derrière la faculté accordée au propriétaire ou au

fermier par l'art. 9, § 3, de la loi du 9 mai 1844 de détruire avec les armes à feu les bêtes fautes portant dommage à leurs propriétés ;

« Attendu qu'il serait trop facile d'éluder les dispositions de la loi ou des arrêtés préfectoraux sur la police de la chasse, s'il suffisait, pour pouvoir se livrer en tout temps à la chasse, d'invoquer le prétexte de la destruction des animaux malfaisants et nuisibles ;

« Attendu qu'il y a lieu de déclarer constant le délit relevé à l'encontre de Monnot et de lui faire applicatoin des art. 1^{er} et 12, § 1^{er}, de la loi du 3 mai 1844 ;

« Par ces motifs, etc. »

Appel par Monnot,

ARRÊT :

LA COUR ; -- Attendu qu'il n'a pas été suffisamment établi que Monnot ait fait acte de chasse et tiré sur le lapin que plus tard il a fait voir au garde champêtre Deuvel ; qu'il est au contraire établi et reconnu par Monnot qu'il a été, le 19 mars 1893 à Balan, trouvé porteur d'un lapin de garenne dont la chasse était en ce moment prohibée sur le territoire de ladite commune, et qu'il a ainsi commis le délit prévu et puni par l'art. 12, § 4, de la loi du 3 mai 1844 ;

Par ces motifs, réformant le jugement rendu pour le tribunal correctionnel de Trévoux, le 3 mai 1893, dit le délit de chasse en temps prohibé reproché à Monnot non suffisamment établi, le renvoie en conséquence des fins de la poursuite de ce chef de la prévention ; — Le déclare au contraire suffisamment atteint et convaincu d'avoir été, le 19 mars 1893, à Balan, trouvé transportant du gibier, alors que la chasse était prohibée ; — Et lui faisant application de l'art. 12, § 4, de la loi du 3 mai 1844, etc.

Du 29 MAI 1893. — C. de Lyon. — Ch. corr. — MM. Bartholomot, pr. ; — Mallein, av. gén.

REMARQUE. — Il est incontestable que les lapins peuvent être mis par les arrêtés préfectoraux dans la classe des animaux nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier peut en tout temps détruire sur ses terres, lorsque, par leur multiplicité et suivant les régions, ils menacent sérieusement les récoltes. Voy. *La Vallée, la Chasse à tir en France*, p. 18, qui définit ainsi les animaux nuisibles : « ceux qui causent dommages lorsqu'ils se multiplient outre mesure, qui portent préjudice à la longue et dont la destruction peut être remise à quelques jours sans inconvénient grave. » — V. aussi Gillon et Villepin, *Nouv. Cod. des chass.*, n. 209 ; Giraudeau, Lelièvre et Soudée, *la Chasse*, n. 665, et autres auteurs. — Compar.

l'article publié par moi dans le tome 31, p. 251, et Cass. 27 oct. 1892, *suprà*, p. 14.

On refuse généralement et à bon droit, selon moi, le caractère de bêtes fauves aux lapins (Trib. corr. de la Seine, 9 janv. 1847 ; Rouen, 18 févr. 1864 ; D. p. 64, 2, 154 ; Orléans, 3 févr. 1892, *Gaz. des Trib.*, n° du 12 févr. ; Petit, *Dr. de chass.*, t. 1^{re}, p. 393 ; Championnière, *Man. du chass.*, p. 70 ; Giraudeau, Lelièvre et Soudée, n. 694. — *Contrà*, Lyon, arrêt de 1867, *Journ. des chass.*, 1867, p. 286 ; Villequez, *Dr. de destruct. des anim. malfais. ou nuisibl.*, p. 151.

Le caractère de bêtes fauves a été aussi très justement refusé aux pigeons ramiers et aux pies, qui rentrent, comme les lapins, dans la catégorie des animaux malfaisants ou nuisibles dont les préfets peuvent autoriser et réglementer la destruction (Cass., 11 juin 1880, J. M. p. 23. 225).

« Nous appelons bêtes fauves, disent MM. Giraudeau, Lelièvre et Soudée, tous les animaux sauvages qui vivent principalement dans les bois et qui peuvent porter dommage aux personnes, ainsi qu'aux récoltes et aux propriétés. »

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v° Chasse, n. 60 et suiv.

ART. 3559

PÊCHE FLUVIALE, FOSSE, COMMUNICATION AVEC UNE RIVIÈRE,
CANAL, BARRAGE, FERMETURE.

Les fossés, canaux ou étangs appartenant à des particuliers sont, lorsqu'ils communiquent avec une rivière, soumis, comme cette rivière, à la police de la pêche, et les propriétaires n'y peuvent pêcher librement que quand la communication a cessé naturellement. — Peu importe que la communication soit permanente ou accidentelle, et qu'elle ait été produite non par une crue, mais par un barrage qui a eu pour effet d'élever le niveau de l'eau (L. 15 avril 1829, art. 30).

Ainsi, il y a délit de pêche, réprimé par l'art. 27 de la loi du 15 avril 1829, de la part du propriétaire faisant partie d'un syndicat, qui, en temps prohibé, a pêché dans une fosse lui appartenant et communiquant fréquemment avec une rivière par un canal, alors qu'au moment du fait de pêche, le niveau de l'eau se trouvait avoir été élevé par la fermeture, qu'avait fait opérer le syndicat, d'un barrage établi par celui-ci sur la rivière.

(MIN. PUBL. C. MEUNIER). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que les fossés, canaux ou étangs appar-

tenant à des particuliers sont, lorsqu'ils communiquent avec une rivière, soumis, comme cette rivière, à la police de la pêche, et que les propriétaires n'y peuvent pêcher librement que lorsque la communication a cessé naturellement ; qu'il importe peu que la communication soit permanente ou accidentelle ; que la réglementation de la pêche ayant pour but de prévenir la destruction du poisson qui se trouve dans les fleuves, rivières, canaux ou ruisseaux quelconques, il importe peu également que la communication ait été produite non par une crue, mais par l'établissement d'un barrage qui a eu pour effet d'élever le niveau de l'eau ;

Attendu que Meunier a été surpris, le 12 mai 1893, alors que la pêche était prohibée, pêchant, à l'aide d'engins dits verveux, dans une fosse située sur le territoire de la commune de Vouvray, au moment où la rivière de la Cisse communiquait avec cette fosse par un canal ayant environ un mètre cinquante centimètres d'eau ; qu'il résulte des renseignements fournis au tribunal que cette fosse a été créée par l'enlèvement des terres nécessaires à la construction d'une digue ; que, par arrêté préfectoral du 3 octobre 1874, la veuve Meunier a été autorisée à y faire passer le ruisseau dit *la Bonne Dame*, mais à la condition qu'il serait créé et maintenu un fossé ou canal allant de ladite fosse à la Cisse ; que par les grandes pluies la fosse Meunier communique fréquemment avec la Cisse par ce fossé ; que le fonds du fossé est à soixante-quinze centimètres au-dessus du zéro de l'échelle d'un barrage établi sur le Cisse par un syndicat autorisé par décret du 5 novembre 1859, pour protéger les propriétés riveraines situées en amont contre les crues de la Loire ;

Attendu, d'ailleurs, que si, au moment du fait de pêche incriminé, l'élévation du niveau de l'eau avait été produite par la fermeture du barrage opérée pour faire irriguer les prairies riveraines, il y a lieu de faire remarquer que cette fermeture était le fait du président du syndicat dont font nécessairement partie les propriétaires des terrains protégés, et, par conséquent, le propriétaire de la fosse Meunier ;

Par ces motifs, déclare Meunier coupable de délit de pêche en temps prohibé, fait prévu et puni par l'art. 27 de la loi du 15 avril 1829 ;

Mais attendu que le dommage causé n'excède pas 25 francs et qu'il existe des circonstances atténuantes qui autorisent le tribunal à faire l'application de l'art. 72 de la même loi ; — Vu lesdits articles et l'art. 194, Cod. instr. crim. ; — Faisant application des dispositions desdits articles ; — Condamne Meunier à 5 francs d'amende, etc.

Du 1^{er} JUILLET 1893. — Trib. correct. de Tours. — MM. Robert, vice-pr. ; — Lescouvé, subst. du proc. de la Rép. ; — Albert Trochon, av.

NOTA. — Décision conforme à la jurisprudence. V. l'article que j'ai publié dans le tome 31, p. 216 et suiv.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Pêche fluviale*, n. 16.

ART. 3560

PÊCHE FLUVIALE, RECHERCHE DU POISSON, VISITE, REFUS.

Si, en temps prohibé, la recherche du poisson peut être faite dans les lieux ouverts au public, ce droit de recherche ne peut être transformé en un droit de visite. En conséquence, ne constitue pas un délit le refus de laisser visiter un panier par un garde-pêche qui croyait y saisir du poisson pêché en temps prohibé.

(MIN. PUB. C. MARTIN.). -- ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier que, le 6 mai dernier, sur la voie publique à Saint-Gaudens, Ambroise Martin a été trouvé, par le garde-pêche Fontane, porteur d'un panier ; qu'interpellé par le garde et sommé d'avoir à ouvrir ce panier, il s'y est refusé ;

Attendu qu'il a été assigné devant le tribunal correctionnel de Saint-Gaudens comme prévenu, dit la citation, d'avoir refusé de laisser visiter un panier dont il était porteur, et que le garde croyait contenir du poisson pêché en délit :

Mais attendu que le fait ainsi qualifié ne saurait constituer un délit ; que, sans doute, en temps prohibé, la recherche du poisson peut être faite dans les lieux ouverts au public ; que si, par suite d'une circonstance quelconque, le garde-pêche peut constater un transport ou colportage, il doit dresser un procès-verbal ; mais que le droit de recherche qui lui est imposé ne peut être transformé en un droit de visite ; qu'aucun texte de loi ne qualifie de délit et ne punit le refus, sur la voie, publique, d'ouvrir et de laisser visiter un panier par un garde-pêche ;

Que la citation ne vise, en effet, que les art. 5 et 7 de la loi du 31 mai 1865 ; que ces articles ne prévoient et ne punissent que la mise en vente, l'achat, le transport, le colportage des diverses espèces de poissons pendant le temps où la pêche en est interdite ;

Que la Cour, régulièrement saisie des faits, a le droit de modifier la qualification donnée et de rechercher si ces faits peuvent constituer le délit de colportage puni par les textes cités ;

Mais attendu qu'aucun fait de cette nature n'a pu être établi à l'encontre du prévenu ; que c'est dès lors à bon droit que les premiers juges ont prononcé son relaxe ;

Par ces motifs, a démis et démet M. le procureur général de son

appel envers le jugement sus-énoncé et, déclarant le prévenu non coupable du délit qui lui est reproché, le relaxe sans dépens, etc.

Du 20 JUILLET 1893. — C. de Toulouse. — Ch. corr. — MM. Frezouls, pr. ; — Le Gall, av. gén.

ART. 3561

MINEUR DE SEIZE ANS, ACQUITTEMENT POUR DE DÉFAUT DISCERNEMENT,
REMISE A UN ASILE.

Un tribunal viole l'art. 66, Cod. pén., lorsque, en acquittant un prévenu âgé de moins de seize ans, comme ayant agi sans discernement, il ordonne, non que le prévenu sera remis à ses parents ou conduit dans une maison de correction, ainsi que le prescrit cet article, mais qu'il sera remis à un asile (par exemple, à l'asile de l'Union française pour le sauvetage de l'enfance).

(MIN. PUBL. — AFF. MERCIER.). — ARRÊT.

LA COUR ; — Statuant sur le pourvoi formé d'ordre de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, par M. le procureur général en la Cour, dans l'intérêt de la loi, contre le jugement du tribunal correctionnel d'Argentan, du 6 août 1881 ; — Vu la lettre de M. le garde des sceaux en date du 4 mars dernier ; — Vu le réquisitoire de M. le Procureur général ; — Vu l'art. 441, Cod. instr. crim. et l'art. 66, Cod. pén.

Attendu que Mercier, âgé de moins de seize ans, a été traduit sous prévention de vol devant le tribunal correctionnel d'Argentan ; que ce tribunal, après avoir, par le jugement attaqué, déclaré le prévenu auteur du délit qui lui était imputé, l'a acquitté comme ayant agi sans discernement et ordonné qu'il serait remis à l'Union française pour le sauvetage de l'enfance ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 66, Cod. pén., le mineur de seize ans acquitté comme ayant agi sans discernement doit, selon les circonstances, être remis à ses parents ou conduit dans une maison de correction pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera ;

Attendu qu'en décidant que le jeune Mercier serait remis à l'Asile de la société de patronage ci-dessus désignée, le jugement attaqué n'a ordonné aucune des deux mesures prescrites par l'art. 66 précité et a ainsi violé les dispositions de cet article ;

Par ces motifs, casse et annule, dans l'intérêt de la loi, le jugement du tribunal correctionnel d'Argentan, du 6 août 1891, dans la partie qui ordonne la remise du jeune Mercier à l'asile de l'Union française pour le sauvetage de l'enfance, etc.

Du 20 JUILLET 1893. — C. cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Dumas, rapp. ; — Rau, av. gén.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o Mineur, n. 8.

ART. 3562

PEINE, DÉTENTION PRÉVENTIVE EN CELLULE, IMPUTATION,
RÉDUCTION D'UN QUART.

L'imputation de la détention préventive sur la durée de la peine prononcée doit avoir lieu même lorsque cette détention a été subie en cellule ; et la réduction d'un quart à laquelle l'art. 4 de la loi du 5 juin 1875 soumet la durée de la peine à l'égard des condamnés ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement, s'opère également sur la durée de la détention préventive en faveur des prévenus qui ont aussi subi cette détention en cellule pendant trois mois consécutifs.

(MIN. PUBL. C. BASCOURT.)

Sur l'appel qu'a interjeté M. le procureur général près la Cour de Paris du jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 19 mai 1893 rapporté *suprà*, p. 113, est intervenu l'arrêt infirmatif ci-après :

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que Bascourt, condamné pour escroquerie à quatre mois d'emprisonnement par jugement définitif de la 8^e chambre du tribunal de la Seine en date du 29 avril 1893, a présenté à la chambre du conseil de ladite chambre une requête dans laquelle il expose que la détention préventive par lui subie devait être imputée sur la peine prononcée et que, cette détention préventive ayant eu lieu en cellule, il y a lieu d'opérer la diminution du quart conformément à l'art. 4 de la loi du 5 juin 1875 ; que, l'administration pénitentiaire se refusant à faire cette déduction, il demande, le temps passé par lui dans l'isolement étant de trois mois, qu'il soit jugé que la réduction du quart devra avoir lieu sur la période de la détention préventive aussi bien que sur la période postérieure à la condamnation ;

Considérant que cette requête ayant été rejetée par jugement du 20 mai 1893, M. le Procureur général a régulièrement interjeté appel du jugement ;

Considérant que les premiers juges ont motivé leur décision : 1^o Sur le texte littéral de l'art. 4 de la loi du 5 juin 1875, aux termes duquel la réduction du quart ne profite qu'aux condamnés ; d'où il résulte, d'après le jugement, que cette disposition ne pourrait être appliquée à des détenus qui ne sont pas condamnés, sans une violation manifeste des prescriptions de la loi ; — 2^o Sur la différence que la loi a établie entre les prévenus et accusés, d'une part, et les condamnés, de l'autre, par rapport au régime qui leur est appliqué, les

prévenus et accusés étant sous le régime de la séparation individuelle, qui n'implique aucune idée pénale, tandis que les condamnés seuls sont sous le régime d'emprisonnement ; — Enfin, 3^e sur la différence qui existe, en fait, entre les uns et les autres, le traitement des prévenus dans la prison étant beaucoup moins rigoureux que celui des condamnés ;

Mais considérant que la disposition édictée au profit des détenus qui ont subi leur peine en cellule n'ayant été introduite dans la législation française que par la loi du 17 novembre 1892, aucun argument ne peut être tiré des dispositions législatives antérieures à cette loi, et notamment de la loi du 5 juin 1875, et que c'est uniquement dans la loi précitée du 17 novembre 1892 qu'il faut rechercher l'intention et la volonté du législateur ;

Considérant qu'il résulte des travaux préparatoires et du texte même de cette dernière loi, qu'à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné par le jugement, la durée de la prévention devra s'imputer sur la peine prononcée ; qu'ainsi, le même effet coercitif est attaché toujours et en tous cas à l'incarcération, soit qu'elle ait lieu ou non à titre de peine, sans qu'il faille s'attacher au régime pénitentiaire, qui peut être différent ; que la preuve que la loi de 1892 ne s'est pas préoccupée de la différence existant entre le régime dont bénéficient les prévenus et celui auquel sont soumis les condamnés, c'est qu'elle impute la durée de la détention préventive sur les peines de la réclusion et des travaux forcés, s'exécutant cependant d'une façon spéciale et plus rigoureuse que le simple emprisonnement ; qu'au surplus, la détention préventive peut parfois être subie dans des conditions plus dures que la peine, quand, par exemple, l'inculpé est l'objet d'une mise au secret ou d'une interdiction de communiquer ;

Considérant que, depuis la revision de l'art. 24 du Code pénal opérée en 1892, le législateur a reconnu le caractère de peine à l'emprisonnement subi par le condamné qui interjette appel du jugement pendant le temps qui s'écoule entre la date du jugement et celle de l'arrêt, toutes les fois que ledit arrêt n'a pas élevé la peine prononcée par les premiers juges ; — Qu'il ne s'agit pas néanmoins d'un condamné, puisque la condamnation est suspendue par l'appel, mais d'un individu détenu préventivement ; — Que la loi précitée du 17 novembre 1892 n'a fait aucune distinction entre les inculpés et les condamnés : qu'elle pose, en principe, que la détention préventive s'imputera sur la peine provisoire, quelle que soit cette peine ; que la détention préventive subie en cellule doit produire les mêmes effets que la peine subie en cellule ; qu'aucun motif n'existe pour distinguer entre la période qui précède et celle qui suit le

jugement ; que la seule condition requise est que la durée de l'isolement individuel soit prolongée pendant trois mois consécutifs ; que cette interprétation découle, en dehors des raisons de texte ci-dessus exposées, de l'esprit libéral de la loi de 1892, qui assimile la détention préventive à la peine ;

Considérant qu'actuellement la peine prononcée contre Bascourt est entièrement subie ;

Par ces motifs, infirme le jugement dont est appel ; — Emendant, réformant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, dit qu'il y avait lieu de déduire le quart sur la période de la détention préventive subie par Bascourt, condamné à quatre mois de prison, ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement, etc.

Du 1^{er} JUILLET 1893. — C. de Paris. — Ch. corr. — MM. Bérard des Glajeux, pr. ; — Van Cassel, av. gén.

REMARQUE. — L'assimilation que fait ici la Cour de Paris de la détention préventive cellulaire à la peine prononcée, me semble fort contestable ; et je considère comme plus juridique la thèse qu'avait consacrée le tribunal correctionnel de la Seine dans le jugement que j'ai rapporté ci-dessus, p. 113.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^{ls} *Détention préventive*, n. 1, et *Peine*, n. 49.

ART. 3563

PEINE, DÉTENTION PRÉVENTIVE, IMPUTATION, APPEL DU PRÉVENU SEUL.

Dans le silence du jugement de condamnation, la détention préventive tout entière, tant celle qui est postérieure que celle qui est antérieure au jugement, doit être imputée sur la durée de la peine, et le bénéfice de cette imputation ne peut légitimement être enlevé au prévenu, sur son propre appel et à défaut d'appel du ministère public.

(CATELIN C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR : — Sur le moyen d'office pris de la violation de l'art. 24 du Code pénal, modifié par la loi du 13 novembre 1892, en ce que Catelin ayant seul interjeté appel du jugement qui le condamnait à quatre mois de prison, et ce jugement ayant gardé le silence sur l'imputation de la détention préventive, la Cour de Caen lui a néanmoins enlevé le bénéfice de cette imputation pour toute la période de détention préventive comprise entre le jugement et l'arrêt confirmatif ;

Attendu qu'aux termes de l'article 24 susvisé, la détention préventive doit être intégralement déduite de la durée de la peine prononcée par le jugement ou l'arrêt, à moins que le juge n'ait ordonné,

par une disposition spéciale et motivée, que cette déduction n'aurait pas lieu ou n'aurait lieu que pour partie ;

Attendu, dès lors, que, dans le silence du jugement, la détention préventive tout entière, tant celle qui est postérieure que celle qui est antérieure au jugement, doit être imputée sur la durée de la peine ; que le bénéfice de cette imputation ne saurait être enlevé au prévenu sans qu'il en résulte pour lui une véritable aggravation de peine ; que, par conséquent, il ne peut en être légitimement dépouillé sur son propre appel et à défaut d'appel du ministère public ; — Que décider autrement, ce serait violer la règle reconnue par l'avis du Conseil d'Etat en date du 12 novembre 1806, d'après laquelle l'appel du prévenu ne peut pas avoir pour résultat d'aggraver sa situation ; — D'où il suit que, dans l'espèce, le ministère public n'ayant point interjeté appel, l'arrêt attaqué a manifestement violé l'article 24 susvisé, en déclarant que la détention préventive subie par le demandeur entre la date du jugement et celle de l'arrêt ne serait pas défalquée de sa peine ;

Par ces motifs, casse, etc.

Du 4 août 1893. — C. cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Accarias, rapp. ; — Sarrut, av. gén.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Détention préventive*, n^o 1.

ART. 3564.

ABUS DE CONFIANCE, INTENTION FRAUDULEUSE, MANDAT, COMPTE ENTRE LE MANDANT ET LE MANDATAIRE.

L'intention frauduleuse étant un élément essentiel du délit d'abus de confiance, le simple retard dans la restitution de fonds provenant de l'exécution d'un mandat ne saurait impliquer ce délit, lorsque ce retard est justifié par la nécessité d'établir un compte entre le mandant et le mandataire, nécessité exclusive de toute idée de détournement de la part de ce dernier (Cod. pén., 408).

(SUPÉRY C. MIN. PUBL.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que Supéry a formé opposition au jugement de défaut du 24 mai 1893 du tribunal correctionnel de Toulouse, le condamnant à la peine de un mois d'emprisonnement et aux dépens pour abus de confiance ; — Attendu que cette opposition étant régulière en la forme, il y a lieu de l'accueillir ;

Au fond : — Attendu qu'il a été établi aux débats qu'au mois de janvier 1893 le sieur Salières, négociant en vins à Carcassonne, remit à Supéry, à titre de dépôt, une certaine quantité de vins que ce dernier avait mandat de vendre pour son compte ; que Supéry devait chaque semaine remettre à son mandant le prix obtenu de la marchandise vendue, sous déduction d'une commission de 10 0/0 ;

Attendu que Supéry ne tint jamais exactement ses engagements, et qu'il résulte des documents produits aux débats que le premier règlement entre les parties n'eut lieu qu'un mois après environ, par une somme de 88 fr. 70 versée par Supéry au compte courant de Salières, chez M. Ozenne, banquier, sans que Salières ait élevé quelque objection sur la tardivité de ce versement ;

Attendu que depuis lors Supéry n'ayant plus rendu compte à Salières, ce dernier fit pratiquer, le 29 mars 1893, par ministère de Tronche, huissier, entre les mains de son mandataire, après l'avoir, prétend-il, mis en demeure par deux lettres des 15 et 25 mars, une saisie conservatoire de la marchandise lui appartenant ;

Attendu que, néanmoins, Supéry obtint de l'huissier Tronche l'autorisation de vendre le vin saisi conservatoirement pour ne pas laisser perdre la clientèle du débit, mais sous la condition expresse que Supéry verserait chaque soir, entre les mains de cet officier ministériel, le produit des ventes de la journée ;

Attendu que Supéry n'a pas plus tenu compte de cette condition que de ses précédents engagements ; — Qu'il a continué à vendre, après la saisie, le vin appartenant à Salières, mais sans verser entre les mains de l'huissier Tronche le produit des ventes quotidiennes ;

Attendu, les faits ainsi connus, qu'il y a lieu d'examiner s'ils justifient les fins de la citation ;

Attendu qu'en matière d'abus de confiance, l'intention frauduleuse est un des éléments constitutifs du délit, et qu'il est nécessaire d'en rechercher l'existence dans les faits reprochés au prévenu, soit avant la saisie conservatoire, soit après cette saisie ;

En ce qui concerne la première période : — Attendu que Salières n'ayant pas exigé exactement l'exécution des conventions primitives avec son mandataire, ayant même accepté, sans protestations, un règlement après plus d'un mois de gestion, Supéry avait pu croire qu'il était dérogé à la rigueur de ces conventions ; — Que Salières prétend, il est vrai, avoir, par ses deux lettres des 15 et 25 mars, invité son mandataire à se conformer au contrat primitif, et l'avoir mis en demeure, mais que Supéry déclare n'avoir reçu que beaucoup plus tard la première de ces lettres et n'avoir pas reçu la seconde, sans que la prévention soit en mesure de lui démontrer le contraire ; — Qu'au surplus la tolérance dont Salières avait usé jusque-là avait fait naître entre lui et son mandataire un compte à régler, dont l'existence même, prouvant que Salières, à suivi la foi de Supéry, enlève à l'appropriation par ce dernier des fonds provenant des ventes le caractère de détournement.

En ce qui concerne la deuxième période : — Attendu, il est vrai, que, contrairement à ce qui avait été convenu avec l'huissier Tronche,

Supéry n'a point versé entre les mains de cet officier ministériel les fonds provenant des ventes quotidiennes de vin ;

Mais attendu, que Supéry prétend que s'il n'a point fait ces versements, c'est sur les conseils de son agréé au tribunal de commerce et même d'un magistrat de cette juridiction qui lui auraient fait observer qu'en les effectuant il paraîtrait acquiescer à la saisie conservatoire pratiquée contre lui ; — Que cette raison, qui a pu paraître plausible à Supéry, est de nature à exclure de sa part l'idée de mauvaise foi ;

Attendu enfin que l'assignation donnée par Salières à Supéry devant le tribunal de commerce, la différence entre le chiffre de la réclamation porté dans le procès-verbal de saisie et celui porté dans ladite assignation, prouvent que Salières lui-même n'était pas fixé sur ce qui lui était dû, et que, dans tous les cas, il y avait compte à régler entre lui et son mandataire, ce qui exclut, ainsi qu'il a été dit, toute idée de détournement de la part de ce dernier ;

Par ces motifs, reçoit l'opposition en la forme ; — Au fond, la déclare bien fondée, et, en conséquence relaxe Supéry des fins de la poursuite dirigée contre lui, sans dépens.

Du 9 JUIN 1893. — Trib. corr. de Toulouse. — MM. Coumoul. pr. ; — Deffès, av.

REMARQUE. — L'exception de compte soulevée par le prévenu laissant incertaine la question de savoir si celui-ci est débiteur de la somme dont on lui impute le détournement, est exclusive de ce détournement, et, par conséquent, de l'abus de confiance. Mais il en serait autrement, s'il était établi dès à présent que, tout compte fait, le prévenu restera reliquataire d'une certaine somme. Voy. notamment Cass., 13 mars 1840 (S. 41. 1. 207) ; 13 juin 1845 (*Bull. cr.*, n° 197) ; 14 sept. 1855 (S. 55. 1. 851) ; 19 avr. 1861 (*Bull. cr.*, n. 45) ; 21 juill. 1864 (*Id.*, n. 190) ; 24 juin 1876 (*Id.*, n. 145) ; Blanche, *Etud. prat. sur le Cod. pén.*, t. 6, n. 222.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v° *Abus de confiance*, n. 7.

ART. 3505.

DIFFAMATION, ÉCRIT, APPRÉCIATION DE DOCTRINES, FRANC-MAÇONNERIE, PERSONNES NON DÉTERMINÉES.

Les appréciations, même violentes, qu'un écrit renferme au sujet de certaines opinions philosophiques, sociales ou religieuses (telles que celles attribuées à la Franc-Maçonnerie), n'ont pas le caractère de diffamation, lorsque, d'une part, il ne s'y trouve ni allégations, ni imputations

à l'adresse de personnes déterminées, et que, d'autre part, elles n'excèdent pas, au point de vue légal, le droit de discussion (L. 29 juill. 1881, art. 29).

(CAZET C. IRIBE ET RIGAUD.)

A la suite du renvoi que lui a fait l'arrêt de la chambre criminelle du 16 février 1893 rapporté *supra*, p. 63, la Cour de Montpellier a statué comme il suit :

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, contrairement à l'avis du résident général et malgré le discrédit qui devait en rejaillir sur le nom français, le vicaire apostolique Cazet a successivement publié à Tananarive, à la suite de la création, dans cette ville, d'une loge maçonnique, la bulle « Humanum genus » et une brochure intitulée « Ny Framasao » ;

Attendu qu'à la suite de cette dernière publication le tribunal résidentiel de Tananarive, sur la poursuite des parties civiles, a condamné le prévenu à 1,000 francs d'amende et à 10,000 francs de dommages-intérêts pour diffamation et injures publiques ;

Attendu que la recevabilité de l'appel n'est pas contestée ;

Sur le délit d'injures publiques : — Attendu que ce chef de la prévention a été définitivement écarté par l'arrêt de la Cour d'Aix maintenu sur ce point ;

En ce qui concerne le délit de diffamation : — Attendu que la brochure « Ny Framasao », et spécialement les passages retenus par la décision frappée d'appel, ne contiennent ni allégations, ni imputations à l'adresse de personnes déterminées ; que le délit de diffamation manque dès lors d'une de ses bases essentielles ;

Attendu, en outre, que l'examen attentif de la brochure incriminée ne permet d'y voir que des appréciations parfois violentes, toujours regrettables, dans un pays où l'union entre Français s'impose, mais n'excédant, pas au point de vue légal, le droit de discussion d'opinions philosophiques, sociales ou religieuses attribuées à La Franc-maçonnerie ; — D'où il suit qu'en déclarant ces appréciations diffamatoires et passibles des peines édictées contre la diffamation, les premiers juges ont mal apprécié, en droit et en fait, la brochure qui leur était déférée ;

Attendu, d'ailleurs, qu'il n'y a pas lieu de donner acte à Iribé de ses réserves quant à l'usage que M. Cazet aurait fait d'une accusation calomnieuse le concernant, les droits de la défense n'ayant pas été dépassés par la mention d'une poursuite correctionnelle dirigée contre Iribé, alors que le défenseur du prévenu Cazet s'est empressé

d'ajouter que cette poursuite avait été close par une ordonnance de non-lieu ;

Par ces motifs vidant le renvoi de la Cour de cassation, et faisant droit à l'appel du prévenu, réforme le jugement entrepris ; — Décharge Jean-Baptiste Cazet de toutes les condamnations prononcées contre lui ; — Condamne les parties civiles en tous les dépens ; — Dit n'y avoir lieu de donner acte à Iribé des faits mentionnés en ses dernières conclusions, etc.

Du 27 JUILLET 1893. — C. de Montpellier. — Ch. corr.

NOTA. — Par cette décision, la Cour de Montpellier se range à l'interprétation admise, dans la même affaire, par l'arrêt de la chambre criminelle du 16 févr. 1893 rapporté ci-dessus, p. 63.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, vis *Press*, n. 28, et *Diffamation*, n. 44.

ART. 3500

DIFFAMATION, CHASSE, CAPTURE D'UN LIÈVRE PRIS AU COLLET,
IMPUTATION NON DIFFAMATOIRE.

Le fait par un individu de ramasser, sur un terrain dont le droit de chasse lui appartient, un lièvre pris au collet, sans qu'il soit allégué que ce collet ait été tendu par lui, n'ayant pas un caractère délictueux, l'imputation de ce fait par un tiers qui déclare en avoir été témoin, n'est pas de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de celui qui l'aurait commis, et ne constitue pas, dès lors, une diffamation (L. 29 juill. 1881, art. 29).

(GUILLARD C. HEUDRON). — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le jugement dont est appel a déclaré Heudron coupable d'avoir, à Saint-Valéry-en-Caux, en janvier 1893, publiquement diffamé Guillard en disant sur la voie publique, en présence d'un sieur Mosqueron, et d'une voix assez haute pour être entendu par un autre témoin qui se trouvait à une distance de vingt mètres : « C'est vrai, j'ai vu ! J'ai vu Guillard prendre un lièvre au collet » ;

Attendu qu'il résulte des débats que, dans aucune circonstance, Heudron n'a imputé à Guillard d'avoir tendu des collets ; qu'il s'est borné à affirmer à diverses reprises, comme il l'a fait en présence du sieur Mosqueron, qu'il l'avait vu ramasser un lièvre pris au collet sur un terrain dont le droit de chasse lui appartenait ;

Attendu que le fait ainsi imputé par Heudron à Guillard ne présentait aucun caractère délictueux ; qu'en le supposant exact, il n'aurait constitué de la part de Guillard que l'exercice d'un droit ;

qu'il n'est pas de nature à porter atteinte à son honneur ou à sa considération ; que la prévention n'est pas dès lors établie ;

Par ces motifs, réformant, relaxe, etc.

28 MARS 1893. — C. de Rouen. — 4^e Ch. — MM. Demaison, pr. ; — Réguis, av. gén. ; — Dieusy et Baudouin, av.

ART. 3567

DIFFAMATION, CITOYEN CHARGÉ D'UN MANDAT OU SERVICE PUBLIC, MEMBRE OU ORDONNATEUR D'UNE COMMISSION ADMINISTRATIVE D'HOSPICE, MAIRE, COMPÉTENCE.

La qualité de citoyen chargé d'un mandat ou d'un service public rendant justiciables de la Cour d'assises les imputations diffamatoires dirigées contre celui qui en est investi, n'appartient ni à un membre d'une commission administrative d'hospice ;... ni à un ordonnateur d'une semblable commission (L. 29 juil. 1881, art. 31 et 45).

Ne sont pas non plus de la compétence de la Cour d'assises les imputations diffamatoires dirigées contre un maire, président de droit de la commission administrative de l'hospice, s'il n'est pas établi que les imputations se rapportent à des actes accomplis par lui en cette double qualité, et si d'ailleurs les faits auxquels elles se rapportent sont postérieurs à l'époque où il a cessé ses fonctions de maire. (Id.)

(DE BEAUREGARD ET REMÉRAND C. TURBIN.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le moyen tiré de la violation des art. 31, 33 et 45 de la loi du 29 juillet 1881, en ce que l'arrêt attaqué aurait à tort déclaré la juridiction correctionnelle compétente pour statuer sur les délits de diffamation et d'injure publique, alors que les imputations diffamatoires et injurieuses visaient un citoyen chargé d'un mandat ou d'un service public, soit comme membre d'une commission administrative, soit comme ordonnateur, soit comme maire, président de droit de ladite commission :

En ce qui concerne la qualité de membre d'une commission administrative des hospices : — Attendu qu'aux termes des art. 7, 8, 9 et 10 de la loi des 7-13 août 1851, les commissions administratives des hospices et hôpitaux sont instituées pour diriger le service intérieur des établissements hospitaliers et qu'elles délibèrent sur tous les actes qui se rapportent à l'administration des biens et revenus desdits établissements ; que leurs délibérations, il est vrai, sont soumises dans certains cas, soit à l'approbation du conseil municipal, soit au contrôle du préfet et du ministre de l'intérieur, mais que ces précautions prises par la loi ne changent pas la nature des fonctions attribuées aux membres des commissions administratives qui, quel que soit leur mode de nomination, ne sont chargées en réalité que de gérer les intérêts privés d'un établissement municipal ;

En ce qui concerne la qualité d'ordonnateur : — Attendu qu'aux termes de l'art. 553 du décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique, « les commissions administratives des établissements de bienfaisance désignent un de leurs membres, lequel, sous le titre d'ordonnateur, est exclusivement chargé de la délivrance des mandats aux créanciers de l'établissement pour des dépenses régulièrement autorisées » ; qu'ainsi les actes de l'ordonnateur ne sont qu'une des formes de la gestion dont est chargée la commission administrative, et que, cette gestion ayant un caractère privé, les fonctions d'ordonnateur conférées par ladite commission à l'un de ses membres ne sauraient constituer un mandat ou service public ;

Attendu, dès lors, que ni les simples membres, ni les ordonnateurs des commissions administratives des hospices, ne sauraient être considérés, soit comme des dépositaires ou agents de l'autorité publique, soit comme des citoyens chargés d'un mandat ou d'un service public dans le sens de l'art. 31 de la loi du 29 juillet 1881 ;

En ce qui concerne la qualité de maire, président de droit de la commission administrative de l'hospice : — Attendu qu'il ne résulte ni des passages relevés par la citation comme diffamatoires et injurieux, ni du reste de l'article incriminé, que les imputations dirigées contre le plaignant se rapportent à des actes que celui-ci aurait accomplis en qualité de maire et président de droit de la commission administrative de l'hospice ; que les allégations ou allusions dudit article, prises en elles-mêmes, n'ont certainement pas ce sens, ni cette portée ; — Que, d'autre part, l'arrêt attaqué déclare que les faits auxquels elles se référerait sont postérieurs à l'époque où le plaignant exerçait les fonctions de maire ; — Que, pour interpréter ainsi l'article dont il s'agit, l'arrêt se fonde, non seulement sur la polémique qui a précédé cet article, mais sur les incidents qui, dans la gestion de l'hospice, ont pu servir de base aux critiques des prévenus ; sur la date à laquelle Turlin a cessé les fonctions de maire ; enfin sur ce que les prévenus eux-mêmes, postérieurement à la publication incriminée, ont déclaré dans leur journal qu'ils avaient voulu, par ledit article, répondre à M. l'ordonnateur de l'hospice ; — Qu'il appartenait à la Cour d'appel d'apprécier l'ensemble de ces circonstances de fait, et que la conclusion qu'elle en a tirée ne renferme aucune violation des art. 31, 33 et 45 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Par ces motifs, rejette le pourvoi de Georges de Beauregard et d'Ernest Remérand contre l'arrêt de la Cour d'appel de Bourges du 15 juin 1893, etc.

Du 20 JUILLET 1893. — C. Cass. — Ch. Crim. — MM. Lœw, pr. ; — Bard, rapp. ; — Rau, av. gén. ; — Gosset, av.

REMARQUE. — Un arrêt de la Cour de Toulouse du 5 juin 1884 (J. M. p. 27. 147) a, comme l'avait fait l'arrêt de la cour de Bourges intervenu dans la présente espèce, jugé, contrairement à l'interprétation consacrée par l'arrêt ci-dessus de la Cour de cassation, que les membres de la commission administrative d'un hospice sont des citoyens chargés d'un mandat public, parce que les hospices, établis dans l'intérêt général pour l'utilité des pauvres et des malades, constituent des établissements publics; que leurs administrateurs règlent l'emploi des deniers publics, (règl. gén. sur la comptab. publ. 31 mai 1862, art. 1^{er}); qu'ils sont en certains cas, nommés par le préfet; qu'ils sont présidés par le maire, etc.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Diffamation*, n. 15.

ART. 3568.

DIFFAMATION, CITATION, PROPOS TENUS, LIEU, INDICATION (DÉFAUT d').

La citation en diffamation n'est pas nulle, bien qu'elle ne contienne pas l'indication du lieu où auraient été tenus les propos incriminés, si elle fait connaître le jour et l'heure où ils auraient été proférés.

(MIN. PUBL. C C... ET X...) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les prévenues, femmes Copain et veuve Cyprien, concluent à ce que le tribunal déclare nulle la citation notifiée le 7 février 1893, comme ne contenant pas l'indication du lieu où les propos incriminés auraient été tenus, ce qui constitue, d'après elles, la violation des prescriptions édictées, sous peine de nullité, par l'art. 60, § 3, de la loi de 1881, sur la presse, lequel est ainsi conçu : « La citation précisera et qualifiera le fait incriminé; elle indiquera le texte de la loi applicable à la poursuite, le tout à peine de nullité de la poursuite » ;

Attendu que de ces diverses prescriptions, qui ont pour but de faire connaître la prévention aux prévenus, pour qu'ils puissent préparer leur défense, les deux dernières ont été pleinement remplies dans la citation notifiée le 7 février dernier, et qu'il y a lieu de rechercher si la première ne l'a pas été suffisamment :

Attendu que ladite citation contient non seulement les propos incriminés, mais encore la date et l'heure précises auxquelles ils ont été proférés sur la voie publique; que sans doute l'indication du lieu où ils l'ont été aurait précisé davantage les faits, mais qu'en dehors de cette indication, ils sont assez précis pour que les prévenues aient été à même d'organiser leur défense et de pouvoir repousser la prévention dirigée contre elles, si elle n'est pas fondée; qu'il leur suffit

pour cela de faire assigner les témoins qui justifieront l'exploit de leur temps à la date du 2 février dernier vers cinq heures du soir ;

Attendu que les prévenues l'ont, du reste, si bien compris, que, dès que leur affaire a été appelée à l'audience de ce jour, elles ont remis à l'huissier d'audience, qui en a fait l'appel, les noms des quatre témoins à décharge assignés à leur requête et qui se sont aussitôt présentés à la barre du tribunal ;

Par ces motifs, repousse l'exception présentée par les prévenues ; les condamne aux dépens de l'incident, et ordonne qu'il sera passé outre aux débats.

Du 11 FÉVRIER 1893. — Trib. corr. d'Angoulême. — MM. Legrand, pr. ; — Marrot et Arnaud, av.

REMARQUE. — A l'égard de la citation en police correctionnelle, d'une manière générale, il a été jugé que l'omission du lieu du délit poursuivi est une cause de nullité, dans une espèce où la date du délit n'était pas non plus mentionnée (Trib. corr. de Saint-Amand, 29 juin 1880, J. M. p. 23, 178). Mais, dans mes observations sur ce jugement, j'ai dit qu'une telle solution ne devait pas être acceptée dans ses termes absolus, et que la jurisprudence ainsi que les auteurs admettaient que l'omission soit du lieu, soit de la date du délit, ou l'erreur sur cette date, n'emportaient pas nullité de la citation, pourvu qu'elles n'eussent pas nui à la défense du prévenu.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, *vis Diffamation*, n. 59, et *Instruction criminelle*, n. 27.

ART. 3569.

1^o PRESSE, JOURNAL, GÉRANT, DOMICILE.

2^o INSTRUCTION CRIMINELLE, CITATION, REMISE DE LA COPIE, RAPPORTS DE LA PERSONNE À LAQUELLE EST FAITE LA REMISE AVEC LE DÉFENDEUR.

1^o *Le gérant d'un journal est réputé, tout au moins vis-à-vis des tiers, avoir son domicile dans le bureau du journal pour tous les actes de procédure relatifs aux publications dont il est légalement responsable.*

Par suite, la citation donnée au gérant à raison d'articles diffamatoires insérés dans le journal, est valablement signifiée au bureau de ce journal.

2^o *Le défaut d'indication, dans une citation en police correctionnelle, des rapports de la personne à laquelle la copie a été remise avec le défendeur, est-il une cause de nullité de l'exploit ?* Non résolu.

(C. . C. B...)

Le sieur C..., gérant du journal *l'Eclaireur de l'Ouest*, pour-

suivi correctionnellement par le sieur B .., comme responsable d'un article diffamatoire, publié sans signature, a prétendu que la citation était nulle, parce qu'elle lui avait été signifiée, non pas à son domicile, mais au bureau de son journal.

Par jugement du 29 avril 1893, le tribunal correctionnel de Cholet a repoussé cette fin de non-recevoir, dans les termes suivants :

« Attendu, en droit, que le gérant d'un journal est réputé, tout au moins vis-à-vis des tiers, avoir son domicile dans les bureaux du journal pour tous les actes de procédure, relatifs aux publications dont il est légalement responsable ; — Qu'en fait le numéro du journal *l'Eclaireur de l'Ouest* renfermant l'article incriminé porte au dessous de son titre et en caractères apparents l'indication suivante : « Rédaction et administration-12, rue Dindron, à Angers » ; — Que c'est à l'adresse susmentionnée qu'il a été assigné et qu'il l'a été valablement, puisque l'assignation lui a été donnée à son domicile de droit, le seul dont la partie civile soit censée avoir connaissance. »

Appel par C..., qui, devant la Cour, a reproduit ses conclusions de première instance, et en outre a fait valoir un nouveau moyen de nullité, tiré de ce que l'huissier s'était contenté d'indiquer dans la citation le nom de la personne à laquelle il s'était adressé, sans mentionner les rapports existant entre cette personne et le défendeur.

ARRÊT

LA COUR ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 173, Cod. proc. civ., toute nullité d'exploit ou d'acte de procédure est couverte, si elle n'est proposée avant toute défense ou exception autre que les exceptions d'incompétence ;

Attendu que la nullité tirée de ce que l'exploit donné à C..., a été remis à la dame Durand, sans autre indication (alors qu'il n'est pas contesté que la dame Durand et la femme du directeur du journal *l'Eclaireur de l'Ouest* habitaient rue Dindron, 12, à Angers), n'est soulevée que dans les conclusions déposées ce jour devant la Cour par l'appelant, et qu'elle n'a été proposée ni au début de l'instance ni devant les premiers juges :

Adoptant pour le surplus les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs, déclare l'appelant mal fondé dans toutes ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute ; — Confirme le juge-

ment dont appel ; et, vu les art. 104 et suiv. Cod. instr. crim., condamne C., appelant, aux dépens d'appel, etc.

Du 15 JUIN 1891. — C. d'Angers. — Ch. corr. — MM. Chudeau pr. ; — Le Poittevin, subst. ; — Desètres et Lucas, av.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, V^{ie} Instruction criminelle n. 40, et *Presse*, p. 6.

ART. 3570.

PRESSE : 1° et 2° CITATION, FORMALITÉS, AUGMENTATION DE LA DEMANDE ; — 3°, 4°, 5°, 6° JOURNAL, RÉPONSE (DROIT DE), RESTRICTIONS, JOURNALISTE, APPRÉCIATION, TIERS, MISE EN CAUSE.

1° *Les dispositions du Code de procédure civile relatives aux formalités des exploits en matière civile ne sont pas applicables aux citations en matière correctionnelle ; ces citations ne sont soumises, en général, qu'aux règles prescrites par les art. 182, 183, et 184, Cod. instr. crim., et en matière de poursuites pour délits de presse, qu'à celles établies par l'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881.*

2° *Spécialement, en matière de presse, lorsque les faits à raison desquels un prévenu est traduit devant le tribunal correctionnel sont exclusivement ceux qui ont été visés dans la citation de la partie civile, rien ne s'oppose à ce que celle-ci, tout en maintenant sa demande, sans en modifier ni la nature, ni le caractère, en élève le chiffre, surtout en raison du préjudice que le prévenu lui aurait causé depuis la citation.*

3° *Le droit accordé par la loi à toute personne nommée ou seulement désignée dans un journal d'y faire insérer une réponse, n'est soumis qu'à cette double restriction : que la réponse ne soit contraire ni aux lois, ni aux bonnes mœurs, et qu'elle ne porte atteinte ni à l'intérêt des tiers, ni à l'honneur du journaliste (L. 29 juill. 1881, art. 13).*

4° *Le journaliste à qui la réponse est adressée, à la suite de la publication par lui de l'article qui l'a motivée, ne peut se constituer juge de l'utilité ou de la nécessité de cette réponse dans l'intérêt de son auteur.*

5° *Un journaliste nommé ou désigné dans un article de journal a lui-même la faculté d'y faire insérer une réponse.*

6° *Si, pour rétablir la vérité, à son point de vue, la personne qu'a nommée ou désignée un journal, s'est trouvée amenée dans sa réponse à mettre en cause, quoiqu'indirectement, un tiers, celui-ci doit être admis à faire insérer, à son tour, sa réponse dans ce journal.*

(KLOTZ C. CASSIGNEUL, GÉRANT DU PETIT JOURNAL.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Sur l'incident : — Attendu qu'aux termes de la citation introductive d'instance du 19 août 1893, Klotz a demandé contre Cassigneul, en sa qualité de gérant du *Petit Journal*, l'application des peines édictées par la loi et, pour le préjudice causé, une somme de 10,000 francs, à titre de dommages et intérêts ; — Qu'à

l'audience du 30 août, il a déposé devant le tribunal des conclusions tendant aux mêmes fins et, en outre, à des insertions dans un certain nombre de numéros à paraître du *Petit Journal* ;

Attendu que Cassigneul, se fondant sur la règle d'après laquelle les tribunaux correctionnels ne peuvent être saisis des prétentions des parties que par voie de citation, demande le rejet des conclusions prises en dernier lieu par Klotz ;

Attendu que les dispositions du Code de procédure civile relatives aux formalités des exploits en matière civile ne sont pas applicables aux citations en matière correctionnelles, lesquelles ne sont soumises qu'aux règles prescrites par les articles 182, 183, 184, Cod. instr. crim. et, en matière de poursuites pour délit de presse, par l'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Attendu que le législateur, dans les textes précités et plus particulièrement dans l'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881, s'est préoccupé d'assurer au prévenu, par la voie de la citation, la connaissance exacte des faits dont il aurait à répondre, de manière à lui permettre de préparer sa défense et à le prémunir contre toute surprise préjudiciable à ses intérêts ;

Attendu que, dans l'espèce, satisfaction entière est donnée au vœu de la loi ; — Que les faits à raison desquels Cassigneul est poursuivi devant le tribunal et qui motivent la demande en réparation de Klotz sont exclusivement ceux qui ont été visés dans la citation délivrée à la requête de ce dernier ; que rien, dès lors, ne s'opposait à ce que la partie civile, tout en maintenant sa demande, sans en modifier en quoi que ce soit ni la nature, ni le caractère, en élevât le chiffre, en présence surtout du préjudice qui a pu résulter pour elle du retard apporté par Cassigneul à lui donner satisfaction dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la citation et le jour de l'audience ; — Qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à l'exception proposée par Cassigneul ;

Au fond : — Attendu que, dans son numéro du 8 août, le *Petit Journal* a publié un article qui commence par ces mots : « Voici encore un exemple d'une réunion qui tourne au détriment de celui qui l'organise » ;

Attendu que la lecture de cet article indique manifestement que le passage ci-dessus se réfère à Klotz, qui avait organisé la réunion dont s'agit ; — Que l'exactitude de ce point de fait n'est d'ailleurs nullement déniée par Cassigneul ;

Attendu que l'art. 43 de la loi du 29 juillet 1881, qui n'est que la reproduction de dispositions des lois antérieures sur la presse, donne à toute personne nommée ou seulement désignée dans un journal, le droit d'y faire insérer une réponse ; — Que ce texte a pris soin, par

des prescriptions minutieuses, de réglementer les conditions et les limites matérielles du droit de réponse ;

Attendu qu'il a seulement été apporté au principe posé par l'article 13, une double restriction, à savoir : d'une part, que la réponse ne soit contraire ni aux lois ni aux bonnes mœurs ; d'autre part, qu'elle ne porte atteinte, ni à l'intérêt des tiers, ni à l'honneur du journaliste ; que ce que le législateur a voulu, en un mot, c'est que la réponse ne dépasse pas les bornes d'une défense légitime ;

Attendu qu'en dehors de ce cas, la portée d'application de l'article 13 est générale et absolue ; qu'il faut décider, par exemple, que le journaliste auquel la réponse est adressée, à la suite de la publication par lui de l'article incriminé, ne saurait se constituer juge de l'utilité ou de la nécessité de la réponse dans l'intérêt de son auteur ;

Attendu de même qu'il importe peu, au point de vue de l'exercice du droit de réponse, que la personne nommée ou désignée dans un article de journal soit un journaliste et ait, par conséquent, la faculté de répondre dans sa propre feuille ; qu'aussi toutes les décisions récentes de la jurisprudence admettent-elles qu'il n'y a pas lieu d'opposer à un journaliste sa qualité pour refuser d'insérer la réponse requise par lui ;

Attendu, en fait, qu'à supposer même que Cassigneul n'ait pas reçu ou n'ait pas lu, à la date du 8 août, la lettre rectificative à lui adressée par Klotz, il a eu tout au moins, par la sommation de ce dernier, connaissance, dès le 9 août, de la teneur de la réponse de la partie civile ;

Attendu que rien, dans les termes de cette réponse, n'était de nature à porter atteinte aux lois ou aux bonnes mœurs, non plus qu'à l'honneur de Cassigneul ; — Que si, pour rétablir la vérité à son point de vue, Klotz s'y était trouvé amené, il est vrai, à mettre en cause, bien qu'indirectement et d'un mot, un tiers, son compétiteur aux élections législatives, cette désignation eût eu, tout au plus, pour résultat d'exposer le *Petit Journal* à admettre le candidat, ainsi dénommé, à publier, à son tour, sa réponse dans ses colonnes ;

Attendu qu'alors même que, dans la pratique, l'usage de cette faculté accordée à toute personne de faire insérer sa réponse dans le journal qui l'a désignée ou dénommée, serait susceptible d'apporter, dans ce cas, aux intérêts matériels des journaux, un certain préjudice dont il faut se garder, d'ailleurs, d'exagérer l'importance, cette considération ne saurait entraîner la méconnaissance formelle d'une disposition législative édictée pour sauvegarder les droits des particuliers ;

Attendu qu'il convient donc de faire application à Cassigneul des dispositions de l'article 13 de la loi de 1881 ;

Par ces motifs sans s'arrêter ni avoir égard aux fins, moyens et conclusions de Cassigneul et le tout rejetant, etc.; — Condamne Cassigneul à l'insertion, etc...

Du 31 août 1893. — Trib. corr. de la Seine. — M. Jalenques, pr.

REMARQUE. — Sur l'application des prescriptions de l'article 183, Cod. instr. crim., relativement aux formes de la citation en matière correctionnelle, Voy. mon *Mémorial du Ministère public*, v° *Instruction criminelle*, n. 26 et suiv. — Il est constant qu'en cette matière les règles posées par les art. 68, 69 et 70, Cod. proc. civ., quant à la notification des exploits, sont applicables. V. *Ibid.*, n. 34. — En ce qui concerne la citation pour délits de presse, Voy. mon *Explicat. motiv. de la loi du 29 juillet 1881*, n. 422 et suiv., et Toulouse, 30 nov. 1887 (J. M. p. 31. 38).

Sur l'étendue du droit de réponse, appartenant à toute personne nommée ou désignée dans un journal, les solutions consacrées par le jugement ci-dessus sont conformes à la jurisprudence. Voy. *Mémor.*, v° *Presse*, n. 7 et suiv.; Besançon, 20 juin 1877 (J. M. p. 20 136); Cass. 17 août 1883 (*Id.*, 26. 203); Rennes, 11 juin 1889 (*Id.* 32. 116); Trib. corr. d'Anecy, 10 oct. 1890 (*Id.* 33. 217).

En ce qui concerne le droit d'appréciation du caractère de la réponse, Voy. *Mémorial*, *ibid.*, n. 8.

Il est incontestable que le droit de réponse peut être exercé par un journaliste aussi bien que par toute autre personne. Voy. le même ouvrage, *ibid.*, n. 10 et suiv.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v° *Instruction criminelle*, n. 32, et *Presse*, n. 7, 8 et 10.

ART. 3571

PEINE, ATTÉNUATION, AGGRAVATION, APPLICATION DE LA LOI
DU 26 MARS 1891.

Rapport présenté au garde des sceaux, sur l'application de la loi du 26 mars 1891, par le conseiller d'Etat, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice et des cultes.

Monsieur le garde des sceaux,

Depuis longtemps, le gouvernement et les chambres, en présence de l'augmentation persistante de la récidive, ont recherché les moyens d'en arrêter le développement.

Dès 1873, après la grande enquête parlementaire sur le régime pénitentiaire, une loi du 5 juin a prescrit l'emprisonnement individuel pour les accusés, les prévenus et les condamnés à une peine d'une durée maxima d'un an ; mais l'appropriation des prisons au régime cellulaire devait entraîner des dépenses si considérables qu'un grand nombre de conseils généraux refusèrent de voter les subsides nécessaires, et aujourd'hui, après dix-sept années, on ne compte qu'une vingtaine de maisons d'arrêt qui aient été reconnues comme établissements affectés à l'emprisonnement individuel. De telle sorte que si ce mode d'exécution de la peine doit avoir pour effet de diminuer la récidive, cet heureux résultat n'a pu encore se produire d'une manière sensible. Un projet de loi, adopté par le Sénat et ayant pour objet la réforme des prisons pour les courtes peines, est actuellement soumis à la Chambre des députés, et il y a lieu d'espérer que le système prévu par la loi du 5 juin 1873 entrera bientôt, et sur tout le territoire, dans la période d'application et pourra produire les bienfaits qu'on en attend.

La loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle et la réhabilitation a été inspirée par la même pensée ; mais la première de ces mesures n'a pas été très largement appliquée, sans doute parce qu'il a semblé nécessaire de l'entourer de toutes les garanties : amendement certain du condamné, ressources suffisantes, travail assuré, etc. Du 14 août 1885 au 1^{er} janvier 1890, la faveur de la libération conditionnelle n'a été accordée qu'à 3,776 détenus.

Quant à la réhabilitation, elle a été sollicitée de jour en jour par un plus grand nombre de libérés ; mais, eu égard au chiffre annuel des condamnations criminelles et correctionnelles, la proportion est encore bien faible, car elle ne dépasse pas 12 sur 1,000.

Aussi, malgré la loi du 27 mai 1885 sur la relégation, qui a débarrassé la métropole de plusieurs milliers de repris de justice (4,340 à la fin de l'année 1890), la récidive a continué sa marche ascendante : de 69,809 en 1875, année de la première loi préventive, le nombre des accusés et prévenus en récidive condamnés de nouveau par la justice s'est élevé, par une progression ininterrompue, jusqu'à 98,159 en 1889, soit en quinze années un accroissement de 40 pour 100.

Enfin, comme ce déplorable état de choses doit être, en grande partie, attribué à la promiscuité qui règne dans les maisons d'arrêt, et que, d'autre part, l'inapplication de la loi du 5 juin 1875 ne permet pas de remédier au mal, il importait d'épargner le séjour de la prison au moins aux délinquants primaires, et, le 26 mars 1891, sur l'initiative de M. le sénateur Bérenger, le Parlement a voté une loi qui donne aux cours et tribunaux, en cas de condamnation à l'em-

prisonnement ou à l'amende, la faculté d'ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de la peine si l'inculpé n'a pas d'antécédents judiciaires ou s'il n'a précédemment encouru qu'une peine pécuniaire; cette loi dispose, en outre, que si, pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt qui accorde le sursis, le condamné n'encourt aucune condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la première condamnation est comme non avenue; dans le cas contraire, le premier jugement reprend son effet et la peine qu'il prononce est d'abord exécutée, sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

Les cadres de la statistique criminelle pour 1891 contiennent des tableaux spéciaux destinés à présenter les résultats de l'application de la loi du 26 mars 1891, et je ne crois pas devoir attendre la publication du compte général pour mettre sous vos yeux ces constatations.

COURS D'ASSISES.

Du 26 mars au 31 décembre 1891, les 86 cours d'assises de France ont ordonné le sursis à l'exécution des peines d'emprisonnement prononcées contre 39 accusés qui avaient été déclarés coupables des crimes ou délits ci-après, page 204.

Rapproché du nombre des accusés non récidivistes condamnés à l'emprisonnement pendant les neuf derniers mois de 1891, ce chiffre de 39 applications de l'article 1^{er} de la loi donne une proportion de 50 sursis pour 1,000 condamnations.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.

Le bénéfice de la loi du 26 mars 1891 a été accordé par les 359 tribunaux correctionnels de France à 11,766 prévenus condamnés : 7,362 à l'emprisonnement et 4,406 à l'amende. Le tableau suivant indique, par sexe de prévenus, la durée de l'emprisonnement prononcé et la quotité de l'amende :

DURÉE DE L'EMPRISONNEMENT	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Moins de 6 jours.....	877	237	1.114
6 jours à 1 mois inclus.....	3 335	921	4.256
1 à 3 mois inclus.....	1.098	236	1.334
3 à 6 mois inclus.....	469	71	540
6 à un an inclus.....	97	72	169
Plus d'un an.....	8	1	9
TOTAUX.....	5.884	1.478	7.362

NATURE DES CRIMES ET DÉLITS	TOTAL	DURÉE DE L'EMPRISONNEMENT PRONONCÉ								
		1 mois	3 mois	mois	1 an	1 an et 1 jour	18 mois	2 ans	3 ans	5 ans
Abus de confiance.....	3	»	»	1	»	1	»	1	»	»
Armes prohibées (Port d').....	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Attentat à la pudeur sans violences.	8	»	»	»	7	»	»	»	»	1
Avortement.....	3	»	»	»	1	»	»	2	»	»
Banqueroute simple.....	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Coups et blessures (délits)	2	»	»	»	1	»	»	»	1	»
Coups et blessures (crimes)	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»
Coups ayant entraîné la mort sans intention de la donner.	2	»	»	»	»	»	»	2	»	»
Fausse monnaie étrangère (Emission de).....	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»
Faux en écriture.....	6	»	»	»	3	»	2	»	»	»
Faux en écriture privée.....	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Viol sur adulte.....	2	»	»	»	»	»	»	2	»	1
Vol avec escalade, effraction ou fausse clef.....	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vol la nuit dans une maison habitée.	2	»	»	»	1	»	»	1	»	»
Vol par domestique.....	5	»	»	1	3	1	»	»	»	»
Vol simple.....										
TOTAUX.....	39	1	1	2	17	2	3	9	1	3

RESSORTS	NOMBRE des condamna- tions susceptibles de sursis.	SURSIS	
		NOMBRE réel.	PROPORTION sur 1.000 condam- nations.
Caen.....	5.483	680	195
Rennes.....	6.504	1.064	163
Rouen.....	4.170	636	152
Angers.....	2.055	307	149
Paris.....	16.293	2.346	143
Orléans.....	2.586	335	137
Douai.....	7.245	897	123
Nancy.....	4.431	545	122
Agen.....	2 003	234	116
Amiens.....	4.062	450	110
Toulouse.....	3.597	394	109
MOYENNE GÉNÉRALE.....	108
Limoges.....	3.129	333	106
Grenoble.....	2.244	237	105
Dijon.....	2.166	221	102
Pau.....	2.883	295	98
Besançon.....	3.450	315	90
Bourges.....	1.863	161	86
Nîmes.....	3.237	279	86
Poitiers.....	3.045	262	86
Lyon.....	4 686	381	81
Bordeaux.....	5.637	443	79
Montpellier.....	5.562	366	65
Chambéry.....	1.662	105	63
Aix.....	6.063	267	44
R'om.....	4.137	149	36
Bastia.....	2.295	51	22
TOUTE LA FRANCE... .	101.518	11.768	108

QUOTITÉ DE L'AMENDE	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Moins de 16 francs.....	529	128	657
16 à 25 francs.....	1.989	344	2.333
26 à 100 francs.....	1.139	176	1.315
101 à 500 francs.....	93	5	98
501 à 1,000 francs.....	3	»	3
Plus de 1,000 francs.....	»	»	»
TOTAUX...	3.753	653	4.406

201 prévenus ont été repris et condamnés de nouveau dans le cours de l'année 1891 ; c'est 17 sursis révoqués pour 1,000 sursis accordés.

Si l'on rapproche le nombre des sursis de celui des condamnations prononcées pendant les neuf derniers mois de l'année, on obtient les proportions de 75 sursis pour 1,000 condamnations à l'emprisonnement (7,362 sur 97,245) et de 67 sursis sur 1,000 condamnations à l'amende (4,406 sur 65,337) (1).

Mais il est évident que ces chiffres, pris isolément, n'ont qu'une valeur relative. Pour leur donner leur véritable signification, il faudrait mettre en parallèle les condamnations susceptibles de sursis, c'est à-dire connaître le nombre des délinquants primaires ou des prévenus qui n'ont été antérieurement frappés que d'une peine pécuniaire. Une pareille étude ne pourra être utilement faite que lorsque l'exécution de la loi du 26 mars 1891 aura été poursuivie pendant une année entière ; les comparaisons avec les états annuels de la justice criminelle et des récidives correctionnelles seront alors faciles et sûres.

Toutefois, s'il n'est pas possible d'arriver dès aujourd'hui à des conclusions fermes et précises, il est du moins permis, en adoptant, pour les calculs, les proportions antérieures, peu variables d'ailleurs

(1) Une loi du 31 mai 1888 a introduit dans le système pénal de la Belgique la condamnation conditionnelle. Il résulte de l'annuaire statistique de ce pays que, pendant l'année 1889, les tribunaux correctionnels ont prononcé 24,053 condamnations à l'emprisonnement, dont 3,020 conditionnellement, soit 125 sursis pour 1,000 condamnations, et 16,356 condamnations à l'amende, dont 3,320 conditionnellement, soit 203 sursis pour 1,000 condamnations. Ces proportions, sensiblement plus élevées que celles de la France, sembleraient indiquer que le principe du sursis a été, au début, plus favorablement accueilli chez nos voisins que chez nous, d'autant plus que la loi belge ne permet le sursis qu'avec une condamnation à six mois au plus d'emprisonnement prononcée contre un prévenu n'ayant encouru aucune condamnation pour crime ou délit quelconque, tandis que la loi française ne tient pas compte des condamnations antérieures à l'amende et autorise le sursis, quelle que soit la durée de la peine d'emprisonnement prononcée.

d'une année à l'autre, de rechercher, à l'aide des renseignements déjà recueillis, dans quelle mesure la loi a été appliquée par la juridiction correctionnelle.

Ainsi, d'après le dépouillement des comptes criminels de 1891, les tribunaux ont prononcé 129,660 condamnations à l'emprisonnement et 87,118 condamnations à l'amende, soit ensemble : 216,778. Ce chiffre, réduit aux trois quarts, pour correspondre aux neuf mois d'application de la loi, donne 162,582. Si l'on défalque de ce total les condamnations concernant les prévenus frappés antérieurement de l'emprisonnement ou d'une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, au nombre de 54,064, on obtient 108,518 condamnations auxquelles le sursis pouvait s'appliquer. Il a été dit plus haut que les tribunaux avaient ordonné ce sursis dans 11,768 cas ; c'est donc, pour toute la France, 108 sursis pour 1,000 condamnations ; le tableau ci-dessus, page 203, indique pour chaque ressort si la proportion obtenue s'écarte ou se rapproche de cette moyenne générale.

Il serait, sans aucun doute, très intéressant de connaître les délits dont avaient été reconnus coupables les prévenus qui ont bénéficié de la loi et de comparer séparément, pour l'emprisonnement et pour l'amende, le nombre des sursis à celui des condamnations ; mais ces renseignements ne pourront être exactement fournis qu'après le complet dépouillement des comptes et états de 1891. Néanmoins on peut dès à présent affirmer, d'une part, que la loi du 26 mars 1891 est appliquée en toute matière et que, d'autre part, la proportion des sursis est d'environ 140 pour 1,000 condamnations à l'emprisonnement susceptibles du sursis et 70 pour 1,000 condamnations à l'amende.

Tels sont, Monsieur le garde des sceaux, les résultats que présente la statistique sur l'application de la loi du 26 mars 1891 pendant les trois derniers trimestres de l'année.

Cette loi a créé une innovation importante en donnant aux cours et tribunaux le pouvoir d'user d'indulgence « envers l'homme que la justice n'a pas encore atteint et dont la moralité est restée, malgré sa faute, assez intacte pour que la société n'ait rien à redouter de sa liberté » (Rapport au Sénat.) Elle est entrée, dès le début, dans les mœurs judiciaires, et tout fait espérer qu'après plusieurs années d'application, nos comptes généraux de la justice criminelle mettront en relief ses avantages et démontreront qu'elle a atteint son but : la diminution de la récidive.

Je vous prie, Monsieur le garde des sceaux, d'agréer, etc.

*Le conseiller d'État,
Directeur des affaires criminelles et des grâces,
M. DUMAS.*

CORRESPONDANCE

Art. 3579

BLESSURES VOLONTAIRES, BICYCLISTE, HEURT, CHUTE.

Monsieur le Rédacteur,

Un tribunal vient de décider que celui qui, en prétendant ne faire qu'une plaisanterie, pousse volontairement un piéton contre une autre personne montée sur une bicyclette et, en déterminant ainsi la chute de cette personne, lui occasionne des blessures, commet le délit prévu par l'art. 311, Cod. pén. Le jugement porte :

« Attendu que Frappa reconnaît avoir volontairement poussé Freynet sur le bicycliste qu'il voyait venir, uniquement pour lui faire une farce ; qu'il s'excuse aujourd'hui en disant qu'il était légèrement pris de boisson ;

« Attendu que la bicyclette est un moyen de locomotion qui a passé dans nos mœurs ; qu'elle vient d'être frappée d'un impôt qui lui donne droit de cité ;

« Attendu qu'il est du devoir du tribunal d'assurer la sécurité des personnes qui usent de ce moyen de transport et de les défendre contre les stupides plaisanteries des gens malveillants ;

« Attendu que le fait relevé contre Frappa constitue le délit prévu et puni par l'art. 311, Cod. pén.... »

Cette décision vous paraît-elle juridique ?

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur, etc.

C'est volontairement que, dans l'espèce jugée comme l'indique mon honorable correspondant, le prévenu avait poussé un piéton contre un bicycliste dont il avait ainsi causé la chute et qui, en tombant, s'était blessé. S'ensuit-il que les blessures subies par le bicycliste aient été le fait volontaire du prévenu ? Ce dernier prétendait avoir voulu simplement *faire une farce* au bicycliste rencontré par lui. Mais, en admettant que ce fût, en effet, par plaisanterie (plaisanterie stupide, comme l'a qualifiée très justement la décision reproduite ci-dessus), que le prévenu eût poussé un individu contre la personne qu'il voyait venir, montée sur une bicyclette, la chute de celle-ci,

qu'il a déterminée par là, et les blessures qu'elle a produites n'en ont pas moins été volontaires, comme la poussée elle-même. Le prévenu, en effet, ne pouvait ignorer que le choc occasionné par cette poussée causerait inévitablement la chute du bicycliste et l'exposerait à se blesser plus ou moins grièvement. Sa volonté n'était donc pas seulement de provoquer un choc inoffensif (ce qui eût constitué d'ailleurs une voie de fait légère), mais de faire tomber, par le heurt, le bicycliste et de lui causer ainsi vraisemblablement des blessures.

Objecterait-on que les blessures, coups, violences ou voies de fait punis par l'art. 311, Cod. pén., sont exclusivement les blessures faites, les coups portés directement aux personnes, les violences ou voies de fait exercées directement aussi sur les personnes, et que cet article est inapplicable aux blessures, coups, violences ou voies de fait qui sont la conséquence indirecte d'un acte ne rentrant pas dans ses prévisions ? Cet argument serait sans force ; car ni l'art 311, ni l'art 309 auquel il se réfère, ne limitent leur application au cas où la victime des blessures, coups, violences ou voies de fait a été directement atteinte par celui qui les a occasionnés ; il suffit que ces blessures, coups, violences ou voies de fait aient été déterminés par un acte volontaire du prévenu. — La Cour de cassation a jugé en ce sens que les expressions de l'art. 311 comprennent non seulement les voies de fait exercées sur la personne-même, mais aussi celles qui, sans l'atteindre matériellement, sont de nature à l'impressionner vivement (arrêt du 5 juin 1880, J. M. p. 30.127). C'est ainsi encore que, dans une matière voisine, celle des voies de fait et violences légères prévues par les art. 605 et 606 du Code du 3 brumaire an IV, il a été jugé que ces dispositions ne s'appliquent pas seulement aux voies de fait exercées directement sur les personnes, mais à toutes voies de fait en général (Trib. de pol. du canton des Andelys, 24 févr. 1880, J. M. p. 23.78). — V. la note accompagnant ce jugement.

La décision que me signale mon correspondant me paraît donc irréprochable.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, V^o *Violences ou voies de fait*, n. 5.

DOCUMENTS DIVERS

ART. 3573

ÉTRANGER, SÉJOUR EN FRANCE, CERTIFICAT D'IMMATRICULATION,
INFRACTIONS, PÉNALITÉS, LOI.

Loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national.

Article premier. — Tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire à la mairie une déclaration de résidence en justifiant de son identité dans les huit jours de son arrivée. Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers, suivant la forme déterminée par un arrêté ministériel.

Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant dans la forme des actes de l'état civil, moyennant les mêmes droits.

En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation dans les deux jours de son arrivée, à la mairie de sa nouvelle résidence.

Art. 2. — Toute personne qui emploiera sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation sera passible des peines de simple police.

Art. 3. — L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, sera passible d'une amende de 50 à 200 francs.

Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte sera passible d'une amende de 100 à 300 francs, et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

L'étranger expulsé du territoire français, et qui y serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement, sera condamné à un emprisonnement de un à six mois. Il sera, après l'expiration de sa peine, reconduit à la frontière.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi.

Art. 4. — Les produits des amendes prévues par la présente loi seront attribués à la caisse municipale de la commune de la résidence de l'étranger qui en sera frappé.

Art. 5. — Il est accordé aux étrangers visés par l'article 1^{er}, et actuellement en France, un délai d'un mois pour se conformer aux prescriptions de la loi.

ART. 3574

NATIONALITÉ, FRANÇAIS, ÉTRANGER, DÉCLARATION, ENREGISTREMENT AU
MINISTÈRE DE LA JUSTICE, REFUS, NOTIFICATION, FORMALITÉS, LOI.

Loi du 22 juillet 1893 portant modification de l'article 8, paragraphe 3, et de l'article 9 du code civil relativement aux déclarations effectuées en vue d'acquiescer ou de décliner la nationalité française.

Article premier. — Le paragraphe 3 de l'article 8 du Code civil est ainsi modifié :

« Est Français...

« 3° Tout individu né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né ; sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en France, de décliner dans l'année qui suivra sa majorité la qualité de Français, en se conformant aux dispositions du paragraphe 4 ci-après.

« L'enfant naturel pourra, aux mêmes conditions que l'enfant légitime, décliner la qualité de Français quand le parent qui est né en France n'est pas celui dont il devrait, aux termes du paragraphe 1^{er}, deuxième alinéa, suivre la nationalité. »

Art. 2. — Les individus auxquels l'article 8, paragraphe 3 modifié, réserve la faculté de réclamer la qualité d'étrangers et qui auront atteint leur majorité à l'époque de la promulgation de la présente loi, pourront réclamer cette qualité en remplissant les conditions prescrites dans le délai d'un an à partir de cette promulgation.

Art. 3. — L'article 9 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera, à peine de nullité, enregistrée au ministère de la justice.

« L'enregistrement sera refusé s'il résulte des pièces produites que le déclarant n'est pas dans les conditions requises par la loi, sauf à lui à se pourvoir devant les tribunaux civils, dans la forme prescrite par les articles 855 et suivants du code de procédure civile.

« La notification motivée du refus devra être faite au réclamant dans le délai de deux mois à partir de sa déclaration.

« L'enregistrement pourra en outre être refusé, pour cause d'indignité, au déclarant qui réunirait toutes les conditions légales ; mais, dans ce cas, il devra être statué, le déclarant dûment avisé, par décret rendu sur l'avis conforme du conseil d'Etat, dans le délai de trois mois à partir de la déclaration, ou, s'il y a eu contestation, du

jour où le jugement qui a admis la réclamation est devenu définitif.

« Le déclarant aura la faculté de produire devant le conseil d'Etat des pièces et des mémoires.

« A défaut des notifications ci-dessus visées dans les délais sus-indiqués, et à leur expiration, le ministre de la justice remettra au déclarant, sur sa demande, une copie de sa déclaration, revêtue de la mention de l'enregistrement.

« Les règles relatives à l'enregistrement prescrites par les paragraphes 2 et 3 du présent article sont applicables aux déclarations faites en vue de décliner la nationalité française, conformément à l'article 8, paragraphes 3 et 4, et aux articles 12 et 18.

« Les déclarations faites, soit pour réclamer, soit pour décliner la qualité de Français, doivent, après enregistrement, être insérées au *Bulletin des lois*. Néanmoins l'omission de cette formalité ne pourra pas préjudicier aux droits des déclarants.

« Si l'individu qui réclame la qualité de Français est âgé de moins de vingt et un ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père; en cas de décès, par sa mère; en cas du décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les articles 141, 142 et 143 du Code civil, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille.

« Il devient également Français si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité ».

ART. 3575

DÉNONCIATEUR, POSSESSION DES PREUVES OU INDICES DU CRIME OU DÉLIT, CONNAISSANCE DES AUTEURS OU COMPLICES, REFUS DE DÉPOSER DEVANT LE JUGE D'INSTRUCTION, PEINE.

Rapport fait au nom de la commission (1) chargée d'examiner la proposition de loi de M. Monis et plusieurs de ses collègues, ayant pour but de compléter l'article 80 du code d'instruction criminelle, par M. Eugène Guérin, sénateur. (Séance du 9 février 1893).

Messieurs, M. Monis et un certain nombre de ses collègues, ont déposé un projet de loi tendant à ajouter certaines dispositions à l'article 80 du code d'instruction criminelle.

Ce projet de loi est ainsi conçu :

PROPOSITION DE LOI

Ajouter à l'article 80 du code d'instruction criminelle les paragraphes suivants :

1^o Le témoin comparant qui, sans motif légitime, refusera de

(1) Cette commission est composée de MM. Jules Cazot, président, Eugène Guérin, secrétaire; Trarieux, de Verninac, Roger, Monsservin, Ernest Monis, Demôle, Lelièvre.

déposer ou de répondre aux questions du magistrat instructeur sera traduit sans délai à l'audience des flagrants délits et puni d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 16 à 2,000 fr. ou de l'une de ces peines seulement ;

2° Sera puni des mêmes peines et poursuivi dans les mêmes formes, le témoin qui déclarera ne pas vouloir dire tout ce qu'il sait ;

3° Sera puni des mêmes peines, le témoin ultérieurement convaincu de n'avoir pas dit tout ce qu'il savait au sujet de l'affaire instruite ;

4° Le témoin convaincu d'avoir fait un faux témoignage devant le juge d'instruction sera puni des peines édictées par l'article 362 du code pénal contre le faux témoignage en matière correctionnelle.

Cette proposition, on le voit, renferme deux ordres d'idées bien distincts :

1° Elle aggrave les pénalités qu'édicté l'article 80 du code d'instruction criminelle contre le témoin qui refuse de répondre devant le magistrat instructeur ou qui lui cache volontairement une partie de la vérité ;

2° Elle crée un nouveau délit, celui de faux témoignage devant le juge d'instruction.

Tandis qu'aux termes de l'article 80 du code d'instruction criminelle, le refus de déposer total ou partiel est passible d'une simple amende prononcée, sans appel, par le juge d'instruction, et qui ne peut excéder 100 fr., les auteurs du projet de loi proposent de punir ce refus d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 16 à 2,000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'application de la peine serait transférée du juge d'instruction au tribunal correctionnel jugeant au cas de flagrant délit.

Quant au faux témoignage devant le juge d'instruction, il serait assimilé au faux témoignage devant le tribunal correctionnel, et puni des peines édictées par l'article 362 du code pénal, c'est-à-dire d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 50 à 2,000 francs.

Telle est l'économie du projet de loi. Il est aisé de deviner les motifs qui l'ont inspiré.

Les auteurs du projet considèrent que la simple amende qui frappe, dans notre législation actuelle, le refus de déposition, est une pénalité insuffisante et illusoire ; qu'elle est, d'ailleurs, rarement appliquée.

Faisant allusion à des événements récents qui ont ému et troublé l'opinion publique, ils ajoutent dans l'exposé des motifs :

« En vue de briser des résistances à l'action des lois, résistances

d'autant plus coupables qu'elles abritent d'odieuses spéculations contre la justice, dont l'œuvre peut-être impunément entravée ou limitée par ceux-là mêmes qui se réservent le bénéfice de l'accuser plus hautement d'inertie et de partialité, nous vous proposons de punir le refus de déposition de peines plus efficaces, et, par voie de conséquence, de dire que ce délit sera déféré dans les formes les plus rapides aux tribunaux correctionnels.

« D'un autre côté, il est impossible d'admettre au profit du témoin comparant le droit de réserver pour la dérober à la justice, une portion quelconque de la vérité qu'il détient ; il doit dire tout ce qu'il sait de l'affaire à l'occasion de laquelle il est instruit. Toute réticence équivaut à une altération de la vérité.

« Enfin, les dépositions recueillies par le juge d'instruction sous la foi du serment doivent avoir pour sanction les peines qui punissent le faux témoignage. »

Le premier soin de votre commission, messieurs, a été d'entendre M. le garde des sceaux afin de connaître l'opinion du Gouvernement. »

M. le garde des sceaux, tout en s'associant à la pensée qui avait guidé les auteurs de la proposition, tout en acceptant le principe, ne nous a point caché les objections que soulevaient certains de ses articles, notamment l'article 4 relatif au faux témoignage devant le juge d'instruction.

M. le garde des sceaux reconnaît que la pénalité qui frappe le refus de déposer est insuffisante et qu'il y a lieu de l'aggraver ; les réticences volontaires, calculées, sans constituer le faux témoignage, aux termes de la jurisprudence, sont cependant des faits punissables.

Elles revêtent un caractère de gravité exceptionnelle et appellent une pénalité plus sévère lorsque, avant de comparaître devant le magistrat instructeur, le témoin a fait publiquement des déclarations plus amples, plus étendues, plus complètes.

Quant au faux témoignage devant le juge d'instruction, M. le garde des sceaux ne saurait l'admettre ; il y voit une grave dérogation à tous les principes de notre droit criminel.

D'une part, le témoin doit conserver le droit de modifier à l'audience ses déclarations premières, de revenir sur son témoignage, de le rétracter même jusqu'à la clôture des débats.

D'autre part, le principe du secret de l'instruction s'oppose à ce que l'on recherche dans les déclarations faites devant le magistrat instructeur les éléments constitutifs du faux témoignage.

Votre commission, messieurs, s'est livrée ensuite à un examen approfondi de la proposition de loi.

Les deux premiers articles sont relatifs au refus de déposer total ou partiel.

Ils soulèvent une première question : Ce refus doit-il être puni d'une peine corporelle ainsi que le demandent les auteurs de la proposition, ou seulement d'une peine pécuniaire, d'une amende dont le chiffre serait augmenté ?

Un de nos collègues a proposé une distinction entre le témoin qui, ne s'étant livré à aucune manifestation extérieure et publique, n'ayant fait aucune déclaration antérieure, refuse purement et simplement de déposer devant le magistrat instructeur, et le témoin dont le refus de déposer a été précédé de déclarations ou de dénunciations publiques.

Les deux hypothèses sont bien différentes, et lui paraissent comporter des solutions différentes.

Le témoin qui refuse de parler devant la justice commet, certes, un acte blâmable, répréhensible ; il doit à la justice la vérité et la vérité tout entière : c'est la formule même du serment qu'il a prêté. Il est coupable et doit être puni, s'il se refuse à faire connaître la vérité ou s'il en dissimule une partie.

Mais combien est plus grave l'acte d'un témoin qui, après avoir dénoncé publiquement un crime ou un délit, après avoir publiquement annoncé qu'il en possédait les preuves, qu'il en connaissait les auteurs ou les complices, s'enferme, lorsqu'il comparait devant le juge d'instruction, dans un silence injurieux pour la justice elle-même, refuse de s'expliquer ou accompagne son récit de réticences perfides ou calculées !

Le premier peut avoir, sinon en droit, du moins en fait, des raisons plausibles de se taire ; une promesse, un engagement, un sentiment de délicatesse ou d'honneur peuvent retenir la vérité sur ses lèvres, paralyser ou atténuer ses déclarations.

Mais le second, qu'elle excuse pourrait-il bien invoquer à l'appui de son silence ou de ses réticences ?

En prenant l'initiative d'une dénonciation publique, il a assumé la responsabilité des conséquences de sa dénonciation ; il a pris l'engagement de la justifier et de la prouver.

Il pouvait se taire, il a parlé ; il est sans excuse s'il refuse de s'expliquer devant le magistrat instructeur : il doit être sévèrement puni.

Dans une pareille hypothèse, l'application d'une peine corporelle s'explique et se justifie, mais on ne saurait, sans injustice, frapper, dans tous les cas, d'une peine de ce genre, le simple refus de déposer.

Une peine pécuniaire, dont on pourrait élever le chiffre, constitue,

dans la première hypothèse, une pénalité suffisante ; une peine corporelle, au contraire, est pleinement justifiée dans la seconde.

Notre collègue a donc soumis à votre commission l'amendement suivant :

« Toute personne qui, après avoir dénoncé publiquement un crime ou un délit, et déclaré, dans la même forme, qu'elle en possédait les preuves ou les indices, ou qu'elle en connaissait les auteurs ou les complices, sera tenue, si elle en est requise, de faire connaître au juge d'instruction tout ce qu'elle sait des faits pouvant aider à la découverte des auteurs ou des complices de ce crime ou de ce délit.

« Dans le cas où elle refuserait de déposer ou de répondre aux questions qui lui seront posées par le magistrat instructeur, elle sera punie d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 100 à 2,000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Cet amendement a soulevé au sein de la commission des critiques d'ordres divers.

On lui a reproché son caractère trop spécial et trop restreint. On a exprimé la crainte qu'en spécialisant ainsi l'ordre de faits que les auteurs de la proposition avaient voulu atteindre, en ramenant à un cas unique les délits qui se commettent devant le juge d'instruction, on courrait le risque d'en laisser beaucoup d'impunis.

Dépouillée de son caractère général, la proposition paraîtrait viser des faits particuliers ; la loi serait une loi de circonstance et d'occasion.

On a ajouté qu'elle ne répondrait plus au but poursuivi par ses auteurs. Ceux-ci, en effet, se proposaient d'atteindre et de frapper, en les soumettant à une procédure rapide, des délits commis à l'instruction, sous les yeux mêmes du juge, et constatés aussitôt après son procès-verbal.

La recherche de déclarations ou de dénonciations antérieures nécessitera une enquête ; il faudra entendre de nouveaux témoins ; c'est une instruction nouvelle qui viendra se greffer sur l'ancienne ; il pourra y avoir débat sur le caractère public ou privé de tel propos, de telle déclaration.

Autant d'obstacles qui entraveront ou retarderont la constatation et la répression du délit.

Enfin, certains de nos collègues ont vu disparaître avec peine, du texte de l'amendement, le faux témoignage devant le juge d'instruction.

Ils trouvent profondément immoral qu'un témoin puisse, à l'abri du secret qui protège l'instruction, porter sciemment contre un honnête homme une accusation fausse, sauf à se rétracter ensuite à l'audience.

L'honnête homme, ainsi atteint dans son honneur et dans sa considération, n'aura même pas le bénéfice d'une rétractation publique, si l'instruction se termine par une ordonnance de non-lieu ou si le témoin cité ne comparait pas à l'audience.

Le dénonciateur sera convaincu de faux témoignage, il aura causé à sa victime un irréparable préjudice, et pourtant l'impunité lui sera assurée.

Ceux de nos collègues qui étaient partisans du maintien du caractère délictueux attribué par la proposition au faux témoignage devant le juge d'instruction, ont proposé de réduire la pénalité dans les limites prévues par l'amendement.

Ces objections, quelle que soit leur force, n'ont point convaincu la majorité de votre commission.

Il y a été répondu que, loin de dénaturer le projet de loi, loin de le détourner de son but, l'amendement en fortifiait le caractère et en facilitait l'application par une distinction qui est dans la nature des choses.

Que veut-on, en définitive ? Contraindre ceux qui savent à dire tout ce qu'ils savent ; mettre le témoin qui comparait dans l'obligation « de ne réserver, pour la dérober à la justice, aucune portion de la vérité qu'il détient ».

Tout d'abord, est-on bien sûr, en édictant, dans tous les cas et sans distinction, une pénalité sévère, d'atteindre le résultat qu'on poursuit ? N'est-il pas permis de redouter le résultat opposé ?

Les témoins parlent peu, d'ordinaire ; n'est-il pas à craindre que, sous les menaces d'une peine corporelle, ils parlent moins encore ?

Le but de la loi, dans la plupart des cas, serait donc manqué.

La distinction proposée par l'amendement, et qui se justifie par les considérations déjà déduites, facilitera, au contraire, l'œuvre de la justice. Le simple témoin parlera ; il ne sera pas retenu par la crainte d'une pénalité excessive.

Quant au dénonciateur, il saura d'avance que la justice sera sans pitié pour lui s'il a dénoncé gratuitement et sans preuves ; s'il a des preuves, il sera contraint, par la sévérité de la répression, de les livrer, dans leur intégralité, au magistrat instructeur.

Le majorité de votre commission n'a pas été touchée davantage du reproche adressé au projet de loi d'être une loi de circonstance ou d'occasion.

Comblér une lacune dans notre droit pénal, frapper d'une peine plus sévère un délit déjà prévu et caractérisé par la loi, ce n'est point faire une loi de circonstance.

A ce compte, d'ailleurs, la plupart de nos lois encourraient le même reproche, car elles sont intervenues à propos d'une circonstance ou d'un fait.

Enfin, c'est vainement qu'on essaierait de soutenir que la loi qui vous est soumise vise certains faits récents ou certaines personnalités; le principe de la non-rétroactivité suffit à faire justice d'une pareille assertion.

En ce qui concerne le faux témoignage devant le juge d'instruction, la majorité de votre commission, quelque regret qu'elle éprouve à laisser impuni un acte aussi immoral et aussi dommageable, n'a pu se résoudre à une innovation qu'elle juge dangereuse; ce n'est point dans l'intérêt du témoin que les rédacteurs de notre code ont établi cette impunité, c'est dans l'intérêt supérieur de la manifestation de la vérité et de la justice. En dehors du caractère secret qu'il faut maintenir à l'instruction, il importe que le témoin conserve, au jour du débat public, sa pleine liberté; qu'il puisse se rectifier, se rétracter même, s'il s'est laissé aller à altérer la vérité, et pour cela il ne faut pas qu'il soit exposé aux peines du faux témoignage si sa déposition publique n'est point conforme à celle qu'il a fournie devant le juge d'instruction.

La crainte d'une peine aurait pour conséquence de le cantonner, de le figer, pour ainsi dire, dans sa première déclaration, au grand préjudice de la vérité et de la justice.

Pour tous ces motifs, votre commission a adopté, à la majorité, le principe de l'amendement et écarté le paragraphe 4 du projet de loi, relatif au faux témoignage devant le juge d'instruction.

Deux questions restaient à résoudre :

1^o Le principe d'une peine corporelle étant écarté pour le simple refus de déposer, convenait-il d'élever le chiffre de l'amende édictée par l'article 80 du code d'instruction criminelle, et dans quelle mesure ?

2^o Fallait-il appliquer cette amende au cas prévu par le paragraphe 3 de la proposition, celui où le témoin serait ultérieurement convaincu de n'avoir pas dit tout ce qu'il savait au sujet de l'affaire instruite ?

La commission de votre majorité s'est prononcée pour la négative.

Il lui a paru que s'il était désirable d'établir une distinction entre le témoin qui refuse de comparaître et celui qui, ayant obéi à la citation, refuse de déposer; s'il était logique de frapper d'une peine plus sévère une infraction plus grave que le simple refus de comparaître, il serait dangereux d'armer le juge de pouvoirs plus étendus et de pénalités plus sévères.

Une amende de 100 francs sans appel est un droit suffisant, entre les mains du juge d'instruction, pour punir le témoin récalcitrant; si on excède cette mesure, il convient de saisir le tribunal de l'application de la peine.

D'un autre côté, exposer le témoin à être ultérieurement recherché au sujet de la déclaration qu'il a faite, et laisser suspendue sur sa tête, pendant un délai qu'on ne détermine point et qui ne peut être que celui de la prescription, la menace d'une poursuite, c'est faire à ce témoin une situation dangereuse, c'est apporter une entrave à la manifestation de la vérité.

La majorité de votre commission a pensé que le moyen le plus propre d'éviter ce double inconvénient était de maintenir, pour ce cas, le texte intégral de l'article 80.

Vous remarquerez, messieurs, que le texte soumis à votre délibération est muet sur la question des motifs légitimes.

La raison en est que l'article 80 n'en parle pas. La loi a établi, pour certains témoins, des excuses légitimes et édicté, dans les articles 156 et 322 du code d'instruction criminelle certaines prohibitions de témoignages.

Ces excuses et ces prohibitions ne se rencontrent point dans l'article 80. Est-ce à dire que le magistrat instructeur doit passer outre ? Nous ne le pensons pas ; c'est là une question qui rentre dans le pouvoir d'appréciation du magistrat instructeur.

Nous n'avons pas voulu davantage dicter aux magistrats chargés de la poursuite la procédure applicable aux délits que nous prévoyons ; juridiction ordinaire ou flagrants délits, il nous a paru qu'il convenait de leur laisser le soin de la déterminer suivant les cas.

Nous avons donc l'honneur, messieurs, d'accord avec le Gouvernement, de vous proposer l'adoption de la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1^{er}. — Ajouter à l'article 80 du code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« Toute personne qui, après avoir dénoncé publiquement un crime ou un délit, et déclaré, dans la même forme, qu'elle en possédait les preuves ou les indices, ou qu'elle en connaissait les auteurs ou les complices, sera tenue, si elle en est requise, de faire connaître au juge d'instruction tout ce qu'elle sait des faits pouvant aider à la découverte des auteurs ou des complices de ce crime ou de ce délit.

« Dans le cas où elle refuserait de déposer ou de répondre aux questions qui lui seront posées par le magistrat instructeur, elle sera punie d'un emprisonnement de six jours à un an de prison et d'une amende de 100 à 2,000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement ».

Art. 2. — Les dispositions de l'article 463 du code pénal seront applicables.

Art. 3576

DÉNONCIATEUR, POSSESSION DES PREUVES OU INDICES DU CRIME OU DÉLIT, CONNAISSANCE DES AUTEURS OU COMPLICES, REFUS DE RÉPONDRE AU JUGE D'INSTRUCTION, PEINE.

Rapport fait au nom de la commission (1) chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat, ayant pour but de compléter l'article 80 du code d'instruction criminelle, par M. Cambe, député. Séance du 28 mars 1893.

Messieurs,

Dans sa séance du 6 mars 1893, le Sénat a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi ayant pour but de compléter l'article 80 du code d'instruction criminelle. Cette proposition, votre commission, après examen, vous propose de l'adopter aussi.

Pour justifier cette décision, nous allons examiner, en termes très brefs et très simples, nous plaçant exclusivement sur le terrain juridique :

- 1° Les cas prévus par l'article 80 du code d'instruction criminelle ;
- 2° L'hypothèse où se place le complément proposé par le Sénat ;
- 3° Les objections soulevées par ce complément et les réponses qu'elles comportent.

Le rapport lumineux de M. le sénateur Guérin, la discussion approfondie qui a eu lieu dans l'autre Assemblée, abrègent et simplifient notre tâche : elle nous paraît consister surtout à coordonner avec précision et clarté les divers éléments de la question et les principaux arguments qui ont amené le vote du Sénat ; c'est en tendant vers ce but que nous avons essayé de la remplir.

I

Le refus d'apporter son témoignage à la justice et de contribuer à la manifestation de la vérité a paru punissable aux yeux du législateur. Telle a été la cause de l'article 80 du code d'instruction criminelle, et nul, jusqu'ici, n'a jamais songé à en critiquer les termes ou à en contester la légitimité.

Tout citoyen, en effet, dans les cas prévus et s'il en est requis, doit son concours pour l'application des lois. S'il ne veut pas remplir ce devoir, il commet une faute, plus ou moins grave, mais sujette à

(1) Cette commission est composée de MM. Guyot-Dessaigne, président ; Cambe, secrétaire ; Hémon, Quintaa, Letellier, Escanyé, Couturier, Bazille, Laguerre, Georges Trouillot, Martial Baile.

répression. De là cet article, dont nous parlions tout à l'heure, et qui est ainsi conçu :

« Toute personne, citée pour être entendue en témoignage, sera tenue de comparaitre et de satisfaire à la citation ; sinon elle pourra y être contrainte par le juge d'instruction qui, à cet effet, sur les conclusions du procureur de la République, sans autre formalité ni délai, et sans appel, prononcera une amende qui n'excédera pas 100 fr. et pourra ordonner que la personne citée sera contrainte par corps à venir donner son témoignage. »

Constatons tout d'abord, cela a son importance, que rien n'a été changé dans cet article et qu'aucun délit nouveau n'a été créé. Il s'agit toujours du fait simple de ce témoin qui, appelé à comparaitre devant le juge d'instruction, refuse de se rendre devant lui, ou bien ne veut pas répondre, en totalité ou en partie, à ses questions. Le législateur, dans ce cas, n'édicte pas de peine corporelle ; bien plus, l'amende ne peut pas être élevée au delà de 100 fr.

Cette pénalité restreinte se conçoit facilement, car, à un autre point de vue, le pouvoir du juge est singulièrement accru. Le magistrat instructeur prononce, en effet, seul et sans appel l'amende encourue ; or, mettre à sa disposition une peine plus forte serait augmenter outre mesure un pouvoir déjà très considérable.

Ajoutons à cette considération celle qui provient de la nature même des motifs d'abstention ou du silence qui, sans être absolument légitimes, peuvent, cependant, rendre le témoin fort excusable dans bien des circonstances.

D'un côté, le devoir légal lui ordonne de tout dévoiler ; d'un autre, les convenances de famille, de situation, les liens de l'amitié lui prescrivent une entière réserve.

Dans une pareille alternative, peut-on le punir sévèrement de se taire ? — Non évidemment.

Le maintien intégral de cet article 80 n'a pas seulement pour but de rendre la répression très douce et de ne pas effrayer le témoin, il écarte encore, ainsi que nous le disions plus haut, la création d'un délit nouveau.

Le projet originaire de M. Monis voulait, au contraire, punir le faux témoignage commis devant le juge d'instruction.

Cette innovation lui paraissait indispensable pour prévenir les imputations calomnieuses. Il lui semblait impossible que celui qui avait merti après avoir juré de dire la vérité ne fût pas l'objet d'une poursuite.

Malgré tout, ce délit nouveau, à bon droit, n'a pas été admis. Ses effets auraient été multiples. Il aurait enlevé au témoin la faculté de modifier sa déposition jusqu'au moment de l'audience. Surtout, il

aurait eu pour résultat d'enlever à l'instruction son caractère secret.

Or, cette dernière réforme, objet de tant de controverses, ne peut s'effectuer ainsi par voie de conséquence et à propos d'une question de détail comme celle qui nous occupe. Le Sénat en a été frappé et il a agi avec sagesse en écartant toute innovation qui indiquerait une solution, évidemment incertaine, tant que les pouvoirs ne l'auront pas directement adoptée.

L'article 80 ne subissant aucune modification, rien n'est donc changé à notre droit pénal pour les points qu'il régit ; voyons maintenant comment ces dispositions ont été complétées.

II

Voici d'abord, le texte complémentaire, tel qu'il a été voté par le Sénat :

« Toute personne qui aura dénoncé publiquement un crime ou un délit, et déclaré publiquement aussi qu'elle en connaissait les auteurs ou les complices, sera punie, si elle refuse de répondre aux questions qui lui seront posées à cet égard par le magistrat instructeur, d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 100 à 2,000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Les dispositions ci-dessus visent encore le refus de témoigner en justice, mais ce fait ne se présente plus avec le caractère simple, prévu par l'ancien article : il est, au contraire, environné de circonstances particulières, de véritables circonstances aggravantes.

Le témoin, dans ce dernier cas, ne néglige pas seulement de se présenter, il ne se renferme pas seulement dans le silence : son rôle de muet a été précédé par des accusations publiques qu'il a hautement formulées ; puis, il a refusé de faire connaître les auteurs du crime ou du délit par lui dénoncé publiquement.

Cette hypothèse paraît un peu compliquée ; chacun sait cependant, qu'elle n'est pas une supposition gratuite. Sans doute, le fait qu'elle prévoit a rarement attiré l'attention, mais ne peut-on pas supposer qu'il se renouvellera, qu'il dégénérera en système si la loi reste indifférente à son égard ?

Il est impossible de méconnaître combien serait grave, par exemple, une accusation du genre de celle qui nous occupe, si elle était dirigée contre les chefs de notre armée, contre nos représentants à l'étranger, etc.

Comment, dès lors, caractériser le silence du témoin ?

Sans aucun doute, en refusant son témoignage complet, le témoin se rend coupable, non plus seulement d'une omission, mais d'un acte délictueux, sujet à porter le trouble dans le pays et dont les pouvoirs législatifs ont le droit de se préoccuper.

Ce dénonciateur jette, de plus, un véritable défi à la justice. La conscience publique, pas plus que le législateur, ne saurait s'y tromper.

Ajoutons, toutefois, afin d'éviter toute équivoque, que pour ce délit, comme pour tous les autres, l'intention frauduleuse est un des éléments constitutifs du fait punissable ; son existence peut, seule, amener une condamnation.

III

Il nous reste à répondre aux objections formulées contre l'article complémentaire soumis à votre adoption.

Ces objections sont assez nombreuses ; nous ne chercherons pas à les dissimuler.

Nous devons tout d'abord constater l'absence d'arguments directs de la part des adversaires du projet de loi. Ceux-ci n'ont pas contesté le caractère ~~délictueux~~ du fait prévu ; ils n'ont pas non plus discuté la peine. Ils se sont contentés de réunir contre le projet des critiques habituelles et partant un peu banales qui sont présentées d'ordinaire des qu'il s'agit d'une loi répressive.

C'est une loi de circonstance et d'exception, a-t-on dit, ou bien, encore : cette loi est inutile et dangereuse ; elle est antilibérale ; elle va effrayer le témoin et le rendre plus timide encore.

Voyons, si ces reproches sont fondés.

Pour qu'une loi mérite d'être appelée loi de circonstance et d'exception, il faut : 1° qu'elle vise la répression d'un fait déjà existant et connu ; 2° que ce fait soit de telle nature qu'il ne puisse ou ne doive pas, selon les probabilités, se renouveler dans l'avenir. Or, dans l'espèce, aucune de ces conditions n'est remplie.

Notre loi, en effet, n'aura aucun effet rétroactif. Elle conservera ce caractère loyal des lois françaises qui leur défend d'atteindre en arrière, de frapper dans le passé. Les faits que tout le monde connaît, s'ils ne se reproduisent pas, ne seront donc pas punis.

En second lieu, par ce complément de la loi, on a pour seul but de réprimer les faits du même genre qui peuvent être légitimement prévus, on se précautionne contre eux de façon à en empêcher le retour systématique.

En définitive, les circonstances peuvent avoir attiré l'attention sur une lacune de la loi, mais notre projet laisse en dehors de son application tous les faits circonstanciés qui ont pu se produire avant sa promulgation.

Cette loi serait encore inutile et dangereuse.

Inutile, car il existe des textes capables de fournir des armes contre les dénonciateurs calomnieux ; dangereuse, car la dénoncia-

tion calomnieuse ne serait plus établie par un écrit signé, mais par une énonciation verbale.

Ces objections auraient de la valeur si le projet actuel avait pour objet la répression de la calomnie ; il suffit, pour les réfuter, de faire remarquer avec M. Trarieux que nous n'avons ici d'autre but que de punir le refus de témoignage.

Vous proposons-nous une loi anti-libérale ? Cette thèse a été soutenue. — Mais, répondrons-nous, toutes les lois répressives, si l'on veut, sont des lois anti-libérales.

Le libéralisme consisterait-il donc à supprimer toutes les lois de ce genre ? Ne reconnaîtrait-il pas les obligations à remplir, corrélatives des droits à exercer ? Nous ne le pensons pas et il nous paraît inutile d'insister.

Enfin, nous ne croyons pas davantage que ce projet de loi puisse nuire, en aucune façon, au témoin inconscient qui a parlé à la légère, en un mot, à celui qui a pu être imprudent, mais qui est resté de bonne foi. Ce témoin n'aura qu'à se rétracter. Il avouera franchement avoir été trop loin dans ses assertions, et, dès lors, il n'aura rien à craindre.

Nous ne saurions trop le répéter, le Sénat et votre commission ont voulu atteindre seulement la mauvaise foi évidente, caractérisée par une dénonciation publique suivie d'un refus de la préciser.

Quant à l'application de la peine, nous entendons aussi que le tribunal et le juge d'instruction seul soient appelés à statuer.

Cette garantie pour le prévenu nous paraît nécessaire.

Nous ne doutons pas, par tous ces motifs, que la Chambre des députés n'adopte le présent projet de loi qui a été voté, au Sénat, par 200 voix contre 61.

PROPOSITION DE LOI

Article premier. — Ajouter à l'article 80 du code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« Toute personne qui aura dénoncé publiquement un crime ou un délit, et déclaré publiquement aussi qu'elle en connaissait les auteurs ou les complices, sera punie, si elle refuse de répondre aux questions qui lui seront posées à cet égard par le magistrat instructeur, d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 100 à 2,000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Art. 2. — Les dispositions de l'article 463 du code pénal seront applicables.

Le propriétaire-gérant : G. DUTRUC.

SAINT-QUENTIN. — IMPRIMERIE GUST. FISCHLIN.

EMPOISONNEMENT, SUBSTANCE NUISIBLE A LA SANTÉ, INGESTION
VOLONTAIRE, DÉCÈS

Il n'y a ni crime d'empoisonnement, ni autre crime, dans le fait d'avoir volontairement administré une substance nuisible à la santé (telle que des graines d'euphorbe) à une personne qui est décédée peu de jours après, alors, d'une part, que l'auteur du fait affirme n'avoir pas voulu donner la mort à cette personne, et, d'autre part, qu'il n'est pas établi que le décès de celle-ci ait été occasionné par l'ingestion de cette substance : un tel fait ne présente que le caractère de délit, et, par suite le tribunal correctionnel est compétent pour en connaître (Cod. pén., 301 et 317; Cod. instr. crim., 179).

(SIRE C. MIN. PUBL.)

La veuve Sire, poursuivie correctionnellement sous l'inculpation d'avoir volontairement administré à son mari des graines d'euphorbe, substance qu'elle savait être nuisible à la santé et deux jours après l'ingestion de la quelle le sieur Sire était décédé, a fait soutenir devant le tribunal que les charges relevées contre elle constitueraient, si elles étaient établies, le crime d'empoisonnement, et non le délit prévu par l'art. 317, Cod. pén.; et que par suite, le tribunal correctionnel était incompétent pour connaître du fait incriminé.

Le tribunal correctionnel des Sables-d'Olonne s'est, au contraire, déclaré compétent en ces termes :

« Attendu que le tribunal est, en vertu de l'ordonnance de M. le juge de l'instruction et de la citation décernée, saisi d'un délit; — Que si, en certain cas, la qualité de l'agent inculpé ou les circonstances dans lesquelles le fait a été accompli peuvent suffire à justifier le déclinatoire de compétence, il n'en est pas ainsi dans l'espèce; — Que l'inculpation dirigée contre la veuve Sire ne vise qu'un délit, celui de l'art. 317, et qu'il serait nécessaire, pour que le tribunal se déclarât incompétent, qu'il y eût apparence de crime, matériellement établi quant aux conditions de sa perpétration;

Attendu que, s'il est allégué par la prévenue que la mort de son défunt mari doit être attribuée à un empoisonnement causé par l'ingestion de substances, il n'est en aucune façon établi que la victime soit en réalité morte empoisonnée; que,

dans ces conditions, il n'apparaît pas que le fait reproché à la prévenue revête les caractères d'un crime, et, que, par suite, le tribunal correctionnel, saisi de la connaissance d'une infraction qui paraît, au point de vue légal, constituer un délit, l'a été justement ; qu'il y a lieu pour lui, par suite, de se déclarer compétent ;

Par ces motifs, rejette les conclusions de la prévenue, se déclare compétent et dit qu'il sera plaidé au fond. »

Appel par la veuve Sire.

ARRÊT :

LA COUR. — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Attendu d'ailleurs que, soit devant le juge d'instruction, soit à cette audience devant la Cour, la veuve Sire a constamment affirmé qu'en faisant prendre à son mari des graines d'épurga (euphorbe), elle n'avait pas l'intention de lui donner la mort ; — Que, d'autre part, dans leur rapport complémentaire du 14 octobre, les experts déclarent » qu'ils ne trouvent aucune preuve que les graines d'euphorbe épurga absorbées par Sire aient entraîné sa mort et l'aient « réellement occasionnée, et, en outre, qu'ils ignorent quelle a été » la cause immédiate de la mort de Sire » ; — Qu'enfin, en ce qui concerne l'incapacité de travail de plus de vingt jours, la question ne saurait se poser devant la Cour, Sire étant décédé huit jours seulement après l'ingestion des graines d'épurga ; — Que, dans de telles conditions, il n'existe contre la veuve Sire aucune présomption, soit du crime d'empoisonnement, soit d'un autre crime ;

Par ces motifs, confirme, etc.

Du 20 OCTOBRE 1893. — C. de Poitiers. — Ch. corr. — MM Poulle, pr. ; — Clément, av. général.

OBSERVATIONS. — Le déclinatoire d'incompétence, dans l'affaire ci-dessus, était basé sur ce que le fait poursuivi était un crime d'empoisonnement. Or, il ne pouvait être question d'empoisonnement, dans une affaire où la substance administrée était un purgatif violent, mais non un véritable toxique, et où l'inculpée niait absolument toute intention homicide. Deux des principaux éléments exigés par l'art. 301, Cod. pén. faisaient évidemment défaut.

On a essayé de soutenir devant la Cour que l'acte punissable était le crime prévu par l'art. 317, § 5, Cod. pén. En effet, l'administration de substances nuisibles qui ont occasionné une maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours,

est punie de la réclusion, et l'on décide avec raison qu'il en est de même *a fortiori* lorsque c'est la mort qu'en est résultée (Daloz, *Supplément v° contre les personnes*, n. 230 ; Garraud, *Code pénal*, t. 4, n. 282). *Crimes*. Mais il faut, pour cela, qu'il existe une relation de cause à effet entre l'ingestion des substances et le décès de la victime. Sinon il n'y a pas à tenir compte de cet événement, et, si le délai écoulé entre l'ingestion et la mort est inférieur à vingt jours, l'acte capable ne constitue plus que le délit prévu par le § 4 de l'art. 317. Il en est ainsi même lorsque la maladie aurait dû se prolonger pendant plus de vingt jours, si un événement étranger n'avait entraîné le décès. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation dans un cas analogue, au sujet de l'application de l'art. 309, Cod. pén. (Cass. 18 mars 1854, D. P. 54. 1. 163).

Or, dans l'espèce, les médecins avaient déclaré qu'ils ignorent la cause de la mort et qu'ils ne pouvaient dire si les graines d'euphorbe l'avaient réellement occasionnée. On restait donc en présence de ce seul fait, que la femme Sire avait, avec une intention méchante, administré à son mari sept graines d'euphorbe, alors qu'une ou deux seulement constituaient un purgatif violent, et que la victime en avait éprouvé de vives souffrances dans tout le tube intestinal pendant les quelques jours qui s'étaient écoulés avant son décès. L'infraction commise était donc un simple délit, que prévoit l'art. 317, § 4, et le tribunal correctionnel était compétent pour en connaître. — V. Blanche, *Étud. pratiq. sur le Cod. pén.*, t. 4, n. 517.

L'arrêt de la Cour de Poitiers, dans la présente affaire, constate qu'il n'est pas établi que la substance administrée à la victime ait été la cause de sa mort; mais il néglige de s'expliquer, soit sur le degré de nocuité de cette substance, soit sur le point de savoir si elle a occasionné une maladie ou incapacité de travail personnel. Statuant seulement au point de vue de la compétence, il se borne à décider qu'il n'existait contre la prévenue aucune présomption du crime d'empoisonnement, ou d'un autre crime. Au cas où il se serait appliqué à préciser le caractère du fait incriminé et à rechercher notamment s'il constituait le délit puni par l'art. 317, § 4, Cod. pén., il lui aurait appartenu d'apprécier la nature du mal que l'ingestion

de la substance nuisible à la santé avait fait éprouver à la victime, et de dire s'il devait être considéré comme la maladie ou l'incapacité de travail dont parle le § 4 de l'art. 317. La même Cour a reconnu ce pouvoir d'appréciation aux juges par un précédent arrêt, en date du 4 décembre 1891 (J. M. p. 35. 13.)

ART. 3578

PEINE, DÉTENTION PRÉVENTIVE, IMPUTATION, JOUR A QUO, ARRESTATION, MANDAT D'AMENER, MANDAT DE DÉPÔT OU D'ARRÊT.

La détention préventive qui doit, aux termes de l'art. 24, Cod. pén., modifié par la loi du 15 novembre 1892, être déduite de la durée de la peine prononcée, commence, non au jour où le condamné a été arrêté en vertu d'un mandat d'amener, mais au moment où il a été décerné contre lui un mandat de dépôt ou d'arrêt en vertu duquel il a été incarcéré.

(LASSÉ C. MIN. PUBL.). — ARRÊT.

LA COUR : — Vu la requête en date du 23 septembre formée par le nommé Lassé, détenu en la maison d'arrêt de Douai, condamné par arrêt définitif de la Cour à deux mois d'emprisonnement pour banqueroute simple, tendant à ce que sa détention préventive lui soit imputée, non à partir du 26 juillet, date du mandat de dépôt décerné contre lui par l'un de MM. les juges d'instruction de Lille, mais bien à compter du 23 juillet, date de son arrestation à Paris, en vertu d'un mandat d'amener décerné par ce magistrat le 19 juillet ;

Attendu que le mandat d'amener n'est pas un titre pouvant autoriser un écrou régulier ; qu'il a uniquement pour but de placer le prévenu sous la main de la justice et de le faire comparaître devant le magistrat compétent, pour décider s'il doit ou non être mis en état de détention ;

Attendu que, la détention, au sens juridique du mot, ne commence qu'au moment où le magistrat, après avoir interrogé l'inculpé, délivre contre lui un mandat de dépôt ou d'arrêt, et le fait conduire à la maison d'arrêt dans laquelle son incarcération est régularisée par une inscription sur le registre d'écrou ;

Attendu, que dans ces conditions la prétention de Lassé n'est pas fondée ;

Par ces motifs, rejette la requête de Lassé ; Dit que sa détention préventive n'a commencé à courir qu'à compter du 26 juillet, date du mandat de dépôt.

Du 23 SEPTEMBRE 1893. — C. de Douai. — Ch. corr. — MM. de Boiville, pr. ; — Schuler, av. gén.

NOTA. — La Cour de Douai avait déjà, par un précédent arrêt, en date du 8 février 1893 (*suprà*, p. 389), consacré la même solution dans les cas de flagrant délit. — Voy. les observations accompagnant cet arrêt.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Détention préventive*, n. 1

ART. 3579

CHEMIN DE FER, WAGON, TIRANT DE CUIR, LACÉRATION, CONTRAVENTION, JUGEMENT DE CONDAMNATION, INSERTION DANS LES JOURNAUX.

Le fait de couper, dans un wagon de chemin de fer, un des tirants de cuir destinés à maintenir fermés les châssis des vitrages d'un compartiment, constitue la contravention punie par l'art. 479, § 1, Cod. pén.

Mais il n'y a pas lieu d'autoriser, à titre de pénalité, l'insertion dans des journaux du jugement de condamnation rendu en pareil cas.

(COMP. DU CHEMIN DE FER DU NORD, C. A.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il résulte du procès-verbal que, le 25 juin dernier, vers trois heures vingt-six minutes, le sieur A..., étant monté dans un wagon de 3^e classe du train n^o 619, dans la gare de Paris, a coupé l'un des tirants de cuir qui maintenaient fermés les châssis du vitrage de son compartiment, ce qui constitue la contravention prévue et punie par l'article 479, n^o 1, du Code pénal ;

Par ces motifs, en ce qui concerne la poursuite par le ministère public, condamne A... à 15 francs d'amende ; — Fixe la durée de la contrainte par corps à cinq jours ;

Et en ce qui touche la demande de la partie civile, attendu qu'elle est fondée et que le tribunal a les éléments nécessaires pour l'apprécier condamne A... à payer à la compagnie du Nord 2 francs pour réparation des dégâts causés, à titre de dommages et intérêts ;

En ce qui concerne les insertions demandées : — Attendu qu'elles ne peuvent être accordées comme pénalité, puisqu'elles ne sont pas prévues par la loi pénale ;

Attendu d'autre part, que la partie civile n'a droit qu'à la réparation du dommage qui lui a été causé par le fait délictueux ; — Que ce dommage, évalué par la Compagnie elle-même à la somme de 2 francs, se trouve réparé par la condamnation prononcée à ce chiffre contre le prévenu ; — Que la compagnie ne justifie d'ailleurs pas de motifs pour mettre à la charge du prévenu les insertions par elle demandées ;

Par ces motifs, la déboute de ce chef de ses conclusions ; con-

damne la compagnie du Nord, sauf les recours contre le sieur A... aux dépens.

Du 27 OCTOBRE 1893. — Trib. de simple police de Paris.

NOTA. — Le premier point ne peut faire difficulté. Quelque peu grave que soit le fait de couper, dans un wagon de chemin de fer, une des bandes de cuir attachées aux châssis des vitrages d'un compartiment, il n'en constitue pas moins un dommage causé à une propriété mobilière d'autrui et rentrant, par suite, dans les prévisions de l'art. 479, § 1^{er}, du Code pénal.

La seconde solution est également d'une exactitude incontestable. Ainsi que l'a décidé la Cour de cassation, par deux arrêts des 19 mai et 16 août 1860 (J. M. p. 3. 227 ; S. 61. I. 192), l'insertion dans les journaux, de même que l'affiche ou l'impression, ayant un caractère pénal, lorsqu'elle est prescrite d'office, ou sur la réquisition du ministère public, ne peut, en pareil cas, être ordonnée hors des circonstances où la loi l'autorise spécialement.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o Tribunal correctionnel, n. 16.

ART. 3580

OCTROI, PROCÈS-VERBAL, CONTRAVENTION, DÉSIGNATION PRÉCISE.

Doit être annulé le procès-verbal d'employés d'octroi dont les termes vagues et ambigus permettent difficilement d'apprécier quelle est la nature de la contravention que l'administration de l'octroi entend poursuivre ; les énonciations du procès-verbal à cet égard doivent, pour satisfaire au vœu de la loi, être précises et non équivoques (Ordonn. 9 décembre 1814, art. 75).

(MAIRE DE FLERS C. ROUXEVILLE.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, le 17 mars dernier, Rouxevill'e, boucher à Flers, se présenta au bureau d'octroi de la route de Ger, et déclara vouloir introduire sur quittance 260 kilogrammes de bœuf, 147 kilogrammes de veau et 60 kilogrammes de mouton ; qu'à ce moment, interpellé par les sieurs Bertrand, brigadier, et Bertrand, recaveur, tous deux employés à l'octroi de Flers, sur le point de savoir s'il n'introduisait point également le suif avec les tripes et pieds de bœuf, ainsi que les têtes et pieds, les fraises et fressures des veaux, il répondit qu'effectivement il emportait ces diverses parties des animaux,

mais qu'il n'avait aucune déclaration à faire à ce sujet, parce que tous les abats, quels qu'ils fussent, ne devaient pas être imposés ;

Attendu que, sur le refus formel du sieur Rouxville de faire une déclaration relativement à ces parties d'animaux, les employés d'octroi, dans un procès-verbal rédigé le 21 mars 1893, dûment affirmé et enregistré, lui déclarèrent que : « par viandes abattues, notre tarif, porte le procès-verbal comprenait nécessairement toutes les parties comestibles des animaux ; que, d'ailleurs les tripes et pieds, au chapitre des comestibles, ainsi que les suifs, au chapitre des combustibles, étaient parfaitement atteints », et qu'ils procédèrent en sa présence, à la désignation, au pesage, à l'estimation et enfin à la saisie des objets qu'ils considéraient comme soumis aux taxes d'octroi ;

Attendu que, par exploit du 8 avril dernier, le maire de Flers a fait assigner Rouxville devant le tribunal de police correctionnelle de Domfront, pour avoir à répondre sur le dit procès-verbal ; que, par jugement du 2 juin 1893, Rouxville a été relaxé des fins de la plainte, par le motif que l'arrêté du 1^{er} août 1890 intitulé : « Modification du mode de perception sur les animaux de boucherie », n'ayant pas été revêtu de l'approbation de l'autorité supérieure, n'était pas exécutoire, du moins en ce qui concerne les abats et issues, et ne pouvait servir de base à un procès-verbal régulier ; que, par acte du 7 juin, le maire de Flers, ès-qualité, a interjeté appel de ce jugement ;

Attendu qu'en présence des termes vagues du procès-verbal, dont l'ambiguïté a été encore accentuée par les soutiens d'appel et les conclusions de la partie poursuivante, il est difficile d'apprécier si l'administration de l'octroi de Flers a entendu relever contre le prétendu contrevenant, des infractions au nouveau règlement municipal du 1^{er} août 1890, ou, au contraire, à l'ancien règlement, seul approuvé par décret du 29 décembre 1888 ;

Attendu, en effet, que ledit procès-verbal, après avoir paru se référer au règlement de 1890 en faisant observer que « par viandes abattues, notre tarif comprenait nécessairement toutes les parties comestibles des animaux », semble également avoir visé l'application du règlement de 1888, en ajoutant que « les tripes et pieds, au chapitre des comestibles, étaient parfaitement atteints » ;

Attendu que la nature de la contravention ne se trouvant pas définie d'une manière précise, et non équivoque, au mépris des prescriptions impératives de l'article 73 de l'ordonnance du 9 décembre 1814, qui ne sont d'ailleurs que l'application des règles fondamentales en matière pénale, il s'ensuit que le procès-verbal rédigé le 21 mars dernier doit être annulé dans son entier ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu, par suite, pour la Cour d'apprécier la

légalité, ni la force exécutoire de l'arrêt municipal du 1^{er} août 1890

Par ces motifs, sans avoir égard à tous autres soutiens et demandes des parties ; confirme le jugement dont est appel, en tant qu'il a déclaré nul et de nul effet le procès-verbal rédigé le 21 mars dernier par les employés de l'octroi de Flers contre le sieur Rouxeville ; — Dit et juge, infirmant en ce point ledit jugement, qu'il n'y a lieu de statuer sur la légalité du tarif établi par l'arrêté municipal du 1^{er} août 1890 ; — Renvoie Rouxeville des fins de la poursuite sans dépens ; — Condamne le Maire de la ville de Flers, ès-qualités qu'il agit, en tous les dépens.

Du 29 JUILLET 1893. — C. de Caen. — Ch. corr.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o Octroi, n^o 2.

ART. 3561

APPEL CORRECTIONNEL, PARTIE CIVILE, INTERVENTION.

En matière correctionnelle, la partie civile qui n'est pas intervenue en première instance est non recevable à intervenir devant la Cour saisie de l'appel du prévenu. (Cod. instr. crim., 67).

(S... C. ... B). — ARRÊT.

LA COUR : — Sur la fin de non-recevoir opposée à la partie civile : Attendu qu'aux termes de l'article 67 du Code d'instruction criminelle, la partie civile peut, en matière correctionnelle, intervenir en tout état de cause et avant la clôture des débats ; que cette dernière expression ne peut s'entendre évidemment que des débats de première instance, et qu'il est inadmissible que la partie civile, qui n'a pas jugé à propos d'intervenir devant le tribunal, puisse, pour la première fois, formuler son intervention devant les juges d'appel ;

Qu'une pareille prétention, si elle était admise, aurait pour résultat de violer l'ordre des juridictions, de priver le prévenu de son droit de défense devant les premiers juges et de supprimer en définitive, à son préjudice, le premier degré de juridiction ;

Par ces motifs, déclare non recevable l'intervention en appel de S..., partie civile, tendant à faire condamner le prévenu B... à des dommages-intérêts pour réparation du préjudice qu'il prétend lui avoir été causé ; et le condamne aux frais de l'incident.

Du 8 novembre 1893. — C. de Nancy. — Ch. corr. — M. Ange-noux, pr.

NOTA. — C'est là un point bien constant. V. mon *Mémorial du Ministère public*, v^o Appel correctionnel, n. 205, et les autorités

qui y sont mentionnées. — *Adde* Cass., 15 novembre 1889 (J.-P. 91.1.67).

A annoter au *Mémorial*, *loc. cit.*

ART. 3589

PRESSE, JUGEMENT PAR DÉFAUT, OPPOSITION DU PRÉVENU, CITATION NOUVELLE
PAR LE MINISTÈRE PUBLIC, FORMES.

La nouvelle citation que le ministère fait donner au prévenu après l'opposition formée par celui-ci au jugement correctionnel qui l'a condamné par défaut, n'ayant que la valeur d'un avenir à comparaitre à l'audience, n'est pas soumise, en matière de délit de presse, aux formalités prescrites par l'art. 50 de la loi du 29 juillet 1881, alors d'ailleurs qu'elle se réfère à la citation introductive d'instance, qui a repris toute sa force à partir de l'opposition.

(CŒURDEROY C. MIN. PUBL.).

Le 16 juin 1893, les époux Lefèvre ont cité le sieur Cœurderoy devant le tribunal correctionnel de la Seine, sous la prévention d'injures et de diffamation. A l'audience, Cœurderoy a fait défaut et a été condamné à huit jours de prison, 50 francs d'amende et 50 francs de dommages et intérêts.

Opposition a été formée par lui à ce jugement ; après quoi, et à la date du 17 octobre suivant, le ministère public a fait citer Cœurderoy pour voir statuer sur cette opposition et pour procéder aux fins d'une procédure dans laquelle il était inculpé d'injures et de diffamation.

Sur cette nouvelle citation, le défenseur de Cœurderoy a déposé sur le bureau du tribunal et développé les conclusions suivantes :

« Attendu que l'assignation du 17 octobre 1893, qui, sur l'opposition de M. Cœurderoy, saisit le tribunal, demande contre celui-ci, pour avoir commis les délits d'injures et de diffamation, l'application des articles 406 et 408 du Code pénal ;

« Attendu qu'aux termes de l'article 60 de la loi du 29 juillet 1881, les poursuites pour injures et diffamation sont entachées de nullité si les articles applicables auxdites poursuites ne sont point visés ; que ce sont les articles 28, 29, 32 et 33 qui auraient dû être visés dans l'assignation précitée ;

« Par ces motifs, déclarer nulle et non avenue l'assignation

du 17 octobre 1893 ; infirmer le jugement frappé d'opposition par le concluant ; et renvoyer celui-ci purement et simplement des fins de la plainte sans dépens. »

Le magistrat du parquet a conclu au rejet de ces conclusions :

« La nouvelle citation, a-t-il dit, donnée après opposition, n'est autre chose qu'un avenir. C'est la première seule qui a saisi le tribunal ; or, elle est conforme aux exigences de l'article 50 de la loi de 1881. L'opposition ne fait disparaître que la condamnation, l'article 187 du Code d'instruction criminelle est formel à cet égard ;

« Faustin Hélie dit bien, il est vrai, que lorsqu'une seconde citation est lancée, elle prend la place de la première, mais il ne donne aucune raison à l'appui de cette opinion, qui ne saurait être admise. Si elle était fondée, l'opposant ne serait pas admis à faire valoir les nullités que peut contenir la première citation ; il suffirait que la seconde fût régulière. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que par jugement de cette chambre en date du 1^{er} juillet 1893, rendu par défaut, Cœurderoy a été condamné à huit jours de prison, 50 francs d'amende et 50 francs de dommages et intérêts ; que ce jugement a été signifié le 24 août dernier ; que, suivant exploit de Cloquemin, en date du 29 août 1893, Cœurderoy y a formé opposition ;

Attendu que, suivant exploit de Nancelle en date du 17 octobre 1893, le procureur de la République a fait citer, pour l'audience du 21 octobre 1893, Cœurderoy pour voir statuer sur son opposition et pour répondre et procéder sur et aux fins d'une procédure de laquelle il résulte qu'il est prévenu d'injures et de diffamation à l'égard des époux Lefèvre ;

Attendu que, par des conclusions, Cœurderoy demande la nullité de cette citation par le motif qu'il n'y est point fait mention des articles 28, 29, 32 et 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, mais bien des articles 406 et 408 du Code pénal ;

Mais attendu que cette citation n'a d'autre intérêt que de faire connaître à l'opposant le jour de l'audience publique, puisque le tribunal se trouve régulièrement saisi par l'opposition du prévenu, opposition qui vaut citation à la première audience utile ; qu'elle n'est, en réalité, qu'un avenir à comparaître à l'audience, et que, dès lors, elle n'est point soumise aux formalités de l'article 50

de la loi sur la presse, pourvu toutefois qu'elle soit signifiée dans les délais légaux ;

Attendu, d'autre part, que cette citation a été donnée pour procéder sur et aux fins de la procédure qui a abouti au jugement par défaut ; qu'elle se réfère, en conséquence, à l'exploit introductif d'instance, et que les énonciations dudit acte, qui a repris toute sa valeur à partir de l'opposition, lui sont applicables ;

Par ces motifs, dit que la citation du 17 octobre 1893 n'est entachée d'aucune nullité, qu'elle est régulière, et qu'il sera plaidé au fond ; Condamne Cœuderoy aux dépens de l'incident.

Du 28 octobre 1893. — Trib. corr de la Seine. — 10^e Ch.

REMARQUE. — L'opposition au jugement par défaut ayant pour effet de laisser les parties dans l'état où elles se trouvaient avant le jugement (V. Poitiers, 24 août 1853 ; Chauveau, *Supplém. aux Lois de la proc. civ.* quest. 6615), il s'ensuit que la citation qui avait été donnée au prévenu continue de subsister, et qu'une citation nouvelle n'est pas nécessaire pour saisir le tribunal correctionnel de la poursuite. Cela s'induit particulièrement, en matière correctionnelle, de l'art. 187 Cod. instr. crim., portant que la condamnation par défaut est comme non avenue dès que le prévenu forme opposition au jugement, et de l'art. 188 du même Code, d'après lequel l'opposition emporte citation à la première audience. Si donc le ministère public fait citer le prévenu qui a formé opposition, ce n'est que pour lui faire connaître le jour de l'audience où il sera statué sur son opposition, et il ne saurait être question de soumettre cette sorte d'avenir aux formalités exigées pour la citation primitive, et spécialement, en matière de délit de presse, à celles que prescrit l'article 50 de la loi du 29 juillet 1881.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o Jugement et arr. par déf. en mat., corr., n. 10, et *Presse*, n. 17.

ART. 3583

CAFÉ-CONCERT, OUVERTURE, AUTORISATION MUNICIPALE.

L'ouverture, dans un café, d'un spectacle-concert, est soumise, non à une simple déclaration à la mairie, comme l'ouverture du café lui-même, mais à l'autorisation préalable de l'autorité municipale (Cod. pén. 471, n° 15 ; Décr. 6 janv. 1864 ; L. 17 juill. 1880, art. 2 ; L. 5 avr. 1884, art. 97, § 4).

(SERGEANT C. MIN. PUB. — ARRÊT.)

LA COUR : — Sur le moyen pris de la violation des articles 1 et 2 de la loi du 17 juillet 1880 sur les débits de boissons ; 471, n° 15 du Code pénal, et du principe de la liberté de l'industrie : — Vu les dits articles, ensemble l'article 97, §, 4 de la loi du 5 avril 1884 ; — Vu l'arrêté du maire de Calais du 12 décembre 1890, dont l'article 1^{er} est ainsi conçu : « Nul cafetier ne pourra transformer son établissement « en café-concert, s'il n'a, au préalable, obtenu du maire l'autorisation à cet effet ; »

Attendu, en fait, que Sergeant était traduit devant le tribunal de simple police de Calais pour avoir contrevenu audit article en ouvrant un spectacle-concert dans le café qu'il exploite ; qu'il reconnaissait le fait, mais contestait à l'autorité municipale le droit de subordonner l'ouverture de ce spectacle à une autorisation préalable, en se fondant sur la loi du 17 juillet 1880, qui remplace, pour les débits de boissons, le régime de l'autorisation préalable par celui de la déclaration ;

Attendu que la loi du 17 juillet 1880 n'est d'aucune application dans la cause ; qu'après comme avant cette loi, exclusivement relative à la profession de débitant de boissons, les spectacles-concerts qui peuvent être annexés aux cafés et autres établissements de ce genre restent soumis au mode de réglementation en vigueur ; que cette réglementation, expressément maintenue par le décret du 6 janvier 1864 sur la liberté des théâtres, a constamment placé les spectacles de curiosité, comme l'étaient les théâtres avant 1864, sous le régime de l'autorisation municipale ;

Attendu, d'autre part, que l'art. 97, § 4, de la loi du 5 avril 1884, reproduisant en cela les dispositions des lois municipales précédentes, depuis celle des 16-24 août 1790, confie à l'autorité municipale le soin du bon ordre dans les lieux publics en général, et dans les cafés en particulier ; — Qu'à aucun point de vue, par conséquent, le maire de Calais n'a excédé la limite de ses pouvoirs en prenant la mesure méconnue par le demandeur, et que la sanction de l'article 471, n° 15 lui a été accordée à bon droit par le jugement attaqué ;

Par ces motifs, rejette le moyen ; etc.

Du 13 JUILLET 1893. — C. Cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Dupré, rapp. ; — Baudouin, av.-gén. ; — Bouchié de Belle, av.

ART. 3564

COUR D'ASSISES : 1° ASSESSEUR. DÉSIGNATION, IRRÉGULARITÉ ; — 2°, 3° JURÉ COMPLÉMENTAIRE, INSCRIPTION SUR LA LISTE DES TRENTE JURÉS, QUALITÉ POUR CONCOURIR AUX OPÉRATIONS ; — 4° PROCÈS-VERBAL, RATURES, APPROBATION (DÉFAUT D') ; — 5° EXPERT ; SERMENT, POUVOIR, DISCRÉTIONNAIRE DU

PRÉSIDENT ; — 6° TÉMOIN, SERMENT, RENOUVELLEMENT ; — 7° MOYEN D'INFORMATION OU DE DÉFENSE, COUR DE CASSATION, APPRÉCIATION.

1° Dans le cas même où la désignation d'un conseiller comme assesseur dans une Cour d'assises, a été irrégulière, en ce que, par exemple, elle a été faite par la Cour d'assises elle-même, et non par le président, l'arrêt de condamnation n'est point nul, si le conseiller ainsi désigné n'a pas concouru à cet arrêt, et s'il n'est ni établi ni allégué qu'il soit intervenu dans les débats (L. 25 brum. an VIII, art. 4).

2° Il n'est pas prescrit de formalités spéciales pour constater l'absence des jurés complémentaires recherchés en conformité de l'art. 393, Cod. inst. crim., et il ne résulte pas d'irrégularité de ce qu'un de ces jurés, ayant fait partie du jury de jugement, aurait été inscrit sur la liste des trente jurés, sans qu'il soit constaté que les autres jurés complémentaires dont les noms précédaient le sien dans l'ordre du tirage aient été recherchés, et qu'ils n'aient été ni trouvés ni régulièrement cités : l'inscription faite, sur l'appel des jurés complémentaires tirés au sort, de celui qui s'est présenté le premier devant la Cour, est exclusive de tout choix arbitraire (Cod. inst. crim., 393 ; L. 21 nov. 1872, art. 19).

3° Tant que la liste des trente jurés de session demeure incomplète, soit par suite de l'admission des premières excuses, soit par l'effet des dispenses nouvelles accordées au moment où de précédentes dispenses prennent fin, les jurés complémentaires, une fois inscrits sur cette liste, ont qualité pour continuer à concourir à toutes les opérations du jury.

4° Le défaut d'approbation régulière des ratures, dans le procès-verbal des débats, n'est une cause de nullité qu'autant qu'il rend incertain l'accomplissement d'une formalité substantielle.

5° La disposition de l'art. 269, Cod. instr. crim., d'après laquelle les personnes entendues en vertu du pouvoir discrétionnaire du président des assises ne prêtent pas serment, s'applique au serment prévu par l'art. 44 du même Code, relatif aux experts, comme à celui de l'art. 317, relatif aux témoins.

6° Il n'est pas exigé que le témoin qui a régulièrement prêté serment renouvelle l'accomplissement de cette formalité chaque fois que son intervention aux débats est nécessaire, ni que, dans ce cas, le président avertisse soit le témoin, soit le jury que la déposition est faite sous la foi du serment antérieurement prêté.

7° Il n'appartient pas à la Cour de cassation de se faire juge, en dehors des dispositions formelles de la loi, de l'utilité des mesures sollicitées comme moyens d'information ou de défense.

(HEMERDINGER, SARDA ET MAYER ET C^o MIN. PUB. — ARRÊT.)

LA COUR ; — Sur le premier moyen tiré de la violation de l'art. 4 de la loi du 25 brumaire an VIII et des règles sur la désignation des

assesseurs, en ce que : 1^{re} la désignation d'un assesseur supplémentaire a été faite par la Cour d'Assises elle-même; et 2^o la participation de cet assesseur à un arrêt où il a figuré, n'est pas justifiée : — Attendu que, par ordonnance du premier président de la Cour d'appel de Paris, en date du 17 juin 1893, MM. Poupardin, Valabrègue et Belat, conseillers en cette Cour, avaient été désignés comme assesseurs à la Cour d'assises de la Seine, pour le troisième trimestre 1893 ; — Que si la Cour d'assises, où siégeaient MM. les conseillers Poupardin et Valabrègue, a mentionné inutilement le nom de M. le conseiller Belat, en ordonnant, le 20 juillet, l'adjonction d'un assesseur supplémentaire pour le procès des demandeurs, il résulte de ce qui précède que ce magistrat n'a pas été désigné comme assesseur par la Cour d'assises, mais par le premier président ; que, au surplus, il n'a point concouru à l'arrêt attaqué, et qu'il n'est ni établi ni allégué qu'il soit intervenu dans les débats ; qu'aucun grief ne pourrait donc être invoqué, la désignation fût-elle irrégulière ;

Attendu, d'autre part, que si M. le conseiller Belat a concouru, le 13 juillet, comme second assesseur, à l'établissement de la liste du jury par l'addition des noms des jurés complémentaires, il doit être présumé avoir été appelé régulièrement ;

Sur le deuxième moyen tiré de la violation de l'article 19 de la loi du 21 novembre 1872 et de l'art. 393 du Code d'instruction criminelle, en ce que l'inscription sur la liste des trente jurés, d'un juré complémentaire ayant fait partie du jury de jugement, aurait été irrégulière, parce qu'il n'est pas constaté que les autres jurés complémentaires dont les noms précédaient dans l'ordre du tirage ont été recherchés, et n'ont pu être ni trouvés, ni régulièrement cités : — Attendu qu'il résulte du procès-verbal du 17 juillet 1893, que l'appel de trois jurés complémentaires étant alors nécessaire, les noms de neuf jurés complémentaires ont été tirés au sort ; que le président des assises a ordonné aux huissiers de citer les trois premiers de ces jurés, et, s'ils ne pouvaient être rencontrés, de citer successivement les autres, en suivant toujours l'ordre du tirage, jusqu'à ce que trois d'entre eux fussent trouvés et régulièrement cités pour le lendemain ; — Qu'il est ensuite constaté, par le procès-verbal du 18 juillet, que, ledit jour deux jurés complémentaires seulement se trouvant nécessaires, le président a publiquement fait faire, dans l'ordre du tirage, l'appel des jurés complémentaires tirés au sort à l'audience de la veille, et que, sur cet appel, les sieurs Desenne et Paris s'étant présentés les premiers devant la Cour, leurs noms ont été placés immédiatement sur la liste du jury ; — Que le procès-verbal du 18 juillet relate ainsi tout ce qui a eu lieu à la séance de la Cour d'assises ; qu'il ne saurait valablement porter sur ce qui s'est passé au dehors, dès qu'aucun

incident ne s'est produit en séance à ce sujet ; que la loi ne proscriit d'ailleurs aucune formalité spéciale pour constater l'absence des jurés complémentaires recherchés en vertu de l'article 393 du Code d'instruction criminelle ; que l'ordre donné aux huissiers par le président, et suivi de l'inscription des jurés qui se sont présentés les premiers, ne laissait aucune place à la possibilité d'un choix arbitraire ;

Sur le troisième moyen tiré de la violation des mêmes dispositions légales, en ce que le verdict du jury a été rendu avec la participation d'un juré complémentaire qui n'avait pas été désigné au sort par un tirage spécial effectué au jour indiqué pour le jugement ; — Attendu que la fonction des jurés complémentaires consiste à compléter la liste des trente jurés nécessaires pour le service de la session ; que, tant que cette liste demeure incomplète, soit par suite de l'admission des premières excuses, soit même par l'effet de dispenses nouvelles accordées au moment où de précédentes dispenses prennent fin, les jurés complémentaires, une fois inscrits sur la liste, ont qualité pour continuer de concourir à toutes les opérations du jury ;

Sur le quatrième moyen tiré : 1° de la violation des art. 78, 370 et 372 du Code d'instruction criminelle, en ce qu'il n'y a pas d'approbation régulière de la rature de mots relatant au procès-verbal des débats une prétendue déposition dont le caractère légal est contesté ; et 2° de la violation de l'art. 44 du Code d'instruction criminelle, en ce qu'un expert a procédé à un supplément d'expertise sans prêter un nouveau serment dans les termes dudit article : — Attendu que le procès-verbal des débats concernant l'audience du 25 juillet porte deux ratures approuvées en ces termes : « Rayé cinq lignes et vingt-sept mots nuls » ; que l'une des ratures comprend cinq lignes et deux demi-lignes écrites au corps du procès-verbal et contenant un nombre de mots supérieur à vingt-sept ; l'autre, cinq lignes écrites en marge et contenant exactement vingt-sept mots ;

Attendu que, en admettant un doute sur la portée et la régularité de ces ratures, le moyen soulevé serait néanmoins sans intérêt ; — Que, en effet, le défaut d'approbation régulière des ratures n'est une cause de nullité qu'autant qu'il rend incertain l'accomplissement d'une formalité substantielle ; — Que, à la vérité, les demandeurs invoquent cette circonstance que les passages raturés sont relatifs à la mission donnée au sieur Teyssonnière, expert, entendu comme témoin, mission tendant à procéder à un supplément d'expertise, et que le sieur Teyssonnière aurait accompli sans prêter un nouveau serment dans les termes de l'article 44 ;

Mais attendu, sur cette seconde branche du moyen, qu'il est cons-

taté dans la partie non raturée du procès-verbal, que le président des assises a, dans cette circonstance, agi en vertu de son pouvoir discrétionnaire; que l'art. 269 du Code d'instruction criminelle dispose d'une manière générale que les personnes entendues en vertu du pouvoir discrétionnaire du président ne prêtent pas serment, et que cette dispense s'applique au serment prévu par l'art. 44 relatif aux experts, comme à celui de l'art. 317, relatif aux témoins, puisque, dans l'un et l'autre cas, les déclarations reçues ne sont considérées que comme de simples renseignements;

Sur le cinquième moyen tiré de la violation de l'article 317 du Code d'instruction criminelle, en ce qu'un témoin, précédemment entendu sous la foi du serment, a déposé à nouveau sans réitérer son serment, et sans qu'il soit constaté que le président l'ait averti et ait averti les jurés qu'il déposait sous la foi du serment antérieurement prêté: — Attendu que la loi n'exige pas que le témoin qui a régulièrement prêté serment renouvelle l'accomplissement de cette formalité chaque fois que son intervention aux débats est nécessaire; que la loi n'exige pas davantage que, dans ce cas, le président donne, soit au témoin, soit au jury, un avertissement quelconque; qu'il n'y a eu dès lors aucune violation de l'article 317 du Code d'instruction criminelle;

Sur le septième moyen présenté par Hemerdinger et Mayer et tiré de la violation des art. 35, 37, 38, 39, 329 du Code d'instruction criminelle, 433 du Code pénal, et des droits de la défense, en ce que la Cour, sur une poursuite pour fraudes dans la fourniture de marchandises, aurait refusé d'ordonner l'apport à l'audience des marchandises prétendues frauduleuses, lesquelles constituaient le corps du délit:

Attendu qu'il résulte du texte même des conclusions prises par Hemerdinger devant la Cour d'assises avant la clôture des débats, qu'il a demandé acte de ce que les 7,981 quartiers de fausses bottes et les 4,047 bretelles de cartouchières, formant, disait-il, le corps du délit de fraude sur la qualité des fournitures, n'avaient jamais été représentés aux accusés au cours de l'instruction et n'avaient été l'objet d'aucune expertise judiciaire; — Attendu que l'arrêt rendu sur ces conclusions constate que les objets dont la représentation était réclamée, n'ayant jamais été saisis par le magistrat instructeur, ne figurent pas à l'état des pièces à conviction, lesquelles ont été régulièrement représentées aux accusés au cours des débats; — Qu'il suit de là que les prescriptions de l'art. 329 du Code d'instruction criminelle ont été observées;

Que, quant à l'utilité des mesures sollicitées, comme moyens

d'information ou de défense, il ne saurait appartenir à la Cour de cassation de s'en constituer juge en dehors des dispositions formelles de la loi ;

Attendu, au surplus, que les conclusions d'Hemerdingier visaient exclusivement le délit de fraude sur la qualité des fournitures ; que, indépendamment de ce délit, la peine prononcée contre Hemerdingier et Mayer étant justifiée par le crime de corruption de fonctionnaire, le moyen soulevé ne saurait entraîner aucune nullité, alors même qu'il serait fondé ;

Par ces motifs, rejette le pourvoi de Michel-Emile Hemerdingier, Jules Roch, François Sarda et Henri-Victor Mayer contre l'arrêt de la Cour d'Assises de la Seine en date du 31 juillet 1893, etc.

Du 14 SEPTEMBRE 1893. — C. cass. — Ch. crim. — MM. Sallantin, f. f. de pr. ; — Bard, rapp. ; — Duval, av. gén. ; — Périer, Dufourmantel et de Lalande, av.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, vis *Cour d'assises et Jury*.

ART. 3585.

ÉTRANGER, DÉCLARATION DE RÉSIDENCE, ÉLÈVES PLACÉS DANS UN PENSIONNAT FRANÇAIS.

La disposition de l'art. 1^{er} du décret du 2 octobre 1888 obligeant à une déclaration de résidence l'étranger qui veut fixer sa résidence en France, n'est pas applicable à des élèves placés, à titre temporaire, par leurs parents ou leurs tuteurs, dans un pensionnat français.

(MIN. PUBL. C. WULF ET AUTRES). — ARRÊT.

LA COUR : — Sur l'unique moyen du pourvoi pris de la violation des articles 1 et 3 du décret du 2 octobre 1888 : — Attendu que Wulf (Antoine), âgé de treize ans, Wulf (Jean), son frère, âgé de quinze ans et sept autres enfants ou jeunes gens originaires d'Alsace ou de différentes provinces d'Allemagne, ont été cités devant le tribunal de simple police de Merville pour avoir contrevenu aux dispositions du décret du 2 octobre 1888, en ne faisant pas, dans le délai de quinze jours à partir de leur arrivée dans la commune de Merville, la déclaration prescrite par l'art. 1^{er} de ce décret ;

Attendu que cet article dispose que tout étranger non admis à domicile qui se proposera d'établir sa résidence en France devra, dans le délai de quinze jours, à partir de son arrivée, faire une déclaration à la mairie de la commune où il voudra fixer sa résidence ; — Qu'il ressort des termes mêmes du décret, que cette déclaration n'est imposée qu'aux étrangers qui sont en état de manifester leur volonté au point de vue de la résidence qu'ils enten-

dent choisir en France; — Que, d'une autre part, le rapport du ministre de l'intérieur joint au projet de décret soumis au président de la République constate que la nouvelle réglementation ne s'applique qu'aux étrangers qui se sont fixés définitivement en France ou qui s'y établissent avec la pensée d'y faire un séjour prolongé et qu'elle ne concerne pas ceux qui sont momentanément de passage sur notre territoire pour leurs affaires ou leurs plaisirs ;

Attendu que le jugement attaqué déclare que tous les prévenus se trouvent en qualité d'élèves dans un pensionnat de Merville et qu'ils y ont été placés à titre temporaire par leurs parents ou leurs tuteurs; qu'ils n'étaient pas dès lors dans les conditions prévues par le décret du 2 octobre 1888 et qu'en prononçant leur relaxe le jugement attaqué, loin d'avoir violé les prescriptions dudit décret, en a fait une saine interprétation ;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 24 Août 1893 — C. cass. — Ch. crim. — MM. Lœw, pr. ; — Sallantin, rapp. ; — Sarrut, av. gén.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Etranger*, n. 5.

CORRESPONDANCE

ART. 3586

PRESSE, DIFFAMATION, JOURNAL, GÉRANT, IMPRIMEUR, RESPONSABILITÉ
PÉNALE.

Monsieur le Rédacteur,

Voulez-vous me permettre de vous demander quelle serait votre opinion sur la question délicate de responsabilité en matière de délit de presse qui s'est élevée dans les circonstances suivantes :

Un sieur P..., s'étant trouvé diffamé dans divers articles publiés par un journal, a fait citer, à raison de cette diffamation, devant le tribunal correctionnel le sieur M..., tant comme gérant que comme imprimeur de ce journal. Il faut dire que, lors de la publication des articles incriminés, le journal avait pour gérant son rédacteur en chef, qui est venu à décéder presque aussitôt après et qui a été remplacé dans ses fonctions de gérant par l'imprimeur M...

Ce dernier a-t-il été poursuivi à bon droit ? P... est-il fondé à prétendre que, puisque le rédacteur en chef était décédé au moment où la poursuite en diffamation a été exercée, c'est contre l'imprimeur que devait être dirigée cette poursuite, par l'application de l'art. 42 de la loi du 29 juillet 1881, aux termes duquel les imprimeurs sont passibles des peines, répressives des crimes et délits de presse, à défaut des gérants et des auteurs ? Ou bien est-on en droit de lui répondre que la responsabilité ne peut atteindre l'imprimeur qu'autant qu'il n'y pas eu de gérant lors de la publication des articles incriminés ?

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur, etc.

En disposant que les imprimeurs sont passibles des peines constituant la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, à défaut des gérants et des auteurs, l'article 42 de la loi du 29 juillet 1881 a certainement voulu que les imprimeurs ne puissent être atteints qu'autant que les gérants ou les auteurs des articles incriminés n'étaient plus en fonctions ou n'existaient plus lors de la publication de ces articles. Comment le législateur aurait-il rendu l'imprimeur responsable d'un délit perpétré à un moment où le gérant, décédé depuis, comme dans l'espèce exposée par mon honorable correspondant, devait répondre lui-même des crimes et délits commis par la voie du journal ? La responsabilité, fixée à l'époque de la perpétration du délit, sur la personne du gérant, n'a pu, par le fait du décès postérieur de celui-ci, passer sur la tête de l'imprimeur. Nul ne peut répondre pénalement d'une infraction imputable à une autre personne. Ce n'est qu'en raison de l'impossibilité de faire peser la responsabilité sur le gérant, parce qu'il avait cessé de remplir ses fonctions à la date du délit, que l'imprimeur est rendu passible ; à titre d'auteur principal, des peines applicables à ce délit ; et cette responsabilité est, certes, déjà assez rigoureuse, sans qu'il faille l'étendre au cas où le gérant, qu'elle avait saisi au moment de la perpétration du délit, n'a cessé que postérieurement d'exercer les fonctions auxquelles elle était attachée.

Telle est la théorie qu'a consacrée un jugement du tribunal

correctionnel de Chambéry, du 30 octobre 1893, dans lequel on lit : « Attendu qu'il résulte des termes de l'article 42 de la loi du 29 juillet 1881 et de ses motifs que ce n'est pas seulement à défaut les unes des autres, mais aussi à l'exclusion des unes des autres, que les personnes désignées dans ledit article peuvent être poursuivies comme auteurs principaux des infractions commises par la voie de la presse ; qu'il s'ensuit que M... ne pourrait être poursuivi en qualité d'imprimeur qu'à défaut du gérant ; — Attendu que le gérant d'alors était Ch. B..., qui, aux termes susdit article 42, était réputé l'auteur principal du délit qui aurait été commis et sur la personne duquel la responsabilité pénale de ce délit était définitivement fixée ; — Attendu que le décès de B..., survenu le 16 septembre postérieurement à l'impression et à la publication du numéro du 16 septembre qui eut lieu la veille, ainsi que l'indique la mention finale du journal « Chambéry, le 15 septembre » n'a pu changer la situation de l'imprimeur légalement couvert par l'existence du gérant représentant alors le journal. »

À annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o *Presse*, n^o 6.

DOCUMENTS DIVERS

ART. 3587

ORGANISATION JUDICIAIRE, NOUVELLE-CALÉDONIE, NOUMÉA, COUR D'APPEL, COUR CRIMINELLE, PRÉSIDENT, ATTRIBUTIONS, CASSATION, RENVOI, PROCUREUR GÉNÉRAL, SUBSTITUT, PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE, ATTRIBUTIONS, LIBERTÉ PROVISOIRE.

Rapport adressé au Président de la République par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, suivi d'un décret du 15 novembre 1893 portant modifications à l'organisation du service judiciaire en Nouvelle-Calédonie.

RAPPORT

Paris, le 15 novembre 1893.

Monsieur le Président,

L'organisation judiciaire créée en Nouvelle-Calédonie par le décret du 28 novembre 1866 a subi, depuis, plusieurs modifications

tendant à assurer de plus en plus une prompte et équitable distribution de la justice, au fur et à mesure que notre colonie se développait.

L'importance des entreprises commerciales et industrielles qui y ont été établies depuis quelques années, ainsi que l'accroissement du nombre des affaires correctionnelles et criminelles, résultant de l'application des règlements qui ont conféré aux juridictions ordinaires la connaissance des délits et des crimes commis par la population provenant de l'immigration pénale, obligent à créer dans la colonie une juridiction d'appel fortement constituée et à renforcer le service de la police judiciaire et du ministère public.

Ces considérations m'ont amené à vous proposer la transformation du tribunal supérieur de Nouméa en cour d'appel et la création d'un poste de procureur général.

Grâce à la suppression d'une justice de paix, qui ne juge annuellement qu'un très petit nombre d'affaires sans importance, et à une réorganisation du tribunal de première instance de Nouméa, les modifications apportées au régime actuel n'entraînent aucune augmentation de dépenses.

J'ai donc l'honneur, d'accord avec M. le garde des sceaux, ministre de la justice, de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

TERRIER.

DÉCRET

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et du garde des sceaux, ministre de la justice; — Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854; — Vu les décrets du 26 novembre 1866, portant organisation de la justice en Nouvelle-Calédonie; — Vu le décret du 3 août 1878 portant ouverture en Nouvelle-Calédonie du recours en cassation en matière civile; — Vu le décret du 27 mars 1879, portant ouverture en Nouvelle-Calédonie du recours en annulation et du recours en cassation en matière criminelle; — Vu les décrets des 27 mars 1879 et 28 février 1882, portant réorganisation de la justice en Nouvelle-Calédonie; — Vu le décret du 10 février 1883, portant transfèrement à Canala du siège de la justice de paix de Bourail; — Vu les décrets du 22 août 1887 et

28 juin 1889, portant création d'emplois aux tribunaux de la Nouvelle-Calédonie et des justices de paix à compétence étendue à l'île des Pins et à Bourail,

Décète :

Art. 1^{er}. — La justice de paix à compétence étendue instituée à Ouégoa par le décret du 28 février 1892 est supprimée.

Des arrêtés du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, rendus en conseil privé et soumis à l'approbation du ministre chargé des colonies, délimiteront les territoires dépendant de la circonscription d'Ouégoa qui seront soumis à la juridiction respective des justices de paix de Canala et de Bourail.

Il sera procédé, également par voie d'arrêté du gouverneur en conseil, à l'installation des audiences foraines reconnues nécessaires.

Art. 2. — Le tribunal supérieur de Nouméa est supprimé ; il est remplacé par une cour d'appel composée de : un président, deux conseillers, un conseiller auditeur.

Il est institué près de ladite cour d'appel, un procureur général, qui remplit les fonctions de chef de service judiciaire, un substitut du procureur général, un greffier et des commis-greffiers assermentés.

Art. 3. — Le tribunal de première instance de Nouméa est composé de : un juge-président, deux lieutenants de juge.

Sont maintenus près de ce tribunal : un procureur de la République, un substitut.

Les fonctions de greffier du tribunal de première instance sont remplies par le greffier de la cour d'appel assisté de commis-greffiers.

Art. 4. — Les attributions précédemment conférées au tribunal supérieur de Nouméa et à ses membres par les lois et règlements antérieurs au présent décret, sont dévolues à la cour d'appel et à ses membres.

Art. 5. — La cour d'appel constituée en cour criminelle, dans les conditions prévues aux décrets susvisés des 27 mars 1879 et 28 février 1882, tiendra quatre sessions par an pour le jugement des affaires qui lui seront renvoyées par ordonnance du procureur général, chef du service judiciaire.

La date d'ouverture de chaque session sera fixée par le gouverneur sur la proposition du chef du service judiciaire.

Les assesseurs seront désignés pour toute la durée de la session et après le tirage au sort qui sera opéré huit jours au moins avant l'ouverture de la session.

Art. 6. — Le président de la cour criminelle est chargé : 1° d'entendre l'accusé après la signification de l'acte d'accusation et la notification de la liste des assesseurs; 2° de convoquer ces derniers et de les tirer au sort.

Il est investi d'un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il pourra prendre sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité, et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation.

Il pourra dans le cours des débats appeler, même par mandat d'amener, et entendre toute personne ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté.

Les témoins ainsi appelés ne prêteront point serment et leurs déclarations ne seront considérées que comme renseignements.

Le président devra rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats.

Art. 7. — La cour criminelle statuera sur les questions résultant de l'acte d'accusation ou pouvant résulter des débats, ainsi que sur les circonstances atténuantes, quand le fait tel qu'il est reconnu constant est qualifié crime par la loi.

Art. 8. — Lorsque la cour de cassation annulera un arrêt rendu par la cour d'appel ou par la cour d'assises, elle pourra renvoyer l'affaire devant la même cour. A défaut d'un nombre suffisant de magistrats n'ayant pas connu l'affaire, le président y pourvoira en appelant des magistrats honoraires ayant droit de siéger, des membres du tribunal de première instance et, à leur défaut, des avocats défenseurs par ordre d'inscription au tableau.

Art. 9. — Les fonctions du ministère public sont spécialement et personnellement confiées au procureur général. Il porte la parole aux audiences quand il le juge convenable.

Art. 10. — Le procureur général exerce les fonctions et les attributions prévues à l'article 92 du décret du 23 novembre 1866 susvisé, portant organisation de la justice en Nouvelle-Calédonie.

Art. 11. — Le substitut du procureur général ne participera à l'exercice des fonctions de procureur général que sous sa direction.

Toutes les fois qu'il en sera requis par le procureur général, il sera tenu de lui communiquer les conclusions qu'il se proposera de donner.

En cas de dissentiment, le procureur général conclura d'après son opinion personnelle.

Art. 12. — En toute matière et en tout état de cause, le droit

d'accorder la liberté provisoire avec ou sans caution appartient au procureur général.

Art. 13. — Le procureur de la République a les attributions qui lui sont conférées par les articles 22 et suivants du code d'instruction criminelle, sauf les dérogations apportées par la législation locale. Il remplit les fonctions du ministère public près le tribunal de première instance et participe, sous la direction du procureur général, à l'exercice des autres fonctions énoncées au présent décret.

Il est placé sous les ordres du procureur général.

Art. 14. — Sont maintenues toutes les dispositions non contraires au présent décret.

Art. 15. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, etc.

Fait à Paris, le 15 novembre 1893.

CARNOT.

ART. 3589

AVOUÉS, CHAMBRE DE DISCIPLINE, RENOUVELLEMENT.

Rapport présenté au Président de la République par le garde des sceaux, ministre de la justice, au sujet du renouvellement des chambres de discipline d'avoués, et décret conforme du 16 janvier 1893.

RAPPORT.

Monsieur le Président,

Aux termes du décret du 17 juillet 1806, les chambres de discipline des avoués doivent être renouvelées le 1^{er} septembre de chaque année et les membres nouvellement élus entrer en fonctions le 15 du même mois.

Ce décret a été régulièrement observé aussi longtemps que les vacances judiciaires ont été maintenues du 1^{er} septembre au 1^{er} novembre de chaque année. Mais, depuis le décret du 4 juillet 1885, qui a décidé que les vacances des cours et tribunaux commenceraient à l'avenir le 15 août pour se terminer le 15 octobre, il a été presque partout impossible d'appliquer les prescriptions du décret de 1806. Dans chaque ressort, les présidents de corporations d'avoués ont informé le parquet qu'il y avait pour eux impossibilité matérielle à réunir, le 1^{er} septembre, les membres de leurs compagnies, éloignés pour la plupart du lieu de leur résidence. C'est pourquoi ces réunions se tiennent actuellement à des époques très diverses, les unes au mois d'août, d'autres au mois d'octobre, ou même au mois de novembre.

Ce défaut d'uniformité dans l'époque du renouvellement des cham-

bres de discipline d'une corporation qui doit être prête à reprendre ses fonctions dès le commencement de l'année judiciaire, peut avoir des inconvénients ; il m'a donc paru utile, dans l'intérêt de la régularité du service et de la bonne administration de la justice, de modifier le décret de 1806, devenu inapplicable, pour mettre les prescriptions nouvelles en rapport avec celles du décret du 4 juillet 1885. Dans ce but, il y a lieu de reporter au 15 octobre, c'est-à-dire au moment même de la rentrée des corps judiciaires, la date du renouvellement des chambres d'avoués.

C'est pour ce motif, Monsieur le Président, que je vous prie de bien vouloir revêtir de votre signature le décret qui suit.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BOURGEOIS.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ; — Vu le décret du 17 juillet 1806 ; — Vu le décret du 4 juillet 1885,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — A l'avenir, les chambres des avoués seront renouvelées du 15 octobre au 1^{er} novembre de chaque année ; les membres nouvellement élus entreront en fonctions le 1^{er} novembre.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 janvier 1893.

CARNOT.

ART. 3589

PREScription CRIMINELLE, PERSONNES INVESTIES D'UN MANDAT ÉLECTIF, MAGISTRATS, FONCTIONNAIRES ADMINISTRATIFS, DIRECTEURS ET ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS FINANCIÈRES OU D'EXPLOITATION, CONCESSIONNAIRE DES TRAVAUX DE L'ÉTAT, JOUR A QUO.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 638 du code d'instruction criminelle, présentée par M. Honoré Pontois, député. (Séance du 26 juin 1893).

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Messieurs, l'arrêt récent que vient de rendre la cour de cassation dans l'affaire du Panama, tout irréprochable qu'il soit en droit, a pour

résultat de mettre en relief une regrettable lacune de nos lois de procédure criminelle.

Il n'est pas possible d'admettre plus longtemps que ceux qui sont investis d'un mandat électif, que des magistrats, des fonctionnaires, des directeurs ou administrateurs de sociétés financières ou d'exploitation autorisées ou réglementées par une loi, que les concessionnaires des travaux de l'Etat ou des sociétés financières ou d'exploitation ci-dessus visées, puissent, après la perpétration de crimes ou de délits professionnels, se servir de l'influence que leur donne leur mandat, leur fonction ou la puissance financière dont ils disposent en vertu de la loi, pour entraver l'exercice de l'action publique et atteindre avec tranquillité le délai de la prescription.

La prescription ne peut pas courir contre les personnes investies d'un mandat électif, les magistrats, les fonctionnaires, pour des crimes ou délits relatifs à leur mandat ou à leur fonction, tant qu'ils conservent une partie de la puissance que donne ce mandat ou cette fonction.

En ce qui concerne les directeurs ou administrateurs de sociétés financières ou d'exploitation autorisées, réglementées ou garanties par une loi, ils ont reçu par cela même une délégation de la puissance publique qui doit, dans la limite de l'administration qui leur est confiée, les faire assimiler à de véritables agents chargés d'un service public.

L'ensemble des opérations des sociétés autorisées par la loi doit former un tout indivisible, et la prescription de l'action publique et de l'action civile ne saurait commencer à courir avant la clôture des opérations de liquidation de la société.

Il est, en effet, scandaleux de penser que la justice reste impuissante à rechercher et à atteindre les responsabilités diverses qu'ont pu encourir les directeurs, les administrateurs, entrepreneurs dans l'affaire de Panama, alors que le liquidateur continue tranquillement une liquidation qui ne peut plus aboutir qu'au néant.

C'est pour remédier à ces lacunes de la loi, qui permettent de sanctionner juridiquement de suprêmes injustices, que j'ai l'honneur de vous proposer de vouloir bien voter l'addition du paragraphe suivant à l'article 633 du code d'instruction criminelle.

PROPOSITION DE LOI.

Article unique. — L'article 638 du code d'instruction criminelle est ainsi complété :

Dans les cas exprimés aux articles 637 et 638 ci-dessus, la prescription de l'action publique ou de l'action civile ne commencera à courir contre :

- 1° Les personnes investies d'un mandat électif ;
- 2° Les magistrats ;
- 3° Les fonctionnaires de l'ordre administratif ;
- 4° Les directeurs et administrateurs de sociétés financières ou d'exploitation créées ou réglementées en vertu d'une loi ;
- 5° Les concessionnaires des travaux de l'Etat ou des sociétés ci-dessus visées ; — à l'occasion de crimes ou de délits se rattachant directement à l'accomplissement de leur mandat, de leur fonction, de leur administration, ou de leur entreprise, qu'à partir du jour où le mandat aura définitivement pris fin, la fonction cessé, ou que la liquidation définitive de la société ou des comptes spéciaux de l'entreprise aura été régulièrement close.

ART. 3590.

CHASSE, PROPOSITION DE LOI, RAPPORT.

Rapport fait au nom de la commission (1) chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur la chasse, par M. Léon Morillot, député. — 1^{re} séance du 10 juillet 1893.

Messieurs, la commission à laquelle vous avez confié l'examen du projet de loi sur la chasse, envoyé à la Chambre des députés par le Sénat, a dû non seulement étudier ce projet ainsi que les articles du code rural relatifs à la chasse, que vous lui avez aussi transmis, mais il lui a fallu s'occuper en outre d'un grand nombre de contre-projets, de pétitions, d'amendements, qui lui ont été adressés de tous côtés.

Au nombre de ces propositions, pour n'en citer que quelques-unes, on trouve le projet de loi de M. Engerand, relatif à la chasse, en tout temps, de l'alouette au moyen de filets ; celui de M. Cluseret et de plusieurs de ses collègues, relatif au permis de chasse de vingt-quatre heures ; celui de MM. Hubbard, Gastellier, Montaut et Barbe, qui a rapport à la défense des terrains en culture contre les dégâts du gibier ; les amendements de MM. Briens, Paul Le Roux, G. Cochery et du Périer de Larsan ; des pétitions relatives aux permis de chasse, à la destruction des lapins, à la constitution de syndicats de chasseurs, et enfin les vœux de plusieurs conseils généraux.

Après s'être livrée à une étude approfondie de ces divers docu-

(1) Cette commission est composée de MM. le comte Lemer cier, président ; L. Morillot, secrétaire ; Turigny, de Colombet, Galpin, baron Demarçay, comte de Jouffroy d'Abbans, Hémon, Grisez. — (Voir la table générale des impressions de la 4^e législature, page 172, Chambre des députés n° 90).

ments, votre commission a admis un certain nombre des propositions qui lui étaient faites et a rejeté les autres ; puis elle a décidé qu'il n'y aurait pas lieu de faire un rapport spécial pour chacune d'elles, mais qu'il convenait, après en avoir constitué un seul tout avec le projet de loi sur la chasse, d'en faire l'objet d'un seul et même rapport.

La première question dont la commission a dû s'occuper, on peut dire la principale, celle dont dépendait toute l'économie de la loi, était celle de savoir s'il y avait lieu de faire un projet destiné à augmenter les facilités accordées aux chasseurs ou si, au contraire, on se préoccuperait surtout de la reproduction du gibier, des intérêts de l'agriculture et du respect du droit de propriété.

Personne ne sera surpris en apprenant que chacune de ces thèses a trouvé des défenseurs dans le sein de la commission ; mais une grande majorité s'est bientôt prononcée en faveur de la seconde de ces opinions, reconnaissant qu'il était plus utile pour le pays tout entier de protéger la petite propriété privée et les intérêts agricoles, que de faciliter la satisfaction d'un plaisir, quelque innocent et salubre qu'il puisse être, ce qui n'est pas encore absolument démontré pour le cas qui nous occupe.

Une fois fixée sur ce point, la commission a désiré s'éclairer par l'examen des diverses lois sur la chasse des pays voisins.

C'est ainsi qu'elle a étudié la législation italienne, grâce à l'obligeance du sénateur italien marquis Filippo Berardi, qui lui a communiqué tous les documents fournis au Sénat italien, documents renfermant non seulement la législation des anciennes provinces du royaume, mais encore un aperçu de toutes les lois de l'Europe sur ce sujet. Elle a aussi eu en sa possession la loi appliquée aujourd'hui en Belgique, le projet de loi fédérale de la Confédération suisse sur la chasse et la protection des oiseaux, et enfin le texte des lois allemandes sur la police de la chasse, sur l'exercice du droit de chasse, ainsi que des ordonnances relatives à la police de la chasse et de la pêche, qui constituent aujourd'hui en cette matière la législation de l'Alsace-Lorraine.

Etant donné le but à atteindre, à savoir la reproduction du gibier et la protection des oiseaux utiles à l'agriculture, ce qu'il y aurait peut être eu de plus simple à faire, c'eût été de vous proposer l'adoption d'un projet de loi sinon identique, du moins analogue à la législation allemande ; car il est reconnu par tous ceux qui se sont occupés de la question que c'est en Allemagne qu'on s'est le plus rapproché de la solution du problème au point de vue qui nous occupe. Il est un fait que ceux de nos compatriotes que de malheureux événements ont séparés de nous sont à même de constater, c'est que

les localités qui avant l'annexion étaient dépourvues de gibier, en regorgent actuellement, et que la chasse est devenue une source de revenu pour les communes annexées.

On nous permettra de reproduire ici, à titre de document, les principales dispositions de la loi allemande du 7 février 1881 sur l'exercice du droit de chasse :

« Article premier. — Le droit de chasse appartenant à chaque propriétaire sur son terrain, ainsi que le droit de chasse sur l'eau, ne seront exercés que suivant les dispositions de la présente loi. Ces dispositions ne s'appliqueront pas : 1° aux terrains de l'administration militaire, à ceux de l'administration des chemins de fer, aux bois de l'Etat ou aux forêts indivises entre l'Etat et d'autres propriétaires ; 2° aux terrains entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les propriétés voisines.

« Art. 2. — Le droit de chasse sur les terrains et les eaux, qui sont soumis aux dispositions de la présente loi, sera exercé par la commune au nom et pour le compte des propriétaires. Pour chaque ban communal, la chasse sera louée pour une durée de neuf ans, par voie d'adjudication publique, en observant les règlements concernant la location des biens communaux. Il sera permis de diviser un ban communal en plusieurs districts de chasse, pourvu que chacun de ces districts contienne au moins 200 hectares.

« Art. 3. — Pour les terrains contigus d'au moins 25 hectares, de même que pour les lacs et les étangs d'au moins 5 hectares, et pour les étangs appropriés comme canardières, les propriétaires pourront se réserver à eux-mêmes l'exercice du droit de chasse. La contiguïté ne sera pas considérée comme interrompue par des chemins de fer, routes ou cours d'eau.

« Art. 4. — Le produit de la location de la chasse sera versé dans la caisse communale. Ce produit sera réparti entre les propriétaires en raison de la contenance cadastrale des terrains et des eaux qui feront partie du district de chasse donné en location. Seront acquises à la caisse communale les sommes qui n'auront pas été retirées dans les deux ans qui suivront la publication du rôle de répartition. Le produit de la location de la chasse sur un ban communal restera acquis à la commune lorsqu'il en sera décidé ainsi par les deux tiers au moins des intéressés, pourvu qu'ils possèdent en même temps plus de deux tiers de la superficie du ban communal soumise aux dispositions de la présente loi. Ladite décision restera en vigueur pour toute la durée de la location. Lorsqu'une semblable décision aura été prise, les propriétaires qui, en vertu des dispositions de l'article 3, se seront réservé à eux-mêmes l'exercice du droit de chasse, verseront dans la caisse communale une somme proportion-

nelle à la contenance cadastrale des terrains et des eaux réservés, laquelle somme sera ajoutée au produit provenant de la location du reste du ban communal.

« Art. 5. — Les communes possédant dans une autre banlieue des terrains qui se trouvent dans les conditions de l'article 3, ne participeront point aux décisions relatives à l'emploi du produit de la location de la chasse au profit de la commune. Elles seront exemptes de verser une contribution à la caisse de l'autre commune dans le cas où une pareille décision aurait été prise, et qu'elles se seraient réservé à elles-mêmes l'exercice du droit de chasse.

« Art. 6. — Avant de fixer le terme pour la location et l'adjudication de la chasse, le maire aura à fixer et à publier un terme pour la décision sur la question de savoir si le produit de la location de la chasse devra rester acquis à la commune. Cette décision prise, les propriétaires qui, en vertu de l'article 3, désireront se réserver à eux-mêmes l'exercice du droit de chasse, devront, dans un délai de dix jours, en transmettre au maire une déclaration écrite. Lorsque les terrains et les eaux qu'on voudra se réserver seront situés dans différents bans, cette déclaration sera adressée au maire de chacune des communes. Ce ne sera qu'après l'expiration dudit délai de dix jours que pourra être publié le terme pour la location et l'adjudication de la chasse. Entre le terme de l'adjudication et la première publication de ce terme, il devra y avoir un délai de six semaines au moins.

« Art. 7. — Le propriétaire d'un terrain d'une contenance d'au moins 25 hectares, en tant qu'il se sera réservé à lui-même l'exercice du droit de chasse, aura la priorité sur tout autre pour la location des terrains d'une moindre contenance enclavés totalement ou en majeure partie dans sa propriété. Il pourra en conséquence demander, pour la durée de la location, l'exercice du droit de chasse sur les terrains enclavés, moyennant une indemnité proportionnée au produit provenant de la location de la chasse du ban communal, laquelle indemnité sera ajoutée à ce produit. S'il n'a pas fait usage de ce droit en adressant au maire une déclaration écrite à ce sujet au plus tard le huitième jour après l'adjudication de la chasse du ban communal, les terrains enclavés feront partie du district communal de chasse. »

Nous arrêtons là ces citations, d'autant plus que les articles qui suivent ne contiennent guère que des dispositions transitoires et que ceux reproduits ci-dessus suffisent amplement pour mettre en lumière l'économie de la loi.

Il n'a pu venir à l'esprit de personne que la commission ait eu un instant l'idée de proposer à l'acceptation de la Chambre des dispo-

sitions aussi radicales, aussi draconiennes ; mais, à cause des bons résultats qui ont été atteints de l'autre côté des Vosges, elle a pensé qu'il était de son devoir de les signaler, persuadée qu'à la longue il pourra de l'étude consciencieuse et réfléchie de ces questions sortir une solution avantageuse pour tous.

Quoi qu'il en soit, ne pouvant s'appuyer sur la législation allemande pour en faire le pivot d'un projet de loi nouveau, la commission, après mûre réflexion, a reconnu que la seule voie pratique qui lui était ouverte était de prendre la loi votée par le Sénat pour en faire la base de ses discussions et du projet qu'elle aurait elle-même à présenter aux délibérations de la Chambre des députés.

La loi votée par le Sénat contient de nombreuses et véritables améliorations sur celles de 1844, améliorations qu'il est bon de signaler à l'attention de la Chambre et qui sont toutes exposées dans le remarquable rapport fait au Sénat par M. Tenaille-Saligny.

Reproduire dans ce rapport, même partiellement et d'une façon plus ou moins déguisée, le travail de l'honorable sénateur nous a paru peu délicat et complètement inutile ; nous avons pensé qu'il devait suffire de signaler les modifications apportées par votre commission à l'œuvre du Sénat et de donner les raisons de ces changements.

Comme il sera facile de s'en convaincre par la comparaison des textes de la loi de 1844 de celle votée par le Sénat, et du projet de la commission, qu'on a eu soin de présenter en regard les uns des autres, on verra que la commission de la Chambre, désirant arriver promptement à une solution acceptable pour tous, s'est montrée très réservée dans les modifications qu'elle s'est crue autorisée à faire :

Article premier. — La question du permis de chasse a été très longuement et on peut dire très vivement discutée dans le sein de la commission, soit entre ses membres, soit avec des personnes étrangères à la commission et même au Parlement. Nous y avons entendu soutenir cette thèse, singulièrement paradoxale, que le permis de chasse était la cause de la disparition du gibier. Plusieurs raisons ont fait maintenir par la commission le permis de chasse. Une première vient de la nécessité de protéger le gibier contre ses ennemis de toutes sortes ; or, diminuer si peu que ce soit le nombre des chasseurs, c'est, dans une certaine mesure, contribuer à la reproduction du gibier, n'en déplaise à l'auteur de la thèse dont nous avons parlé plus haut. Une autre raison est tirée de ce fait que la chasse étant un plaisir, celui qui s'y adonne doit le payer, comme il ferait pour tout autre. Cette obligation pour le chasseur de payer son plaisir est d'autant plus légitime, que la plupart du temps il se

le procure sur le bien d'autrui. Une troisième raison, et celle-ci est absolument fiscale, se trouve dans une lettre de M. le directeur de la sûreté générale au président de la commission.

Il résulte de cette lettre que dans les vingt années écoulées de 1870 à 1890, il a été délivré 6,724,330 permis de chasse, soit 336,227 par an. Il entre donc en moyenne chaque année, du chef des permis de chasse, dans les caisses des communes une somme de 3 millions 362,270 francs, et dans la caisse de l'Etat une somme de 6 millions 052,086 francs, à laquelle, pour être dans le vrai, il faut ajouter le prix des 336,227 feuilles de papier timbré à 60 centimes, qui servent à faire les demandes de permis de chasse, soit 201,736 fr. 20.

En résumé, du fait des permis de chasse il entre chaque année dans les caisses de l'Etat une somme de 6,253,822 francs et dans celles des communes une somme de 3,362,270 francs, soit en tout une somme de 9,616,092 francs provenant d'un impôt frappant le luxe et le plaisir. Il serait bien maladroit d'y renoncer précisément au moment où on est embarrassé pour maintenir le budget en équilibre. Aussi, partageant l'avis du Sénat, votre commission vous propose-t-elle de maintenir l'obligation du permis de chasse.

L'article 1^{er} est le même dans le texte du Sénat et dans celui de la commission; cette dernière s'est bornée à ajouter à la fin de l'article ces mots : «...sauf les exceptions qui seront déterminées par la présente loi », dont l'adjonction s'explique d'elle-même et n'a pas besoin de commentaire.

Art. 2. — Dans l'article 2, votre commission a admis sans modification aucune les paragraphes 1 et 4 de la loi du Sénat.

A la fin du second paragraphe, elle a ajouté ces mots : «...et peut en disposer ». Il s'agit du droit de chasse, que le Sénat, avec juste raison, attribue au propriétaire bailleur dans le cas où les baux sont muets à ce sujet. Pour éviter des difficultés qui pourraient se présenter, il a paru convenable à la commission de dire formellement que le bailleur, à moins de convention contraire, pourra disposer de son droit de chasse.

Enfin, la commission a supprimé le paragraphe 3 de ce même article. Le droit attribué au propriétaire d'un terrain clos attenant à une habitation d'y chasser en tout temps, lui est apparue comme une faveur accordée aux riches, aux puissants, tandis qu'elle est refusée à ceux qui sont moins favorisés par le sort. Elle a vu là quelque chose d'antidémocratique et elle a été, en outre, affirmée dans sa détermination par la difficulté de savoir ce qui constituerait la clôture. On ne parviendra jamais à la définir d'une manière claire et nette. Il y aura toujours une question d'appréciation et, par suite, une occasion d'injustice; les amis seront toujours clos, les ennemis

ne le seront jamais. On ne peut pas dire qu'il y a là une violation du droit de propriété, mais un simple refus de privilège. Il s'agit d'une loi de police à laquelle on peut soumettre tout le monde dans un intérêt général.

Art. 3. — Quant à l'article 3, il est exactement le même que celui adopté par le Sénat ; aucune modification n'y a été apportée.

Art. 4. — Si maintenant nous passons à l'examen de l'article 4, nous verrons qu'il est le même dans les deux rédactions, sauf quelques adjonctions sans grande importance que nous avons cru devoir faire au texte du Sénat, pour le rendre plus clair et lui faire produire tout son effet.

Ainsi, dans le paragraphe 1^{er}, après les mots : « de transporter », la commission a ajouté ceux-ci : « même en transit », pour prévenir les fraudes qui pourraient être commises et pour protéger plus efficacement le gibier. De même, dans un but semblable, après les mots : « de colporter », elle a inscrit celui-ci : « d'importer ».

Au paragraphe 3, à la suite des mots : « de colporter le gibier », elle a, pour bien indiquer que la prescription s'applique aussi bien aux animaux vivants qu'à ceux qui ont été tués, elle a, disons-nous, ajouté le mot « pris ». En outre, à la fin du paragraphe 5, elle a supprimé les mots « en plein champ », parce que cette expression, prise à la lettre, pourrait, en certains cas, être cause de difficultés ; les mots « mettre en liberté » sont assez clairs par eux-mêmes et indiquent que l'animal en question ne doit pas être lâché dans un lieu clos dont il ne pourrait pas sortir. Il a paru à la commission qu'il était inutile d'obliger à transporter au milieu des champs un oiseau, une grive ou une tourterelle, par exemple, qu'il suffira de lâcher pour qu'il recouvre immédiatement sa liberté. Ce que l'on veut, c'est que la mise en liberté soit effective et non pas seulement apparente ; or, on peut très bien obtenir ce résultat sans se trouver dans la nécessité de s'éloigner à une grande distance des habitations.

Enfin, au commencement du dernier paragraphe, nous avons fait suivre ces mots « et la saisie du gibier pourront », de ceux-ci « en tout temps ». A la fin de ce même paragraphe, à la suite du mot « dépendances », nous avons inséré ce membre de phrase « et dans tous les lieux où le gibier aura été déposé pour être livré au commerce ». Par ces adjonctions, la commission a voulu assurer d'une manière plus complète la répression des infractions à la loi.

Art. 5. — Comme il est bien constant que l'article 5 ne doit s'ap-

pliquer qu'au gibier et non pas à tous les animaux, nous avons, pour en préciser et en compléter le sens, ajouté à ces mots « les portées et petits de tous animaux », ceux-ci « réputés gibier ».

Art. 6. — Nous avons fait subir à l'article 6 des modifications un peu plus importantes. Ainsi, pour bien indiquer qu'en temps prohibé la vente, l'achat et le colportage de toutes espèces de gibier étaient interdits, nous avons déclaré qu'il en serait ainsi de tout gibier soit sédentaire, soit migrateur ; puis, pour qu'on n'ait pas l'idée de vouloir appliquer ce vieux brocard de droit : « *Qui dicit de uno negat de altero* », nous avons supprimé l'énumération faite par le Sénat.

A la suite de ce premier paragraphe, la commission a trouvé convenable, pour faciliter le repeuplement du gibier à plumes, d'en ajouter un autre ainsi conçu : « Néanmoins, le ministre de l'intérieur pourra, par arrêtés spéciaux, en vue du repeuplement, autoriser l'importation des œufs venant de l'étranger ».

Enfin, au lieu de dire, comme le Sénat, à la fin du dernier paragraphe de cet article, que les conserves de gibier étrangères ne pourront entrer en France que revêtues d'un timbre établissant qu'elles ont été introduites dans les huit jours de la fermeture de la chasse, nous n'autorisons leur introduction « qu'à la condition d'être revêtue d'un timbre de la douane établissant leur origine ». Pourquoi, en effet, obliger le commerçant à faire d'énormes approvisionnements au même moment ? Ce que l'on veut empêcher, c'est la destruction frauduleuse du gibier français et sa vente sous forme de conserves, et non l'introduction des conserves étrangères. Nous pensons que notre rédaction, tout en gênant beaucoup moins le commerce, atteint tout aussi bien ce but que celle du Sénat.

Art. 7. — Comme il pourrait arriver que, soit par négligence, soit par mauvaise volonté, dans un but de taquinerie envers une personne à laquelle on ne peut légalement refuser un permis de chasse, les préfets ou sous-préfets fissent longuement attendre le permis de chasse demandé, nous avons trouvé qu'il était sage de leur imposer, dans le premier paragraphe de l'article 7, l'obligation de répondre dans un délai de huit jours à toute demande de permis de chasse.

Sur la réclamation formulée par un de ses membres, la commission, après avoir, comme le Sénat, fixé le prix du permis de chasse à 25 francs, a décidé que ce droit serait porté au double pour les étrangers qui ne justifieraient pas d'une résidence habituelle en France. Ce faisant, elle a voulu essayer d'empêcher un abus qui se commet dans nos départements frontières, où des personnes étrangères, non domiciliées en France et résidant sur le territoire voisin, prennent

un seul permis de chasse au nom de l'une d'entre elles, puis viennent à tour de rôle chasser en France avec cet unique permis.

Art. 8. — A l'énumération contenue dans le paragraphe 3 de cet article, la commission a ajouté le bris de clôture, qui constitue certainement un délit tout aussi répréhensible que la dévastation des arbres, des plants et des récoltes.

De même que le Sénat, nous accordons aux condamnés dont il est question dans les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6, cinq ans après l'expiration de la peine, le droit d'obtenir à nouveau un permis de chasse; mais, comme nous trouvons que les récidivistes ne méritent aucune faveur, nous exigeons, pour que les condamnés en question puissent bénéficier de celle que nous leurs accordons, qu'il n'y ait pas eu récidive.

Art. 9. — En faisant l'énumération des personnes auxquelles un permis de chasse pourra être accordé, la commission, ne suivant pas en cela l'exemple qui lui a été donné par le Sénat, a passé sous silence la femme mariée. Ce n'est pas qu'elle dénie à cette dernière le droit d'obtenir un permis de chasse avec le consentement de son mari, loin de là; mais elle a préféré n'en pas parler, à cause des difficultés qui pourraient résulter pour la femme séparée de la mauvaise volonté de son mari. S'il était permis à un rapporteur d'avoir une idée personnelle, il dirait que taire une difficulté ce n'est pas la résoudre, et que, du reste, celles qui peuvent naître de la position de la femme séparée ne sont pas insolubles en cette matière. Mais il ne doit pas oublier qu'il doit être l'écho fidèle de l'opinion de la commission et qu'il doit laisser ses idées personnelles de côté.

Si la commission, en s'occupant des personnes aptes à recevoir un permis de chasse, a cru prudent de ne pas parler de la femme mariée, par contre, elle n'a pas hésité, lorsqu'elle s'est occupée des personnes auxquelles un permis de chasse devrait être refusé, d'assimiler aux interdits tous les individus notoirement atteints d'imbécillité ou d'aliénation mentale. Ces personnes peuvent être, en effet, tout aussi dangereuses que les interdits, et parce qu'il a plu aux familles, pour des raisons fort respectables sans aucun doute, de ne pas faire prononcer leur interdiction, la sécurité publique ne doit pas avoir à en souffrir.

Art. 10. — Après avoir, comme le Sénat, déclaré dans le second paragraphe de l'article 10 que tout autre mode de chasse que le fusil demeurerait interdit, à l'exception des furets et des bourses destinés à prendre les lapins, nous avons cru devoir faire suivre cette exception d'une autre ainsi conçue : « et des modes de chasse qui pourront être autorisés par l'article 42 de la présente loi ». En effet, l'ar-

ticle 42 en question, qui n'est autre que l'article 84 du projet de code rural, autorise quatre autres modes de chasse, que nous avons cru devoir viser ici ; ce sont : 1° la matole pour l'ortolan ; 2° le filet à grosses mailles pour la palombe ; 3° le filet à larges mailles pour l'alouette de passage, et 4° les pièges pour oiseaux de proie.

A la fin du même article, pour diminuer les inconvénients qu'il peut y avoir à autoriser en tout temps la chasse sur le bord de la mer, on a ajouté ce membre de phrase, qui s'explique de lui-même : « cette autorisation s'applique exclusivement aux diverses espèces de gibier vivant habituellement à la mer ». Il reste donc interdit à toute personne chassant en vertu de cette autorisation sur le bord de la mer d'y tirer les lièvres, lapins, perdrix, cailles, grives, alouettes, etc., qu'elle pourrait y rencontrer.

Art. 11. — Nous voici arrivés à un des articles auxquels la commission de la Chambre a fait subir le plus de remaniements. Frappée des inconvénients résultant du peu de concordance qui existe entre les arrêtés préfectoraux, en ce qui concerne la chasse des oiseaux de passage, la classification des oiseaux en oiseaux utiles à l'agriculture ou autres, la nomenclature des animaux nuisibles ou dangereux, la commission, disons-nous, a décidé que dorénavant les préfets n'auront plus à statuer que sur la chasse aux oiseaux d'eau, mais qu'en ce qui a rapport aux oiseaux de passage, à la nomenclature des oiseaux utiles à l'agriculture, ainsi qu'à celle des animaux nuisibles, seul le ministre de l'intérieur sera compétent. Il est bien entendu du reste qu'il devra s'entendre avec son collègue de l'agriculture en ce qui concerne la confection de toutes ces listes.

Cette solution s'impose depuis longtemps et est réclamée de tous les côtés ; il est en effet déplorable qu'il n'y ait pas sur ce point unité de législation dans tout le territoire français. Pourquoi permettre de détruire certaines espèces d'oiseaux dans un département, et le défendre dans d'autres ? Si ces oiseaux sont généralement utiles à l'agriculture, ils doivent être protégés dans tous les départements, et ce n'est pas une raison si, pour des causes particulières se rattachant souvent plutôt à l'ignorance, au préjugé, qu'à la réalité, ils ne sont pas considérés comme d'utiles auxiliaires de l'agriculture dans un département déterminé, on puisse les y exterminer au grand détriment des autres régions. Nous espérons donc que la Chambre consentira à suivre sa commission dans la voie où elle est entrée.

Par contre, nous autorisons les préfets à prendre des arrêtés pour prévenir la destruction des oiseaux et, comme conséquence, à interdire dans les campagnes la divagation des chiens et des chats ; enfin, nous leur donnons la faculté, si une espèce quelconque de gibier

tendait à disparaître dans leur département, d'en supprimer momentanément la chasse, la vente et le colportage.

Art. 12. — La commission a complété l'article 12 du Sénat en décidant que la gratification accordée à l'agent qui a constaté le délit ou l'infraction sera portée au double, si les faits se sont passés la nuit ou s'il y a eu des menaces ou des voies de fait.

De plus, pour récompenser le zèle des agents, il a été stipulé qu'il convenait de les autoriser à recevoir, à titre de gratification, telle partie des dommages-intérêts accordés aux plaignants qu'il plairait à ceux-ci de leur abandonner.

Art. 13. — Considérant que les bâtards de levriers et autres espèces de chiens similaires sont tout aussi redoutables, sinon plus redoutables, que les levriers eux-mêmes pour le gibier, attendu qu'à la rapidité de la course ils joignent le plus souvent la finesse de l'odorat, la commission n'a pas hésité un instant à les assimiler aux levriers et à en proscrire l'usage.

Art. 14. — Quant aux articles 14 et 15 du projet de loi voté par le Sénat, la commission de la Chambre les a réunis en un seul, et cela s'explique parfaitement, puisqu'elle frappe de la même peine le fait de chasser sans permis et les infractions qu'elle a placées dans l'article 14.

Elle a abaissé de 50 à 28 fr. le minimum de l'amende qui pourra être prononcée contre celui qui aura chassé sans permis de chasse, le taux de 50 fr. lui ayant paru trop élevé dans bien des cas : tel, par exemple, celui d'une personne ayant chassé avec un permis de chasse périmé de la veille qu'elle croyait valable encore pour quelques jours.

Le 1^o de l'article 15 du Sénat, qui devient le 1^o de l'article 14 de la commission, a été un peu modifié. Aux mots « sans le consentement du propriétaire », la commission a substitué ceux-ci : « malgré une interdiction rendue publique ». Il lui a paru convenable, surtout dans les localités où la propriété est extrêmement morcelée et où, par suite, la chasse est rarement réservée, de mettre la bonne foi des chasseurs à l'abri d'une surprise et d'ordonner que les personnes qui, contrairement à l'usage de la contrée, mais conformément au droit, sont dans l'intention de réserver la chasse sur leurs terres, auraient à en avertir les populations d'une façon publique quelconque laissée à leur choix, telle, par exemple, qu'une affiche, une publication à son de caisse ou de trompe, ou une insertion dans un ou plusieurs des journaux de la localité.

La commission a aussi pensé que l'amende pourrait être portée au double, en dehors des cas admis par le Sénat, lorsque le délit aurait été commis sur un terrain où le droit de chasse était claire-

ment, expressément et manifestement réservé. Tel le cas, par exemple, où des poteaux indicateurs seraient placés en nombre suffisant aux limites d'une propriété. Dans une pareille circonstance, la mauvaise foi du délinquant est formelle, évidente, et il est juste qu'elle soit punie.

A la fin du 1^o de l'article dont nous nous occupons, dans l'intention de mettre fin à des difficultés qui se présentent perpétuellement dans la pratique par suite du silence de la législation sur ce point, la commission a cru devoir joindre la disposition suivante : « Dans le cas prévu ci-dessus, il est interdit aux chasseurs, piqueurs ou valets de chiens de relever un défaut ou d'appuyer les chiens sur le terrain d'autrui ; il est également interdit d'y tirer la bête de chasse et de la ramasser si on l'y a tirée. Le propriétaire, a toujours le droit de rompre les chiens sur son terrain. »

Toutes ces propositions sont peut-être bien un peu ennuyeuses pour le chasseur, mais il faut convenir, d'un autre côté, que le libre exercice du prétendu droit de suite est encore bien plus vexatoire pour le propriétaire du sol, qui peut voir saccager en un instant le produit de son labeur pendant de longs mois. Nous savons bien qu'il a le droit de se faire indemniser des pertes matérielles qu'il pourra subir, mais qui le dédommagera de la légitime contrariété qu'il aura éprouvée ? Qui est-ce qui le mettra à l'abri des ravages que la meute pourra faire en traversant sa propriété ? Il nous fallait choisir entre le plaisir du chasseur et le droit du propriétaire, entre la satisfaction d'un plaisir et l'intérêt du fermier et du petit cultivateur. Nous n'avons pas hésité.

Mais il est bien entendu que pour pouvoir jouir de ce droit le propriétaire aura dû préalablement réserver son droit de chasse suivant une des manières dont nous avons parlé plus haut. Il est encore un cas où le droit du propriétaire ne pourra pas s'exercer : ce sera lorsque, pour débarrasser le pays d'animaux nuisibles et malfaisants, une chasse aura été ordonnée par l'autorité compétente. Alors l'intérêt particulier doit s'incliner devant l'intérêt général.

Telles sont les principales modifications apportées par la commission aux articles 14 et 15 de la loi adoptée par le Sénat ; quant aux autres, elles sont de si petite importance qu'il est inutile de les relater ici.

Art. 15. — L'article 15 n'est que la reproduction de l'article 16 de la loi du Sénat ; il n'y a donc pas à s'en occuper ici.

Art. 16. — Sauf quelques petites adjonctions ou suppressions, que la commission de la Chambre a fait subir au texte sénatorial, les articles 16 du projet de la commission et 17 de la loi adoptée par le Sénat sont identiques.

On a fait passer dans l'article précédent le délit de chasse en temps de neige, parce que la peine édictée par l'article 15 est bien suffisante pour ce genre de contravention.

Aux détenteurs et porteurs de filets et d'instruments de chasse, prohibés, on a assimilé les fabricants de ces mêmes objets, et on les a frappés de la même peine ; car pourquoi permettre la fabrication d'engins dont la loi défend de se servir ?

Enfin, entre le dernier et l'avant-dernier paragraphes de l'article 17 du Sénat, la commission, dans son article 16, a intercalé la disposition qui suit : « La révocation de ces derniers (gardes particuliers) pourra, en outre, être prononcée par l'autorité administrative à la suite du jugement de condamnation. »

Cette dernière disposition n'a rien d'extraordinaire depuis la loi récemment votée par les deux Chambres, qui accorde aux préfets le droit de révoquer les gardes particuliers.

Art. 17. — Cet article n'a son similaire ni dans la loi de 1844, ni dans le texte voté par le Sénat. Il est relatif aux hôteliers, restaurateurs, fabricants de conserves, etc., qui auront contrevenu aux dispositions de la loi sur la chasse ; il autorise les tribunaux à prononcer contre eux, en plus des autres peines prévues, s'ils le jugent à propos, la fermeture de leurs établissements pour un laps de temps qui peut varier de trois jours à deux mois. De plus, il prescrit l'affichage du jugement aux frais du délinquant, sur la porte de son établissement. On n'a fait qu'appliquer ici aux contraventions commises à l'encontre de la loi sur la chasse des pénalités qui sont en usage dans des cas analogues.

Art. 18, 19, 20 et 21. — La commission ayant jugé à propos de n'apporter aucune modification à ces quatre articles et les ayant adoptés tels qu'ils ont été rédigés dans l'autre Assemblée, nous n'avons pas à nous en occuper ici d'une façon spéciale, si ce n'est pour dire qu'ils ont été empruntés par le Sénat à la loi de 1844 et que la commission de la Chambre, dans l'article 19, a porté de douze mois à deux ans le laps de temps pendant lequel il peut y avoir récidive.

Art. 22. — A la liste des personnes admises par les sénateurs à constater les délits de chasse nous avons fait l'adjonction des cantonniers de la grande et de la petite voirie, des gardes maritimes et des syndics des gens de mer. Pourquoi, en effet, se priver de l'aide de ces utiles auxiliaires, qui par l'exercice même de leurs fonctions sont journellement à même de constater les délits de chasse ? Votre commission n'a pas eu un moment d'hésitation et elle a immédiatement reconnu qu'il y avait lieu de recourir à leurs services. Elle les a autorisés, ainsi du reste que les autres agents dénommés dans l'article, non seulement à exiger de tout chasseur la production du

permis de chasse, mais encore à constater toutes contraventions à la présente loi.

Art. 23 et 24. — Encore deux articles à peu près identiques dans les deux textes et auxquels on peut appliquer ce que nous avons dit des articles 18, 19, 20 et 21. Nous croyons cependant devoir faire remarquer la petite différence qui existe entre les deux articles 24. Le Sénat dit que la gratification sera prélevée sur le produit des amendes, et la commission qu'elle sera prélevée sur l'ensemble du produit des amendes. Elle considère cette dernière rédaction comme plus avantageuse aux agents rédacteurs de procès-verbaux.

Art. 25. — Contrairement à ce qu'avait fait la loi de 1844, le Sénat a cru devoir appliquer l'article 463 du Code pénal au fait de chasse sur le terrain d'autrui. Votre commission n'a pas trouvé qu'il lui fût possible de suivre le Sénat dans cette voie. Appliquer l'article 463 du Code pénal au cas en question, lui a paru être le renversement de toute la loi sur la chasse, car le délinquant excipera toujours de sa bonne foi, de son ignorance, et le juge ne saura que faire. Une autre raison s'est encore opposée à ce que votre commission accepte la manière de voir du Sénat ; c'est qu'il est impossible de trouver un cas où l'article 463 pourra être appliqué, si vous adoptez la proposition que nous avons eu l'honneur de vous faire tendant à obliger les propriétaires à faire publiquement connaître leur intention de réserver la chasse sur leurs terres.

Dans cette hypothèse, il devient impossible à un délinquant d'être de bonne foi, et, par suite, l'exception admise par la haute Assemblée n'a plus de raison d'être.

(La suite à la prochaine livraison.)

ART. 3591

ESCROQUERIE, MARI, MARCHANDISE COMMANDÉE POUR LE COMPTE DE LA FEMME, MANŒUVRE FRAUDULEUSE, INTENTION COUPABLE.

Le fait, par un mari, d'avoir commandé pour le compte de sa femme, dont la solvabilité était connue de l'expéditeur, et de lui avoir fait livrer une marchandise qui a servi à leur usage commun et dont il savait que la livraison ne lui aurait pas été faite à lui-même, à raison de son insolvabilité, s'il l'avait demandée pour son propre compte, ne suffit pas à lui seul et alors qu'il n'est pas établi que le mari ait, par là, causé ou voulu causer de mauvaise foi préjudice à autrui, pour constituer la manœuvre frauduleuse formant un élément du délit d'escroquerie (Cod. pén., 405).

(MOUSSAULT C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR : — 1^o En ce qui concerne le délit d'escroquerie : — Attendu qu'à la date du 6 février 1893, Moussault, alors représentant à Poitiers de la maison Rosenfeld et C^{ie} de Bordeaux, fit commande à la dite maison d'une demi-pièce de vin rouge du prix de 55 francs, pour le compte de la D^{lle} Dupairre, rentière, domiciliée dans la commune de Bruxerolles, et que de bons renseignements lui ayant été fournis sur la solvabilité de cette nouvelle cliente, le sieur Rosenfeld expédia la demi-barrique demandée, dont livraison fut prise le 25 février suivant, en gare de Poitiers ;

Attendu que Moussault, mari de la demoiselle Dupairré, se servait intentionnellement du nom patronymique de sa femme, avec laquelle il demeure à Bruxerolles, afin d'obtenir, par ce moyen, délivrance du vin qui, à raison de son état personnel d'insolvabilité, lui aurait été refusé, s'il en eût fait la demande pour son propre compte, ainsi que l'a déclaré aux débuts l'associé de Rosenfeld, et comme l'appelant l'a reconnu lui-même ; mais qu'on ne saurait faire résulter de cette seule circonstance, la manœuvre frauduleuse, constitutive du délit d'escroquerie ou de sa tentative, étant nécessaire de constater et d'établir, en outre que Mérissault, en agissant comme il vient d'être dit, a causé ou voulu causer, de mauvaise foi, préjudice à autrui ;

Attendu, en premier lieu, que le fait d'avoir donné commission pour la D^{lle} Dupairré, d'ailleurs solvable et jouissant d'une certaine aisance, semble écarter l'idée de mauvaise foi chez Moussault, puisqu'il n'aurait pu se faire livrer à lui-même, ou s'approprier la marchandise sans obtenir le concours de sa femme, devenue aussi-

tôt, et par cet acte même, l'obligée du vendeur Rosenfeld, lequel n'avait pas hésité à l'accepter pour débitrice ;

Attendu, d'autre part, que l'épouse Moussault est dans l'usage de se faire adresser sous son nom de fille les quelques fûts de vin qu'elle achète, et que les traites destinées à les payer sont tirées sur elle, sous ce même nom ; que cette particularité s'explique tant par le régime de séparation de biens sous lequel elle est mariée et qui l'oblige à contribuer, dans la mesure du droit, aux charges du ménage, que par le désir de traiter ses affaires en dehors de son mari, avec qui la vie commune est assez difficile ;

Attendu que Moussault soutient avoir commandé la demi-barrique à Rosenfeld du consentement de sa femme et suivi les pratiques habituelles de celle-ci dans la négociation et le règlement de cette affaire, affirmation qui, si elle était prouvée, serait exclusive d'intention frauduleuse de sa part, mais que la femme Moussault conteste avoir donné ce consentement ;

Attendu que, si ces allégations contradictoires peuvent laisser des doutes sur l'accord des deux époux à l'origine, il est tout au moins surabondamment établi qu'après avoir reçu de Rosenfeld la facture et l'annonce de la traite, la femme Moussault n'a nullement protesté, et que postérieurement encore, a elle de plein gré accepté livraison de la commande et soldé les frais y afférents, ratifiant ainsi d'une manière tacite l'acte de son mari, contre lequel elle n'a élevé une contestation tardive et dans un but intéressé qu'au moment où la valeur lui a été présentée en vue du paiement ;

Attendu, au surplus, que par ratification expresse, elle a pris, devant le tribunal l'engagement de désintéresser Rosenfeld, lequel n'aura pas ainsi, à éprouver de préjudice ;

Attendu que, dans ces conditions, la manœuvre frauduleuse reprochée à Moussault, n'étant pas suffisamment établie, c'est à tort qu'il a été déclaré coupable du délit d'escroquerie ;

2^e Sur le délit de coups volontaires : — Attendu que, tout en adoptant les motifs des premiers juges, il y a lieu de réduire dans une large mesure la peine prononcée ;

Par ces motifs, dit, en ce qui concerne le délit d'escroquerie, qu'il a été mal jugé, bien appelé ; émendant, réformant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, relaxe Moussault de toute poursuite de ce chef, etc.

Du 6 DÉCEMBRE 1893. — C. de Poitiers. — Ch. corr. — MM. Poulle, p. r. ; Clément, av. gén.

OBSERVATIONS. — Dans cette affaire, la Cour de Poitiers semble avoir refusé à tort d'appliquer l'art. 405, Cod. pén. En ef-

fet, le prévenu, en faisant expédier a sa femme, sous le nom patronymique de celle-ci, un fût de vin qui lui aurait été certainement refusé à lui-même s'il l'avait demandé pour son propre compte, avait bien réellement pratiqué une manœuvre frauduleuse vis-à-vis de l'expéditeur. Ce dernier, ainsi trompé, avait fait l'expédition ; le fût retiré de la gare avait servi à l'alimentation des deux époux, et la traite fournie par le vendeur avait été protestée. Dans ces conditions, l'intention coupable était-elle douteuse, et le délit ne se trouvait-il pas consommé ?

L'arrêt objecte que s'il était prouvé que le mari avait fait la commande avec le consentement de sa femme, cette circonstance serait exclusive de la mauvaise foi. D'accord, mais : 1^o la femme a toujours nié avoir donné ce consentement ; 2^o avec l'adhésion de sa femme, le mari n'aurait pas eu besoin d'employer un pareil subterfuge, puisque celle-ci, solvable et séparée de biens, pouvait valablement s'engager.

L'arrêt ajoute que la mauvaise foi du mari n'était pas présumable, parce qu'il ne pouvait s'approprier la marchandise sans le concours de sa femme. L'argument est d'autant moins fondé qu'en fait la lettre d'avis portait la signature certainement contrefaite de la femme, et que, par conséquent, une personne quelconque aurait pu prendre livraison.

Et, maintenant, la circonstance que la femme avait pu s'engager civilement, en acceptant la livraison d'une marchandise qu'elle n'avait pas commandée ; cette autre circonstance qu'elle avait promis, dans le cours de l'information, de désintéresser l'expéditeur (ce qui n'avait pas encore eu lieu à la date de l'arrêt c'est-à-dire au bout de dix mois !), tout cela ne devait-il pas être considéré comme la réparation tardive d'un délit déjà commis ?

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, v^o. *Escroquerie*, n. 6.

ART. 3592

ESCOQUERIE, SOCIÉTÉ D'UN JOURNAL, ADMINISTRATEUR, ÉLOGE EXAGÉRÉ
DES TITRE, ACHETEUR, CONNAISSANCE.

Le fait, par des membres du conseil d'administration de la société d'un journal, de faire, dans ce journal, un éloge, même demesuré,

des titres de cette société, et de les représenter comme un placement de tout repos, ne constitue point, vis-à-vis des acheteurs de ces titres, une manœuvre frauduleuse formant un des éléments du délit d'escroquerie, alors surtout que les acheteurs ont pu, avant leur opération, en peser, en toute connaissance de cause, les chances du succès (Cod. pén., 405).

(JOURNAL. C. PORTALIS ET AUTRES.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que Georges Tournal, acheteur le 3 mars 1893, de 25 obligations de la société anonyme du journal *le XIX^e Siècle*, a assigné Portalis, président du conseil d'administration de cette société, Bonnardot et Girard, membres du conseil d'administration, comme s'étant rendus coupables envers lui du délit d'escroquerie, en se livrant quotidiennement, dans leur journal, à une réclame trompeuse et en contradiction flagrante avec les bénéfices annuellement réalisés ;

Attendu qu'à l'appui de sa prétention, et comme élément constitutifs de l'escroquerie, Georges Tournal invoque : 1^o les réclames parues à la quatrième page du journal *le XIX^e Siècle*, sous la rubrique « Petite Correspondance », et dans lesquelles, sous l'apparence d'une réponse à des abonnés, réels ou fictifs, on faisait un éloge outré des titres de la société ; 2^o certains articles du journal *le XIX^e Siècle*, visés dans la citation, au moyen desquels les cités auraient sciemment trompé le public sur la situation financière de la société ;

Attendu qu'en admettant même que la rédaction des annonces ainsi que celle des divers articles incriminés soient directement imputables aux cités, ce que le poursuivant n'établit pas, le fait par un publiciste de faire des titres de la société qu'il dirige un éloge, même démesuré, de les représenter comme un placement de tout repos, est insuffisant pour constituer, au sens pénal, une manœuvre frauduleuse ; — Qu'en effet une entreprise fondée sur la publication quotidienne d'un journal politique, dont le titre est depuis longtemps connu, et dont le tirage peut rapidement s'accroître dans une proportion souvent considérable, constitue une opération essentiellement aléatoire, de nature à justifier toutes les illusions ;

Qu'à un autre point de vue, des circonstances particulières de la cause, il résulte que le poursuivant était, bien avant l'achat de ses 25 titres, à même de connaître les décisions prises dans les assemblées générales de la société, d'examiner les bilans et de peser, en parfaite connaissance de cause, les chances de succès de son opération ; — Qu'ainsi, la demande formée par Georges Tournal doit être rejetée ;

Sur la demande reconventionnelle pour abus de citation directe : — Attendu que, deux jours avant la régularisation du premier exploit introductif d'instance, un journal quotidien, d'un tirage très élevé, annonçait la poursuite dont Portalis et consorts allaient être l'objet et visait intentionnellement l'inculpation d'escroquerie, avec les conséquences qu'elle pouvait entraîner ; que cette publication, ayant précédé la citation, doit être imputée au poursuivant ; qu'elle a ainsi causé aux cités un dommage réel et que le tribunal possède les éléments nécessaires pour en déterminer l'importance ;

Par ces motifs, deboute Georges Tournal de sa demande et annule la citation ; — Reçoit Portalis et consorts reconventionnellement demandeurs, et condamne Georges Tournal à leur payer à titre de dommages et intérêts pour abus de citation directe, savoir : à Portalis, 300 francs, à Bonnardot, 100 francs ; à Girard, 100 francs ; Condamne Georges Tournal en tous les dépens.

Du 28 DÉCEMBRE 1893. — Trib. corr. de la Seine. — M. Flandin, pr.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, vo *Escroquerie*, n. 6.

ART. 3593

CARTES A JOUER, NETTOYAGE, RECOUPE, REMISE A NEUF, LICENCE (DÉFAUT DE), RECONSTITUTION ILLICITE.

Si, en dehors de la fabrication, de la vente et de l'entrepôt des cartes à jouer exclusivement réservés à l'Etat et de la recoupe formellement interdite à qui que ce soit, il est permis à un particulier de nettoyer ou de faire nettoyer par un tiers, pour son usage personnel, un jeu de cartes sali, cette tolérance cesse d'être licite lorsque des industriels, non pourvus de licences régulières, se livrent, sous l'apparence d'une simple restauration, à une véritable fabrication clandestine de cartes : un tel fait tombe sous l'application des prohibitions portées par les art. 8 et 9 de l'arrêté du 3 pluv. an VI ; 11 et 16 de l'arrêté du 19 flor. de la même année ; 12 du décr. du 1^{er} germ. an XIII ; 10 du décret du 16 juin 1808, et des peines édictées par l'art. 166 de la loi du 28 avril 1816 ;

... Alors surtout que l'intention d'offrir au public, comme jeux neufs, des jeux ayant déjà servi, nettoyés et restaurés, ressort de la précaution prise par ces industriels d'enfermer chaque jeu reconstitué dans une enveloppe close et revêtue d'une suscription intentionnellement rédigée et disposée pour faire illusion au public.

(CONTRIB. INDIR. C. AUZÉRIC ET TRÉBILLAC). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que d'un procès-verbal régulier, dressé

le 16 septembre 1893, par les employés des contributions indirectes, il résulte que Auzéric et Trébillac ont établi à Paris, rue de Charonne, 26, un atelier destiné au nettoyage et à la remise à neuf des cartes à jouer, salies par un long usage ;

Attendu qu'au cours de leurs opérations, les employés ont constaté, dans différentes pièces, l'existence d'ateliers complets de triage, de lavage, de séchage, de lissage, de taille, de recoupe et de mise sous enveloppes spéciales, avant la distribution à la clientèle ; — Qu'ils ont saisi des cylindres à lisser, une lampe à esprit-de-vin pour chauffer ces cylindres, des coins en bois destinés à maintenir les jeux sous presse ; divers outils ou matériaux, tels que rabots, râpes, grattoirs, polissoirs, papiers de verre utilisés pour recouper les tranches, les polir et en refaire les coins ; un coussin en cuir pour recevoir les feuilles d'or au moment de leur emploi ; deux cahiers de feuilles à dorer et le matériel nécessaire à cette opération ;

Attendu enfin que les employés de la Régie ont saisi une grande quantité de jeux de cartes ainsi nettoyés, recoupés, remis à neuf et renfermés dans une enveloppe close soigneusement décorée dans le but évident de faire illusion au public et portant en caractères différents ces mots imprimés : « Cartes à jouer, ou nettoyées et remises à neuf. E. Auzéric et L. Trébillac. Bureau et ateliers, rue de Charonne, 26, et passage Josset, numéro 10, Paris. — Maison à Toulouse et à Bordeaux. »

Attendu qu'Auzéric et Trébillac ont déclaré que les jeux ayant déjà servi étaient recueillis par leurs courtiers chez les marchands de vins et cafetiers, travaillés et remis à neuf par leurs soins et vendus à la clientèle moyennant le prix de 0 fr. 40 par jeu nettoyé ;

En droit : — Attendu que de l'ensemble des textes ci-après visés, il résulte que le législateur a fait de la vente des cartes à jouer, un monopole absolu, exclusivement réservé à l'Etat et uniquement créé dans l'intérêt du Trésor public ; — Qu'aux termes de l'art. 8 de l'arrêté du Directoire exécutif du 3 pluviôse an VI, nul ne peut vendre des cartes même frappées du filigrane de la Régie que sous bande timbrée ; — Qu'aux termes de l'article 9 de ce même arrêté, nul citoyen ne peut fabriquer des cartes qu'après avoir fait inscrire ses nom, prénoms, surnom et domicile à la régie et en avoir reçu une commission ; — Qu'un nouvel arrêté du Directoire exécutif du 19 floréal an VI défend, par l'article 11, aux commis des maisons de jeu, aux serviteurs et domestiques et à tous particuliers de vendre aucun jeu de cartes, soit sous bandes et sans bandes, neuve ou ayant servi ; — Que l'art. 16 de ce même arrêté interdit formellement la recoupe des cartes ; — Que l'article 12 du décret du 1^{er} germinal an XIII dispose que « les cartes ne pourront être fabriquées

« que sur du papier filigrané qui sera délivré par la Régie aux fabricants de cartes et dont le prix lui sera remboursé par eux. »
 — Que l'article 10 du décret du 16 juin 1808, concernant les cartes à jouer, est ainsi conçu : « La recoupe des cartes est interdite aux fabricants et débitants, ainsi que la vente, entropôt et colportage sous bande et sans bande des cartes recoupées ou réassorties » ;
 — Que l'art. 166 de la loi du 28 avril 1816 punit de la confiscation et d'une amende toute fabrication et toute distribution de cartes à jouer sans licence de la Régie ;

Attendu que de l'ensemble de ces dispositions, il résulte que l'Etat possède le droit absolu et exclusif de faire fabriquer les cartes à jouer et de les vendre ; — Que c'est la Régie qui remet aux fabricants, dits cartiers, licenciés à cet effet, le papier filigrané, avec ou sans dessins au trait, destiné à la confection des jeux ; — Que la fabrication des cartes s'exécute sous sa surveillance directe et permanente ; — Qu'après la fabrication complète des jeux, l'autorité supérieure exerce une dernière fois son contrôle en apposant ou faisant apposer sur chaque jeu, la bande de la Régie représentant à la fois l'impôt perçu et le contrôle de l'Etat ;

Attendu que si, en dehors de la fabrication, de la vente et de l'entrepôt exclusivement réservés à l'Etat et de la recoupe de la tranche formellement interdite à qui que ce soit, il est permis à un particulier, pour son usage personnel, de nettoyer ou même de faire nettoyer par un tiers un jeu de cartes sali, cette tolérance cesse d'être licite et devient une attaque directe au monopole de l'Etat, lorsque comme dans l'espèce, des industriels non pourvu d'une licence régulière se livrent, sous l'apparence d'une simple restauration, à une véritable fabrication clandestine ; — Qu'ils méconnaissent formellement les termes impératifs de l'article 10 du décret du 16 juin 1808, disposition à la fois fiscale et de sécurité publique, lorsque, pour rafraîchir la tranche de la carte, ils la réduisent, soit par une recoupe directe, soit par tout autre moyen équivalent ; — Qu'ils font, en outre, acte de fabricants, en se livrant, pour la restauration de la carte salie, à toutes les opérations de reconstitution visées dans le procès-verbal ;

Enfin l'intention d'offrir, au rabais, comme jeu neuf, un jeu ayant déjà servi, nettoyé et restauré, ressort manifestement de la précaution qu'ils ont prise d'enfermer chaque jeu restauré dans une enveloppe close et revêtue d'une suscription intentionnellement rédigée et disposée pour faire illusion au public ;

Que la poursuite dirigée par la Régie est donc recevable et bien fondée ;

Par ces motifs, faisant application des articles susvisés ainsi que

de l'art. 166 de la loi du 28 avril 1816, déclare la saisie bonne et valable ; prononce la confiscation des objets saisis ; — Condamne solidairement Auzéric et Trébillac à 4.000 francs d'amende ; etc.

Du 30 DÉCEMBRE 1893. — Trib. correct. de la Seine : — 8^e ch. — M. Flandin, pr.

ART. 3594

PORT ILLÉGAL DE COSTUME, HABITS SACERDOTAUX, INTENTION, CAVALCADE DE PERSONNAGES TRAVESTIS.

Il n'y a pas port illégal du costume ecclésiastique de la part de celui qui a pris place, revêtu de ce costume, dans une cavalcade de personnages travestis, s'il est reconnu qu'il n'a pas eu l'intention de se faire passer pour un prêtre (Cod. pén., 259).

(MINIS PUBL. C. FRÈRE). — ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le moyen de cassation, déduit de la violation de l'art. 228 du Code pénal, en ce que l'arrêt attaqué a renvoyé le défendeur de la poursuite, par le double motif que cette disposition n'est pas applicable au port public illicite du costume de ville des prêtres, et qu'elle suppose, en tout cas, l'intention coupable chez l'auteur du délit de se faire passer pour le personnage dont le costume est le signe extérieur distinctif :

Attendu que l'arrêt constate souverainement en fait que le défendeur, en prenant place dans une cavalcade de personnages travestis, revêtu de la soutane, du rabat et du tricorne, n'a pas été animé de l'intention coupable de se faire passer pour un prêtre catholique ;

Attendu que l'absence constatée de cet élément intentionnel suffit pour justifier légalement l'acquiescement du défendeur prononcé par l'arrêt attaqué ;

Qu'en effet, l'article 228 du Code pénal suppose que, au fait matériel du port public d'un costume, d'un uniforme ou d'une décoration qui n'appartient pas à l'agent, se joigne l'intention chez celui-ci de vouloir faire croire qu'il est réellement en possession des fonctions, emplois ou distinctions dont cet uniforme, ce costume ou cette décoration est la manifestation extérieure ; — Que telle était l'interprétation de l'art. 259 du Code pénal de 1810, qui a été modifié par l'article 228 du Code pénal de 1867 quant à la peine seulement, et que l'intention du législateur de maintenir cette interprétation, ressort tant de la place que la disposition dont il s'agit occupe dans le Code pénal parmi les crimes et délits contre la foi publique, que du rapport de la commission du Sénat, où il est dit « que la com-

mission est d'accord avec le ministre de la justice que le délit en question est une affaire de vanité et surtout de spéculation » ;

Par ces motifs, rejette, etc.

Du 1^{er} MAI 1893. — C. cass. de Belgique. — MM. Van Berchem, f. f. de pr. ; — Mélot, 1^{er} av. gén.

REMARQUE. — Cette décision est fort juste. Ainsi que le dit très bien M. F. Hélie, *Théor. du Cod. pén.* t. 3, n. 1065. « la publicité même du port illicite du costume ne serait pas suffisante pour constituer le délit ; ce n'est point ici une convention matérielle que la seule perpétration du fait puisse former. Il est nécessaire que l'agent qui a revêtu le costume ou la décoration ait eu l'intention, sinon de porter préjudice, car alors son action prendrait un autre caractère, du moins de faire croire qu'il était possesseur des fonctions ou du titre que ces signes extérieurs représentent. C'est cette pensée qui distingue et sépare l'usurpation inoffensive, que cette innocence absout, et l'usurpation que la loi doit inculper, parce qu'elle constitue une sorte d'outrage pour l'autorité publique, et qu'elle tend à compromettre les insignes et à en usurper le pouvoir. »

M. Villey, en note sous ce passage, déclare mal comprendre ici une question d'intention distincte de la volonté. Suivant lui, il faut, mais il suffit que le port illégal de costume ou de décoration ait eu lieu volontairement, la volonté, dans ce cas, impliquant l'intention et se confondant avec elle. L'inexactitude d'une pareille théorie est sensible. Le port illégal de costume peut parfaitement être volontaire sans avoir lieu avec une intention coupable d'usurpation. L'espèce de l'arrêt rapporté ci-dessus en fournit un exemple ; et le même exemple se rencontre encore, notamment, dans le fait du comédien qui, au théâtre, représente un personnage ecclésiastique, fait que l'on n'a jamais songé à incriminer.

ART. 3595

RÉHABILITATION, PEINE SUBIE, CONDAMNATION PAR DÉFAUT.

La disposition de l'art. 619, cod. instr. crim., aux termes de laquelle le condamné à une peine afflictive ou infamante ou à une peine correctionnelle, doit, pour pouvoir être réhabilité, avoir subi

sa peine ou obtenu des lettres de grâce, est absolue et ne comporte aucune distinction entre l'individu condamné contradictoirement et celui qui est condamné par défaut : ce dernier, s'étant soustrait à l'exécution de sa peine, ne saurait être admis à la réhabilitation.

La dispense que l'art. 623, Cod. instr. crim., modifié par la loi du 14 août 1885, accorde au condamné de justifier de l'acquittement des peines pécuniaires, ne s'étend pas aux peines corporelles.

(X...) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu la demande de réhabilitation formée, le 11 février 1893, par le sieur X..., condamné le 19 avril 1879 à six mois de prison pour abus de confiance, par jugement de défaut devenu définitif, du tribunal de la Seine;

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 619, Cod. instr. crim. la réhabilitation ne peut être accordée qu'au condamné qui a subi sa peine ou qui a obtenu des lettres de grâce; qui par cette disposition impérative, la loi ne fait aucune distinction entre l'individu condamné contradictoirement et celui qui a été condamné par défaut, entre celui qui a connu et celui qui a ignoré sa condamnation, entre le délinquant avisé des poursuites exercées et celui qui s'est soustrait aux recherches de la justice; que son texte absolu écarte *a priori*, sans laisser aucune place à l'arbitraire du juge, la demande de tout condamné qui, n'ayant pas subi sa peine, n'a pas acquitté cette dette;

Qu'à la vérité, la loi du 14 août 1885 a apporté sur ce point une modification au principe antérieurement consacré; qu'elle a dispensé le condamné de justifier de l'acquittement des condamnations pécuniaires mises à sa charge, soit qu'il les ait prescrites, soit qu'il ait fait la preuve de son indigence;

Mais attendu que le bénéfice de cette disposition inédite dans l'art. 623, Cod. instr. crim. ne saurait être étendu à la prison corporelle; que le législateur de 1885 a pris le soin de s'en expliquer formellement dans la discussion de la loi devant la Chambre des députés, et qu'il a à cet effet laissé intact le texte et par suite le principe de l'art. 619 du même code;

Attendu, en fait... (sans intérêt);

Par ces motifs, faisant application de l'art. 619, Cod. instr. crim., déclare la demande du sieur X... irrecevable et la rejette, etc.

Du 9 NOVEMBRE 1893. — C. de Douai. — Ch. d'accus. — MM. Desticker, pr.; — Schuler, subst. du proc. gén.

REMARQUE. — Cette décision commente d'une façon très exacte la disposition de l'art. 619, Cod. instr. crim. et celle du § 4 de l'art. 623, même Code. De ce qu'une condamnation a été prononcée par défaut, il ne suit point que la peine doive être réputée subie, et l'art. 619 fait de l'expiation de la faute une condition absolue de l'admission du condamné à la réhabilitation, sans distinguer si la peine a été prononcée contradictoirement ou non. — Voy. Brégeault et Delagarde *Tr. de la réhabilitation des condamnés*, p. 34 et 35. — Quant à la dispense de justification de l'acquiescement des peines pécuniaires que l'art. 623 accorde au condamné, il est manifeste qu'on ne peut l'étendre au cas tout différent de condamnation à une peine corporelle ; ni les termes ni l'esprit de la loi ne comportent cette extension.

ART. 3596

1^o VENTE DE SUBSTANCES ALIMENTAIRES, FALSIFICATION, MARQUE, TROMPERIE.

2^o APPEL CORRECTIONNEL, PRÉVENU, QUALIFICATION DU FAIT, MODIFICATION, AGGRAVATION.

1^o *Vendre dans des bouteilles dont l'étiquette porte le simple mot gomme, du sirop de glucose, même additionné d'une infime quantité de gomme, ce n'est pas commettre le délit de falsification du sirop de gomme, mais bien celui d'usage d'une marque portant une indication propre à tromper l'acheteur sur la nature du produit* L, 27 mars 1851, art. 1^{er} ; L. 23 juin 1857, art. 8).

2^o *Il appartient aux juges d'appel de modifier la qualification des faits poursuivis, à la condition de ne pas aggraver, sur son seul appel, la situation du prévenu* (Avis du Cons. d'Et., 12 nov. 1806).

(NINET C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par M. le commissaire de police de Niort et des aveux mêmes du prévenu qu'à la date du 13 octobre 1893, la commission d'inspection des pharmaciens et épiciers de Niort a trouvé et saisi dans les magasins de Vinet sis à Niort, avenue de Limoges, 30 bouteilles de sirop destinées à être vendues et portant sur une étiquette le simple mot : *gomme* ; qu'il résulte également des débats que cette étiquette a été apposée par Vinet ou d'après ses ordres, en connaissance de

la véritable composition du sirop ; — Qu'il est constant en fait et qu'il résulte des déclarations mêmes de Vinet, recueillies à l'audience du tribunal, que, dans le sirop saisi, il n'entre pas de gomme, que c'est du sirop de glucose auquel il arrive parfois à Vinet de joindre une infime quantité de gomme ;

Attendu que, même additionné d'une infime quantité de gomme, ce qui d'ailleurs n'est pas vérifié dans l'espèce, le sirop ne perd pas sa nature de sirop de glucose ; — Que devant la Cour Vinet a affirmé que le sirop était purement du sirop de glucose d'un usage courant sous ce nom dans le commerce ; que ce sirop n'a donc de similaire avec le sirop de gomme que le nom frauduleusement apposé sur les bouteilles ;

Attendu, dès lors, que l'on ne saurait voir dans les faits reprochés au prévenu une fabrication du sirop de gomme, puisque la fabrication consistant soit dans l'addition d'éléments étrangers ou de qualité inférieure, soit dans la soustraction d'éléments qui font la richesse d'un produit, a pour but et pour résultat de diminuer la valeur de la substance falsifiée, sans en changer la nature ;

Mais attendu que les faits de la prévention constituent évidemment l'usage d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit et la mise en vente de ce produit avec la marque frauduleuse ; — Que ces faits sont prévus et punis par l'art. 8 de la loi du 23 juin 1857 qui réprime, non pas seulement, comme l'art. 423, Cod. pén., la tromperie consommée sur la nature de la chose vendue, mais aussi la tentative de tromperie, lorsqu'elle se manifeste par les procédés que vise spécialement cette loi, sans qu'il y ait à distinguer si les produits frauduleusement marqués sont destinés à la vente en gros ou à la vente en détail ;

Attendu d'ailleurs qu'il appartient à la Cour de changer la qualification des faits qui ont donné lieu à la poursuite, à la condition de ne pas aggraver, sur son seul appel, la situation du prévenu ; que d'autre part les condamnations prononcées par le jugement sont justifiées par l'application de la loi du 23 juin 1857, modifiée par les circonstances atténuantes ;

Adoptant au surplus les motifs des premiers juges, en ce qui concerne les circonstances atténuantes, l'application de la peine et le sursis à l'exécution ;

Par ces motifs, statuent sur l'appel interjeté par Vinet du jugement rendu par le tribunal correctionnel de Niort le 20 novembre 1893 — Dit qu'à tort les premiers juges ont déclaré Vinet coupable de falsification de boissons et mise en vente de boissons falsifiées ; mais, qualifiant à nouveau les faits relevés par la poursuite, déclare Vi-

net coupable d'avoir en 1893, à Niort : 1^o fait usage d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit ; 2^o d'avoir sciemment mis en vente des produits revêtus d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit ; — Et, par application des art. 8, § 2 et 3, de la loi du 23 juin 1857, 42 et 44 de la même loi, ainsi que des art. 463, Cod. pén., 1^{er} de la loi du 25 mars 1891, 194, Cod. instr. crim. ; et 9 de la loi du 22 juillet 1867, confirme le jugement dont est appel, pour sortir effet en ce qui concerne la peine prononcée par les premiers juges, le sursis à l'exécution, la confiscation des marchandises saisies, la condamnation aux dépens et la contrainte par corps, etc.

Du 27 DÉCEMBRE 1893. — C. de Poitiers. — Ch. corr. — MM. Poulle, pr. — Clément, av. gén.

REMARQUE. — La première solution ne paraît pas contestable. — Sur le second point, Voy. dans le même sens, un autre arrêt de la Cour de Poitiers du 27 décembre 1893, *infra*, p. 279.

A annoter au *Mémorial du Ministère public*, vis *Vente de marchandises falsifiées*, n. 5, et *Appel correctionnel*, n. 136 et 143.

ART. 3597

ENTRAVES A LA LIBERTÉ DES ENCHÈRES, DONNS OU PROMESSES POUR ÉCARTER LES ENCHÉRISSEURS, ADJUDICATIONS VOLONTAIRES, SURENCHÈRE, PRÉJUDICE, CRÉANCIERS.

Les dispositions de l'art. 412, Cod. pén., punissant ceux qui, par dons ou promesses, écartent les enchérisseurs avant ou pendant les adjudications, sont générales et comprennent toutes les espèces d'adjudications, qu'elles soient forcées ou volontaires, et qu'elles aient lieu sur surenchère ou autrement.

Il importe peu aussi, pour l'application de cet article, que les enchérisseurs soient écartés des adjudications au préjudice des propriétaires des immeubles mis en vente ou au préjudice des créanciers inscrits sur ces immeubles.

(AUGIER ET AUTRES C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu, en droit, que l'article 412 du Code pénal punit ceux qui, par dons ou promesses, écartent les enchérisseurs avant ou pendant les adjudications ; que les dispositions de cet article sont générales et comprennent toutes les espèces d'adjudications, qu'elles soient forcées ou volontaires, et que les enchérisseurs en soient écartés au préjudice des propriétaires des immeubles mis

en vente ou au préjudice des créanciers inscrits sur lesdits immeubles ;

Attendu qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt attaqué, qu'Augier, menacé d'expropriation, avait obtenu de ses créanciers l'abandon des poursuites, sous la condition qu'il mettrait lui-même ses biens aux enchères publiques ; que ses biens ayant été adjugés à Rostain et Garcin, ayant, conformément aux clauses du cahier des charges, formé une surenchère, il est intervenu entre eux et Augier un pacte d'après lequel Garcin s'abstiendrait de prendre part à l'adjudication, moyennant la remise par les deux autres demandeurs de deux billets de la valeur de 1,500 francs ; que ce pacte fut exécuté, et que Garcin se tint à l'écart des enchères ;

Attendu qu'en déclarant, par suite, les trois demandeurs coupables du délit de l'article 412, pour avoir réalisé ce pacte frauduleux, qui a pu, au préjudice des créanciers d'Augier, empêcher les immeubles mis en adjudication d'atteindre leur véritable valeur, l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé les dispositions dudit article, en a fait une juste application ;

Par ces motifs, rejette le pourvoi d'Augier, Rostain et Gardin contre l'arrêt de la Cour d'appel de Grenoble, en date du 30 mai 1893, etc.

Du 29 DÉCEMBRE 1893. — C. cass. — Ch. crim. — MM. Loew, pr. ; — Poulet, rapp. ; — Sarrut, av. gén.

REMARQUE. — Par cet arrêt, la chambre criminelle confirme des solutions qu'elle a déjà consacrées ou que la doctrine regarde comme incontestables.

Il est d'abord certain que, par sa généralité, l'art. 412, Code pén., s'applique à toutes les espèces d'adjudications. (F. Hélie, *Théor. du Cod. pén.*, t. 5, n. 2349 ; Blanche, *Etud. pratiqu. sur le Cod. pén.*, t. 6, n. 315), et même, quoique ce point ait été contesté, à celles qui ont lieu sur surenchère (Cass., 12 mars 1835, S. 35. 1. 461 ; 16 oct. 1844, S. 45. 1. 64 ; 18 mars 1849, Bull. crim., n. 72 ; 26 mai 1848, S. 48. 1. 522 ; F. Hélie, n. 2355 ; Blanche, n. 317). — V. toutefois Chambéry, 12 août 1875 (J. M. p. 18. 249), et les observations à la suite.

Quant au préjudice causé par le fait d'avoir écarté les enchérisseurs, non seulement il importe peu qu'il ait été souffert par les propriétaires des objets mis en vente ou par leurs créanciers, ainsi que le décide l'arrêt rapporté ci-dessus, mais il n'est pas un élément nécessaire du délit (Cas., 19 nov. 1841, S. 42. 1. 561 ; Blanche, n. 320).

APPEL CORRECTIONNEL, PRÉVENU, QUALIFICATION DU FAIT, MODIFICATION, INCOMPÉTENCE, PEINE, AGGRAVATION.

Les juges de second degré ne peuvent, sur l'appel seul du prévenu, ni se déclarer incompétent, ni modifier la qualification donnée par les premiers juges au fait poursuivi, s'il doit en résulter une aggravation de la position du prévenu; mais il leur appartient de rectifier cette qualification en n'aggravant point la peine prononcée contre ce dernier par le tribunal correctionnel (Avis du Cons. d'Et., 12 nov. 1806).

(GEAY. C. MIN. PUBL.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il résulte des faits de la cause que, le 15 octobre 1893, à Bonnais, le nommé Geay, voyant entrer chez lui le sieur Servant, son propriétaire, qui venait lui réclamer son prix de ferme, se précipita à sa suite, l'enferma dans une chambre où la femme Geay l'avait attiré, s'empara d'un sabre qu'il frotta à plusieurs reprises contre la porte, en feignant de l'aiguiser, et répondit à Servant qui le priait de le laisser sortir : « Je ne vous ouvrirai pas que vous ne m'ayez signé une décharge du prix de ferme que je vous dois ou vous devrai », accompagnant ces paroles de menaces de mort ; — Que Servant, intimidé par ces agissements et ces menaces, et se voyant à la merci de Geay, signa et remit à celui-ci la quittance qu'il lui réclamait ;

Attendu que les premiers juges n'ont vu dans les faits ainsi établis que le délit prévu par le paragraphe 2 de l'art. 400, Cod. pén., applicable seulement à l'extorsion de signature commise à l'aide d'une menace de révélations diffamatoires, vulgairement connue sous le nom de chantage ;

Mais que ces faits constituent, à n'en pas douter, l'extorsion de signature par force, violence ou contrainte prévue et punie de peines criminelles par le paragraphe premier du même article 400 ;

Attendu que, sur le seul appel du prévenu, le juge du second degré, ne pouvant se déclarer incompétent, il lui appartient de rectifier la qualification inexacte donnée aux faits de la prévention par les premiers juges, à la condition toutefois de ne pas aggraver la situation de l'appelant, au point de vue de l'application de la peine, conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1806 ;

Par ces motifs, rectifiant la qualification relevée dans le jugement dont est appel, en tant qu'il a déclaré Geay coupable d'avoir à l'aide de menaces verbales, extorqué ou tenté d'extorquer la signature ou

la remise d'un écrit contenant décharge de prix de ferme ; — Déclare ledit Geay atteint et convaincu d'avoir, à la date et au lieu ci-dessus indiqué, extorqué au sieur Servant par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit contenant décharge de prix de ferme ; — Confirme la peine, etc.

DU 27 DÉCEMBRE 1893. — C. d'appel de Poitiers. — Ch. corr. — MM. Poulle, pr. ; — Clément, av. gén.

REMARQUE. — Si les juges d'appel peuvent rectifier la qualification donnée aux faits par les premiers juges, comme ceux-ci ont la faculté de modifier la qualification contenue dans la citation ou dans l'ordonnance de renvoi, ce pouvoir trouve toutefois une limitation dans le principe que la situation du prévenu ne peut être aggravée sur son appel seul. Les juges d'appel, saisis par l'appel seul du prévenu, doivent donc, lorsqu'ils donnent au fait poursuivi une qualification différente de celle qu'avaient admise les premiers juges, s'abstenir de toute disposition, soit à l'égard de la compétence, soit relativement aux exceptions proposées, soit en ce qui concerne la peine, qui soit de nature à aggraver la position de l'appelant. — Voy. sur ces points bien certains mon *Mémorial du Ministère public*, v^o *Appel correctionnel*, n. 136, 139, 140 et 143.

A noter au *Mémor.*, *ibid.*

CORRESPONDANCE

ART. 3599

PARTIE CIVILE, RELAXE DU PRÉVENU, DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Monsieur le Rédacteur,

Lorsque le tribunal correctionnel relaxe le prévenu de la poursuite, peut-il accorder néanmoins des dommages-intérêts à la partie lésée qui, au cours de la procédure, a déclaré se porter partie civile ?

Dans une affaire récente, la partie civile a prétendu pouvoir justifier sa demande de dommages-intérêts contre le prévenu acquitté, par la disposition de l'article 191 du Code

d'instruction criminelle portant que « si le fait n'est réputé ni délit ni contravention de police, le tribunal annulera l'instruction, la citation et tout ce qui aura suivi, renverra le prévenu et statuera sur les demandes en dommages-intérêts », et par le rapprochement de cette disposition avec les art. 358, 359 et 366 du même Code, qui reconnaissent expressément à la partie civile le droit de réclamer des dommages-intérêts contre l'accusé acquitté. Mais cette assimilation de la procédure en police correctionnelle à la procédure en Cour d'assises est-elle exacte ? N'est-ce pas une faculté exceptionnelle que les articles 58, 59 et 66 consacrent en faveur de la partie civile au grand criminel ?

Je vous serai fort obligé de me faire connaître votre opinion sur ce point intéressant.

Veuillez agréer, etc.

Je crois, comme mon honorable correspondant, que la règle suivant laquelle l'acquittement de l'accusé laisse à la Cour d'assises le pouvoir de statuer sur la demande en dommages-intérêts formée contre celui-ci par la partie civile, ne saurait être étendue au cas de relaxe du prévenu par le tribunal correctionnel, et que cette dernière hypothèse reste soumise au principe général que les tribunaux de répression ne sont compétents pour statuer sur l'action civile en réparation du dommage causé par une infraction, qu'accessoirement à l'action publique et tant qu'ils en restent saisis.

Les textes justifient cette solution. En matière de simple police, l'art. 159, Cod. instr. crim., et en matière correctionnelle, l'art. 191, même Code, avant de dire que, si le fait n'est pas punissable, le tribunal, en renvoyant le prévenu, statuera sur les demandes en dommages-intérêts, dispose qu'il annulera la citation et toute la procédure. Ne résulte-t-il pas de là, que la demande en dommages-intérêts de la partie civile, qui, à la différence de celle du prévenu, a dû être formée avant le jugement, se trouve elle-même annulée, et que conséquemment le tribunal ne peut y statuer ? Cette interprétation est d'ailleurs expressément confirmée par l'art. 212, qui, dans le cas d'appel d'un jugement correctionnel, porte que si le jugement est réformé parce que le fait n'est réputé ni délit ni con-

travention, la Cour renverra le prévenu, et statuera, s'il y a lieu, *sur ses dommages-intérêts*. Ces expressions excluent de la façon la plus claire de la compétence des juges d'appel pour connaître de la demande en dommages-intérêts de la partie civile. Or, comment douter que la même exclusion ne soit pas dans le vœu de la loi relativement à la compétence des tribunaux correctionnels, ainsi que des tribunaux de police ?

La jurisprudence et la doctrine se sont, au surplus, presque unanimement prononcées en ce sens. Voy. notamment Cass., 2 mai 1851 (S. 51. 1. 567), très explicite ; Cass., 7 nov. 1873 (S. 74. 1. 136), plus laconiquement motivé ; Trib. civ. de Blaye, 16 déc. 1892 (Bernard, partie civile) ; F. Hélie, *Instr. crim.*, t. 6, n. 2722 et 2976 ; mon *Mémorial du Minist. publ.*, v^o *Compétence criminelle*. n. 174.

Il cesse toutefois d'en être ainsi lorsque l'événement qui éteint l'action publique a été précédé d'un jugement statuant au fond sur la poursuite, et que le tribunal est conséquemment resté saisi. Dans ce cas, l'action civile doit être jugée par la juridiction correctionnelle compétemment saisie, quel que soit l'événement ultérieur qui puisse soit arrêter la marche, soit même compromettre l'existence de l'action publique (Cass., 10 mai 1872, S. 72. 307).

A annoter au *Mémor. du Min. publ.*, loc. cit.

DOCUMENTS DIVERS

ART 3599 bis

CHASSE, PROPOSITION DE LOI, RAPPORT.

Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur la chasse, par M. Morillot, député (1^{re} séance du 10 juillet 1893).

(SUITE ET FIN) (1)

Art. 26, 27 et 28. — Ces trois articles sont les mêmes non seulement dans le projet de la commission et la loi votée par le Sénat

(1) Voy. *Suprà*, p. 251 et suiv.

mais encore dans la loi de 1844, où ils portent les nos 21, 22 et 23. Passons donc sans plus nous y attarder.

Art. 29, 30, 31, 32 et 33. — On peut en dire tout autant des articles 29, 30, 31, 32 et 33, qui ne diffèrent guère dans les trois textes que par leur numérotation. Nous n'en aurions même pas parlé du tout si nous n'avions eu quelques explications à donner au sujet des articles 29 et 31 de la loi adoptée par le Sénat, articles dont l'un a disparu complètement du projet de la commission et dont l'autre n'y figure qu'en partie.

Le premier, l'article 29 du Sénat, contient l'obligation pour l'agent qui a fait un procès-verbal de l'affirmer devant le maire ou le juge de paix.

Considérant que cette affirmation du procès-verbal, soit devant un juge de paix, soit, la plupart du temps, devant un maire ou un adjoint, ne sert absolument à rien du tout ; qu'elle n'a qu'un seul effet, celui de compromettre le magistrat municipal devant lequel elle a lieu et de lui attirer de nombreuses haines nuisibles à l'exercice de ses fonctions, la commission de la loi sur la chasse a jugé qu'elle pouvait, sans inconvénient, faire disparaître cette obligation inutile, et elle a purement et simplement supprimé l'article 29 du texte adopté par le Sénat.

De même, et à peu près pour les mêmes raisons, votre commission a supprimé la fin de l'article 31 du Sénat et n'en a conservé que la première partie, qui est devenue son article 30.

Dans cette première partie de l'article 31 du Sénat, article 30 de la commission, on déclare que tous les délits prévus par la présente loi seront poursuivis d'office par le ministère public ; puis, dans la seconde partie de son article, le Sénat décide que cette poursuite d'office n'aura pas lieu pour le fait de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. Le ministère public ne doit poursuivre dans ce cas, d'après la théorie de la haute Assemblée, que s'il y a eu une plainte déposée par la partie lésée. Tout au contraire, votre commission demande que l'action du ministère public s'exerce dans tous les cas. En effet, puisque dans son projet elle impose au propriétaire réservant son droit de chasse l'obligation de manifester sa volonté d'une manière publique quelconque, il en résulte que tout propriétaire qui se sera conformé à la loi déclare bien par cela même qu'il entend réserver la chasse sur sa propriété ; dès lors, pourquoi attendre une plainte de sa part pour poursuivre d'office ?

Il faut, au contraire, que la poursuite d'office ait lieu dans tous les cas où il y aura eu fait de chasse, sans le consentement du propriétaire, sur un terrain réservé ; dans ce cas, le consentement ne doit pas se présumer. Il en devra être nécessairement tout autrement

dans le cas où le fait de chasse aura eu lieu sur un terrain non réservé conformément à la loi ; dans cette dernière hypothèse, le consentement du propriétaire ne peut se présumer, et on comprend qu'on attende pour poursuivre une plainte de sa part.

Telles sont les raisons qui ont déterminé la commission à supprimer la fin de l'art. 31 du Sénat.

Art. 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41. -- Nous arrivons maintenant à l'examen du titre IV de la présente loi, qui n'a d'analogue ni dans celle de 1844 ni dans celle que le Sénat nous a transmise.

Ce titre IV contient une série de huit articles relatifs aux syndicats de chasseurs et à l'abandon du droit de chasse au profit des communes. La commission a été amenée à rédiger ces huit articles par les demandes qui lui ont été adressées à ce sujet, et surtout par la constatation des bons résultats obtenus, dans une partie du département de la Marne, par un usage qui s'est établi dans un certain nombre de communes de cette région, au plus grand avantage des finances municipales et de la reproduction du gibier. Elle a étudié avec soin et intérêt ces usages et coutumes, et elle a jugé à propos, pour les faire connaître et essayer de les généraliser et de les implanter ailleurs, de leur consacrer quelques articles, dont elle a écarté avec soin tout ce qu'il pourrait y avoir de coercitif et tout ce qui pourrait par trop rappeler la loi allemande.

L'article 34 est consacré aux syndicats de chasseurs et aux droits et devoirs que ces syndicats pourront avoir. On ne peut songer à défendre aux chasseurs de se syndiquer, alors que de tous côtés on favorise la création de syndicats. En vertu de notre article, ces syndicats de chasseurs, qui devront du reste se conformer aux dispositions de la loi sur les syndicats, pourront se constituer soit pour exercer ensemble leur droit de chasse, soit pour faire garder les immeubles sur lesquelles ils ont la faculté de chasser, soit pour faciliter sur ces mêmes immeubles la reproduction du gibier et en assurer ainsi le repeuplement.

Dans les articles 35 à 41 inclusivement, la commission s'est appliquée à grouper quelques dispositions qui pourront être employées toutes les fois que les propriétaires d'une commune, ou quelques uns d'entre eux seulement, auront fait abandon à cette commune de leur droit de chasse sur les terres qu'ils possèdent dans l'étendue de son territoire.

Cet abandon pourra résulter d'une simple déclaration au secrétaire de la mairie, approuvée par une délibération du conseil municipal. Dans ce cas, après un délai suffisant pour permettre aux propriétaires, qui ne l'auraient pas encore fait, de suivre l'exemple qui leur a été donné ou d'avertir le maire de leur intention de réserver

leur chasse, ce dernier sera tenu de mettre en adjudication les droits de chasse ainsi abandonnés à la commune. A moins de stipulations contraires, le produit de cette adjudication, après avoir été versé dans la caisse communale, viendra en déduction des impôts à payer à la commune par les propriétaires lui ayant abandonné leur droit de chasse, et ce proportionnellement à la superficie du sol dont ils auront fait l'abandon.

S'il arrive que des propriétaires se refusent à abandonner leur droit de chasse, la commission a pensé qu'elle devait formellement leur réserver dans ce cas le droit de chasser sur leurs terres, mais que, pour éviter des difficultés ou des procès, on pourrait leur proposer des lotissements qu'ils seraient du reste toujours libres de refuser.

Comme il est facile de s'en rendre compte, aucune atteinte n'est portée par ces dispositions ni aux droits des propriétaires ni à ceux des chasseurs; mais de leur acceptation il peut résulter un grand avantage pour les communes au point de vue pécuniaire, pour l'ensemble de la nation au point de vue du repeuplement du gibier; grâce, en effet, à ce système, les habitants des communes, aussi bien que les chasseurs et les assemblées municipales elles-mêmes, sont intéressés à la multiplication du gibier. Plus il y en aura, plus les chasseurs seront alléchés, plus les chasses se loueront cher, plus grandes seront les ressources des communes et plus giboyeuses aussi seront les terres dont les propriétaires se seront réservé la chasse. Tout le monde y trouvant son avantage, nous avons l'espoir que la Chambre des députés voudra bien adopter ces propositions.

Art. 42 à 55. — De même que celles du titre IV, les dispositions contenues dans le titre V sont étrangères à la loi du Sénat et à celle de 1844; mais elles ne sont pas le produit d'une conception de la commission, elles ne sont que la reproduction plus ou moins arrangée de quatorze articles du projet de loi adopté par le Sénat sur le code rural (livre III, titre 1^{er}, chapitre 3, sections 2 et 3).

Ces quatorze articles, relatifs à la protection des oiseaux et du gibier et à la destruction des fauves et autres animaux nuisibles, ont été renvoyés à l'examen de la commission de la chasse par une décision de la Chambre en date du 28 juin 1890, et cela pour qu'il n'y ait pas de contradiction entre ces dispositions et celles de la loi sur la chasse.

Lorsque la commission de la chasse eut terminé l'examen de ces quatorze articles et en eut définitivement arrêté la rédaction, elle les renvoya à la commission du code rural pour que cette dernière les réintégrât à leur place dans ledit code.

Rigoureusement, nous aurions pu nous en tenir là, car notre tâche était achevée ; nous avons cependant considéré qu'il nous restait encore quelque chose à faire. Nous avons pensé qu'il fallait faire entrer ces quatorze articles du code rural dans la loi sur la chasse, de façon à avoir un ensemble des dispositions relatives à l'art cynégétique, une espèce de code de la chasse. De là le titre V de notre projet de loi, de là les articles 42 à 55 qui correspondent aux articles 84 à 99 du projet de code rural. Nous pourrions nous borner à ces explications au sujet du titre V, dont les dispositions seront très certainement comprises dans le rapport que présentera à la Chambre la commission du code rural.

Nous pensons néanmoins qu'il nous sera permis de dire que les dispositions qui suivent ne sont que la reproduction de décisions antérieures et la reconnaissance et la consécration d'usages bien établis. Le rôle de la commission de la chasse a été ici des plus simples ; elle s'est contentée de mettre les dispositions qu'elle a trouvées dans le projet de code rural en harmonie avec celles qu'elle-même a édictées dans le projet de loi sur la chasse. Ces petites modifications sont tellement insignifiantes par elles-mêmes, qu'il est inutile de les rapporter ici ; elle portent avec elles leur explication et très probablement même passeront inaperçues. Deux seulement méritent de fixer l'attention.

Dans l'article 42 (83 du code rural), nous avons complètement remanié le premier paragraphe du projet de code rural envoyé à la Chambre par le Sénat. Après avoir décidé, comme précédemment, que le fusil serait seul employé pour la chasse des oiseaux, nous avons, sur la demande de plusieurs de nos collègues, admis que, pendant l'ouverture de la chasse, et de jour seulement, on pourrait après une autorisation du ministre de l'intérieur, prendre les alouettes de passage avec le filet à larges mailles, les ortolans avec la matole et les palombes avec le filet à grosses mailles.

Enfin, nous avons autorisé la capture des oiseaux de proie, et ce en tout temps, à l'aide des pièges à viande ou à poteau. Quant à ces derniers, nulle opposition n'a été faite à la faculté que nous accordons de les détruire autrement qu'au fusil ; car diminuer le nombre des oiseaux rapaces c'est protéger très efficacement le gibier. Mais il n'en a pas été de même en ce qui concerne l'alouette, la palombe et l'ortolan ; on s'est élevé vivement contre l'idée d'en permettre la chasse au filet, et ce n'est qu'à la majorité des voix la plus restreinte que la commission, pour ne pas ruiner des industries séculaires, s'est résolue, bien à contre-cœur, à tolérer le filet pour ces trois espèces, mais seulement de jour et en temps non prohibé, restreignant le plus possible l'autorisation qu'elle accordait ; car, on ne

peut le nier, la chasse au filet est absolument destructive. Aussi, malgré les prières qui lui ont été adressées, s'est-elle refusée opiniâtrement à permettre l'usage du filet en ce qui concerne la bécasse, la caille, la tourterelle, le canard, la sarcelle et les autres gibiers d'eau.

La seconde modification, dont il a été parlé tout à l'heure, est la suivante. Au second paragraphe de l'article 43 (84 du code rural), aux mots : « Le préfet, après avis conforme du conseil général », nous avons substitué ceux-ci, de notre projet : le ministre est seul compétent pour déterminer quels sont les oiseaux à l'agriculture et quels sont les animaux nuisibles ou dangereux.

Comme on le voit, d'après ce qui vient d'être dit, l'article 42 traite de la chasse du gibier à plumes ; les articles suivants réglementent celle des animaux nuisibles et dangereux ; ils statuent sur le droit accordé aux préfets d'ordonner des battues et contiennent à ce sujet certaines dispositions de détail dont la simple lecture dans le texte suffira pour démontrer l'utilité.

Dans l'article 48, il est question du droit concédé aux maires de faire détruire en temps de neige les loups et les sangliers sur le territoire de leurs communes respectives.

Les dégâts causés par les lapins et la destruction de ces animaux, lorsqu'ils sont devenus trop nombreux, font l'objet de l'article 49. Il n'est au reste rien innové à ce sujet, de même que dans l'article 51, où il est question du transport des sangliers et des cerfs tués dans les chasses et battues ordonnées par l'autorité administrative.

Quand nous aurons dit que les articles 52, 53, 54 et 55 traitent des primes accordées aux personnes qui tuent des loups, nous aurons terminé ce rapide examen de notre titre V, tiré tout entier du code rural.

Art. 56, 57, 58 et 59. — Le projet de la loi se termine par quatre articles, dont trois sont empruntés textuellement au projet du Sénat ; ce sont les articles 56, 57 et 59, qui correspondent aux articles 35, 36 et 37 du projet sénatorial. Quant à l'article 58, il a été, inspiré à la commission de la Chambre des députés par les nombreuses sollicitations qui lui ont été adressées à ce sujet, notamment par M. Léonce Duparc et par M. le chevalier Dr Carlo Ohlsen conseiller ministériel italien.

A la suite d'une conférence fort intéressante avec ce dernier, votre commission a non seulement rédigé l'article 58, par lequel le Gouvernement est autorisé à conclure avec les Etats voisins des conventions relatives à la chasse dans les contrées limitrophes, conventions dans lesquelles les dispositions de la présente loi devront, autant que possible, être respectées, mais elle a en outre émis un

vœu qui a été adressé à MM. les ministres de l'intérieur, des affaires étrangères et de l'agriculture, lequel est ainsi conçu :

« La commission de la chasse, frappée du mouvement d'opinion publique qui se manifeste dans la plupart des Etats de l'Europe en faveur d'une entente internationale ayant pour but d'assurer la protection des oiseaux utiles à l'agriculture,

« Emet le vœu :

« Que le gouvernement de la République, soucieux des intérêts agricoles, veuille bien se mettre à la tête du mouvement et propose aux nations voisines et amies la réunion d'une conférence internationale, composée de diplomates et de personnes compétentes, qui serait chargée de rechercher et de proposer à l'acceptation des divers gouvernements les mesures propres à atteindre le résultat désiré. »

Nous espérons, messieurs, que le Gouvernement réussira dans la mission délicate dont nous lui demandons de vouloir bien se charger, et nous vous prions, en terminant, d'adopter le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre appréciation.

PROJET DE LOI

Loi de 1844 sur la chasse, modifiée par la loi du 22 janvier 1874.

SECTION I

De l'exercice du droit de chasse.

Article 1^{er}.

Nul ne pourra chasser, sauf les exceptions ci-après, si la chasse n'est pas ouverte et s'il ne lui a été délivré de permis de chasse par l'autorité compétente. Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit.

Article 2.

Le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans les possessions attenantes à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins.

Article 3.

Les préfets détermineront, par des arrêtés publiés au moins dix jours à l'avance, les époques des ouvertures et celles des clôtures de chasses, soit à tir, soit à courre, à cor et à cris dans chaque département. (Loi du 22 janvier 1874.)

Article 4.

Dans chaque département, il est interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter, de colporter du gibier pendant le temps où la chasse n'y est pas permise.

En cas d'infraction à cette disposition, le gibier sera saisi et immédiatement livré à l'établissement de bienfaisance le plus voisin, en vertu soit d'une ordonnance du juge de paix si la saisie a eu lieu au chef-lieu de canton, soit d'une autorisation du maire si le juge de paix est absent ou si la saisie a été faite dans une commune autre que celle du chef-lieu.

Cette ordonnance ou cette autorisation sera délivrée sur la requête des agents ou gardes qui auront opéré la saisie, et sur la présentation du procès-verbal régulièrement dressé.

La recherche du gibier ne pourra être faite à domicile que chez les aubergistes, chez les marchands de comestibles et dans les lieux ouverts au public.

Il est interdit de prendre ou de détruire, sur le terrain d'autrui, des œufs et des couvées de faisans, de perdrix et de cailles.

Article 5.

Les permis de chasse seront délivrés, sur l'avis du maire et du sous-préfet, par le préfet du département dans lequel celui qui en fera la demande aura sa résidence ou son domicile.

La délivrance des permis de chasse donnera lieu au paiement d'un droit de 15 fr. au profit de l'Etat, et de 10 fr. au profit de la commune dont le maire aura donné l'avis prévu au paragraphe précédent.

Les permis de chasse seront personnels ; ils seront valables pour tout le royaume et pour un an seulement.

Article 6.

Le préfet pourra refuser le permis de chasse :

1° A tout individu majeur qui ne sera pas personnellement inscrit ou dont le père et la mère ne serait pas inscrit au rôle des contributions ;

2° A tout individu qui, par une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés dans l'article 42 du code pénal, autres que le droit de port d'arme ;

3° A tout condamné à un emprisonnement de plus de six mois pour rébellion ou violences envers les agents de l'autorité publique ;

4° A tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre ; de menaces écrites ou de menaces verbales avec ordre ou sous condition ; d'entraves à la circulation des grains ; de dévastation d'ar-

bres ou de récoltes sur pied, de plans venus naturellement ou faits de main d'hommes ;

5^o A ceux qui auront été condamnés pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou abus de confiance.

La faculté de refuser le permis de chasse aux condamnés dont il est question dans les paragraphes 3, 4 et 5 cessera cinq ans après l'expiration de la peine.

Article 7.

Le permis de chasse ne sera pas accordé :

1^o A ceux qui, par suite de condamnations, sont privés du droit de port d'armes ;

2^o A ceux qui n'auront pas exécuté les condamnations prononcées contre eux pour l'un des délits prévus par la présente loi ;

3^o A tout condamné placé sous la surveillance de la haute police.

Article 8.

Le permis de chasse ne sera point délivré :

1^o Aux mineurs qui n'ont pas seize ans accomplis ;

2^o Aux mineurs de seize à vingt et un ans, à moins que le permis ne soit demandé pour eux par leur père, mère, tuteur ou curateur, porté au rôle des contributions ;

3^o Aux interdits ;

4^o Aux gardes champêtres ou forestiers des communes et établissements publics, ainsi qu'aux gardes forestiers de l'Etat et aux gardes-pêche.

Article 9.

Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne à celui qui l'a obtenu le droit de chasser de jour, soit à tir, soit à courre, à cor et à cris, suivant les distinctions établies par les arrêtés préfectoraux, sur ses propres terres et sur les terres d'autrui, avec le consentement de celui à qui le droit de chasse appartient.

Tous les autres moyens de chasse, à l'exception de furets et des bourses destinées à prendre les lapins, sont formellement prohibés.

Néanmoins, les préfets des départements, sur l'avis des conseils généraux, prendront des arrêtés pour déterminer :

1^o L'époque de la chasse des oiseaux de passage autres que la caille, la nomenclature des oiseaux et les modes et procédés de chaque chasse pour les diverses espèces ;

2^o Le temps pendant lequel il sera permis de chasser le gibier d'eau dans les marais, sur les étangs, fleuves et rivières ;

3^o Les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier, pourra en tout temps détruire sur ses terres, et les conditions de l'exercice de ce droit, sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier de repousser et

de détruire, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés.

Ils pourront prendre également des arrêtés :

1^o Pour prévenir la destruction des oiseaux ou pour favoriser leur repeuplement ;

2^o Pour autoriser l'emploi des chiens lévriers pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles ;

3^o Pour interdire la chasse pendant les temps de neige. (Loi du 22 janvier 1874.)

Article 10.

Des ordonnances royales détermineront la gratification qui sera accordée aux gardes et gendarmes rédacteurs des procès-verbaux ayant pour objet de constater les délits.

SECTION II

Des peines.

Article 11.

Seront punis d'une amende de 16 à 100 fr. :

1^o Ceux qui auront chassé sans permis de chasse ;

2^o Ceux qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. L'amende pourra être portée au double si le délit a été commis sur des terres non dépouillées de leurs fruits ou s'il a été commis sur un terrain entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, mais non attenant à une habitation.

Pourra ne pas être considéré comme délit de chasse le fait du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui, lorsque ces chiens seront à la suite d'un gibier lancé sur la propriété de leurs maîtres, sauf l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommage ;

3^o Ceux qui auront contrevenu aux arrêtés des préfets concernant les oiseaux de passage, le gibier d'eau, la chasse en temps de neige, l'emploi des chiens lévriers, ou autres arrêtés concernant la destruction des oiseaux et celle des animaux nuisibles ou malfaisants ;

4^o Ceux qui auront pris ou détruit sur le terrain d'autrui des œufs ou couvées de faisans, de perdrix ou de cailles ;

5^o Les fermiers de la chasse, soit dans les bois soumis au régime forestier, soit sur les propriétés dont la chasse est louée au profit des communes ou établissements publics, qui auront contrevenu aux clauses et conditions de leurs cahiers des charges relatives à la chasse.

Article 12.

Celui qui aura chassé sur le terrain d'autrui, si ce terrain est

attenant à une maison habitée ou servant à l'habitation. et s'il est entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, sera puni d'une amende de 50 à 300 fr. et pourra l'être d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

Si le délit a été commis pendant la nuit, le délinquant sera puni d'une amende de 100 à 1,000 fr., et pourra l'être d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice, dans l'un et l'autre cas, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par le code pénal.

Article 13.

Seront punis d'une amende de 50 à 200 fr. et pourront en outre l'être d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

- 1° Ceux qui auront chassé en temps prohibé ;
- 2° Ceux qui auront chassé pendant la nuit ou à l'aide d'engins et instruments prohibés, ou par d'autres moyens que ceux qui sont autorisés par l'article 9 ;
- 3° Ceux qui seront détenteurs ou ceux qui seront trouvés munis ou porteurs, hors de leur domicile, de filets, engins ou autres instruments de chasse prohibés ;
- 4° Ceux qui, en temps ou la chasse est prohibée, auront mis en vente, vendu, acheté, transporté ou colporté du gibier ;
- 5° Ceux qui auront employé des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le gibier ou à le détruire ;
- 6° Ceux qui auront chassé avec appeaux, appelants ou chante-relles.

Les peines déterminées par le présent article pourront être portées au double contre ceux qui auront chassé pendant la nuit sur le terrain d'autrui et par l'un des moyens spécifiés au paragraphe 2 si les chasseurs étaient munis d'une arme apparente ou cachée. Les peines déterminées par l'article 11 et par le présent article seront toujours portées au maximum lorsque les délits auront été commis par les gardes champêtres ou forestiers des communes ainsi que par les gardes-forestiers de l'Etat et des établissements publics.

Article 14.

Les peines déterminées par les trois articles qui précèdent pourront être portées au double si le délinquant était en état de récidive et s'il était déguisé ou masqué, s'il a pris un faux nom, s'il a usé de violence envers les personnes ou s'il a fait des menaces, sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi.

Lorsqu'il y aura récidive dans les cas prévus en l'article 11, la peine de l'emprisonnement de six jours à trois mois pourra être ap-

pliquée si le délinquant n'a pas satisfait aux condamnations précédentes.

Article 15.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois qui'ont précédé l'infraction, le délinquant a été condamné en vertu de la présente loi.

Article 16.

Tout jugement de condamnation prononcera la confiscation des filets, engins et autres instruments de chasse. Il ordonnera en outre la destruction des instruments de chasse prohibés. Il prononcera également la confiscation des armes, excepté dans le cas où le délit aura été commis par un individu muni d'un permis de chasse dans le temps où la chasse est autorisée. Si les armes, filets, engins ou autres instruments de chasse n'ont pas été saisis, le délinquant sera condamné à les représenter ou à en payer la valeur, suivant la fixation qui en sera faite par le jugement, sans qu'elle puisse être au-dessous de 50 francs. Les armes, engins ou autres instruments de chasse abandonnés par les délinquants restés inconnus seront saisis et déposés au greffe du tribunal compétent. La confiscation et, s'il y a lieu, la destruction en seront ordonnées sur le vu du procès-verbal. Dans tous les cas, la quotité des dommages-intérêts est laissée à l'appréciation des tribunaux.

Article 17.

En cas de conviction de plusieurs délits prévus par la présente loi, par le code pénal ordinaire ou par les lois spéciales, la peine la plus forte sera seule prononcée. Les peines encourues pour des faits postérieurs à la déclaration du procès-verbal de contravention pourront être cumulées, s'il y a lieu, sans préjudice des peines de la récidive.

Article 18.

En cas de condamnation pour délits prévus par la présente loi, les tribunaux ne pourront priver le délinquant du droit d'obtenir un permis de chasse pour un temps qui n'exédera pas cinq ans.

Article 19.

La gratification mentionnée en l'article 10 sera prélevée sur le produit des amendes. Le surplus desdites amendes sera attribué aux communes sur le territoire desquelles les infractions auront été commises.

Article 20.

L'article 463 du code pénal ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi.

SECTION IV

De la poursuite et du jugement.

Article 21.

Les délits prévus par la présente loi seront prouvés soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défauts de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui.

Article 22.

Les procès-verbaux des maires et adjoints, commissaires de police, officiers, maréchaux des logis ou brigadiers de gendarmerie, gendarmes, gardes forestiers, garde-pêche, gardes-champêtres ou gardes assermentés des particuliers, feront foi jusqu'à preuve contraire.

Article 23.

Les procès-verbaux des employés des contributions indirectes et des octrois auront également foi jusqu'à preuve contraire lorsque, dans la limite de leurs attributions respectives, ces agents rechercheront et constateront les délits prévus par le paragraphe 1^{er} de l'art. 4.

Article 24.

Dans les vingt-quatre heures du délit, les procès-verbaux des gardes seront, à peine de nullité, affirmés par les rédacteurs devant le juge de paix ou l'un de ses suppléants ou devant le maire ou l'adjoint soit de la commune de leur résidence, soit de celle où le délit a été commis.

Article 25.

Les délinquants ne pourront être saisis ni désarmés ; néanmoins, s'ils sont déguisés ou armés, s'ils refusent de faire connaître leurs noms ou s'ils n'ont pas de domicile connu, ils seront conduits immédiatement devant le maire ou le juge de paix lequel s'assurera de leur individualité.

Article 26.

Tous les délits prévus par la présente loi seront poursuivis d'office par le ministère public, sans préjudice du droit conféré aux parties lésées par l'article 182 du code d'instruction criminelle. Néanmoins, dans le cas de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, la poursuite d'office ne pourra être exercée par le ministère public sans une plainte de la partie lésée, qu'autant que le délit aura été commis dans un terrain clos suivant les termes de l'article 2 et attenant à une habitation, ou sur des terres non encore dépouillées de leurs fruits.

Article 27.

Ceux qui auront commis conjointement les délits de chasse seront condamnés solidairement aux amendes, dommages et frais.

Article 28.

Le père, la mère, le tuteur, les maîtres et commettants sont civilement responsables des délits de chasse commis par leurs enfants mineurs non mariés, pupilles, demeurant avec eux, domestiques ou préposés, sauf tout recours de droit. Cette responsabilité sera réglée conformément à l'article 1384 du code civil et ne s'appliquera qu'aux dommages-intérêts et frais, sans pouvoir toutefois donner lieu à la contrainte par corps.

Article 29.

Toute action relative aux délits prévus par la présente loi sera prescrite par le laps de trois mois à compter du jour du délit.

SECTION IV

Dispositions générales.

Article 30.

Abrogé.

Article 31.

Le décret du 4 mai 1812 et la loi du 30 avril 1790 sont abrogés.

Sont et demeurent également abrogés les lois, arrêtés, décrets et ordonnances intervenus sur les matières réglées par la loi, en tout ce qui est contraire à ses dispositions.

Rédaction adoptée par le Sénat.

SECTION I

*De l'exercice du droit de chasse.*Article 1^{er}.

Nul ne pourra chasser, sauf les exceptions ci-après, si la chasse n'est pas ouverte et s'il ne lui a été délivré de permis de chasse par l'autorité compétente.

Article 2.

Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui, sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit.

A moins de convention contraire, le propriétaire bailleur conserve le droit de chasse.

Le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, avec les seuls moyens énoncés en l'article 10 de la présente loi, dans les possessions attenant à une habitation et entourées d'une clôture faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins. Ce droit ne pourra être cédé par un bail qui ne comprendrait pas la maison d'habitation.

Le droit de chasser sur un terrain indivis ne peut être valablement conféré que par tous les copropriétaires.

Article 3.

Les préfets détermineront, par arrêtés publiés au moins dix jours à l'avance, les jours et heures de l'ouverture et de la fermeture des diverses espèces de chasse. Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Exceptionnellement, les préfets pourront, pour des raisons majeures, modifier, par arrêté publié cinq jours à l'avance, les dates d'ouverture et de fermeture précédemment fixées.

Article 4.

Il est interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter, de colporter et d'exporter du gibier pendant le temps où la chasse n'est pas ouverte.

L'interdiction de la mise en vente ne sera levée que vingt-quatre heures après l'ouverture de la chasse ; elle ne reprendra son effet que quarante-huit heures après la fermeture.

Il est également interdit en toute saison de mettre en vente, de vendre et de colporter le gibier tué à l'aide d'engins ou instruments prohibés.

De même, en temps prohibé, la vente ou la mise en vente des conserves de gibier ne pourra avoir lieu qu'à la condition qu'une estampille apposée par les soins de l'administration constatera que le gibier a été mis en boîte huit jours au plus tard après la fermeture de la chasse.

En cas d'infraction à l'une ou l'autre de ces dispositions, le gibier mort et les conserves de gibier seront saisis et immédiatement livrés à l'établissement de bienfaisance le plus voisin, en vertu soit d'une ordonnance du juge de paix, si la saisie a eu lieu au chef-lieu de canton, soit d'une autorisation du maire, si le juge de paix est absent, ou si la saisie a été faite dans une commune autre que celle du chef-lieu. Cette ordonnance ou cette autorisation sera délivrée sur la requête des agents ou gardes qui auront opéré la saisie et sur la présentation du procès verbal régulièrement dressé. Le gibier vivant sera mis immédiatement en liberté en plein champ.

La recherche et la saisie du gibier pourront être opérées à domicile dans tous les lieux ouverts au public, et notamment chez les restaurateurs, les maîtres d'hôtel, les aubergistes, les marchands de comestibles et de gibier, ainsi que dans les cafés, les voitures publiques, les gares, leurs bureaux et dépendances.

Article 5.

Il est interdit de prendre ou de détruire, de colporter ou mettre en

vente les œufs ou les couvées de tous oiseaux ainsi que les portées ou petits de tous animaux qui n'auront pas été déclarés nuisibles par arrêtés préfectoraux.

Le propriétaire aura le droit de recueillir, pour les faire couvrir, les œufs mis à découvert par l'enlèvement des récoltes.

Le transport du gibier vivant peut être autorisé, pour le repeuplement, par le ministre de l'intérieur et moyennant les conditions prescrites par lui.

Article 6.

En temps prohibé, toutes espèces de gibier, soit sédentaire, soit migrateur, ayant leurs similaires en France, ne pourront être ni introduites, ni colportées, ni transportées même en transit, ni mises en vente, ni achetées sur le territoire français.

Néanmoins, le ministre de l'intérieur pourra, par arrêtés spéciaux, en vue du repeuplement, autoriser l'importation des œufs provenant de l'étranger.

Pendant la même période, les conserves de gibier venant de l'étranger ne pourront être vendues ni mises en vente qu'à la condition d'être revêtues du timbre de la douane établissant leur origine.

Article 7.

Les permis de chasse seront délivrés sur l'avis du maire par le préfet du département ou le sous-préfet de l'arrondissement dans lequel celui qui en fera la demande aura sa résidence ou son domicile. Toute demande de permis de chasse devra recevoir sa réponse dans un délai de huit jours.

La délivrance du permis de chasse donnera lieu au paiement d'un droit de 28 fr., dont 10 au profit de la commune où le permis de chasse aura été demandé. Ce droit sera porté au double pour les étrangers qui ne justifieront pas d'une résidence habituelle en France.

Les permis de chasse seront personnels : ils seront valables pour tout le territoire de la République, et pour un an, du jour de leur délivrance à pareille date inclusivement.

En cas de perte, le permis de chasse pourra être délivré par duplicata, sans autres frais que le paiement du timbre de la demande.

Le permis adiré sera annulé par arrêté du préfet ou du sous-préfet qui l'aura délivré.

Article 8.

Le permis de chasse sera refusé :

1^o A tout individu qui par une condamnation judiciaire a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés dans l'article 42 du code pénal ;

2^o A tout condamné à un emprisonnement de plus de six mois

pour rébellion ou violence envers les agents de l'autorité publique ;

3° A tout condamné à l'emprisonnement pour délit de menaces écrites ou verbales, dans les conditions prévues par les articles 303, 306 et 307 du code pénal, de bris de clôture, de dévastation d'arbres et de récoltes sur pied, de plants venus naturellement ou faits de main d'homme ;

4° A ceux qui, dans les conditions prévues par l'article 2, paragraphe 2, de la loi du 23 janvier 1873, auront subi deux condamnations correctionnelles pour ivresse ou qui auront été condamnés à l'emprisonnement pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou abus de confiance ;

5° A ceux qui dans l'espace de cinq ans, auront subi deux condamnations correctionnelles à l'emprisonnement pour contrebande ;

6° A ceux qui auront été condamnés pour chasse de nuit avec engins prohibés ;

7° A ceux qui n'auront pas exécuté les condamnations prononcées contre eux et payé les amendes et dommages-intérêts auxquels ils ont été condamnés pour l'un des délits prévus par la présente loi.

Le droit d'obtenir un permis de chasse sera rendu aux condamnés dont il est question dans les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6, cinq ans après l'expiration de la peine, s'il n'y a pas eu récidive.

Le permis délivré indûment sera considéré nul. Il en sera de même dans le cas où, depuis la délivrance du permis, le titulaire aura encouru une condamnation entraînant l'incapacité déterminée ci-dessus.

Article 9.

Le permis de chasse ne sera pas délivré :

1° Aux mineurs qui n'ont pas seize ans accomplis ;

2° Aux mineurs de seize à vingt et un ans, à moins que le permis ne soit demandé pour eux par leur père, mère, tuteur ou curateur ;

3° Aux femmes mariées, sauf le consentement de leur mari ;

4° Aux interdits ;

5° Aux gardes champêtres ou forestiers des communes et établissements publics, ainsi qu'aux gardes forestiers de l'Etat et aux gardes-pêche.

Article 10.

Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne à celui qui l'a obtenu le droit de chasser du lever au coucher du soleil soit à tir, soit à courre, à cor et à cris, suivant les conditions établies par les arrêtés préfectoraux, sur ses propres terres et sur les terres d'autrui, avec le consentement de celui à qui le droit de chasse appartient.

Tous les autres moyens de chasse, à l'exception des furets et des bourses destinées à prendre les lapins, sont formellement prohibés.

Est aussi interdite la chasse au fusil à l'aide de mannequins ou buissons mobiles servant à masquer le chasseur et à lui permettre d'approcher le gibier.

Il est interdit de chasser en temps de neige, c'est-à-dire dès que la quantité de neige tombée est suffisante pour qu'il soit possible de suivre une piste. Toutefois les préfets pourront, par arrêté approuvé par le ministre de l'intérieur, apporter à la disposition qui précède les modifications qui seront jugées nécessaires.

La chasse avec permis est autorisée toute l'année à la mer et sur le rivage, la limite étant celle de la plus haute marée.

Article 11.

Les préfets, sur l'avis des conseils généraux et avec l'approbation préalable du ministre de l'intérieur, prendront des arrêtés pour déterminer :

L'époque, les heures et la durée de la chasse des oiseaux d'eau et de passage ainsi que les modes et procédés de chasse des diverses espèces.

Ces arrêtés comprendront la nomenclature des oiseaux auxquels ils s'appliquent.

La caille et la bécasse ne pourront pas être comprises dans la nomenclature ci-dessus, la vente n'en pourra avoir lieu que pendant le temps où la chasse est ouverte.

Ils prendront dans les mêmes conditions des arrêtés pour déterminer les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier pourra en tout temps détruire sur ses terres, et les conditions de l'exercice de ce droit.

Les préfets pourront également, le conseil général entendu, prendre des arrêtés pour prévenir la destruction des oiseaux, ou pour favoriser leur repeuplement et empêcher dans la campagne la divagation des chiens.

Ils pourront, en outre, autoriser individuellement les propriétaires à prendre, avec des engins, et dans les conditions déterminées, certaines espèces de gibier pour les conserver et les relâcher au printemps.

Article 12.

Des décrets présidentiels détermineront la gratification qui sera accordée aux gardes, gendarmes et autres agents rédacteurs des procès-verbaux ayant pour objet de constater les délits.

Article 13.

La chasse avec des chiens lévriers est défendue.

SECTION II

Des peines

Article 14.

Quiconque aura chassé sans permis sera puni d'une amende de

50 à 100 fr. et pourra, en outre, être condamné à un emprisonnement de un à cinq jours.

Article 13.

Seront punis d'une amende de 16 à 100 fr. :

1^o Ceux qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. L'amende pourra être portée au double si le délit a été commis sur des terres non dépouillées de leurs fruits, ou sur un terrain entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, mais non attenant à une habitation.

Le chasseur n'a pas le droit de suite sur le terrain d'autrui. Toutefois, pourra ne pas être considéré comme délit de chasse le passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui, lorsque ces chiens étaient à la suite d'un gibier lancé sur un terrain où leur maître avait le droit de chasse, sauf l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommage ;

2^o Ceux qui auront chassé à l'aide de mannequins ou de buissons mobiles ;

3^o Ceux qui auront contrevenu aux arrêtés pris en exécution de l'article 11 ;

4^o Ceux qui, en dehors des conditions spécifiées dans l'article 11, paragraphe 5, auront pris du gibier pour le relâcher ;

5^o Ceux qui auront pris ou détruit, colporté ou mis en vente des œufs ou des couvées d'oiseaux, ainsi que des portées ou des petits d'animaux qui n'auront pas été déclarés nuisibles par des arrêtés préfectoraux ;

6^o Ceux qui auront chassé avec des chiens lévriers.

Article 16.

Celui qui aura chassé sur le terrain d'autrui, si ce terrain est attenant à une maison habitée ou servant à l'habitation et s'il est entouré d'une clôture continue, faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, sera puni d'une amende de 50 à 300 fr. et pourra l'être d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

Si le délit a été commis pendant la nuit, le délinquant sera puni d'une amende de 100 à 1,000 fr., et pourra l'être d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice dans l'un ou l'autre cas, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par le code pénal.

Article 17.

Seront punis d'une amende de 50 à 200 fr., et pourront l'être en outre d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1^o Ceux qui auront chassé en temps prohibé ;

2^o Ceux qui, en dehors des exceptions prévues par l'article 10 ci-dessus, auront chassé en temps de neige ;

3° Ceux qui, en temps où la chasse est prohibée, et en dehors des délais prévus par l'article 4, auront mis en vente, vendu, acheté ou fait acheter, transporté, colporté ou exporté du gibier ;

4° Ceux qui, en toute saison, auront mis en vente, vendu, colporté ou exporté du gibier tué à l'aide d'engins ou instruments prohibés :

5° Ceux qui auront chassé pendant la nuit ou à l'aide d'engins et instruments prohibés, ou par d'autres moyens que ceux qui sont autorisés par l'article 10, notamment avec des appeaux, appelants ou chanterelles ;

6° Ceux qui sont détenteurs ou ceux qui seront trouvés munis ou porteurs hors de leur domicile de filets, engins ou autres instruments de chasse prohibés ;

7° Ceux qui auront employé des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le gibier ou à le détruire.

8° Ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 6 sur l'introduction et le colportage du gibier étranger ;

9° Ceux qui auront contrevenu aux dispositions des articles 4 et 6 concernant la vente des conserves de gibier.

Les peines déterminées par le présent article pourront être portées au double contre ceux qui, étant munis d'une arme apparente ou cachée et en employant un des moyens spécifiés au paragraphe 5, auront chassé pendant la nuit sur le terrain d'autrui.

Les peines déterminées par les articles 14 et 15 ainsi que par le présent article seront toujours portées au maximum lorsque les délits auront été commis par les gardes champêtres ou forestiers des communes, par les gardes forestiers de l'Etat et des établissements publics ainsi que par les gardes particuliers assermentés.

Lorsque le délinquant aura été convaincu d'avoir fait partie d'une association de braconnage, la pénalité sera portée au double, et la peine de l'emprisonnement sera nécessairement prononcée. Les membres de l'association seront poursuivis comme complices.

Article 18.

Les peines déterminées par les articles 14, 15, 16 et 17, qui précèdent, pourront être portées au double si le délinquant était en état de récidive, s'il a pris un faux nom ou s'il a fait des menaces. Il en sera de même s'il était déguisé ou masqué, ou s'il a usé de violence envers les personnes, le tout sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi.

Dans ces deux derniers cas, la peine de l'emprisonnement sera nécessairement prononcée.

Lorsqu'il y aura récidive dans les cas prévus par les articles 14 et

15, la peine de six jours à trois mois pourra être appliquée si le délinquant n'a pas satisfait aux condamnations précédentes.

Article 19.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois qui ont précédé l'infraction, le délinquant a été condamné en vertu de la présente loi.

Article 20.

Tout jugement de condamnation prononcera la confiscation des filets, engins et autres instruments de chasse. Il ordonnera, en outre, la destruction des instruments de chasse prohibés. Il prononcera également la confiscation des armes, excepté dans le cas où le délit aura été commis par un individu muni d'un permis de chasse, dans le temps où la chasse est autorisée. Si les armes, filets, engins ou autres instruments de chasse n'ont pas été saisis, le délinquant sera condamné à les représenter ou à en payer la valeur, suivant la fixation qui en sera faite par le jugement, sans qu'elle puisse être au-dessous de 50 fr. Les armes, engins ou autres instruments de chasse abandonnés par les délinquants restés inconnus seront saisis et déposés au greffe du tribunal compétent. La confiscation et, s'il y a lieu, la destruction en seront ordonnées sur le vu du procès-verbal.

Dans tous les cas, la quotité des dommages-intérêts est laissée à l'appréciation des tribunaux.

Article 21.

En cas de conviction de plusieurs délits prévus par la présente loi, par le code pénal ou par les lois spéciales, la peine la plus forte sera seule prononcée. Les peines encourues pour des faits postérieurs à la déclaration du procès-verbal de contravention pourront être cumulées, s'il y a lieu, sans préjudice des peines de la récidive.

Article 22.

Les maires et adjoints, commissaires de police, officiers, maréchaux de logis ou brigadiers de gendarmerie, gendarmes, douaniers, gardes forestiers, gardes-pêche, gardes champêtres, gardes assermentés des particuliers, peuvent exiger de tout chasseur la production du permis de chasse.

En cas de refus d'exhiber le permis, le contrevenant supportera les frais de poursuites exposés jusqu'au moment de la production.

Article 23.

En cas de condamnation pour délits prévus par la présente loi, les tribunaux pourront priver le délinquant du droit d'obtenir un permis de chasse pour un temps qui n'excédera pas cinq ans.

Article 24.

La gratification mentionnée en l'article 12 sera prélevée sur le pro-

duit des amendes. Le surplus des dites amendes sera attribué aux communes sur le territoire desquelles les infractions auront été commises.

Article 25.

L'article 463 du code pénal ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi, sauf en ce qui touche le simple fait de chasse sur le terrain d'autrui, sans le consentement du propriétaire.

SECTION III

De la poursuite et du jugement.

Article 26.

Les délits prévus par la présente loi seront prouvés, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui.

Article 27.

Les procès-verbaux rédigés par les fonctionnaires et agents désignés en l'article 22 feront foi jusqu'à preuve contraire.

Article 28.

Les procès-verbaux des douaniers, des sergents de ville, des employés des contributions indirectes et des octrois feront également foi jusqu'à preuve contraire lorsque, dans la limite de leurs attributions respectives, ces agents rechercheront et constateront les délits prévus par les articles 4, 5 et 6 de la présente loi.

Article 29.

Dans les quarante-huit heures du délit, les procès-verbaux des gardes seront, à peine de nullité, affirmés par les rédacteurs devant le juge de paix ou l'un de ses suppléants, ou devant le maire ou l'adjoint, soit de la commune de leur résidence, soit de celle où le délit a été commis.

Article 30.

Les délinquants ne pourront être saisis ni désarmés ; néanmoins, s'ils sont déguisés ou armés, s'ils refusent de faire connaître leurs noms ou s'ils n'ont pas de domicile connu, ils seront conduits immédiatement devant le maire ou le juge de paix, lequel s'assurera de leur individualité.

Article 31.

Tous les délits prévus par la présente loi seront poursuivis d'office par le ministère public, sans préjudice du droit conféré aux parties lésées par l'article 182 du code d'instruction criminelle.

Néanmoins, dans le cas de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, la poursuite d'office ne pourra être exercée par le ministère public sans une plainte de la partie lésée, qu'autant que le délit aura été commis dans un terrain clos suivant les termes de l'article 2, et attenant à une habitation, ou sur des terres non encore dépouillées de leurs fruits.

Article 32.

Ceux qui auront commis conjointement des délits de chasse seront condamnés solidairement aux amendes, dommages-intérêts et frais.

Article 33.

Le père, la mère, le tuteur, les maîtres et commettants sont civilement responsables des délits de chasse commis par leurs enfants mineurs non mariés, pupilles, demeurant avec eux, domestiques ou préposés, sauf tout recours de droit. Cette responsabilité sera réglée conformément à l'article 1384 du code civil et ne s'appliquera qu'aux dommages-intérêts et frais.

Article 34.

Toute action relative aux délits prévus par la présente loi sera prescrite par le laps de trois mois à compter du jour du délit.

SECTION IV

Dispositions générales

Article 35.

Un règlement d'administration publique déterminera le prix et les conditions de l'apposition des estampilles ou des timbres prévue par les articles 4 et 6 de la présente loi.

Toute contravention aux dispositions de ce règlement est passible des peines édictées par l'article 17 de la même loi.

Article 36.

Par mesure transitoire et dans le but de favoriser la reproduction du gibier, l'ouverture de la chasse à tir, en plaine et au bois, ne pourra, pendant les cinq années qui suivront la promulgation de la présente loi, se faire dans les départements autres que la Corse avant le 30 août, et la fermeture aura lieu le 10 janvier.

Il en sera de même pour les chasses exceptionnelles des oiseaux d'eau et de passage prévues par le paragraphe 2 de l'article 11 de la présente loi.

Article 37.

La loi du 3 mai 1844 est abrogée.

Sont également abrogés les lois, décrets, ordonnances intervenus antérieurement sur les matières réglées par la présente loi.

(La suite à une prochaine livraison)

ART. 3599 *ter*

COURS D'APPEL, MOBILIER, CONSERVATION, INVENTAIRE, VÉRIFICATION.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets relativement à la conservation du mobilier des Cours d'appel.

Monsieur le préfet, le décret du 20 juillet 1853, rendu dans la forme des règlements d'administration publique, a prescrit les mesures à prendre en vue d'assurer la conservation du mobilier des cours d'appel et a désigné les agents qui doivent en être considérés comme gardiens responsables.

Aux termes de ce décret, un inventaire doit constater le mobilier fourni par l'Etat aux cours d'appel ; le concierge de chaque établissement judiciaire est constitué gardien responsable de ce mobilier et, à défaut de concierge, cette responsabilité est mise à la charge du greffier.

L'inventaire est dressé par cet officier ministériel, sous la surveillance et la direction du premier président et du procureur général ; il contient la description de chaque objet, de manière à en indiquer la nature, l'état matériel et, autant que possible, le prix d'achat et la valeur actuelle ; le prix d'achat des objets neufs doit toujours être mentionné.

Enfin il est procédé à la vérification du mobilier appartenant à l'Etat par un ou plusieurs de vos délégués, en présence du procureur général ou de son délégué et d'un ou de plusieurs magistrats désignés à cet effet par le premier président. Un récolement doit être opéré dans les mêmes formes, à la fin de chaque année et à chaque mutation de gardien responsable.

Je vous prie, Monsieur le préfet, de me faire connaître les mesures prises par votre administration et par les autorités judiciaires compétentes pour assurer l'exécution du décret du 20 juillet 1853 et de me faire parvenir, dans tous les cas et dans le plus bref délai possible, une copie certifiée conforme du récolement auquel il a dû être procédé à la fin de l'année 1892. Ce document, qui devra m'être transmis sous le timbre du 1^{er} bureau de la direction de l'Administration départementale et communale, est destiné à figurer au compte général du matériel des différents services ressortissant au ministère de l'intérieur.

Je me réserve de vous adresser ultérieurement, s'il est nécessaire, des instructions en vue de rendre uniforme le cadre du récolement qui doit m'être fourni annuellement par votre administration pour servir d'élément à l'établissement du compte général du matériel de l'Etat.

Du 8 février 1893. — Circul. du ministre de l'intér.

ART. 3599 *quater*

ETAT CIVIL, TABLES DÉCENNALES, DÉPENSE.

Circulaire adressée par le ministre de l'intérieur aux préfets au sujet des tables décennales de l'état civil.

Monsieur le Préfet, sous le régime de la loi du 10 août 1871, les frais de confection de l'exemplaire des tables décennales de l'état civil destiné à la préfecture ne constituent pas, vous le savez, une dépense obligatoire. Néanmoins, mes prédécesseurs n'ont pas négligé de rappeler, à l'expiration de chaque période de dix ans, l'utilité que présente la confection de ces tables, et ils vous ont invité à demander au conseil général le vote de l'allocation nécessaire.

Je ne puis que vous rappeler ces instructions, en les confirmant, et vous inviter à vous concerter avec les autorités judiciaires, afin que le travail de confection des tables décennales pour la période 1883-1892, puisse être effectué dans le délai déterminé par le décret du 20 juillet 1807 (art. 3).

Je m'empresse de vous faire connaître, d'ailleurs, que, comme par le passé, M. le garde des sceaux a consenti à ce que la dépense relative à la confection de la partie départementale de ces tables soit répartie sur deux exercices, de manière à ce que la dépense, ainsi fractionnée, puisse être couverte au moyen de faibles prélèvements annuels sur le budget de votre département.

Je vous prie, Monsieur le préfet, de représenter au conseil général, lors de sa prochaine session, que si la dépense mentionnée ci-dessus a cessé d'être obligatoire, elle n'en a pas moins conservé le caractère de dépense départementale qui lui a été attribué par le décret précité et par les lois qui régissaient autrefois l'organisation des départements.

Je me plais donc à penser que le Conseil général, reconnaissant l'utilité que présente l'établissement de l'exemplaire destiné à votre préfecture, n'hésitera pas à voter une dépense que le mode de paiement adopté rendra d'ailleurs peu sensible.

Du 17 mars 1893. — Circ. du ministre de l'intér.

ART. 3599 *quinquies*

POLICE JUDICIAIRE, COMMISSAIRES SPÉCIAUX DE POLICE, JURIDICTION.

Rapport adressé au Président de la République par le Ministre de l'Intérieur et le Garde des sceaux, Ministre de la Justice, suivi d'un décret du 23 décembre 1893, relatif à la juridiction des commissaires spéciaux de police.

RAPPORT.

Paris, le 23 décembre 1893.

Monsieur le Président,

La juridiction des commissaires spéciaux de police, dont l'institution remonte au décret du 22 février 1855, est actuellement limitée aux chemins de fer et aux ports placés plus particulièrement sous leur surveillance.

Les inconvénients que présente cette limitation deviennent encore plus sensibles depuis la promulgation de lois nouvelles, réprimant les atteintes portées à la sécurité publique par toute une catégorie de criminels.

Il serait nécessaire, pour assurer la stricte exécution de ces lois, que les préfets et les procureurs de la République pussent, chacun dans la limite de leurs pouvoirs, utiliser les commissaires spéciaux pour la constatation des crimes, délits et contraventions, la recherche et l'arrestation des malfaiteurs.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation donne aux commissaires spéciaux le droit d'exercer, sur toute l'étendue du département de leur résidence, la police judiciaire dans les conditions prévues et déterminées par le code d'instruction criminelle.

L'extension de la juridiction des commissaires spéciaux n'implique d'ailleurs aucune dérogation aux règles qui déterminent la compétence personnelle ou territoriale des commissaires de police ordinaires institués par la loi du 28 pluviôse an VII.

Si vous voulez bien adopter ces conclusions, nous avons l'honneur de vous demander de revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veillez agréer, monsieur le Président de la République, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre de l'intérieur,

RAYNAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

ANTONIN DUBOST.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu les décrets des 22 février 1855, 26 octobre 1859 et 3 juillet 1883 ;

Vu les articles 8, 9, 10, 48 et suivants du code d'instruction criminelle.

Décète :

Art. 1^{er}. — Les commissaires spéciaux de police exerceront, dans toute l'étendue du département de leur résidence, la police judiciaire, conformément aux dispositions du code d'instruction criminelle.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 décembre 1893.

CARNOT.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'intérieur,

RAYNAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

ANTONIN DUBOST.

TABLE

Des Articles de Correspondance

	Pages
Abus de confiance, escroquerie, vol, filouterie, billet de banque, remise, monnaie, erreur	96
Blessures volontaires, bicycliste, heurt, chute	208
Contributions indirectes, fraude, amende, complicité, condamnation solidaire, qualification (changement de).....	21
Cour d'assises, défense, avoué exerçant près un tribunal du ressort, port de la robe, Algérie.....	51
Jugement par défaut, prévenu, opposition, appel de la cause à une audience convenue, déchéance, décision d'office.....	72
Partie civile, relaxe du prévenu, dommages-intérêts.....	280
Presse, diffamation, journal, gérant, imprimeur, responsabilité pénale-.....	242

TABLE

ANALYTIQUE ET ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES

dans le tome trente-sixième du JOURNAL DU
MINISTÈRE PUBLIC

A

ABUS DE CONFIANCE. 1 (*Escroquerie, vol, filouterie, billet de banque, remise, monnaie, erreur*): 96.

2. (*Intention frauduleuse, mandat, compte entre le mandant et le mandataire*). — L'intention frauduleuse étant un élément, essentiel du délit d'abus de confiance, le simple retard dans la restitution de fonds provenant de l'exécution d'un mandat ne saurait impliquer ce délit, lorsque ce retard est justifié par la nécessité d'établir un compte entre le mandant et le mandataire, nécessité exclusive de toute idée de détournement de la part de ce dernier: 188.

3. (*Remise de marchandises, mandat*). — Dans le cas où un individu se fait remettre par un négociant des marchandises en vue d'en choisir quelques-unes pour les revendre et à la charge de rendre dans le plus bref délai celles qu'il n'aurait pas rendues, le contrat qui se forme

entre les parties a le caractère non d'une vente conditionnelle, mais d'un mandat, et sa violation constitue dès lors le délit d'abus de confiance: 10.

— V. *Compétence criminelle*.

ADJUDICATION VOLONTAIRE. — *Entrave à la liberté des enchères*.

ADMINISTRATION DES POSTES. — V. *Poste aux lettres*.

AFFICHES. — V. *Offense envers les chefs d'Etat étrangers*.

AGENTS DIPLOMATIQUES. — V. *Offense envers les chefs d'Etat étrangers*.

AGGRAVATION. — V. *Appel correctionnel, Peine*.

ALGÉRIE. — V. *Cour d'assise*.

AMENDE. — V. *Contributions indirectes, Logement des militaires*.

ANIMAUX MALFAISANTS OU NUISIBLES. — V. *Chasse*.

APPEL. — V. *Peine*.

APPEL CORRECTIONNEL. 1 (*Partie civiles, dommages-intérêts, renoncia-*

tion, nullité de brevet d'invention. — La partie civile n'ayant le droit d'interjeter appel que quant à ses intérêts civils seulement, son appel est non recevable, lorsqu'elle déclare renoncer à demander de plus amples dommages-intérêts que ceux qui lui ont été alloués en première instance, et qu'elle s'abstient d'en réclamer devant la Cour, ne poursuivant la réformation de la décision des premiers juges qu'en ce qui touche une nullité (de brevet d'invention, par exemple) prononcée par eux, sans solliciter aucune sanction pécuniaire : 120.

2. Partie civile, intervention. — En matière correctionnelle, la partie civile qui n'est pas intervenue en première instance, est non recevable à intervenir devant la Cour saisie de l'appel du prévenu : 232.

3. Prévenu, qualification du fait modification, incompétence peine, aggravation. — Les juges du second degré ne peuvent, sur l'appel seul du prévenu, ni se déclarer incompétents, ni modifier la qualification donnée par les premiers juges au fait poursuivi, s'il doit en résulter une aggravation de la position du prévenu ; mais il lui appartient de rectifier cette qualification en n'aggravant point la peine prononcée contre ce dernier par le tribunal correctionnel 279.

4. Prévenu, qualification du fait modification, aggravation. — Jugé ainsi qu'il appartient aux juges d'appel de modifier la qualification des faits poursuivis, à la condition de ne pas aggraver, sur son seul appel, la position du prévenu 275.

5. Prévenu condamné, déclaration, prison, greffier. — L'appel d'un jugement correctionnel de condamnation est valable, bien qu'il n'est pas été déclaré au greffe même du tribunal qui a rendu le jugement, mais dans la prison où le condamné se trouve détenu, si d'ailleurs la déclaration y a été reçue par l'officier public compétent (spécialement par un commis greffier) : 50.

APPEL DE CAUSE. — V. *Jugement par défaut.*

ARRESTATION. — V. *Peine, Presse.*

ARRÊT CONFIRMATION. — V. *Peine.*

ART DENTAIRE. — V. *Médecine.*

ASSESEUR. — V. *Cour d'assises.*

ASSURANCES (SOCIÉTÉ D'). — V. *Poste aux lettres.*

ATTENTAT A LA PUDEUR (Prêtre interdit, circonstance aggravante).

— La qualité de ministre d'un culte est une circonstance aggravante du crime d'attentat aux mœurs par elle-même et indépendamment de l'exercice du ministère. Le prêtre qui s'est rendu coupable de ce crime est donc passible de l'aggravation de peine édictée par l'art. 333, Cod. pén., malgré l'interdiction qui l'a frappé. 177.

— V. *Compétence criminelle.*

ATTÉNUATION. — V. *Circonstances atténuantes, Peine.*

AUDIENCE PUBLIQUE. — V. *Cour d'assises.*

AUTEUR. — V. *Compétence criminelle.*

AUTORISATION DE PLAIDER. — V. *Commune.*

AVOCAT. Le conseil de discipline, mesure prise par le juge d'instruction contre un avocat, protestation, approbation, délibération, envoi d'une expédition au procureur général, cour d'appel, excès de pouvoir. — Le conseil de discipline de l'ordre des avocats près la Cour d'appel n'excède point ses attributions, lorsque, une perquisition et une saisie de papiers et correspondances confiées à un avocat par un client inculqué d'un délit (d'escroquerie, par exemple) ayant été opérées dans le cabinet de cet avocat en vertu d'un mandat du juge d'instruction, il a, après avoir vérifié si l'avocat avait fait tout ce que le devoir lui commandait pour empêcher l'exécution d'une mesure qui aurait violé les droits de la défense, déclaré que la conduite de celui-ci est irréprochable : 155.

2. Le conseil de discipline ne commet non plus aucun excès de pouvoir en s'associant à la protestation de l'avocat contre la mesure dont il s'agit, et en ordonnant qu'une expédition de la délibération par lui prise à ce sujet sera transmise au procureur général : 155.

3. Peu importe que dans cette délibération la mesure ordonnée par le magistrat instructeur soit qualifiée de mesure illégale et sans précédent, ou bien de mesure rigoureuse et blessante pour l'avocat qui en a été l'objet, ces expressions ne s'appliquant qu'à l'acte accompli pris en lui-même, et ne pouvant être considérées comme

une censure du magistrat, ni comme un empiètement sur le domaine de l'autorité judiciaire ; 155.

4. La Cour d'appel, en appréciant, dans des termes où elle n'a pas franchi les limites de sa compétence, si le conseil de discipline, dans la délibération dont il s'agit, a porté atteinte à l'indépendance de la magistrature et est sorti de ses attributions, n'exécède point elle-même ses pouvoirs ; 155.

AVORTEMENT. (*Enfant conçu, nationalité, mère, compétence criminelle*). — En matière d'avortement, l'enfant conçu doit être considéré comme ayant une individualité distincte de celle de sa mère. — En conséquence, cet enfant a une nationalité et il est présumé avoir la même que sa mère. Si donc cette dernière est belge et s'est fait avorter en France, elle est complètement jugée par les tribunaux belges, à son retour en Belgique, par application de l'art. 7 de la loi belge du 17 avril 1878, aux termes duquel tout Belge qui, hors de territoire du royaume, s'est rendu coupable d'un crime ou d'un délit contre un Belge, peut être poursuivi en Belgique ; 145.

AVOÜÉ. (*Chambre de discipline, renouvellement*). — Rapport présenté au Président de la République par le garde des sceaux, ministre de la justice, au sujet du renouvellement des chambres de discipline d'avoués, et décret conforme du 16 janvier 1893. 248.

— V. *Cour d'assises, Poste aux lettres*.

B

BENÉFICE IMMORAL. — V. *Escroquerie*.

BÊTES FAUVES. — V. *Chasse*.

BICYCLISTE. — V. *Blessures volontaires*.

BULLE DE BANQUE. — V. *Abus de confiance*.

BLESSURES VOLONTAIRES. (*Bicycliste, heurt, chute*) ; 208.

BREVET D'INVENTION. — V. *Appel correctionnel*.

C

CAFÉ-CONCERT. (*Ouverture autorisation municipale*). — (L'ouverture, dans un café, d'un spectacle-concert, est soumise, non à une simple déclaration à la mairie, comme l'ou-

verture du café lui-même, mais à l'autorisation préalable de l'autorité municipale ; 235.

CAISSES PUBLIQUES (1. *retrait de fonds, provocation frauduleuse, tentative*). — Loi du 3 février 1893, réprimant les provocations ou tentatives de provocations frauduleuses de retraits de fonds des caisses publiques ; 77.

2. (*Retrait de fonds, provocation frauduleuses, tentatives, colonies*). — Rapport adressé au Président de la République, par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et décret du 27 février 1893, concernant l'application aux colonies de la loi du 3 février 1893, complétant les articles 419 et 420 du Code pénal ; 77.

CASSATION. — V. *Organisation judiciaire. Presse*.

CASSATION (POURVOI EN). — V. *Commune*.

CARTES A JOUER. — (*Nettoyage, recoupe, remise à neuf, licence (défaut de), reconstitution illicite*). Si, en dehors de la fabrication, de la vente et de l'entrepôt des cartes à jouer, exclusivement réservées à l'État, et de la recoupe, formellement interdite à qui que soit, il est permis à un particulier de nettoyer ou de faire nettoyer par un tiers, pour son usage personnel, un jeu de cartes sali, cette tolérance cesse d'être licite lorsque des industriels non pourvus de licences régulières se livrent, sous l'apparence d'une simple restauration, à une véritable fabrication clandestine de cartes : un tel fait tombe sous l'application des prohibitions portées par les art. 8 et 9 de l'arrêté du 3 pluvi. an VI ; 11 et 16 de l'arrêté du 18 flor. de la même année, 12 du décret du 1^{er} germ. an XIII ; 10 du décret du 16 juin 1808, et des peines édictées par l'art. 166 de la loi du 28 avril 1816 ; 269.

... Alors surtout que l'intention d'offrir au public, comme jeux neufs, des jeux ayant déjà servi, nettoyés et restaurés, ressort de la précaution prise par ces industriels d'enfermer chaque jeu reconstitué dans une enveloppe close et revêtue d'une suscription rédigée et disposée pour faire illusion au public ; 269.

CASIER JUDICIAIRE 1. (*condamnation prononcée sous le nom d'un tiers, retrait chose jugée* :) — Le tiers sous le nom duquel une autre per-

sonne a été condamnée, est recevable à demander que cette condamnation, inscrite à son casier judiciaire, en soit retirée ; 43.

2. Peu importe qu'une décision antérieure, rendue sur une poursuite exercée d'office par le ministère public et hors la présence du tiers, ait déclaré, à raison de l'insuffisance et de l'incertitude des documents alors produits, que cette même condamnation était imputable à ce dernier, une telle décision n'ayant pas l'autorité de la chose jugée à son égard et ne lui étant pas opposable ; 43.

CAVALCADE. — V. *Port illégal de costume*.

CHAMBRE DE DISCIPLINE DES AVOUÉS. — V. *Avoué*.

CHANTIERS PÉNITENTIAIRES. — V. *Prisons*.

CHASSE. 1. *Animaux malfaisants, ou nuisibles, arrêté préfectoral, destruction permis.* — Un propriétaire n'a pas besoin d'être muni d'un permis de chasse pour détruire sur sa propriété les animaux (notamment les lapins) déclarés malfaisants ou nuisibles par un arrêté préfectoral ; ce n'est pas là l'exercice d'un droit de chasse proprement dit ; 17.

2. (*Gibier mort.*) — Le fait de chasse prévu et puni par la loi du 3 mai 1884 ne peut être constitué que par un acte ayant pour objet la recherche et la poursuite du gibier vivant, ou par l'emploi d'un moyen propre à le capturer ; en dehors de l'infraction relative au transport et au colportage du gibier en temps prohibé, le fait d'appréhender un animal sauvage privé de vie, et d'en être trouvé nanti, n'est aucunement délictueux, à la condition que la mort de cet animal ne soit, ni directement ni indirectement, la conséquence d'un acte volontaire, imputable à celui qui l'appréhende ou le détient ; 94.

3. (*Lapins, animaux nuisibles, bêtes fauves.*) — Les lapins ne sont pas, en principe, des animaux nuisibles ; ils le deviennent seulement, et sont alors classés comme tels par les arrêtés préfectoraux, quand, par leur multiplicité et suivant les régions où ils se cantonnent et se propagent, ils constituent un véritable danger pour les récoltes. Hors ce cas, la chasse aux lapins en temps prohibé tombe sous l'application de l'art. 12 de la loi du 3 mai 1884 ; 178.

4. Les lapins ne doivent pas non plus être rangés au nombre des bêtes fauves, que les propriétaires et fermiers peuvent repousser ou détruire toutes les fois qu'elles portent dommages à leurs récoltes ; 178.

5. (*Proposition de loi, rapport.* — Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur la chasse, par M. Léon Morillot, député ; 251 282.

— V. *Diffamation*.

CHEMIN DE FER. 1. (*Wagon tirant de cuir, lacération, contravention, jugement de condamnation, insertion dans les journaux.* — Le fait de couper, dans un wagon de chemin de fer, un des tirants de cuir destinés à maintenir fermés les châssis des vitrages d'un compartiment, constitue la contravention punie par l'art. 479, § 1, Cod. pén. ; 229.

2. Mais il n'y a pas lieu d'autoriser à titre de pénalité, l'insertion dans des journaux du jugement de condamnation rendu en pareil cas ; 229.

CHEF DE GARE. — V. *Logement des militaires*.

CHOSE JUGÉE. — V. *Casier judiciaire*.

CHUTE. — V. *Bicycliste*.

CIRCONSTANCE AGGRAVANTE. — V. *Attentat à la pudeur*.

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. (*Matière criminelle, matière militaire, et maritime, modifications, propositions de loi.*) — Proposition de loi relative aux circonstances atténuantes, présentée par MM. Alfred Letellier, Forcioli, Saint-Germain et Pourquery de Boisserin, députés ; 129.

— V. *Postes aux lettres*.

CITATION. — V. *Diffamation, Presse*.

CITOYEN CHARGÉ D'UN MANDAT OU SERVICE PUBLIC. — V. *Diffamation*.

COLONIES. 1. (*Magistrats, discipline.*) — Proposition de loi relative à l'institution d'une commission permanente pour l'examen des questions disciplinaires concernant les magistrats des colonies, présentée par M. Isaac, sénateur ; 172.

2. (*Régime des libérés, infractions, pénalités.*) — Rapport adressé au président de la République par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, suivi d'un décret du 27 février 1893 portant approbation des pénalités prévues à un arrêté du

gouverneur de la Nouvelle-Calédonie ; 78.

— V. *Caisses publiques*.

COMMUNE. 1. (*Autorisation de plaider, décision du conseil de préfecture, délai, jugement du tribunal de simple police, cassation [pourvoi en]*). — Le délai de deux mois dans lequel le conseil de préfecture doit statuer sur la demande d'une commune en autorisation de plaider, et passé lequel la commune est réputée autorisée, court seulement du jour où la requête est arrivée au greffe du conseil, et non du jour de son dépôt à la sous-préfecture ; 16.

2. En conséquence, est non recevable le pourvoi en cassation formé par une commune contre un jugement du tribunal de simple police, lorsque le conseil de préfecture lui a refusé l'autorisation dans le délai ainsi déterminé, alors même que sa décision serait intervenue plus de deux mois après le dépôt de la requête à la sous-préfecture ; 16.

COMPÉTENCE. — V. *Peine*.

COMPÉTENCE CRIMINELLE. 1. (*Attentat à la pudeur, outrage public à la pudeur, fait indivisible*). — Bien qu'un fait impudique puisse, à raison du lieu où il a été commis, être envisagé comme un outrage public à la pudeur, la juridiction correctionnelle est néanmoins incompétente pour en connaître, s'il s'agit d'un fait unique et indivisible constitutif de l'attentat à la pudeur ; 61.

2. (*Faux en écriture de commerce, éditeur, auteur, imprimeur, tirages, falsification de livre, relevés de comptes mensongers, abus de confiance*). — Lorsque des éditeurs, dans l'exécution de contrats stipulant des droits d'auteurs proportionnels, ont, pour augmenter leurs bénéfices en diminuant ceux des auteurs, présenté à ceux-ci des relevés de comptes dissimulant les chiffres réels de tirage des ouvrages publiés par eux et ont mis par des falsifications d'écritures simultanées leur grand livre en concordance avec ces relevés mensongers, et que, d'autre part, l'imprimeur s'est sciemment associé à cette fraude en prêtant aux éditeurs le moyen de dissimulation dont ils ont usé à l'occasion des tirages par lui effectués pour eux, il y a à un fait unique présentant tous les

caractères des crimes de faux et usage de faux en écriture de commerce et qui doit dès lors être déféré à la juridiction criminelle ; 65.

3. Par suite, le juge correctionnel devant lequel ce fait a été renvoyé par une ordonnance du juge d'instruction sous la qualification d'abus de confiance, se déclare à bon droit incompétent pour en connaître ; 65.

4. (*Tribunal de police, ordonnance de renvoi, règlement de juges, renvoi devant le juge d'instruction*). — Lorsque le juge de police, saisi, par une ordonnance de renvoi, d'une infraction paraissant être de sa compétence, a régulièrement constaté que le fait présente le caractère d'un délit dont il ne peut connaître, et s'est, par suite, déclaré incompétent, il y a lieu, pour la Cour de cassation, de tenir l'ordonnance de renvoi pour nulle et de renvoyer l'affaire devant le juge d'instruction ; 44.

— V. *Avortement, Diffamation, Logement des militaires, Offense envers les Chefs d'Etat étrangers, Presse*.

COMPLICITÉ. (*Recel, connaissance de l'origine délictueuse d'objets détournés*). — 2. Celui qui se met en possession de choses qu'il sait avoir été enlevées, détournées ou obtenues à l'aide des faits délictueux, est complice par recel de ces mêmes faits, encore bien qu'il ignorerait que la loi les a qualifiés délits ; 10.

— V. *Contributions indirectes*.

COMPTE. — V. *Abus de confiance, Compétence criminelle*.

CONFISCATION. — V. *Offense envers les chefs d'Etat étrangers, Vins*.

CONSEIL DE DISCIPLINE DES AVOCATS. — V. *Avocat*.

CONSEIL JUDICIAIRE. — V. *Interdiction*.

CONSEIL DE PRÉFECTURE. — V. *Commune*.

CONSENTEMENT A MARIAGE. — V. *Mariage*.

CONTRAVENTION. — V. *Chemin de fer, Octroi*.

CONTRAVENTION POSTALE. — V. *Poste aux lettres*.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. (*Fraudes, amende, complicité, condamnation solidaire, qualification [changement de]*) ; 21.

CORRUPTION DE FONCTIONNAIRE. 1. (*Don reçu, sénateur ou député, fon-*

tionnaire public, opinion émise, vote).
— Le fait, par un fonctionnaire public, de recevoir une somme d'argent pour un acte de sa fonction non sujet à salaire, ne constitue point le crime de concussion puni par l'art. 174, Cod. pén., mais bien le crime de corruption, que réprime l'art. 177, même code : le crime de corruption se distingue du crime de concussion par cette circonstance que le fonctionnaire a reçu un don que le particulier était libre de ne pas lui faire ; 85.

2. Les sénateurs et les députés sont des fonctionnaires publics dans le sens de l'art. 177, Cod. pén., la pensée du législateur ayant été de protéger la société contre les actes de corruption de toute personne ayant mission de participer à la gestion de la chose publique ; 85.

3. La poursuite dirigée contre un membre du Parlement ne peut être considérée comme motivée par les opinions ou les votes qu'il a émis dans l'exercice de son mandat législatif, contrairement à l'art. 13 de la loi du 16 février 1875, lorsqu'elle a pour base les dons ou promesses qu'il a agréés dans le but de faire convertir en loi un projet dont l'une des Chambres était saisie ; 85.

COURS D'APPEL (*Mobilier, conservation, inventaire vérification*). — Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets relativement à la conservation du mobilier des Cours d'appel ; 305.

— V. *Avocat, Organisation judiciaire*.

COUR D'ASSISES 1. (*Assesseur, désignation irrégularité*). — Dans le cas même où la désignation d'un conseiller comme assesseur dans une Cour d'assises, a été irrégulière, en ce que, par exemple, elle a été faite par la Cour d'assises elle-même, et non par le président, l'arrêt de condamnation n'est point nul, si le conseiller ainsi désigné n'a pas concouru à cet arrêt, et s'il n'est ni établi ni allégué qu'il soit intervenu dans les débats ; 236.

2. (*Défense, avoué exerçant près un tribunal du ressort, port de la robe, Algérie*) ; 51.

3. (*Expert, serment, pouvoir, discrétionnaire du Président*). — La disposition de l'art. 269, Cod. instr. crim., d'après laquelle les per-

sonnes entendues en vertu du pouvoir discrétionnaire du président des assises ne prêtent pas serment, s'applique au serment prévu par l'art. 44 du même Code, relatif aux experts, comme à celui de l'art. 317, relatif aux témoins ; 236.

— 4. (*Juré complémentaire, inscription, proclamation, audience publique*). — Lorsque, quatre jurés supplémentaires ayant été tirés au sort, celui dont le nom est sorti le dernier s'est présenté le premier devant la Cour a été inscrit sur la liste, cette inscription se trouve suffisamment justifiée, s'il résulte du procès-verbal qu'elle n'a eu lieu qu'après que la Cour a attendu une demi-heure, sans qu'aucun des trois autres jurés se soit présenté ; 119.

5. La proclamation, comme membre du jury, d'un juré supplémentaire et son inscription sur la liste, étant la suite nécessaire du tirage, doivent avoir lieu, comme lui, en audience publique, à peine de nullité ; 119.

— 6. (*Juré complémentaire, inscription sur la liste des trente jurés, qualité pour concourir aux opérations*). — Il n'est pas prescrit de formalités spéciales pour constater l'absence des jurés complémentaires recherchés en conformité de l'art. 393, Cod. instr. crim., et il ne résulte pas d'irrégularité de ce qu'un de ces jurés ayant fait partie du jury de jugement, aurait été inscrit sur la liste des trente jurés, sans qu'il soit constaté que les autres jurés complémentaires dont les noms précédaient le sien dans l'ordre du tirage, aient été recherchés, et qu'ils n'aient été ni trouvés ni régulièrement cités : l'inscription faite, sur l'appel des jurés complémentaires tirés au sort, de celui qui s'est présenté le premier devant la Cour, est exclusive de tout choix arbitraire ; 236.

7. Tant que la liste des trente jurés de session demeure incomplète, soit par suite de l'admission des premières excuses, soit par l'effet des dispenses nouvelles accordées au moment où de précédentes dispenses prennent fin, les jurés complémentaires, une fois inscrits sur cette liste, ont qualité pour continuer à concourir à toutes les opérations du jury ; 236.

8. (*Moyen d'information ou de défense, cour de cassation, appréciation*). — Il n'appartient pas à la

Cour de cassation de se faire juge, en dehors des dispositions formelles de la loi, de l'utilité des mesures sollicitées comme moyens d'information ou de défense ; 236.

9. (*Procès-verbal, ratures, approbation [défaut d']*). — Le défaut d'approbation régulière des ratures, dans le procès-verbal des débats, n'est une cause de nullité qu'autant qu'il rend incertain l'accomplissement d'une formalité substantielle ; 236.

10. (*Témoin, serment, renouvellement*). — Il n'est pas exigé que le témoin qui a régulièrement prêté serment renouvelle l'accomplissement de cette formalité chaque fois que son intervention aux débats est nécessaire, ni que, dans ce cas, le président avertisse soit le témoin, soit le jury que la déposition est faite sous la foi du serment antérieurement prêté ; 236.

— V. *Presse*.

COUR DE CASSATION. — V. *Cour d'assises*.

CRIMES CONTRE LA SURETÉ DE L'ÉTAT. — V. *Presse*.

DÉCÈS. — V. *Empoisonnement*.

DÉCISION D'OFFICE. — V. *Jugement par défaut*.

DÉCLARATION FAUSSE. — V. *Vins*.

DÉFENSE. — V. *Cour d'assises*.

DÉMENCE. — V. *Diffamation*.

DÉNONCIATEUR. 1. (*Possession des preuves ou indices du crime ou délit, connaissance des auteurs ou complices, refus de déposer devant le juge d'instruction, peine*). — Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Monis et plusieurs de ses collègues, ayant pour but de compléter l'article 80 du code d'instruction criminelle, par M. Eugène Guérin, sénateur., 212.

2. Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat, ayant pour but de compléter l'article 80 du code d'instruction criminelle, par M. Cambe, député., 220.

DÉPUTÉ. — V. *Corruption de fonctionnaire, Diffamation*.

DESTRUCTION. — V. *Presse*.

— D'ANIMAUX. — V. *Chasse*.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. — V. *Peine*.

DIFFAMATION. 1. (*Appréciation de doctrines, personnes non déterminées*). — Les appréciations, même violentes, qu'un écrit renferme au sujet de certaines opinions philosophiques, sociales ou religieuses (telles, par

exemple, que celles attribuées à l'^a Franc-Maçonnerie), n'ont pas le caractère de diffamation, lorsque, d'une part, elles n'excèdent pas le droit de libre discussion, et que, d'autre part, il ne s'y trouve ni allégations ni imputations à l'adresse de personnes déterminées ; 63, 190.

2. (*Chasse, capture d'un lièvre pris au collet, imputation non diffamatoire*). — Le fait par un individu de ramasser, sur un terrain dont le droit de chasse lui appartient, un lièvre pris au collet, sans qu'il soit allégué que ce collet ait été tendu par lui, n'ayant pas un caractère délictueux, l'imputation de ce fait par un tiers qui déclare en avoir été témoin, n'est pas de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de celui qui l'aurait commis, et ne constitue pas, dès lors, une diffamation ; 191.

3. (*Citoyen chargé d'un mandat ou service public membre ou ordonnateur d'une commission administrative d'hospice, maire, compétence*). — La qualité de citoyen chargé d'un mandat ou d'un service public rendant justiciables de la Cour d'assises les imputations diffamatoires dirigées contre celui qui en est investi, n'appartient ni à un membre d'une commission administrative d'hospice ;... ni à un ordonnateur d'une semblable commission. 193.

4. Ne sont pas non plus de la compétence de la Cour d'assises les imputations diffamatoires dirigées contre un maire, président de droit de la commission administrative de l'hospice, s'il n'est pas établi que ces imputations se rapportent à des actes accomplis par lui en cette double qualité, et si d'ailleurs les faits auxquels elles se rapportent sont postérieurs à l'époque où il a cessé ses fonctions de maire. 193.

5. (*Citation, propos tenus, lieu, indication [défaut d'indication]*). — La citation en diffamation n'est pas nulle, bien qu'elle ne contienne pas l'indication du lieu où auraient été tenus les propos incriminés, si elle fait connaître le jour et l'heure où ils auraient été proférés ; 195.

6. (*Député, imputation de démence, article de journal, [défaut d'intention de nuire]*). — Dire d'un député, dans un article de journal faisant connaître un incident qui s'était produit la veille à la Chambre, que ce député

« ne jouit certainement pas de toutes ses facultés », ce n'est pas commettre envers celui-ci le délit de diffamation, alors, d'une part, qu'il n'est pas établi que cet article relatant d'une façon scrupuleusement exacte les faits qui se sont passés, ait porté atteinte à l'honneur ou à la considération du député qu'il concerne, et que, d'autre part, écrit dans l'unique but de satisfaire la curiosité des lecteurs du journal, il n'a pas été publié avec l'intention de nuire à ce député ; 125.

— V. *Presse*.

DISCIPLINE. — V. *Colonies*.

DOCTRINE (APPRECIATION DE). — V. *Diffamation*.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. — V. *Partie civile*.

DON. — V. *Corruption de fonctionnaire*, *Entrave à la liberté des enchères*.

E

ÉDITEUR. — V. *Compétence criminelle*.

ELECTIONS (*Outrage aux bonnes mœurs, incapacité*). — L'incapacité électorale dont l'art. 15, § 6, du décret du 2 février 1852 frappe les individus qui ont été condamnés pour outrage aux bonnes mœurs, continue d'être la conséquence de ce délit, malgré l'abrogation de l'art. 8 de la loi du 17 mai 1819 visé par la loi précitée, qu'a édictée la loi du 29 juillet 1881, cette dernière loi ayant maintenu, par son art. 28, le délit d'outrage aux bonnes mœurs avec tous ses éléments ; 57.

ÉLÈVES DE PENSIONNAT FRANÇAIS. — V. *Etranger*.

EMPOISONNEMENT. (*Substance nuisible à la santé, ingestion, volontaire, décès*). — Il n'y a ni crime d'empoisonnement, ni autre crime, dans le fait d'avoir volontairement administré une substance nuisible à la santé (telle que des graines d'euphorbe) à une personne qui est décédée peu de jours après, alors, d'une part, que l'auteur du fait affirme n'avoir pas voulu donner la mort à cette personne, et, d'autre part, qu'il n'est pas établi que le décès de celle-ci ait été occasionné par l'ingestion de cette substance : un tel fait ne présente que le caractère de délit, et, par suite le tribunal correctionnel est compétent pour en connaître ; 223.

EMPRISONNEMENT INDIVIDUEL. — V. *Peine, Prisons*.

ENFANT CONÇU. — V. *Avortement*.

ENTRAVE A LA LIBERTÉ DES ENCHÈRES. — (*Dons ou promesses pour écarter les enchérisseurs, adjudications volontaires, surenchère, préjudice, créanciers*). — Les dispositions de l'art. 412, Cod. pén., punissant ceux qui, par dons ou promesses, écartent les enchérisseurs avant ou pendant les adjudications, sont générales et comprennent toutes les espèces d'adjudication, qu'elles soient forcées ou volontaires, et qu'elles aient lieu sur surenchère ou autrement ; 277.

Il importe peu aussi, pour l'application de cet article, que les enchérisseurs soient écartés des adjudications au préjudice des propriétaires des immeubles mis en vente ou au préjudice des créanciers inscrits sur ces immeubles ; 277.

ESCROQUERIE. 1. (*Espérance chimérique, bénéfice immoral, prostitution*). — La remise d'une somme d'argent obtenue à l'aide de manœuvres frauduleuses pratiquées dans le but de faire naître l'espérance d'un événement chimérique, constitue le délit d'escroquerie, alors même que l'espérance ainsi provoquée serait contraire aux bonnes mœurs, comme celle, par exemple, de tirer profit de la prostitution d'une femme ; 71.

2. (*Mari, marchandise commandée pour le compte de la femme, manœuvre frauduleuse, intention coupable*). — Le fait par un mari d'avoir commandé pour le compte de sa femme, dont la solvabilité était connue de l'expéditeur, et de lui faire livrer une marchandise dont il savait que la livraison ne lui aurait pas été faite à lui-même, s'il l'avait demandée pour son propre compte, à raison de son insolvabilité, ne suffit pas à lui seul et alors qu'il n'est pas établi que le mari ait par là causé ou voulu causer de mauvaise foi préjudice à autrui, pour constituer une manœuvre frauduleuse formant un élément du délit d'escroquerie ; 265.

3. (*Société d'un journal, administrateurs, éloge exagéré des titres, acheteurs, connaissance*). — Le fait, par des membres du conseil d'administration de la société d'un journal, de faire dans ce journal un éloge,

même démesuré, des titres de cette société, et de la représenter comme un placement de tout repos, ne constitue point non plus, vis-à-vis des acheteurs de ces titres, une manœuvre frauduleuse formant un élément du délit d'escroquerie, alors surtout que les acheteurs ont pu, avant leur opération, en peser, en toute connaissance de cause, les chances de succès ; 267.

— V. *Abus de confiance*.

ETAT-CIVIL. *Tables décennales, dépense*. — Circulaire adressée par le ministre de l'intérieur aux préfets au sujet des tables décennales de l'état-civil ; 306.

ETRANGER. 1. (*Déclaration de résidence, élèves placés dans un pensionnat français*). — La disposition de l'art. 1^{er} du décret du 2 octobre 1888 obligeant à une déclaration de résidence l'étranger qui veut fixer sa résidence en France, n'est pas applicable à des élèves placés, à titre temporaire, par leurs parents ou leurs tuteurs, dans un pensionnat français ; 241.

2. (*Séjour en France, certificat d'immatriculation, infractions, pénalités, loi*). — Loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national ; 210.

— V. *Nationalité*.

EXPERT. — V. *Cour d'assises*.

F

FACTURE. — V. *Poste aux lettres*.

FALSIFICATION. — V. *Vente de substances alimentaires, Vins*.

FAUX EN ÉCRITURE DE COMMERCE. — V. *Compétence criminelle*.

FILOUTERIE. — V. *Abus de confiance*.

FONCTIONNAIRE ADMINISTRATIF. — V. *Prescription criminelle*.

FRAUDE. — V. *Contributions indirectes, Vins*.

G

GÉRANT. — V. *Presse*.

GIBIER MORT. — V. *Chasse*.

GREFFIER. — V. *Appel correctionnel*.

H

HABITS SACERDOTAUX. — V. *Port illégal de costume*.

HEURT. — V. *Bicycliste*.

HÔPITAL (DIRECTEUR D') V. *Témoign.*

HOSPICE (ADMINISTRATEUR D'). — V. *Diffamation*.

I

IMPRIMEUR. — V. *Compétence criminelle, Presse*.

INCENDIE. V. *Presse*.

INCOMPÉTENCE. — V. *Appel correctionnel, Règlement de juges*.

INDIGENCE. — V. *Mariage*.

INSERTION DANS LES JOURNAUX. — V. *Chemin de fer*.

INSTRUCTION CRIMINELLE. 1. (*Citation, remise de la copie, rapports de la personne à laquelle la copie a été remise avec le défendeur*). — Le défaut d'indication, dans une citation en police correctionnelle, des rapports de la personne à laquelle la copie a été remise avec le défendeur, est-il une cause de nullité de l'exploit ? Non résolu ; 194.

2. (*Procureur général, réception des pièces, notifications à l'inculpé, communication, secret de la procédure*). — La procédure devant rester secrète jusqu'au moment de l'interrogatoire de l'accusé par le président de la Cour d'assises, le procureur général ne saurait être tenu de faire connaître à l'inculpé le jour où il a reçu les pièces de la procédure, en conformité de l'art. 133 ou de l'art. 135, Cod. instr. crim., non plus que de les lui communiquer ; la faculté accordée à l'inculpé par l'art. 217 du même Code de fournir, pendant les cinq jours de la réception des pièces par le procureur général, les mémoires qu'il estimera convenable, n'implique point pour ce magistrat une semblable obligation ; 39.

INTENTION DE NUIRE. — V. *Diffamation, Escroquerie, Port illégal de costume*.

INTERDICTION. — *Conseil judiciaire, publicité du jugement ou arrêt, mention sur un registre du greffe, procureur de la République surveillance*. — Rapport adressé au Président de la République par le garde des sceaux, ministre de la justice, et décret du 9 mai 1893, rendu en exécution de l'article 4 de la loi du 16 mars 1893, relative à la publicité à donner aux décisions prononçant une interdiction ou nommant un conseil judiciaire ; 108.

INTERVENTION. — V. *Appel correctionnel, Poste aux lettres*.

J

JOURNAL. — V. *Diffamation, Presse*

— (SOCIÉTÉ DE) — V. *Escroquerie*.
JUGE D'INSTRUCTION. — V. *Avocat*,
Compétence criminelle.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — (*Prévenu*,
opposition, *appel de la cause à une*
audience convenue, *déchéance*, *dé-*
cision d'office ; 72.

— V. *Presse*, *Réhabilitation*.

JURÉS COMPLÉMENTAIRES. — V.
Cours d'assises.

L

LAPINS. — V. *Chasse*.

LÉGISLATION BELGE. — V. *Mariage*.

LIBÉRÉS (RÉGIMES DES). — V. *Co-*
lonies.

LIBERTÉ PROVISOIRE. — V. *Offense*
envers les Chefs d'Etat *Organisation*
judiciaire.

LICENCE. — V. *Cartes à jouer*.

LIEU. — V. *Diffamation*.

LIEVRE (CAPTURE DE). — V. *Diffa-*
mation.

LIVRE (FALSIFICATION DE). — V.
Compétence criminelle.

LOGEMENT DES MILITAIRES — 1.

(*Chef de gare de chemin de fer*. —
Les chefs des gares de chemins de
fer ne sont point dispensés du loge-
ment des militaires, dans l'établisse-
ment duquel les municipalités ne
doivent, aux termes de l'art. 12, titre
3, de la loi du 3 juillet 1877, faire au-
cune distinction de personnes, quel-
les que soient leurs fonctions ou
qualités ; à ce logement, qui est une
charge personnelle à chaque habi-
tant, ne s'applique pas l'art. 34 de
la même loi, portant que les com-
munes ne peuvent comprendre dans
la répartition des prestations qu'el-
les sont requises de fournir, aucun
objet appartenant aux compagnies de
chemins de fer ; 123.

2. (*Refus, répression, amende*,
quotité, compétence, tribunal de
simple police). — L'art. 471, n° 15,
Cod. pén., est appliqué à tort au
fait d'avoir refusé de loger des mi-
litaires, munis d'un billet de loge-
ment, ce fait étant puni par l'art 21
de la loi du 3 juillet 1877 ; 123.

3. Mais l'amende de 1 franc pro-
noncée en pareil cas par le tribunal
de simple police, se trouve néanmoins
justifiée, à raison du défaut de fixa-
tion, par l'art. 21 précité, du mini-
mum de l'amende qu'il édicte, mi-
nimum qui est nécessairement celui
des peines de police, c'est-à-dire de
1 franc ; 123.

4. Cette amende, qui peut être
portée au double de la valeur de la
prestation requise, est compétem-
ment appliquée par le tribunal de simple
police, bien que la valeur de la pre-
station requise, ne soit pas déterminée
par le jugement, alors qu'il résulte
des documents de la cause et du dé-
cret du 2 août 1877, que cette va-
leur, même portée au double, ne
peut être élevée à 15 francs ; 123.

M

MAGISTRATS. — V. *Colonies*, *Pres-*
cription criminelle.

MAIRE. — V. *Diffamation*.

MAISON D'ARRÊT. — V. *Prisons*.

— DE CORRECTION. — V. *Prisons*.

— DE JUSTICE. — V. *Prisons*.

MANDAT. — V. *abus de confiance*.

MANDAT D'AMENER. — V. *Peine*.

— D'ARRÊT. — V. *Peine*.

— DE DÉPÔT. — V. *Peine*.

MANDAT ÉLECTIF. — V. *Prescrip-*
tion criminelle.

MARIAGE. 1. (*Législation belge*,
publication, célébration) ; 17.

2. — (*Indigence, acte de consente-*
ment, autorité compétente) ; 17.

MARQUE. — V. *Vente de substances*
alimentaires.

MÉDECINE. — (*Art. dentaire, pro-*
fession de sage-femme, conditions
d'exercice, pénalités). — Loi du 30
novembre 1892, sur l'exercice de la
médecine ; 27,54.

MEURTRE. — V. *Presse*.

MILITAIRE. — V. *Presse*.

MINISTÈRE PUBLIC. — V. *Poste aux*
lettres.

MISE EN CAUSE. — V. *Presse*.

MONNAIE. — V. *Abus de confiance*.

MOTIFS D'ARRÊT. — V. *Outrage*
aux bonnes mœurs.

N

NATIONALITÉ. — (*Français, étran-*
ger, déclaration, enregistrement au
ministère de la justice, refus, noti-
fication formalités, loi). — Loi du
22 juillet 1893 portant modification
de l'article 8, paragraphe 3, et de
l'article 9 du code civil relativement
aux déclarations effectuées en vue
d'acquiescer ou de décliner la na-
tionalité française ; 211.

— V. *Avortement*.

NOUMÉA. — V. *Organisation judi-*
ciaire.

NOUVELLE-CALÉDONIE. — V. *Orga-*
nisation judiciaire.

O

OCTROI. (*Procès-verbal, contravention, désignation précise*). — Doit être annulé le procès-verbal d'employés d'octroi dont les termes vagues et ambigus permettent difficilement d'apprécier quelle est la nature de la contravention que l'administration de l'octroi entend poursuivre; les énonciations du procès-verbal à cet égard doivent, pour satisfaire au vœu de la loi, être précises et non équivoques; 230.

OFFENSE ENVERS LES CHEFS D'ÉTAT ÉTRANGERS. (*Outrage envers les ambassadeurs et autres agents diplomatiques, compétence correctionnelle, saisie, confiscation, suppression ou destruction des écrits, imprimés, placards ou affiches, arrestation préventive, mise en liberté provisoire, mainlevée de saisie, ordonnance du juge d'instruction, opposition, poursuite mode*). — Projet de loi portant modification des art. 45, 47, 49 et 60 de la loi du 29 juillet 1881, sur la presse, présentée au nom de M. Carnot, Président de la République française, par M. Léon Bourgeois, garde des sceaux, ministre de la justice, et par M. Ribot, président du conseil, ministre de l'intérieur; 127.

OPPOSITION. — V. *Jugement par défaut, offense envers les chefs d'Etat étrangers, presse*.

ORDONNANCE DE RENVOI. — V. *Compétence criminelle, règlement de juges*.

ORGANISATION JUDICIAIRE (*Nouvelle-Calédonie, Nouméa, Cour d'appel, Cour criminelle, président, attributions, cassation, renvoi, procureur général, substitut, procureur de la République attributions, liberté provisoire*). — Rapport adressé au Président de la République par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, suivi d'un décret du 15 novembre 1893 portant modifications à l'organisation du service judiciaire en Nouvelle-Calédonie; 244.

OUTRAGE ENVERS LES AMBASSADEURS. — V. *Offense envers les chefs d'Etat étrangers*.

OUTRAGE AUX BONNES MŒURS (*Détails obscènes, arrêt, passages incriminés, omission, motifs, insuffisance*). — L'arrêt qui prononce une condamnation pour délit d'outrage aux bonnes mœurs commis par la voie de la presse, ne peut se borner à déclarer

que les articles incriminés sont obscènes, en raison tant des sujets traités, (Mariage blanc, l'Amant de sa fille) que des détails qui en accentuent le caractère malsain, sans indiquer les passages de ces articles qui présenteraient le caractère d'obscénité; de telles énonciations étant insuffisantes pour permettre à la Cour de cassation de reconnaître si les faits poursuivis ont été légalement qualifiés; 13.

— V. *Elections*.

OUTRAGE PUBLIC A LA PUDEUR. — V. *Compétence criminelle*.

P

PARTIE CIVILE. — (*Relaxe du prévenu, dommages-intérêts*): 280.

— V. *Appel correctionnel, Poste aux lettres*.

PÊCHE FLUVIALE. (*Recherche du poisson, visite, refus*). — Si, en temps prohibé, la recherche du poisson peut-être faite dans les lieux ouverts au public, ce droit de recherche ne peut-être transformé en un droit de visite. En conséquence, ne constitue pas un délit le refus de laisser visiter un panier par un garde-pêche qui croyait y saisir du poisson pêché en temps prohibé; 183.

PEINE. 1. (*Atténuation aggravation, application de la loi du 26 mars 1891*). — Rapport présenté au garde des sceaux, sur l'application de la loi du 26 mars 1891, par le conseiller d'Etat, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice et des cultes; 261.

2. (*Atténuation, aggravation, loi du 26 mars 1891*). — Commentaire de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines; 33.

3. (*Durée, jour à quo, détention préventive, imputation*). — Loi du 15 novembre 1892 imputant la détention préventive sur la durée des peines prononcées; 26.

4. (*Durée détention préventive, imputation*). — Circulaire adressée, le 22 mars 1893, par le procureur général près la Cour d'appel d'Aix aux procureurs de la République du ressort de cette Cour, relativement à l'application de la loi du 15 novembre 1892 sur l'imputation de la détention préventive; 99.

5. (*Durée, détention préventive, imputation, jour à quo, arrestation, mandat d'amener, mandat de dépôt ou d'arrêt*). — La détention préven-

tive qui doit, aux termes de l'art. 24, Cod. pén., modifié par la loi du 15 novembre 1892, être déduite de la durée de la peine prononcée, commence, non au jour où le condamné a été arrêté en vertu d'un mandat d'amener, mais au moment où il a été décerné contre lui un mandat de dépôt ou d'arrêt en vertu duquel il a été incarcéré ; 228 ;

6. (*Durée, détention préventive, imputation, flagrant délit, arrestation*). — Décide également que la détention préventive qu'il y a lieu de déduire de la durée de la peine prononcée, a pour point de départ, en cas de flagrant délit, non le jour où le condamné a été arrêté, mais celui où il a été incarcéré à la maison d'arrêt ; 38, 89.

7. (*Durée, détention préventive, imputation, appel, arrêt confirmatif*). — Pour que la détention préventive soit « intégralement » déduite de la peine prononcée, selon le vœu de l'art. 24, § 1^{er}, Cod. pén., il faut que la déduction s'applique non seulement à la détention préventive qui a précédé la condamnation, mais encore à celle qui se place entre la condamnation prononcée et la condamnation devenue irrévocable : à quelque époque qu'ait lieu la détention préventive subie par celui qui échoue dans son recours, elle doit être imputée sur la peine, par cela seul que le jugement n'exclut pas expressément cette imputation ; 117.

8. (*Durée, détention préventive, imputation, arrestation pour plusieurs faits, condamnation sur un seul chef*). — Lorsque la détention préventive a été subie à l'occasion de plusieurs faits distincts, et qu'un seul de ces faits a donné lieu à condamnation, la durée entière de la détention est imputable sur la peine prononcée ; 152.

9. Spécialement, quand un inculpé, incarcéré à raison de deux crimes différents (incendie et vol), a été acquitté pour l'un d'eux et condamné plus tard pour l'autre, sa peine doit être réduite de toute la durée de la détention préventive qu'il a subie, en y comprenant même celle antérieure au verdict d'acquiescement ; 152.

10. (*Durée, détention préventive, imputation, appel du prévenu seul*). — Dans le silence du jugement de condamnation, la détention préven-

tive tout entière, tant celle qui est postérieure que celle qui est antérieure au jugement, doit être imputée sur la durée de la peine, et le bénéfice de cette imputation ne peut légitimement être enlevé au prévenu, sur son propre appel et à défaut d'appel du ministère public ; 187.

11. Jugé aussi que l'arrêt qui, sur l'appel interjeté par le prévenu seul d'un jugement prononçant la peine d'emprisonnement contre lui, ordonne que la détention préventive ne sera pas imputée sur la durée de la peine, viole par là la règle qui s'oppose à ce que le sort d'un prévenu puisse être aggravé sur son seul recours, et il encourt dès lors la cassation ; 62.

12. (*Durée, détention préventive, en cellule, imputation*). — Il n'y a pas lieu d'imputer intégralement, par application de l'art. 24, Cod. pén. modifié, sur la durée de la peine prononcée, la détention subie sous le régime de l'emprisonnement individuel : la disposition de l'art. 4 de la loi du 5 juin 1875 portant que la réduction du quart qu'il prononce ne profitera qu'aux condamnés ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement, ne permet point d'opérer cette réduction sur la durée de la détention cellulaire des prévenus ; 113.

13. Jugé en sens contraire que l'imputation de la détention préventive sur la durée de la peine prononcée doit avoir lieu même lorsque cette détention a été subie en cellule ; et que la réduction d'un quart à laquelle l'art. 4 de la loi du 5 juin 1875 soumet la durée de la peine à l'égard des condamnés ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement, s'opère également sur la durée de la détention préventive en faveur des prévenus qui ont aussi subi cette détention en cellule pendant trois mois consécutifs ; 185.

14. (*Durée, emprisonnement individuel, requête à fin de déduction du quart, timbre*). — La requête présentée à la chambre du conseil par un condamné subissant sa peine sous le régime de l'emprisonnement individuel, à fin de déduction du quart de la durée de la peine sur la durée de la détention préventive, est dispensée de la formalité du timbre ; 113.

15. (*Exécution, difficulté contentieuse, compétence*). — Lorsque,

dans l'exécution de la peine, il s'élève quelque difficulté ayant un caractère contentieux, c'est à l'autorité judiciaire et non à l'autorité administrative, qu'il appartient d'en connaître, et ce sont les juges saisis du principal qui doivent statuer en pareil cas; 113.

— V. Appel correctionnel. Colonies, Dénonciateur, Médecine, Réhabilitation.

PERMIS DE CHASSE. — V. Chasse. PHARMACIE. *Exercice illégal, produit destiné à combattre l'alcoolisme, action thérapeutique*. — Pour être qualifié médicament, un produit n'a pas besoin de s'adresser à une maladie déterminée; il suffit, qu'il ait une action thérapeutique sur l'organisme. Eu conséquence, il y a exercice illégal de la pharmacie de la part de l'individu non pharmacien qui fabrique et met en vente un produit dont le caractère, bien qu'il soit seulement destiné à combattre l'ivrognerie de l'alcoolisme, est celui d'une préparation pharmaceutique; 17.

PILLAGE. — V. Presse.

PLACARDS. — V. Offense envers les chefs d'Etat étrangers.

PLATRAGE. — V. Vins.

POISSON (RECHERCHE DU). — V. Pêche fluviale.

POLICE JUDICIAIRE. (*Commissaires spéciaux de police, juridiction*). — Rapport adressé au président de la République par le ministre de l'intérieur et le garde des sceaux, ministre de la justice, suivi d'un décret du 23 décembre 1893, relatif à la juridiction des commissaires spéciaux de police; 307.

PORT ILLÉGAL DE COSTUME. *Habits sacerdotaux, intention, cavalcade de personnages travestis*. — Il n'y a pas port illégal du costume ecclésiastique de la part de celui qui a pris place, revêtu de ce costume, dans une cavalcade de personnages travestis, s'il est reconnu qu'il n'a pas eu l'intention de se faire passer pour un prêtre; 272.

POSTE AUX LETTRES. 1. (*Acte d'adhésion à une société d'assurances, envoi comme papier d'affaires, correspondance*). — L'acte d'adhésion à une société d'assurances mutuelles par lequel celui qui le souscrit exprime simplement le désir de devenir membre de la société et ne forme qu'une demande sur laquelle est appelé à statuer le conseil d'administration, qui a la fa-

culté de l'admettre ou de la rejeter, ne peut, comme ayant le caractère d'une correspondance, circuler par la poste au tarif réduit des papiers d'affaires; 46.

2. Et cela, encore bien que l'acte d'adhésion ait été adressé par le signataire, non point au siège de la société, mais à un agent de celle-ci établi dans une autre localité, alors que le siège social était le véritable destinataire; 46.

3. Jugé encore qu'il en est ainsi, quoique, d'après une disposition des statuts de la société, l'adhésion, même venant à être rejetée, produise ses effets à partir du jour où elle a été signée jusqu'au moment de la notification du rejet, les avantages immédiats que l'acte d'adhésion confère par là à l'adhérent ne modifiant point son caractère essentiel d'offre ou proposition; 46.

4. (*Administration des postes, partie civile, ministère public, avoué*).

— Dans les poursuites tendant à la répression des contraventions postales, le ministère public représente de plein droit l'administration des Postes, réputé légalement partie civile; en conséquence, cette administration n'a pas besoin, pour établir sa qualité de partie civile, de recourir au ministère d'un avoué; 91.

5. (*Appel du procureur général, intervention*). — Lorsque l'administration des Postes a été représentée en première instance par le procureur de la République, l'appel du procureur général a pour effet de maintenir cette situation devant les juges du second degré, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à une intervention, qui serait d'ailleurs non recevable, comme violant l'art. 67, Cod. instr. crim., et la règle des deux degrés de juridiction; 91.

6. (*Contraventions postales, circonstances atténuantes*). — L'art. 463, Cod. pén., relatif aux circonstances atténuantes, est inapplicable aux contraventions postales, et les peines dont ces contraventions sont passibles ne peuvent être modérées que par application de l'art. 8 du décret du 24 août 1848; 91.

7. (*Facture, mention « valeur à présentation », envoi au tarif réduit*). — La mention « valeur à présentation » n'est pas au nombre de celles que l'arrêté ministériel du 20 janvier

1885 permet d'insérer dans les factures expédiées au tarif réduit des papiers d'affaires ; en conséquence, cette insertion constitue la contravention prévue par l'art. 9 de la loi du 25 juin 1859 ; 9.

PRESCRIPTION CRIMINELLE. (*Personnes investis d'un mandat électif, magistrats, fonctionnaires administratifs, directeurs et administrateurs de sociétés financières ou d'exploitation, concessionnaire des travaux de l'état jour, a quo*) ; 249.

PRESSE. 1. (*Citation formalités, augmentation de la demande.*) — Les dispositions du Code de procédure civile relatives aux formalités des exploits en matière civile ne sont pas applicables aux citations en matière correctionnelle ; ces citations ne sont soumises, en général, qu'aux règles prescrites par les art. 182, 183, et 184, Cod. instr. crim., et, en matière de poursuites pour délits de presse, qu'à celles établies par l'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881 ; 198.

2. Spécialement, en matière de presse, lorsque les faits à raison desquels un prévenu est traduit devant le tribunal correctionnel sont exclusivement ceux qui ont été visés dans la citation de la partie civile, rien ne s'oppose à ce que celle-ci, tout en maintenant sa demande, sans en modifier ni la nature, ni le caractère, en élève le chiffre, surtout en raison du préjudice que le prévenu lui aurait causé depuis la citation ; 198.

3. (*Crimes et délits, compétence, cour d'assises, tribunaux correctionnels, tribunaux de simple police, poursuites (mode de) loi nouvelle.*) — Loi du 16 mars 1893, portant modification des articles 45, 47 et 60, de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse ; 76.

4. (*Diffamation, journal, gérant, imprimeur, responsabilité pénale*) ; 242.

5. (*Journal, gérant, domicile.*) — Le gérant d'un journal est réputé, tout au moins vis-à-vis des tiers, avoir son domicile dans le bureau du journal pour tous les actes de procédure relatifs aux publications dont il est légalement responsable. — Par suite, la citation donnée au gérant à raison d'articles diffamatoires insérés dans le journal, est valablement signifiée au bureau de ce journal ; 196.

6. *Journal réponse (droit de), restriction, journaliste appréciation tiers, mis en cause.* — Le droit accordé par loi à toute personne nommée ou seulement désignée dans un journal d'y faire insérer une réponse, n'est soumis qu'à cette double restriction : que la réponse ne soit contraire ni aux lois, ni aux bonnes mœurs, et qu'elle ne porte atteinte ni à l'intérêt des tiers, ni à l'honneur du journaliste ; 198.

7. Le journaliste à qui la réponse est adressée, à la suite de la publication par lui de l'article qui l'a motivée, ne peut se constituer juge de l'utilité ou de la nécessité de cette réponse dans l'intérêt de son auteur ; 198.

8. Un journaliste nommé ou désigné dans un article de journal a lui-même la faculté d'y faire insérer une réponse ; 198.

9. Si, pour rétablir la vérité, à son point de vue, la personne qu'a nommée ou désignée un journal, s'est trouvée amenée dans sa réponse à mettre en cause, quoiqu'indirectement, un tiers, celui-ci doit être admis à faire insérer, à son tour, sa réponse dans ce journal ; 198.

10. (*Jugement par défaut, opposition du prévenu, citation nouvelle par le ministère public, forme.*) — La nouvelle citation que le ministère fait donner au prévenu après l'opposition formée par celui-ci au jugement correctionnel qui l'a condamné par défaut, n'ayant que la valeur d'un avenir à comparaître à l'audience, n'est pas soumise, en matière de délit de presse, aux formalités prescrites par l'art. 50 de la loi du 29 juillet 1881, alors d'ailleurs qu'elle se réfère à la citation introductive d'instance, qui a repris toute sa force à partir de l'opposition ; 233.

11. (*Provocation, vol, meurtre, pillage, incendie, destruction, crimes contre la sûreté extérieure et la sûreté intérieure de l'état, militaires, saisie des écrits, arrestation préventive.*) — Projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des députés, portant modification des articles 24, paragraphe 1^{er}, 25 et 49 de la loi du 29 juillet 1891 (Presse), présenté au nom de M. Carnot, Président de la Répu-

blique française, par M. Léon Bourgeois, garde des sceaux, ministre de la justice, et par M. Ribot, président du conseil, ministre de l'intérieur ; 111.

12. (*Qualification légale, vérification de l'écrit, cassation*). — Si, d'une manière générale, les décisions des Cours d'appel sur le fait sont souveraines, le contrôle de la Cour de cassation sur le point de droit s'étend, en ce qui touche les délits de presse, à l'interprétation des écrits incriminés et comprend le droit d'en vérifier le sens et la portée et d'apprécier quelle qualification légale leur appartient ; 63.

PRÊTRE INTERDIT. — V. *Attentat à la pudeur*.

PRISONS. (*Maisons d'arrêt, de justice ou de correction, départements (charges des, déclassements, prisons interdépartementales, emprisonnement individuel, chantiers pénitentiaires*). — Loi du 1^{er} février 1893, relative à la réforme des prisons pour courtes peines ; 54.

— V. *Appel correctionnel*.

PROCURATEUR GÉNÉRAL. — V. *Instruction criminelle, Organisation judiciaire, Poste aux lettres*.

PROCURATEUR DE LA RÉPUBLIQUE. — V. *Interdiction*.

PROSTITUTION. — V. *Escroquerie*.

PROVOCATION. — V. *Caisse publique, Presse*.

Q

QUALIFICATION. — V. *Appel correctionnel, Contributions indirectes, Presse*.

QUALITÉ. — V. *Cour d'assises*.

R

RATÉRES. — V. *Cour d'assises*.

RECCEL. — V. *Complicité*.

RÉGIMENTS. — 1. (*Régation, application de la loi du 27 mai 1875*). — Rapport sur l'application de la loi de rélegation pendant l'année 1891, présenté au garde des sceaux, ministre de la justice, le 4 juillet 1892 ; 157.

2. (*Régation, relèvement, de, vande, décision*). Rapport présenté au Président de la République par le ministre de la marine et des colonies relativement au relèvement de la rélegation et décret conforme du 9 juillet 1892 ; 80.

REFUS DE DÉPOSER. — V. *Dénonciateur*.

REGISTRE DU GREFFÉ. — V. *Interdiction*.

RÈGLEMENT DE Juges. (*Ordonnance de renvoi, arrêt correctionnel, déclaration d'incompétence*). — En présence d'une ordonnance renvoyant les prévenus devant la juridiction correctionnelle et d'un arrêt déclarant cette juridiction incompétente pour connaître de la prévention, décisions toutes deux définitives et contradictoires entre elles, il y a lieu à règlement de juges ; 65.

— V. *Compétence criminelle*.

RÈGLEMENT DE POLICE. (*Arrêté individuel, notification, remise de copie, caractère obligatoire*). — Pour que les arrêtés des maires pris contre des personnes déterminées soient obligatoires sous la sanction des peines édictées par l'art. 471, § 15, Code pénal, il ne suffit pas que ces arrêtés aient été portés verbalement à la connaissance des intéressés ; ils doivent leur avoir été notifiés avec remise d'une copie, et à défaut d'accomplissement de cette formalité, les infractions à de semblables arrêtés ne peuvent être poursuivies ; 121.

RÉHABILITATION. 1. (*Peine subie, condamnation par défaut*). La disposition de l'art. 619, cod. instr. crim., aux termes de laquelle le condamné à une peine afflictive ou infamante ou à une peine correctionnelle doit, pour pouvoir être réhabilité, avoir subi sa peine ou obtenu des lettres de grâce, est absolue et ne comporte aucune distinction entre l'individu condamné contradictoirement et celui qui est condamné par défaut : ce dernier s'étant soustrait à l'exécution de sa peine ne saurait être admis à la réhabilitation ; 273.

2. La dispense que l'art. 623, Cod. instr. crim. modifie par la loi du 14 août 1885, accorde au condamné de justifier de l'acquiescement des peines pécuniaires, ne s'étend pas aux peines corporelles ; 273.

RÉLEGATION. — V. *Résidiviste*.

REMISE DE COPIE. — V. *Instruction criminelle, Règlement de police*.

RÉPONSE (DROIT DE). — V. *Presse*.

REQUÊTE. — V. *Peine*.

RÉSIDENCE (DÉCLARATION DE). — V. *Etranger*.

RESPONSABILITÉ PÉNALE. — V. *Presse*.

ROBE (PORT DE LA). — V. *Cour d'assises*.

S

SAGE-FEMME. — V. *Médecine*.

SAISIE. — V. *Offense envers les chefs d'Etat étrangers, Presse*.

SECRÉT DE LA PROCÉDURE. — V. *Instruction criminelle*.

SECRÉT PROFESSIONNEL. — V. *Témoin*.

SEJOUR EN FRANCE. — V. *Etranger*.

SÉNATEUR. — V. *Corruption de fonctionnaire*.

SERMENT. — V. *Cour d'assises*.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE (ADMINISTRATEUR DE). — V. *Prescription criminelle*.

SUBSTANCE NUISIBLE. — V. *Empoisonnement*.

SURENCHÈRE. — V. *Entrave à la liberté des enchères*.

T

TÉMOIN 1. (*Secret professionnel, directeur d'hôpital*). — Si un directeur d'hôpital peut être tenu d'observer le secret dans les cas qui intéressent la sécurité des malades et l'honneur des familles, il ne lui suffit pas, pour refuser de déposer comme témoin, d'alléguer qu'il a connu, dans l'exercice de ses fonctions, le fait sur lequel on l'interroge; 88.

2. Spécialement le directeur des hôpitaux d'une ville, dans lesquels on traite diverses maladies, ne peut invoquer le secret professionnel pour refuser de répondre au juge d'instruction qui lui demande si un prévenu a été reçu dans un de ces hôpitaux, quel jour il y est entré et quel jour il en est sorti; 88.

— V. *Cour d'assise*.

TIERS. — V. *Casier judiciaire, Presse*.

TIMBRE. — V. *Peine*.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — V. *Presse*.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE. — V. *Commune, Compétence criminelle, Logement des militaires, Presse*.

TROMPERIE. — V. *Vente de substances alimentaires*.

V

VENTE DE SUBSTANCES ALIMENTAIRES. (*Falsification, marque tromperie*). — Vendre dans des bouteilles dont l'étiquette porte le simple mot *gomme*, du sirop de glucose, même additionné d'une infime quantité de gomme, ce n'est pas commettre de délit de fal-

cification du sirop de gomme, mais bien celui d'usage d'une marque portant une indication propre à tromper l'acheteur sur la nature du produit; 275.

VINS. 1. (*Action de la régie, délai, expéditeur, déclaration fausse*). — Le délai de quatre mois dans lequel doit être intentée l'action de la régie, aux termes de l'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816, n'est applicable que lorsqu'il s'agit de faits que les agents ont été à même de constater; il ne peut être opposé à la régie, lorsque l'expéditeur, en déclarant faire transporter du vin de vendanges, alors qu'en réalité il expédiait du vin de raisins secs, s'est fait lui-même volontairement l'auteur de la fraude, et que les employés n'ont pas eu, ni par la dégustation, ni par l'aspect du liquide, le moyen de la reconnaître; 147.

2. (*Plâtrage, expédition, falsification de denrées alimentaires, confiscation*). — Il n'y a pas contravention à l'art. 3 de la loi du 11 juillet 1891 de la part de celui à qui des fûts de vin contenant une quantité de sulfate de potasse supérieure à deux grammes par litre ont été envoyés pour qu'il les expédiait lui-même à divers destinataires, alors qu'il n'a ni vendu ni mis en vente ces vins, qu'il ne les a pas non plus livrés, ne les ayant pas même eus en sa possession, par suite du refus que lui a fait l'administration des douanes, du permis de débarquement, et que sa bonne foi est d'ailleurs établie; 150.

3. Le plâtrage des vins par une quantité de sulfate de potasse ou de soude supérieure à deux grammes par litre, ne rentre pas dans les faits que l'art. 2 de la loi du 11 juillet 1891 déclare constituer le délit de falsification de denrées alimentaires réprimé par la loi du 27 mars 1851; il constitue simplement le délit spécial et puni de peines moins fortes, que prévoit l'art. 3 de la loi précitée de 1891; 150.

4. Dans le cas où l'individu poursuivi comme ayant contrevenu à ce même art. 3 est relaxé, non seulement à raison de sa bonne foi, mais aussi parce que les faits relevés à sa charge ne constituent point le délit prévu par cet article, la confiscation des vins saisis ne peut être prononcée contre lui; 150.

5. (*Plûtrage, vins de liqueur, loi du 11 juillet 1881, modification, proposition de loi*). — Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 11 juillet 1891 tendant à réprimer la fraude dans le commerce des vins, présentée par M. Yves Guyot, député : 173.

6. (*Vente, fraude, Délit*). — Les infractions prévues par la loi du 14 août 1889 sur la répression des fraudes dans la vente des vins, constituent non des contraventions, mais des véritables délits, avec les conséquences qu'implique cette distinction : 147.

7. (*Vins de raisins secs, fût, mention, plaque mobile*). — Ce n'est pas se conformer à l'art. 4 de la loi du

14 août 1889, qui prescrit que les fûts contenant des vins de raisins secs portent en gros caractères : Vin de raisins secs, que de se contenter d'apposer sur la bonde des fûts en circulation et remplis de vin de raisins secs, une plaque métallique mobile, fixée légèrement, qui est enlevée au passage à l'octroi et qui volontairement, par suite d'une négligence calculée, n'est pas remplacée par le charretier : 147.

VOL. — V. *Abus de confiance, Presse*.

VOTE. — V. *Corruption de fonctionnaire*.

W

WAGON. — V. *Chemin de fer*.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE

6/3/09/

TABLE

DES

Dates, des Arrêts et autres Documents

1891		16	Cass., chr. cr.	90
18 juin Angers	196	17 mars. Circ. Min. int.		306
26 déc. Loi belge	170	22 Circul.		99
1892		28 Trib. corr. de Toulon.		71
25 janv. C. cass. de Belg	44	28 Rouen.		192
7 mars Bordeaux	19	29 avril. Cass., ch. cr.		123
9 juil. Décret	80	1 ^{er} mai. C. cass. de Belg.		273
11 oct. Nîmes.	177	5 Paris.		120
27 Cass., ch. cr.	14	6 Trib. corr. de la Seine.		147
3 nov. Loi	27, 54	9 Décret.		108
8 Paris.	17	13 Rouen.		150
15 Loi	26	19 Trib. corr. de la Seine.		113
18 Cass., ch. cr.	16	29 Lyon.		178
25 Cass., ch. cr.	13	2 juin C. cass., ch. cr.		118
25 nov. Cass., ch. cr.	46	9 Toulouse.		188
30 Loi.	27	. Cass., ch. cr.		116
2 déc. Cass., ch. cr.	50	1 ^{er} juil. Paris.		185
3 Cass., ch. cr.	10	1 ^{er} Trib. corr. de Tours.		181
9 Cass., ch. cr.	42	13 Cass., ch. cr.		235
30 Bordeaux.	61	20 Toulouse.		183
1893		20 C. cass., ch. cr.		184
13 janv. Cass., ch., cr.	62	22 Loi.		211
16 Décret.	248	27 Montpellier.		190
1 ^{er} févr. Tr. corr. de Béthune.	43	29 Cass. ch. cr.		193
3 Loi.	77	29 Caen.		230
4 Loi.	74	4 août Cass., ch. cr.		187
4 Cass., ch. cr.	85	8 Loi.		210
8 Douai.	38	24 Cass., ch. cr.		241
8 Besançon.	91	31 Trib. corr. de la Seine.		198
8 Circ. Min. de l'intér.	305	14 Sep. Cass., ch. cr.		236
10 Paris.	157	23 Douai.		228
10 Gand.	145	20 oct. Poitiers.		225
11 Cass., ch. cr.	65	27 Trib. de simpl. pol. de		
11 Trib. cor. d'Angoulême	195	Paris.		229
13 Cass., ch. req.	55	28 Trib. corr. de la Seine.		233
16 Cass., ch. cr.	63	8 nov. Nancy.		232
22 C. d'ass. de l'Aude.	52	9 Douai.		274
		15 Décret.		244
		6 déc. Poitiers.		265

328 TABLE DES DATES, DES ARRÊTS ET AUTRES DOCUMENTS

27	Décret.	77	23	Décret.	307
27	Décret.	178	27	Poitiers.	27
8 mars	Paris.	125	27	Poitiers.	275
10	Cass., ch. cr.	121	28	Trib. corr. de la Seine.	269
16	Loi.	76	29	Cass., ch. cr.	277
16	Cass., ch. cr.	88	30	Trib. corr. de la Seine.	267

FIN DE LA TABLE DES DATES DES ARRÊTS ET AUTRES DOCUMENTS



